JUL 25 1924

31e Année. N° 14. 15 Juillet 1924.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
bel Bonnard. . . .	*Le Bonheur de peindre. — Athènes*	241
ichard Grelling . .	*La Responsabilité du Grand État-Major allemand.*	282
notus	*M. Édouard Herriot*	307
.-L. Pailleron . . .	*Samuel Pepys intime*	314
de la Rochefoucauld.	*Un Homme d'Église et d'État au XVIIe siècle.* — I.	340
azare Weiller. . .	*Les Mœurs, la Politique et les Affaires.*	361
ndré Beaunier. . .	*Les Folies amoureuses.* — II	372
Albert-Petit . . .	*La Déviation de l'Enseignement primaire*	408
mile Magne	*Le Roman d'Henri de Lenclos, père de Ninon* . .	427
enri Pouyanne. . .	Questions économiques : *Le Budget anglais 1924-25.*	445
enry Bidou	La Vie littéraire : *Parmi les Livres*	458
ndré Chaumeix . .	La Politique : *Le Plan des Experts*	470

Copyright 1924 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 4 FR. 50

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1924

La Revue de Paris *publiera prochainement :*

LA SEMENCE DE LA FOI

par EDITH WHARTON

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Continuant la série de ses études sur les combats dont l'ensemble porte le nom de Bataille des frontières, le **commandant Grasset** vient de publier un très intéressant travail sur **Ethe**. On sait que ce village de Belgique, tout proche de la frontière française, vit le 22 août 1914 l'engagement de la 7e division surprise en colonne de route au fond de la vallée encaissée du Ton, dans des conditions si malheureuses qu'une seule de ses brigades, la 14e, put prendre part au combat. Malgré des pertes effroyables, surtout en officiers, cette brigade tint l'ennemi en respect toute la journée, lui faisant payer cher chaque mètre de terrain gagné; et cela malgré une énorme infériorité numérique, puisque les deux régiments français avaient devant eux une division et une brigade allemandes. En dépit de toutes ces circonstances défavorables, la 14e brigade, ou du moins ce qu'il en restait au soir du 22 août, demeura maîtresse du champ de bataille : elle vit les unités allemandes, qui étaient sur le point de l'encercler complètement sur la rive sud du Ton, refluer, l'une au nord de la rivière l'autre (appartenant à un corps d'armée différent, orienté sur Longwy-Longuyon) continuer sa marche vers le sud, alors qu'un petit effort en direction de l'ouest aurait suffi à capturer toute la 14e brigade et à mettre la 13e en situation difficile. Cette brève analyse ne saurait donner une idée du combat lui-même, dont il faut lire le récit dans le livre du commandant Grasset. Celui-ci, en historien rompu aux méthodes modernes, présente un tableau parfaitement objectif des événements. Sans doute, derrière la collection de fiches du chercheur, on entend battre le cœur du soldat; et il est question d'une certaine « compagnie Grasset », que l'auteur a des raisons personnelles de bien connaître. Mais cela ne l'empêche pas de dominer son émotion, à laquelle il a déjà donné libre cours dans un autre ouvrage publié en 1918 (*Vingt jours de guerre aux temps héroïques*). Et à ce propos il serait curieux, si nous en avions le temps, d'instaurer une comparaison entre les deux livres : on verrait grâce à elle combien est à la fois bornée et exacte la vision du combattant. Dans *Ethe*, le commandant Grasset s'élève naturellement à un point de vue plus haut. Et l'intérêt de son livre est qu'il ne donne pas seulement une image d'ensemble de la bataille; mais que différents points de détail ont une portée générale. Les ordres qui envoient la 7e division vers Ethe montrent bien avec quelle légèreté les troupes des 3e et 4e armées ont été lancées dans une attaque qui, si le plan français n'est pas une pure absurdité, était l'attaque principale. De même l'état des troupes françaises au début des hostilités est bien caractérisé en quelques lignes qui sont un réquisitoire bref et définitif contre nos erreurs d'avant guerre. Enfin le commandant Grasset tire avec une grande lucidité les enseignements de ces heures sanglantes qu'il a vécues. Comme le disait le regretté général Buat à propos du premier ouvrage de la série (*Neufchateau*), « de telles monographies posséderont toujours, en fait d'éducation, une vertu supérieure à tout exemple basé sur des fictions ».

Dans un genre tout différent, M. **Robert d'Harcourt** donne un livre qui n'est pas moins attachant, ses **Souvenirs de Captivité et d'Évasion**. On serait tenté de faire comme l'auteur et de sourire avec lui des péripéties qui marquent l'échec de plusieurs de ses tentatives de fuite. Mais la dernière est une si belle page qu'on ne songe plus qu'à admirer. Parvenus à la frontière austro-suisse, trois évadés commencent à passer le Rhin à la nage. Le troisième, gêné, doit regagner la rive autrichienne, il est blessé et pris; ses camarades qui ont atteint la rive suisse repassent le fleuve et retombent en captivité pour se porter à son secours. L'antiquité ne nous a point laissé de tels exemples.

La **Vie d'Albert Ballin** par **Bernhard Huldermann**, dont M. Henri Simondet donne une traduction française, retiendra l'attention de quiconque s'intéresse aux grands problèmes qu'a posés la guerre mondiale. Albert Ballin, parti de très bas, se trouva être rapidement l'animateur de la fameuse Hamburg-Amerika, et l'instigateur des nombreux « pools » ou ententes maritimes entre armateurs. Il prit une part active aux négociations qui marquèrent, lors du trust Morgan, l'essai de monopolisation germano-américaine du trafic de l'Atlantique-Nord. D'autre part ses relations lui permirent, notamment avec l'aide de son ami sir Ernest Cassel, d'essayer de trouver, entre la Marine de guerre allemande et la Marine de guerre anglaise, les bases d'un compromis. On sait comment il échoua, et son biographe a tort de rejeter la faute sur les Anglais. En tous cas son livre peut montrer aux Français toute l'importance des choses de la mer dans la vie contemporaine; et ce n'est pas sans un serrement de cœur que l'on constatera le peu de place que tenaient les compagnies françaises dans les organismes maritimes internationaux d'avant la guerre. Qu'en serait-il aujourd'hui?

Au moment où le problème de la sécurité de la France et de ses alliés entre dans une phase nouvelle, on lira avec grand profit l'ouvrage que M. **Honnorat**, ancien ministre, consacre, sous le patronage de la Société d'Histoire de la Guerre, au **Désarmement de l'Allemagne**. C'est une magistrale présentation de l'œuvre de la Commission de Contrôle présidée par le général Nollet : la résistance allemande, de principe et de fait, est retracée dans tous ses détails, ainsi que les concessions successives des alliés. Une seconde partie, consacrée au mouvement militariste en Allemagne, est une complète mise au point de cette importante question. Le livre est à lire et à faire lire.

C'est encore une histoire de guerre que raconte M. **Blasco Ibañez** dans **Mare Nostrum**. Les lecteurs de la *Revue de Paris* ont déjà pu apprécier l'intérêt du roman et la remarquable traduction de notre collaborateur et ami Marcel Thiébaut. Les aventures du capitaine Ferragut, depuis sa jeunesse partagée entre l'étude et la fréquentation de son oncle le « Triton », nous font vivre intensément les heures de guerre avec ce Méditerranéen, fier de l'être. Ce ravitailleur de sous-marins allemands nous devient sympathique, malgré ses faiblesses, à partir du moment où, son fils ayant péri à bord d'un bateau coulé par les pirates, il déclare la guerre à ceux-ci, lui Espagnol et neutre, et finit par vendre son navire au gouvernement français tout en restant le capitaine, pour pouvoir se battre. La traduction est assez heureuse pour faire croire que le roman a été écrit en français; et pourtant on a l'impression de ne rien perdre de la puissance évocatrice et de la passion de vie qui animent l'original espagnol, comme tous les romans du maître.

J.-M. BOURGET

LE BONHEUR DE PEINDRE[1]

ATHÈNES

I

L'entaille du canal est derrière nous, nous entrons au golfe d'Égine. En approchant de ces lieux célèbres, une inquiétude presque irritable se mêle à la curiosité du voyageur. Il ne s'agit pas d'une arrivée dans des pays inconnus, où il n'a qu'à se livrer à la nouveauté qui l'entoure. Au moment où ses yeux vont découvrir ce qui tient déjà tant de place dans son esprit, il craint le résultat de cette épreuve. Le paysage va-t-il être égal à son attente? où est-il, ce petit Parthénon matériel, qui doit justifier celui que déjà nous portons en nous? Tandis que l'arrivant croit s'offrir aux choses, peut-être n'est-il pas aussi ingénu qu'il se l'imagine. La plupart, ici, alors même qu'ils admirent de bonne foi, ne font qu'obéir à la tradition qui leur dicte leurs transports. D'autres, moins dociles, mais non pas plus libres, se jettent dans le dénigrement pour prouver leur indépendance, et il n'est pas d'expédient de plus mauvais goût. Pour moi, écartant les souvenirs officieux, les réminiscences sans nombre, je veux rester vraiment dans la virginité de la sensation, je fais le vide en moi, derrière mes yeux. Que vois-je? Dans une immense clarté matinale, qui semble appeler à elle toutes les choses, des collines, des montagnes, lancées de chaque côté du vaste espace marin, ont l'air de jouer à se dépasser, avec une ému-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril 1924.

lation de coureurs. Les rivages sont tout découpés, partout les caps répondent aux golfes. Je crois entendre les répliques d'un dialogue précis. Tout veut paraître, sans que rien prétende à primer. Chaque flot a son aigrette de soleil. Des collines que j'aperçois, aucune ne s'affaisse, chacune se lève, chaque ligne court sur le ciel, tout le paysage est debout. Mais quelle lumière! Ardente, subtile et comme un peu écumeuse, c'est elle qui donne la vie à ces monts maigres et purs, à ces îles, à ces flots alertes, c'est son allégresse qui me gagne aussi. Je sens le désir de penser fourmiller sur toutes les pointes de mon esprit, et achevant, alors seulement, dans la conscience ce que la sensation a déjà fait, je laisse éclater en moi le nom de ces lieux insignes, et je me dis, enthousiaste : C'est la Grèce, l'Attique, Athènes!

***

Déjà nous approchions du mouillage, et bientôt l'arrivée, avec sa fumée de détails, allait me masquer la grandeur des choses. Mais, cet après-midi, me voici à terre, pour monter aux temples. Athènes semble une ville coloniale, avec des maisons basses, des balcons de bois, des tas de pastèques. Mais, partout, au bout des rues, l'Acropole, dans le ciel, rallie mes regards. Nulle part je n'ai vu un pareil décrochement, un partage si net, si hautain, entre la vie ordinaire et la vie supérieure. Ailleurs les monuments sont plantés parmi les vivants. Ici seulement la beauté semble avoir obtenu son plan, car ce n'est pas un sommet, c'est bien plutôt une table, un piédestal, sur lequel les temples sont debout. On sent que, quelles que soient les agitations d'en bas, la vie ne remontera jamais plus à leur hauteur, où ils ne traitent qu'avec les esprits, où ils reçoivent éternellement le tribut des heures. En bas, cependant, je rencontrais sur les places de petites églises byzantines, qui m'eussent intéressé ailleurs et que je ne daignais pas voir; ou bien je me heurtais à un édifice antique, l'Héphaistéion, ou la Tour des vents, qui me renvoyait à la cité supérieure. Levant la tête, je l'apercevais de nouveau, et sans réfléchir davantage, je me jetais vers elle, mon pas suivant mon regard. J'allais par la rue qui me parais-

sait la plus directe et qui, comme une rivière qu'on remonte, se rétrécissait à mesure que je m'élevais sur la pente. Puis, quand je croyais toucher au but, je me heurtais à la paroi du rocher, et à peine apercevais-je, au-dessus de moi, la tête triomphale d'une colonne, immergée en plein azur. Alors, comme un assiégeant repoussé, je retombais dans ce que je n'avais pas voulu voir, de pauvres cases, une vie d'un laisser-aller oriental, des femmes, des enfants dehors, des chapelets de piments pendus aux murs, l'enseigne bleu ciel d'un cordonnier. Au fond, cependant, j'aimais presque mieux que la cité suprême restât ainsi inviolable, qu'elle me forçât de refréner mon impatience, avant de parvenir jusqu'à elle. A la fin, dompté et soumis, j'ai accepté de n'y arriver que par le chemin banal. J'ai suivi les longues rampes qui passent près du théâtre, et au-dessus de l'Odéon. J'ai gravi le roide escalier. Je suis arrivé aux Propylées, hautains et purs comme un rempart de la beauté. Debout sur l'azur, le marbre chantait.

Faire des pas qu'on ne sent plus. Laisser fondre en soi tout l'accidentel. Se dire que l'entrevue insigne arrive trop tôt, qu'on n'y était pas assez préparé, et sentir avec bonheur que ce regret reste vain, qu'on ne peut plus se soustraire à l'attrait irrésistible. Arriver enfin, et contempler à travers des larmes l'immortel sourire.

D'abord je me livre au temple, je jouis de l'immense augmentation de le voir. Sans former aucune pensée distincte, je reçois de lui la substance de mille pensées et, sans agir, la vigueur d'actes sans nombre. Cette force essentielle dont il me comble, je ne sais l'occuper qu'à faire, çà et là, quelques pas que je ne conduis plus et qui ne m'éloignent pas de lui. Je revois, en esprit les ruines éparses autour de la Méditerranée, le mâle temple de Paestum, ceux que les monts de Sicile tiennent comme des lyres, Palmyre, qui promène, au bord du désert, son immense cérémonie de colonnes. Mais, ici, je suis au centre. Les autres édifices ont penché vers un sentiment, ils ont opté pour l'orgueil ou pour la douceur. Seul le Parthénon n'accepte pas d'être enfermé dans une expression particulière. Je ne pouvais essayer de le qualifier, par quelque mot que ce fût, sans qu'il me fallût aussitôt revenir de cette louange excentrique à son impartiale excellence. A peine m'étais-je dit

son immortelle vigueur que je m'étonnais de voir comment sa grâce dévore sa force. D'abord il me semblait avoir formé le carré contre les siècles. Mais à peine l'avais-je vu résister, je le voyais consentir. J'admirais comment, supérieur aux choses, il leur reste aussi sensible, avec quelle condescendance il laisse mourir sur ses bords la douceur de l'heure, et une fraîcheur me descendait alors dans l'esprit, en me souvenant qu'on avait adoré ici, en même temps que la Déesse Poliade, Pandrosos, Déesse de la rosée. Il semble avoir passé en trois pas du primitif à l'essentiel, et en le contemplant, j'apercevais encore la figure rudimentaire de la première hutte, à travers l'ordonnance de la demeure suprême. Mais, dès que je m'étais avoué sa simplicité, je sentais aussitôt la pointe de tous les raffinements qui gardent à son pur dessin le renflement secret de la chair. A peine avais-je affirmé sa nudité et son évidence, il me fallait rendre témoignage à sa discrétion et à sa pudeur. Dire seulement qu'il commande, c'est le faire trop impérieux. Dire qu'il persuade, c'est lui prêter un effort qui est au-dessous de lui. En l'appelant seulement sublime, je le jetais trop loin et trop haut, je faisais tort à son exquise mesure. Si je ne signalais que cette modération qui le laisse au milieu de nous, je ne montrais plus la sérénité qui flotte sur ses frontons, et, pour dire qu'il est l'ami des hommes, j'oubliais de dire qu'il est celui des étoiles. Comment l'exprimer? Il n'appelle aucun de ceux qui restent en bas, il admet tous ceux qui sont montés jusqu'à sa hauteur. Il n'affecte rien, il préside, il est, il n'a d'autre orgueil et d'autre dédain que celui qui tombe nécessairement de l'œuvre parfaite.

Tandis que je le contemple, un souvenir me revient, celui d'un petit fait qui me paraît si à propos que je le laisse voltiger à travers mon extase abstraite. Lorsque Athènes tout entière s'occupait à bâtir le temple, un des ouvriers les plus zélés tomba d'un échafaudage et se fit grand mal. Les médecins ne savaient pas le guérir. Alors Athéna apparut en songe à Périclès et l'instruisit d'un remède qui rétablit cet homme en peu de jours. Que cette histoire est caractéristique! En face, dans l'Italie toute voisine, je connais vingt petits tableaux de primitifs, qui représentent un accident du même genre, la chute d'un maçon, un enfant foulé par un cheval. Aussitôt

un saint se précipite du ciel et bouscule l'ordre universel pour secourir son protégé, en étonnant les voisins. La Déesse fut bien plus discrète : elle intervint sans rien troubler et son miracle irréprochable éclaire bien sa demeure; c'est ici le temple des Lois.

***

Après je ne sais combien de temps, le chef-d'œuvre m'a permis de détacher mes yeux de lui et d'accorder à ce qui l'entoure des regards que sa beauté enivrait encore. J'ai vu la tribune de l'Erechtéion et l'Erechtéion lui-même. Celui-ci se laisse prendre par l'adjectif. Le Parthénon est au-dessus des dimensions, la grandeur et la petitesse gisent également à ses pieds, comme deux victimes sacrifiées. De l'Erechtéion, il est permis de dire qu'il est petit, comme l'amant le dit à sa maîtresse, pour le plaisir de mieux l'envelopper et de la choyer tout entière. Il inspire une admiration moins respectueuse et déjà chargée de tendresse. L'encadrement de la porte rappelle à l'esprit la floraison des jardins, les volutes de ses chapiteaux ioniques font penser aux spirales des coquillages. Cette descente de l'admiration s'achève au petit temple de la victoire Aptère, dont la beauté est voluptueuse.

Ainsi ramené vers les choses, j'ai fini par accepter de les voir. Cela commençait par une petite plante qui rampait sur le stylobate du Parthénon, avec une fleur où j'ai reconnu le câprier sauvage, une corolle d'un blanc teinté de mauve, et qui osait être la favorite de l'instant, au pied de ces colonnes qui sont les favorites des siècles. Alentour erraient quelques visiteurs, qui me paraissaient touchants à force d'insignifiance. La ville, en bas, se répandait au hasard, une voile tachait la mer. C'est tout cela que les Barbares d'aujourd'hui appellent la vie, car ils réservent ce nom à ce qui est sans cesse en train de mourir, à tout ce qui n'atteint pas à la véritable existence. Mais, au delà de ces vains détails, le paysage redevenait d'une certitude admirable. Le ciel intense et pur, où le soleil déclinait, n'admettait pas l'erreur ni la fantaisie d'un seul nuage. La masse de l'île d'Égine surgissait dans une

poudre violette. L'Hymette revêtait lentement une tunique couleur de rose. On sentait, sous le contour du Pentélique, la fermeté de son échine de marbre. Toutes les choses semblaient vouloir être dignes du temple qui les achevait. Nulle part, je n'ai vu un monument aussi étroitement associé que le Parthénon au site auquel il préside. C'est la conscience du paysage. Il en ramasse l'harmonie éparse, pour la concentrer dans un ordre sans hasard. Les lignes des montagnes viennent abjurer dans ses frontons ce qu'elles gardaient encore d'errant et d'incertain. Ses colonnes purifient en elles la forme des corps. Que m'importaient les jeunes gens que je voyais, en bas, jouer et courir, les jeunes filles qui, à cette heure-là, se promenaient dans la ville? Toutes les beautés éphémères, je pouvais à la fois les oublier et les posséder en le regardant : il résume tout, sans rien raconter; à la fois complet et pur, il offre à la raison le butin du monde. C'est pourquoi d'autres monuments pensent frapper davantage, aucun ne satisfait comme lui. Tandis que je le contemplais encore, je voyais ma canne, que j'avais laissée sur ses degrés, et je n'avais point envie de la reprendre, comme si je n'avais pas dû repartir. Alors une petite épigramme, pareille à celles de l'Anthologie, s'est faite en moi toute seule, et je la transcris :

Le voyageur n'offre pas à la Déesse de victime, ni même de fleurs. Mais il lui consacre le bâton qu'il emportait toujours dans ses courses, car ici, pour la première fois, depuis qu'il marche à travers le monde, il s'est senti arrivé.

***

Cependant, j'aspire à me rendre compte de mon bonheur. Il est attaché à la perfection du temple; c'est cette notion même qu'il faudrait analyser. J'ai souvent pensé à faire une étude sur le double sens de tous les grands mots, selon que nous considérons ce qu'ils doivent essentiellement contenir, ou seulement ce dont on les emplit d'habitude. La modération, par exemple, n'est pour la plupart des gens qu'une prétentieuse timidité, une façon de rester à la surface de tout, alors qu'elle consiste à être le maître de plusieurs idées, au lieu de rester l'esclave d'une seule, à savoir les réduire

en un système harmonieux, et à être, en somme, plus fort que sa force. Ce qu'on décore le plus souvent du nom de bonté, c'est une molle et commode indulgence pour tous les méchants et non pas la vertu énergique qui protège et qui combat. L'amour, pour presque tous ceux qui l'éprouvent, n'est qu'une fureur de l'égoïsme, et très peu prennent vraiment occasion de leurs amours pour aimer, c'est-à-dire pour remporter une victoire sur cet égoïsme instinctif. Il n'en reste pas moins que tous ceux qui faussent ainsi le sens des grands mots veulent profiter encore du lustre que leur ont valu les quelques hommes qui les ont vraiment remplis des sentiments qu'ils comportent. Ces mots sont assez pareils à ces palais dont l'étage principal, plein d'espace et de lumière, se déroule entre des combles étroits et un entresol mesquin; mais ceux mêmes qui n'y occupent qu'un obscur recoin n'en veulent pas moins se faire gloire de loger dans la demeure superbe, et nous quittent avec orgueil pour rentrer dans leur taudis, en franchissant le noble portail. Si l'on passe au langage de l'esthétique, les malentendus sont plus frappants encore. Qu'est-ce que le goût, pour la plupart des gens qui se vantent d'en avoir, sinon une façon avantageuse de ne courir aucune aventure et de couvrir la faiblesse et l'incertitude de leurs sensations? Cependant, quand nous médisons du goût, c'est que nous acceptons ce faux sens. Comment, autrement, pourrions-nous tourner en dérision le sentiment le plus nécessaire à l'organisation de nos jouissances? Le faux goût consiste à n'oser aller nulle part, le vrai goût à être revenu de presque tout : ce n'est plus l'art de se priver, c'est celui de choisir; c'est la forme exquise du dédain. Notre goût marque et dénonce notre propre valeur, et quelque complaisance que nous ayons pour la confusion et pour l'anarchie, il nous en faut toujours au moins un rudiment, pour être autre chose qu'une émeute de sensations contradictoires. Venons maintenant à la perfection. Regardons d'abord la manière dont ce mot est travesti et dénaturé. Toute une partie du public aime à s'en servir, car il lui offre une arme contre le génie. Certains grands hommes ont une façon un peu indiscrète de faire sentir leur différence. Michel-Ange a des parois abruptes, Corneille est hautain. Raphaël, Racine, au contraire,

ne rompent pas si insolemment avec l'humanité ordinaire; leur œuvre lui offre des pentes douces. Je ne dis pas qu'en fait ils ne soient pas plus éloignés encore du profane et, pour qui les connaît bien, plus décourageants. Le fait qui importe, c'est qu'ils le paraissent moins. Le public les récompense de cette modestie apparente, en disant qu'ils sont parfaits, car il trouve dans ce mot une transfiguration de sa propre médiocrité, qui la remet au-dessus du génie lui-même. Ce terme de perfection n'est pas moins commode aux artistes indigents, pour les dispenser de rien inventer. La perfection, pour eux, c'est la correction de la pauvreté. Du reste, quand la mode change, et que c'est le génie qui est en vogue, d'autres, sinon les mêmes, se jettent dans l'extravagance pour s'en donner les airs. Ainsi, quelle que soit la hiérarchie des valeurs, elle prête à la même contrebande et l'on voit toujours se reproduire l'effort tenace, acharné, que font les gens médiocres, pour tirer jusqu'à eux les magnifiques pavillons de la grandeur, brodés, dorés, chargés d'emblèmes augustes, afin d'en couvrir leur marchandise.

***

Si nous recherchons ce qu'est, au vrai, la perfection dans les arts, nous trouverons d'abord que ce terme ne peut s'appliquer qu'à une réussite technique. L'œuvre parfaite, c'est, au vrai sens du mot, l'œuvre la plus faite, celle où l'agencement des parties ne laisse rien à désirer. C'est donc, avant tout, une œuvre solide. Encore faut-il que cette solidité, au lieu d'être étalée et ostensible, comme dans certains monuments romains, ne s'annonce pas, qu'elle reste intime et comme ravalée, qu'une élégance subtile la couvre. Dans la plupart des monuments, on sent que les divers éléments qui les constituent ne sont rassemblés que par contrainte et pour un temps; la nature continue d'être leur maîtresse, elle les rappelle sourdement à elle. Ce n'est que dans l'œuvre parfaite que, vraiment apprivoisés par l'homme, comme les bêtes qui ont quitté leurs forêts afin de vivre avec nous, ils échappent à la poussée des forces élémentaires, pour s'aimer sincèrement et rester ensemble. L'artiste a fait d'eux un emploi qui les

satisfait tellement qu'ils se livrent tout à fait à lui. Pour le bonheur d'être couché dans le stylobate et d'être debout dans la colonne, le marbre du Parthénon oublie vraiment sa montagne.

De là vient que, si l'on voulait définir la perfection par son attribut le plus nécessaire, on pourrait dire que nous ne reconnaissons cette qualité qu'à ce qui nous paraît fait pour durer. Cette durée n'est pas ajoutée à l'œuvre; elle lui est consubstantielle, elle ne fait que traduire sa cohésion, son unité organique. Le Parthénon dure d'être. Mais pour qu'une œuvre nous semble parfaite, son arrangement ne suffit pas : il faut encore regarder à ce qu'elle exprime. Nous ne jugeons point telle une œuvre d'art dont les divers éléments ne nous paraissent pas proportionnés les uns aux autres : mais nous ne donnerions pas non plus ce nom à celle qui n'exprimerait que des sentiments particuliers ou exceptionnels; il faut qu'elle ait une valeur générale. Quand nous disons qu'une tragédie de Racine est parfaite, nous faisons d'abord allusion à cette heureuse industrie, à ce quelque chose de lisse et d'ovale qui semble fait pour donner moins de prise à l'effort du temps. Mais nous voulons dire aussi que, par l'entremise d'un art achevé, cette tragédie manifeste des sentiments permanents. On n'appelle pas parfaite l'œuvre qui n'a qu'une voix, mais seulement celle qui concilie et qui met en paix les plus hautes puissances de l'homme. C'est par une pure illusion qu'elle peut alors nous paraître simple. En vérité, elle n'est pas simple; elle est unanime. L'apparence de simplicité qu'elle nous présente ne s'attache pas à sa nature, mais à l'impression qu'elle cause en nous : c'est le signe de sa réussite. Du reste, ce mot de simplicité est aussi l'un de ceux qui servent de lieu à un perpétuel malentendu. A regarder l'exemple que nous donnent nombre d'artistes et d'écrivains, être simple, c'est être plat. Il va de soi qu'en fait, c'est tout autre chose. La simplicité n'est pas en deçà, mais au delà de la richesse. Ce n'est point la fontaine du carrefour, mais bien la source profondément reculée, cachée dans les monts, au fond des vallons. Ce mot désigne l'élaboration suprême de toutes nos acquisitions. Nous appelons simple, en art, une œuvre qui réussit à nous cacher ses moyens, un total dont nous ne discernons pas les nombres.

***

Si l'on considère ces caractères de la perfection, on ne s'étonne pas qu'il y ait, de notre temps, si peu de monuments et d'ouvrages qui nous paraissent approcher d'elle et on voit aussi que le Parthénon nous la représente pleinement. Il n'est pas de perfection sans certitude. L'œuvre parfaite, c'est l'œuvre au repos, le coureur au but. Mais, comme nous ne savons plus vers quoi courir, nous avons inventé que c'est la course elle-même qui est une merveille. L'œuvre parfaite, en même temps, est celle qui montre le moins son auteur, car cet auteur a cru à une doctrine, et il ne nous donnerait pas ce vaste bonheur s'il n'avait aimé son ouvrage dans la mesure même où il s'oubliait. Or il en est tout autrement aujourd'hui, et la plupart des artistes ne nous députent leurs productions que comme des messagers chargés de nous parler d'eux. Les idées régnantes, sont celles de l'originalité, de la nouveauté à tout prix, véritables lubies de nègre; pour avoir la rage d'être nouveau, il faut vouloir que le monde commence à soi. Phidias est tout autre. Il ne s'est pas soucié de différer expressément de ses prédécesseurs. Il a voulu, au contraire, profiter de leurs acquisitions, poursuivre leurs recherches, achever leurs efforts. Le temple qu'il a fait ne nous crie pas son nom. Il y a dans l'œuvre parfaite une modestie, un effacement de l'auteur, qui est un de ses charmes les plus délicats et les plus puissants. Comme repliée sur elle-même, elle ne se vante de rien, elle ne fait pas de geste vers le dehors, elle paraît uniquement occupée à se conserver : mais elle rayonne. Nous la voyons en même temps rentrer en soi et sortir de soi. Qu'on se figure une femme qui, de sa main, couvre sa lampe. Mais, autour de cette main, moins noire que rose, s'arrondit une tranquille couronne de lumière : c'est l'évidence autour du secret.

***

Le Parthénon présente tous ces caractères. Mais ce qu'il faut remarquer en lui, c'est surtout, sous sa simplicité apparente, la richesse de son contenu. Cette plénitude le sépare à jamais des ineptes copies qu'en ont tenté les modernes. Ces

imitations, comme on sait, ne sont même pas exactes. Leurs sottes colonnes, cylindriques et verticales, ne savent pas que celles du modèle sont légèrement renflées en leur milieu, insensiblement penchées vers l'intérieur. Mais il ne s'agit pas là, uniquement, dans l'architecture du temple, d'artifices techniques. Ces raffinements sont des souvenirs des beautés vivantes. La géométrie des monuments qui l'imitent reste vide. La sienne est pleine encore de la richesse des choses. Bien loin de ne vivre que dans leur raison, ceux qui l'ont construit y achevaient seulement une existence qui s'était exercée ailleurs, dans l'action et la jouissance. Que de voluptés dont la mémoire est venue garnir ses chastes mesures! Il ne s'adresse pas à nos sens, il ne parle qu'à notre esprit, mais, les atteignant par son entremise, il les étonne d'un bonheur où ils ne se reconnaissent plus, et d'une volupté plus suave que tout ce qu'ils croyaient pouvoir éprouver. Sans que nous soyons appesantis par l'épaisseur des mets, offusqués par le fumet des viandes, le temple nous offre pourtant un festin; mais il garde à notre satiété la délicatesse de l'abstinence et, nourris par lui, nous nous sentons rester aussi purs que les disciples de Pythagore, quand ils ne s'étaient nourris que de miel.

***

Il est toujours bon de savoir un peu d'histoire, mais il n'est pas d'endroit où un étalage d'érudition soit plus intempestif que sur l'Acropole. Ces monuments sont justement faits pour nous en dispenser. Qu'on traverse la cour du Louvre, par un soir d'hiver, quand l'architecture ne vit que par la coupure de ses plus hautes lignes sur un ciel froid. Qu'on s'arrête sur la place du Capitole, dessinée par Michel-Ange pour y recevoir la statue de Marc-Aurèle; l'émotion qu'on ressent alors est encore toute chargée d'histoire. Celle qu'on éprouve sur l'Acropole est d'une qualité bien plus haute. Par une sorte de désintéressement sublime, ce temple ne nous parle pas de ceux qui l'ont fait, il les oublie pour nous parler de nous : il chante l'hymne de l'homme. Il ignore les siècles dont il sort, il n'a jamais de passé. Chaque matin, il est à sa première aurore. C'est tout cela que nous essayons de rendre, quand

nous disons qu'il est beau. Le beau seul, lorsqu'il est réalisé, donne cette béatitude paisible. Le mal s'enlace au bien comme un serpent, le vrai et le faux n'ont jamais fini leur dispute; mais le beau, dans son évidence, est sans adversaire, la laideur n'étant plus alors qu'un accident oublié, un simple défaut d'existence. Ce ravissement de la beauté pure, on peut le goûter ailleurs avec plus de raffinement, mais nulle part avec plus de certitude que sur l'Acropole. Dans la mesure même où il jouit du temple, l'esprit y jouit de soi. Ce n'est pas le plaisir de boire un vin délicieux, aux parfums de fleurs, mais celui de sentir s'insinuer en nous une eau presque aussi légère que l'air. C'est une volupté plus subtile encore que celle d'être enivré, celle d'être désaltéré.

***

Autrefois, cependant, le temple ne demeurait pas tout abstrait; il parlait par des figures. Mais celles-ci ne le ramenaient pas plus bas, elles ne diminuaient pas son aspect de généralité éternelle. Nous n'avons plus la statue intérieure, mais nous pouvons voir encore, à Londres, quelques-unes de celles qui décoraient le fronton. Elles ne sont marquées d'aucun caractère particulier, ne tiennent les attributs d'aucun culte, n'ont pour vêtements que ces étoffes légères, aux innombrables plis réguliers, qui semblent les couvrir d'une draperie d'eaux courantes. C'est leur beauté qui les porte à la hauteur de l'émotion religieuse. Je n'ai jamais pu regarder les femmes appuyées qu'on appelait jadis les Parques, et où l'on croit maintenant reconnaître Aphrodite et Dioné, sans que leur allongement superbe et paisible me rappelât l'attitude de la Jungfrau, au bas du ciel bleu, et comme la cime neigeuse laisse se déployer sur elle toute la clarté du couchant, ainsi ces statues pareilles à de magnifiques montagnes humaines, sans dégager elles-mêmes aucune pensée, exposent leur sérénité aux rayons de la spéculation la plus haute. Au-dessous de ces figures, se déroulait la frise qui représente la procession des Panathénées. Ici l'on semble plus près d'une réalité terrestre, mais l'âme du temple, pénétrant aussi ce cortège, triomphait, pour ainsi dire, de ce qu'il lui apportait d'accidentel. Au musée de

l'Acropole, on peut voir quelques-uns de ces bas-reliefs, complétés par le moulage de ceux que détient le musée de Londres. Sans m'arrêter aux différences d'exécution visibles entre ces morceaux, j'ai tâché de me représenter l'œuvre entière, cette pompe à la fois libre et réglée, scandée par une harmonie éternelle. Ce qui frappe le plus dans ces figures, c'est ce que leur sérénité a, en même temps, d'un peu lourd et d'un peu vide. Cela donne à cette procession, qu'on prend d'abord pour une fête de la vie, quelque chose d'irréel et d'élyséen. On dirait que ce défilé est éclairé par la lumière toujours égale, à peine creusée d'ombres légères, qui dore les îles des Bienheureux. Rien ne ressemble moins au réalisme dru et sain de l'art florentin, à la façon dont se démènent les personnages de Donatello, que ce calme qui fait presque penser à des somnambules. Ces cavaliers galopent, ces hommes touchent des taureaux, ceux-ci portent des amphores, mais tous accomplissent leurs travaux avec une perfection qui les en acquitte. La beauté de leur geste détache leur bras de la besogne qu'ils font. Cette réalité dont ils nous livrent l'essence, ils semblent eux-mêmes en prendre congé. On ne peut contempler ces bas-reliefs sans que se présente à l'esprit le double sens mélancolique du mot parfait, qui veut dire à la fois ce qui est sans faute et ce qui est fini. Sur cette frise, on voit Athènes changer de plan. Il semble que ces figures se présentent à nous entre la vie qui leur dit : « Jamais plus », et l'art qui leur dit : « Pour toujours. »

***

Alors l'esprit revient à ceux qui ont mis l'âme d'Athènes au-dessus des temps, à Périclès et à Phidias. Les dernières années de Phidias sont obscures, mais il n'est pas douteux qu'elles furent pleines de tribulations. Celui qui avait donné au monde antique l'image de ses Dieux fut accusé d'impiété. Il est bon de se rappeler ces choses, ne serait-ce que pour se garder de l'illusion que l'homme a jamais été au-dessus de sa malice et de sa sottise ordinaires. Athènes a banni Phidias; elle a banni Anaxagore, elle a banni Thucydide, qui écrit en exil, sous son platane de Skapté-Hylé. L'Olympien Périclès doit s'humilier jusqu'aux larmes, pour obtenir

du peuple qu'il ne chasse pas la compagne de sa vie, la femme qu'il aime. Athènes, aujourd'hui, pour nous, c'est Périclès, Phidias, Thucydide, Anaxagore. Telle est la suprême condescendance du grand homme, qu'après avoir été calomnié, nié, il représente ceux mêmes qui l'ont méconnu, et qu'il daigne enfin être l'homme.

On voit maintenant les deux amis l'un près de l'autre, Phidias et Périclès, comme deux égaux, et s'il n'était pas oiseux de marquer des rangs entre ces grandeurs, on pourrait même dire que c'est l'Artiste qui est le premier. Car l'œuvre du Politique n'a continué d'agir dans le monde qu'en s'y défaisant. Celle de l'Artiste agit et demeure entière. On oppose à tort l'art et l'action. Tout ce qui manifeste l'homme mérite ce dernier nom, mais il est deux sortes d'action, l'une qui saisit le présent et l'autre qui le dédaigne. Cette dernière est l'œuvre d'art. Le chef-d'œuvre est, par lui-même, l'acte éternel. Il ne périt que par l'insulte des hommes, ou la trahison de sa matière. On doute de ce que voulut au juste Périclès. Ce que voulut Phidias, si nous avions gardé ses ouvrages, nous le saurions sans erreur. Il ne nous reste que ce Parthénon incomplet et mutilé, où son esprit se répand encore. Cela donne à sa figure quelque chose d'un peu plus douteux, qui l'associe mieux à son ami. Quoi qu'il en soit, nous en savons assez pour être sûrs que c'étaient deux esprits de la même famille. Placé entre l'Athènes fière et sobre des aristocrates et des autochtones, et l'Athènes bavarde des démagogues et des étrangers, Périclès gouverna le peuple, il le contint ou, pour mieux dire, il l'enchanta. C'est le mot dont Socrate se sert en parlant de lui, dans les *Mémorables* : « Périclès, dit-il, avait des charmes pour se faire aimer d'Athènes. » Ce fut une sorte de tyran subtil. Il semble qu'il ait regardé comme inévitable la lutte avec Sparte, et que, selon la parole de Thucydide, il n'ait pas cru qu'Athènes pouvait conserver en tremblant ce qu'elle avait acquis. Sans doute pensait-il que les nations supérieures, comme les héros des tragédies, sont enchaînées par leur grandeur même à un destin difficile. Mais, avant de risquer sa patrie dans une épreuve peut-être mortelle, il voulut la porter jusqu'à la hauteur où rien ne meurt plus.

Il profita de la richesse de l'État, qui disposait alors du tribut des îles, pour faire la dépense de ces monuments, que beaucoup de ses concitoyens durent trouver excessive ou inutile, et grâce à laquelle Athènes vit dans les siècles. On est d'autant plus ému de voir deux grands hommes s'associer ainsi pour sauver l'âme de leur patrie que, cet effort, ils ne semblent pas l'avoir fait dans l'orgueil grossier du triomphe, mais, au contraire, avec une calme prévision des dangers futurs. La frise du Parthénon a un pendant. C'est l'oraison funèbre que prononça Périclès des Athéniens morts à la guerre, et que Thucydide nous a rapportée. Je n'oublie pas que les historiens de l'antiquité composaient eux-mêmes les discours des personnages qu'ils mettaient en scène. Mais, quand il s'agit de Périclès, Thucydide, son contemporain, et, du reste, un esprit du même rang, ne peut lui prêter que des paroles assez pareilles à celles qu'il a prononcées. Ce magnifique éloge d'Athènes est tout autre chose qu'une copie du réel : on y sent la supériorité d'un esprit hautain, qui ramasse dans la réalité des traits épars ou douteux, pour créer l'image qu'il impose aux siècles. Cependant, tout éloge annonce malgré lui l'achèvement de ce qu'il célèbre. Il ne saurait s'appliquer à ce qui ne s'est pas dégagé, ni définir ce qui se développe encore. Ces conceptions ont perdu leur rigueur pour nous; le mot d'évolution, dépouillé de tout sens scientifique, et même de tout sens précis, est un de ceux auxquels nous avons le plus souvent recours, pour croire que rien ne dure et que tout se vaut à peu près. Mais les Anciens avaient des idées plus fermes sur la ruine fatale de toute grandeur et je ne puis croire que Périclès aurait pu prononcer de sa patrie un éloge aussi précis, aussi décisif, s'il n'avait admis qu'elle s'était accomplie et qu'elle pouvait désormais mourir. Ainsi ce discours répond à la frise du Parthénon : il respire la mélancolie de la conscience, comme elle respire la mélancolie de la perfection. Plein de l'indifférence sublime de l'architecture, le temple lui-même fut tout de suite éternel : la procession monta vers lui, lui apportant cette âme des jours qu'il dédaignait déjà; mais il l'arracha à cette vie d'où elle venait, et, l'enroulant à ses murailles, elle ne redescendit jamais plus.

II

Dans le petit Musée de l'Acropole, outre les bas-reliefs du Parthénon, on trouve des œuvres plus anciennes, où se dégagent, comme à leur source, des sentiments dont le mélange a fait l'âme grecque et qui se sont répandus à travers l'antiquité tout entière. J'ai d'abord regardé ce qui reste des premiers temples détruits par les Perses. Comme ces vieilles sculptures sont gaies, et comme elles devaient l'être plus encore, sous les couleurs vives dont elles étaient enluminées! On y voit les Grecs se détacher déjà du fond de terreur qui nourrit les religions primitives. Le monstre à trois têtes qui représente Tritopator renonce à faire peur, pour rire avec celui qui le regarde. Plus loin, un sphinx, trouvé au Pirée, est déjà tout grec, par sa mondaine élégance, tandis qu'une admirable tête d'ourse ressemble au contraire aux plus anciennes choses de l'Asie, par son relief lisse et simple, par la présence d'une âme animale. Le ventre du Moschophore est sculpté avec toute la plasticité de l'art égyptien; mais, dans la façon dont les bras sont traités, on trouve plus de curiosité pour les muscles qui s'y dessinent et il y a dans les yeux grands ouverts du sacrificateur un éveil nouveau. Une tête d'éphèbe ressemble à l'Apollon d'Olympie et elle a déjà cet air d'ennui, de dédain cruel qu'on retrouve dans la moue d'Antinoüs. Les exemplaires dégénérés de cette beauté traînent encore sur les quais d'Italie et de Provence. J'arrive à la grande salle où sont rangées ces statues de femmes qu'on a découvertes dans le sol de l'Acropole et qu'on appelle des Corés. Elles sont d'une fraîcheur charmante, mais elles sont trop. Leur réunion laisse voir ce qu'il y avait de formules dans cet art archaïque, qui maintenant nous plaît tellement, et où les expressions des figures sont moins dues à la volonté de l'ouvrier qu'elles ne résultent de sa gaucherie. Cependant, quand on les regarde mieux, on voit entre ces statues plus de différences. Une d'elles ressemble avec ses cheveux partagés, son visage austère, à une Vierge romane. Mais les autres sont des femmes en fleurs, qui n'ont de sacré que l'attitude où les enferme le rite; une d'elles, toute droite, à quelque chose de si fier dans le ressort de son cou que cela rappelle le port de tête naïf et superbe de

certains oiseaux. A la fois charnelles et correctes, avec leurs seins pointant sous la robe, leur sourire fixe, et trois mèches de cheveux répandues, comme trois ruisseaux, sur chacune de leurs épaules, elles seraient voluptueuses, si le vieux sculpteur avait fait ce qu'il voulait. Il n'a pu que s'attacher aux moindres plis de leur robe, à tous les détails de leurs ornements, et comme il ne savait pas rendre la beauté de leur corps, il a d'autant plus soigné leur parure.

Au Musée national, j'ai regardé les statues, les vases où se peint encore la vie familière, les stèles funéraires qu'on a un peu trop vantées et dont la quantité même nous éclaire sur ce qu'il y a dans cet art de répétition industrielle. On aime cependant la docilité avec laquelle ces mourants se détachent de la vie : leur air de douceur distraite est le reflet de la sérénité qui règne sur les figures du Parthénon. Mais ma surprise et ma joie, ce fut de voir les objets mycéniens : ils révèlent un autre monde. Parmi cette profusion de bijoux d'or, minces et légers comme des feuilles, on croit entrer dans un merveilleux automne. On se penche sur ces cachets d'or, d'une précision impeccable, sur ces plaques d'or où mille spirales semblent reproduire les boucles des flots. Encore l'art mycénien n'est-il que la décadence et la fin de l'art égéen. C'est la Crète qu'on évoque ici, avec sa Déesse-Mère et ses rois-prêtres, l'île aux cent villes d'où s'échappait l'essaim des vaisseaux, qui fut, avant la Grèce, le pays de la lyre et, avant la France, le royaume des lys. Il faut se rappeler les fresques, les statuettes, les vases qu'on y a trouvés, et, du reste, ici même, la bonne époque de cet art est représentée par plusieurs objets. Ce qui étonne en eux, qu'ils soient d'une matière précieuse ou commune, c'est l'extrême liberté des figures qui les décorent. Sur de grossiers pots de terre, retrouvés dans les Cyclades, on voit des pigeons, des fleurs, des pêcheurs tenant leurs filets, représentés avec tant de vérité et de naturel qu'en dépit des millénaires dont ils ressortent, ils ne semblent jamais dater que de la journée. De même, les taureaux qui chargent sur le flanc des gobelets d'or trouvés à Vaphio sont d'une réalité si superbe qu'ils ne dépendent d'aucun style ni d'aucune époque. Cette liberté absolue est d'autant plus remarquable qu'elle éclate, çà et là, dans les arts et qu'il en est, même parmi les plus

grands, où elle n'apparaît point. On la retrouve dans certains objets de la Chine du Nord, tels que ces petits animaux de bronze qui sont parfois incrustés de turquoises, ou dans ces admirables plaques de bronze ou d'or qui représentent des fauves dévorant leur proie et qu'on rattache à l'art scythe. L'exemple le plus ancien et le plus insigne qu'on en puisse citer, ce sont les œuvres gorgées de vie que nous a laissées l'homme quaternaire, peintures des cavernes, statuettes de bois, d'ivoire ou de gypse, vestiges où il semble que l'art ait eu, dès l'origine, toute sa conscience et sa grandeur. Ainsi, quoique en ces matières, il faille beaucoup se défier des idées générales et ne s'y arrêter qu'un moment, pour la trouée qu'elles ouvrent dans l'épaisse forêt des faits et des choses, deux tendances paraissent exister, dès le début, qu'on verra ensuite alterner, s'opposer, ou se mélanger : on distingue l'art du chasseur et l'art du scribe, l'un qui s'identifie à son objet, l'autre qui classe le sien, l'un qui reste dans la sensation, la déploie, l'étoffe, fait ses délices du hasard et de l'occasion, l'autre qui passe à l'idée et ne vise qu'au général, l'un qui fait tomber toute une espèce dans un animal, l'autre qui fait rentrer chaque animal dans l'espèce, l'un qui montre, l'autre qui enseigne, l'un qui peint, l'autre qui écrit. Parmi les objets que nous a laissés l'art égéen, qu'on regarde le poulpe qui s'étale sur le vase de Gourniah et qui en couvre toute la panse. Ce n'est pas là le représentant impersonnel d'une famille animale, mais bien un poulpe unique qui vient d'être tiré de la vague. De même pour la chèvre sauvage qui allaite ses petits, et pour la magnifique tête de taureau, en stuc peint, de Cnosse. Une fresque où un chat guette un coq de bruyère peut être rapprochée d'une peinture égyptienne qui représente le même sujet. Mais ce qui est caractéristique, c'est justement la différence entre les deux œuvres, l'une où rien n'est emprisonné, où les tiges bougent encore, où l'oiseau va s'envoler, où déjà le chat commence un autre pas, où toute la scène s'engage et s'introduit dans l'avenir, l'autre où fleurs, plantes et bêtes, tout est inscrit et comme arrêté dans un éternel présent. Ces animaux de l'art égyptien, ces faucons de basalte, lisses et compacts, dont tous les membres sont comme englobés dans un seul volume, ces chats imposants, on n'oserait les caresser. Ils sont offerts à

l'esprit; ce sont des types. Qu'on regarde la fresque crétoise où des poissons volants, parmi des bulles qu'un art moins voisin des choses n'aurait pas même songé à reproduire, jouent avec la liberté qu'ils avaient au milieu des flots, et que l'on compare à cette peinture les figures d'oiseaux et de quadrupèdes qui décorent les tombes égyptiennes. La symétrie suivant laquelle ils sont disposés, la façon dont ils sont émondés de leurs détails et dont le même contour tend à se répéter pour tous les animaux d'une même espèce, tout annonce le dédain de l'accidentel, la recherche d'une formule. Cette répétition produit un effet puissant : ces oies sauvages à la file, ces rangées d'ânes et de bœufs disciplinés, semblent s'être mis en marche pour aller garnir une idée, comme des troupes qui viennent occuper une forteresse. Ainsi, de ces deux arts, l'un délivre l'individu, l'autre le réprime, l'un tend à la plénitude, l'autre à la perfection, l'un est avide, l'autre avare. Le premier, qui se moule sur la vie, s'attache au volume et à la couleur, à tout ce qui lui rend son objet plus sensible. Le second s'applique plutôt à en préciser le contour, et le dessin est comme le filet que l'esprit jette sur la chose qu'il a choisie, pour la tirer de l'Univers et la ramener à soi; le dessin fait des captifs. Cette dernière tendance domine l'art de l'Égypte. On lit, autant qu'on les regarde, ces scènes déroulées sur les murs des tombes, qui ne sont qu'un impassible cortège de signes. L'art assyrien réunit les deux caractères. Dans les bas-reliefs qu'il nous a laissés, on sent à la fois la cruauté du vainqueur qui jouit encore de sa proie et l'exactitude du greffier qui dénombre les victimes et enregistre le butin. C'est un mélange de carnage et de rapport. Le lion blessé qu'on voit au musée de Londres unit en lui ce qui est encore la représentation directe de la vie à ce qui en est déjà la transcription dans l'invariable, et l'on voit exactement, dans cette œuvre admirable, la formule plonger ses racines dans le réel. Quant à l'art grec, il se satisfait d'une généralité un peu fade où l'accent de l'individu s'efface, sans que l'autorité du type s'y manifeste très fort. L'art chinois des grandes époques est exquis dans son principe et austère dans sa fin. Il prend la sensation et l'emmène dans la pensée, comme on emmènerait une jeune fille dans les montagnes. Où la sensation règne sans conteste,

c'est dans l'art populaire du Japon. L'artiste y pousse jusqu'à la merveille le sens de l'unique. Il y étreint ce qu'il choisit, cette fleur, cette feuille, cette plante et non pas une autre. Il rend un aspect du monde entre tous, ce croissant qui perce au-dessus d'un troupeau de monts tranquilles, cette averse qui, sur un chemin campagnard, sabre des voyageurs en déroute. Le dernier chasseur, c'est le vieil Hokousaï, mais chasseur bouddhique, absolument détaché de son frère sanglant des premiers âges, chasseur frère de toutes ses proies et qui n'a, pour les atteindre, que la flèche infaillible et innocente de son regard. Quant aux artistes modernes de l'Occident, que leur temps ne commande plus et qui restent abandonnés aux modes ou livrés à leur nature, on peut, dans l'œuvre des plus grands d'entre eux, démêler la part des deux tendances. Parmi les bustes de Houdon, par exemple, il en est comme la magnifique terre cuite qui représente le bailli de Suffren, au Musée d'Aix, où l'on sent l'embonpoint et la chaleur de la vie, tandis que d'autres, comme certains bustes de femme ou celui de Napoléon, au musée de Dijon, passent à une froide et abstraite élégance. Sa Diane même, avec son contour coulant et continu, semble moins reproduire un corps que dessiner une majuscule. Canova n'est presque toujours qu'un calligraphe; quant à Ingres, tantôt il remplit son dessin de la volupté la plus chaude, tantôt il n'a que le froid désir d'enfermer le plus étroitement possible un objet indifférent et, comme sa sensualité ne s'attache qu'au corps humain et ne va pas jusqu'à le faire jouir des choses, de là vient qu'il les reproduit si niaisement. L'art qui jouit de son objet et l'art qui le domine répondent l'un et l'autre à une tendance profonde de l'homme. L'avantage apparent du second, c'est qu'il semble donner un commandement sur les apparences, resserrer dans un signe qui les résume les variations du réel. On conçoit l'orgueil et la suffisance d'un peintre chinois de la décadence, qui laisse couler de son trop docte pinceau des chevaux, des oiseaux, des fleurs, sans daigner regarder dehors la fleur qui s'ouvre, l'oiseau que le vent détache d'une branche, ni le poulain qui éparpille tous ses membres dans un galop éperdu. Qu'a-t-il besoin de voir encore, quand il croit savoir? N'est-il pas en possession des formules où la vie est emprisonnée? Le malheur

est que ces formules s'appauvrissent dans la mesure où elles se précisent et, quand enfin elles touchent à la perfection, cette vie qu'elles croient enfermer, elles ont cessé de la contenir. L'art qui écrit risque de se dessécher dans la correction, comme l'art qui peint de s'abîmer dans l'incohérence. Cependant ce dernier garde toujours plus de chances de renaître. Rester près de la sensation, c'est rester près de la source.

***

Quant à l'art archaïque, tel qu'on peut l'étudier au musée de l'Acropole, il se caractérise d'abord par un naïf étalage de science. Mais on n'est vain de ce qu'on croit avoir acquis que tant qu'on ne l'a pas assimilé; cette science, en effet, est toute récente. L'artiste archaïque, comme les enfants, s'attache bien plus à refaire les choses comme il sait qu'elles existent, qu'à les représenter comme il les voit. Son œuvre devient ainsi l'encyclopédie de ses connaissances. Il y a du pédantisme dans l'art archaïque, mais c'est un pédantisme couronné de roses. Chacun des détails qu'il retrace, l'artiste s'émerveille de l'avoir saisi, et alors même qu'il le reproduit avec une exactitude trop rigoureuse, il est comme l'enfant qui serre dans sa main l'oiseau qu'il a pris, et qui l'étouffe par amour, tant il a peur de le laisser fuir. De là vient que les peintures des primitifs exercent sur nous tant d'attrait, alors que les froides imitations que des modernes en ont essayées nous lassent et nous rebutent, parce qu'aucun sentiment ne nourrit et ne justifie leur morne application. On peut dire des œuvres archaïques qu'elles sont plutôt des sommes que des ensembles; encore cela n'est-il pas toujours vrai et ne l'est jamais sans réserve. Car, dans les recherches mêmes où il semble parfois s'égarer, l'artiste garde une grande idée de son modèle. Le voici appliqué à faire un aigle ou un lion, perdu, semble-t-il, dans le soin de rendre une mèche de la crinière ou les barbes d'une plume. Soudain le sentiment de l'ensemble l'envahit, et il jette sur nous la masse unanime de l'animal. De même les rois qu'on voit aux portails de Chartres dégagent de leurs robes godronnées et de tous les attributs qui leur sont comme suspendus une majesté de pontifes. Le propre de l'art archaïque, c'est la conviction.

Il croit aux personnages qu'il représente. Sans doute il les orne de son mieux, car il pense que cela est dû à leur importance, mais ces parures s'attachent à eux comme ces menues tiges de lierre qu'on voit s'appliquer au tronc lisse et massif des hêtres, et la brusquerie même du rapprochement, la façon dont ces fioritures font contraste avec cette grandeur, est pour beaucoup dans notre plaisir. Aujourd'hui encore, quand une fermière dont on va tirer la photographie s'embellit et s'accroche tout ce qu'elle a de bijoux, elle obéit à un sentiment du même genre. Si elle efface de sa personne la marque de ses travaux, ce n'est pas qu'elle en ait honte. Mais, au moment où elle va laisser d'elle une image qui lui survivra, elle veut y paraître dégagée de tout ce qu'il y a dans sa vie de pénible et de journalier, oisive, grave et, s'il est permis de parler ainsi, royalement humaine. Si l'art archaïque évite de représenter des scènes violentes, c'est en partie, sans doute, parce qu'il sent sa gaucherie et l'insuffisance de ses moyens; mais c'est au moins autant parce qu'il lui répugne de sacrifier l'homme à des circonstances. Alors même qu'il le plonge dans un drame, il lui laisse, dans la péripétie du moment, son visage de toujours. L'honneur de l'impassibilité n'est refusé qu'aux ennemis ou aux inférieurs, aux centaures d'Olympie, aux démons des cathédrales. L'archaïsme est l'art de la permanence. C'est ensuite qu'on se vante, au contraire, de subordonner tous les éléments de la composition à l'anecdote qui en fait le sujet. Rien n'est plus opposé à la façon dont l'art archaïque conçoit la noblesse humaine, que ces têtes d'expression, à la fois fades et outrées, que Lebrun a dessinées et qui ne se disputent pas plus à l'émotion qui les envahit que des chiffons au vent qui les gonfle.

III

Si fort que j'appartienne à la Grèce antique, je suis parfois repris par ce qui m'entoure : l'Athènes vide du milieu du jour, où l'asphalte surchauffé des places éblouit les yeux comme un espace interdit, l'Athènes ranimée du soir, où des troupes de soldats licenciés traversent la foule. Ce peuple retombe aujourd'hui de ses plus grands rêves, et ce qui marque le

désastre, c'est que les Grecs d'Asie, réfugiés ici, abandonnent les positions où ils se cramponnaient depuis si longtemps. Cependant, le soir, à Phalère des musiques jouent, des familles se promènent en poussant devant elles leurs jeunes filles, tandis que de l'autre côté de la rade, les feux du vieux Phalère brillent pauvrement, comme des bijoux à bon marché, et que les bateaux de l'escadre font cligner leurs signaux et passent toute la nuit à causer de politique. Parfois je vais dans la campagne, à Eleusis, à Daphni. Alors la vue du paysage me ramène aussitôt à la Grèce antique. Je ne connais pas de lieu où la nature paraisse s'être plus étroitement associée à ce que l'homme y fut pour un temps, ni lui être restée plus fidèle. Les lignes des montagnes, alertes et pures, semblent encore parler le dialecte attique. La façon dont partout la terre et la mer se répondent rappelle la stichomythie des tragédies, quand deux personnages ripostent l'un à l'autre par des répliques sentencieuses, condensées chaque fois dans un seul vers. L'Europe et l'Asie échangent un dialogue d'îles. Les brises mêmes alternent, celle du soir venant de la terre, celle du matin venant de la mer. Les vents sont les vrais génies du pays et l'on comprend qu'ils aient à Athènes, comme dans leur capitale, un monument où chacun est figuré. Maintenant cette nature est seule. Mais il y eut un moment parfait où tout s'accordait, où le dessin fouillé et festonné de ces rivages répondait à la conscience aiguë et précise que l'homme y avait de soi-même, et où ces vents qui ne servent plus qu'à lustrer la crête des flots ou à exciter le feu d'un pâtre, attisaient l'intelligence la plus claire qu'il y ait jamais eu dans des têtes d'hommes.

***

Si je pense à la Grèce antique, je vois un paysage sonore, des coteaux où rit la gaieté du froid, le moutonnement de la mer sans âge, et les vers de Xénophane me reviennent à la mémoire : « En hiver, sur un lit mollet, auprès d'un bon feu, en buvant d'un vin délicieux et en taquinant à peine un plat de pois chiches, il fait bon de demander : de quel pays es-tu donc, mon cher? Quel est ton âge? Étais-tu déjà grand,

quand le Mède entra en Grèce? » On ne peut revoir l'Hellade en esprit sans recevoir d'elle un sentiment de bonheur. Pourtant l'histoire en fut pleine de troubles et de cruautés; ces petites cités se détestaient comme des femmes. Si, néanmoins, la vie nous paraît y avoir été heureuse, c'est d'abord grâce au caractère de santé, d'innocence physique qui s'y manifeste. Nous envions les Grecs d'avoir si bien distingué les différentes activités de l'homme et de les avoir exercées toutes. Ils ont goûté les plaisirs, ils ont joui des voluptés, sans qu'elles les aient amollis. Pas plus qu'ils n'étaient gênés par la pauvreté, ils n'étaient appesantis par le luxe. Nous aimons cette petite Athènes sans palais particuliers, qui n'avait pour gloire que ses monuments sacrés et publics. Nous aimons ces festins frugaux, si différents de la lourde gloutonnerie des Romains, et qui n'étaient faits que pour exciter la causerie des sages. Tout est alerte en Grèce, l'organisation même de l'État n'y offre pas ces surfaces impersonnelles, ennuyeuses, qui interrompent chez nous l'allégresse et le mouvement de la vie. Tout est concret et familier, le repas des Prytanes sur l'Acropole comme celui des pêcheurs au bord de la mer. Tout encourage l'homme à agir, l'individu n'est pas, comme chez nous, oppressé par les multitudes, ou humilié sous le joug des facteurs économiques. La nature même où il vit, précise et bornée, semble faite pour mettre en scène l'histoire. Nette, claire, exemplaire, cette histoire a un caractère d'élégante réduction qui plaît à l'esprit. Les effets suivent les causes auxquelles ils sont attelés. On croit tout comprendre. La Grèce antique nous donne le plaisir du fini. Les philosophes, dans l'idée qu'ils se font du monde, empruntent encore aux métiers leurs comparaisons et, comme pour nous préserver du vertige, ils mettent devant nos yeux le vase du potier, la roue du charron, quand ils nous parlent de l'Univers et des étoiles.

***

Mais ces images en amènent avec elles d'autres qui leur ressemblent et que je n'attendais point : celles d'un pays qui fut, lui aussi, une des réussites de l'histoire humaine, terre également attaquée et fouillée par la mer qui la force

à se préciser, terre de l'art et de l'acte, terre où, de l'autre côté de l'immense Asie, l'homme s'est redressé, comme en Grèce, et a repoussé les Mongols, comme les Grecs ont chassé le Mède : c'est le Japon. Là-bas aussi, tout en s'élevant jusqu'aux sentiments les plus hauts, jusqu'aux sacrifices sublimes, la vie commençait par une multitude de petits plaisirs : c'est le même goût de propreté, la même sensualité innocente, les festins, le soir, avec les propos des amis, la société des courtisanes, et le soupir charmant de la flûte. Comme ces petits papillons qui se détachent des fleurs, au premier pas qu'on fait dans un champ, on voit, en s'approchant de la vie ordinaire, s'envoler un tourbillon de petits poèmes, en Grèce, ceux de l'Anthologie, au Japon, ces brèves strophes qu'improvisaient des seigneurs, des lettrés ou des paysans, pour saluer l'éclat d'un nuage, la beauté d'un arbre. Dans l'un et l'autre pays, l'homme a eu le don exquis de distinguer les moindres des objets mêlés à sa vie, la lanterne au Japon, la lampe en Grèce, et les femmes y ont également su parler de leur miroir et de leur ceinture. L'art, tout en s'enivrant des matières les plus précieuses, y a pris plaisir à relever les plus communes, comme dans ces coupes athéniennes qui ne valent que par la pureté de la forme et l'ornement des figures, ou dans ces grès japonais qui déguisent leur rareté et jouent à se faire mépriser. Là-bas, comme ici, on voit un peuple actif passer insensiblement de la gaieté au courage, et, au-dessus de la pétulance populaire, rien n'est noble que de rester impassible, avec un sourire. La vie sociale se concentre dans la représentation de drames sacrés, également suivis, dans les deux pays, de pièces bouffonnes qui détendent l'âme. Dans ces séjours de la vie, la terre tremble, comme pour secouer l'homme et l'empêcher de s'endormir. La mer pousse ses golfes jusqu'au sein de la campagne, pour venir chercher les paysans, et la vague éclabousse le seuil des maisons rustiques. Telle est bien la ressemblance primordiale : le Japon est un archipel. Le génie grec s'est constitué dans des îles, des Cyclades à la Sicile, et l'Attique en est presque une : des montagnes l'enferment du seul côté où la mer ne la borde pas; son nom même veut dire rivage. Ainsi resserrés,

les habitants de ces deux contrées ont pris l'orgueil de leur terre. Ils ont osé intéresser les Dieux à la possession et à la protection du moindre de leurs cantons. La Grèce et le Japon, ce sont deux terres divines : tout y est peuplé de démons, jusqu'aux arbres et aux rochers. Des montagnes sacrées dominent les sites : l'Olympe appelle les yeux des marins. Le Fuji, admiré de tout un peuple, attache à ses flancs splendides une ceinture de regards. Ainsi confinée, l'attention des hommes ne s'égare pas : elle s'applique aux mêmes spectacles avec un redoublement d'étude et d'amour, elle y découvre des beautés toujours plus subtiles. L'Hellade avait ses sites insignes, ses torrents fameux, filets d'eau admirés comme des joyaux. Les paysages, au Japon, sont aussi exactement dénombrés que des tableaux, et personne ne voudrait mourir avant de les avoir contemplés. Les îles sont les musées de la nature. Au lieu d'être répandues à profusion, les choses y sont en nombre restreint et cette rareté même les signale et les isole comme autant d'œuvres d'art. Chaque arbre s'expose, chaque fleur compte, chaque caillou a son étincelle. Rien n'est plus propre que les conditions d'un pareil séjour à aiguiser chez un peuple heureusement doué ce don de remarque qu'on retrouve dans l'art grec comme dans l'art japonais. C'est ainsi que les villes helléniques citent sur leurs monnaies le thon, le poulpe, le crabe ou la chouette, comme au Japon les gardes de sabre fixent dans leur roide métal une feuille, une fleur, un papillon en plein vol. Ces terres étroites ont appris à l'homme à tout regarder; elles lui ont enseigné la beauté de la moindre chose, et dans la nature sèche de l'une, comme dans la nature humide de l'autre, il a recueilli, pour s'en émerveiller, l'insecte les plus commun, en Grèce la cigale, au Japon la libellule.

***

Cependant, que de différences! D'abord, ce n'est pas la même nature. Celle de la Grèce est proportionnée à l'homme. Elle est faite pour stimuler son esprit. Le vent s'oppose au piéton comme un lutteur; la mer, toute claire, est bornée par un autre rivage, avant que l'infini s'y soit ajouté. Les

îles du Japon, bien plus détachées, pendent dans un océan d'où se dégagent des tempêtes qui arrachent et tordent les villes. L'aile de perle des grandes pluies vient battre le toit des chaumières. Cette nature est faite pour inonder l'âme. L'art grec ne s'arrête pas longtemps à la sensation. Il emprunte leurs lignes aux plantes, pour en composer un jardin abstrait d'oves et de palmettes. Dans les moindres de ses ouvrages, on sent le désir, qu'a exprimé Thucydide, de faire de ce qu'on saisit une acquisition pour toujours, et l'importance de la symétrie dans toutes ces compositions y dénonce la suprématie de la raison. Qu'on regarde les coupes où Douris a dessiné un festin, qu'on les compare aux scènes familières représentées dans les estampes japonaises. Il semble d'abord que c'est le même goût de fixer, de sauver un instant plus doux que la vie. C'est, quoique à un moindre degré, le même esprit d'observation et de drôlerie. Mais ces buveurs, l'artiste grec les retire à leur moment, il efface leur caractère individuel, il les isole et il les dépouille. Le Japonais, au contraire, laisse éclater son espièglerie. Il cerne ses personnages d'un trait qui ne les empêche pas de bouger, il sauve avec eux l'instant tout entier, jusqu'à ces banderoles relevées par le vent du soir, jusqu'à cette pleine lune qui luit, dans le filet que l'artiste a jeté sur le monde, comme le plus beau poisson de sa pêche. Certes les Grecs s'intéressent aux choses, mais quand ils en ont fixé le dessin, ils les lâchent et les oublient. L'art japonais ne les quitte pas, il s'engage avec elles dans une rivalité pleine d'amour. Ces grès rugueux, bossués, prétendent ne le céder en aucun détail aux coloquintes qu'ils reproduisent. Les magnifiques brocarts portent un défi à la splendeur de l'automne. Des champignons qui pullulent dans les bois à ces bols également sourds et sournois, on ne sent pas qu'on a changé de règne : les soies continuent les feuilles mortes; ces pots que la main saisit, elle croit encore les cueillir. Les enchantements de l'art sont si bien cousus à ceux de la nature qu'on passe, sans s'en apercevoir, des uns aux autres. Ces sensations qui n'étaient pour les Grecs qu'un point de départ, les Japonais y demeurent; ils les creusent et les raffinent. Non pas qu'ils s'interdisent d'y

ajouter aucune pensée; rien, au contraire, ne paraît devant leurs yeux sans leur inspirer une réflexion ou un sentiment; mais cette allégorie ne les empêche jamais de saisir les choses dans leur fraîcheur; ce dédoublement ne sert qu'à déniaiser leur jouissance. Encore faut-il remarquer que leur art menu, remuant, spirituel, tout en pointes, reste, par cela même, plus près de nous, bien au-dessous de la hautaine simplicité des grandes œuvres chinoises. Mais alors même qu'il semble obsédé par l'objet minuscule qu'il s'est donné, la puérilité de l'art japonais est sans cesse inondée par le sentiment de l'infini. Les Grecs ne s'intéressaient dans la nature qu'à ce qu'elle offre de permanent. Eschyle accorde aux flots un vers magnifique. Mais ils n'ont pas de mots pour ses beautés éphémères. Ils ne l'associent pas à leurs sentiments intérieurs. L'âme grecque ne frissonne pas : l'amour même ne les a pas portés jusqu'à la mélancolie. Ce n'est pas un Grec qui aurait dit : « Voici le crépuscule, et je voudrais avoir quelqu'un avec qui partager mon cœur ». La sensibilité plus frileuse des Japonais se réfugie dans la nature. Encore serait-ce mal parler, et avec des termes empruntés aux conceptions occidentales, de dire qu'ils y fuient la société : c'est au contraire le raffinement exquis de leur sens social qui leur permet de mieux la comprendre. Rien ne ressemble plus à la vie de cour que celle d'un beau jardin où tout est ordre, luxe et parade, où le moindre insecte est brillamment équipé, où chaque papillon plane sur la fleur à laquelle il est assorti. Devant des fêtes pareilles, le sentiment des Japonais, ce n'est pas la contemplation grave et simple d'un Virgile, grand poète qui aime la nature en grand paysan. Ce n'est pas l'ivresse un peu confuse de l'amour franciscain, ni moins encore, cela va sans dire, la grossière effusion romantique, qui abuse de tout sans rien chérir. C'est un amour à la fois fervent, réglé, ponctuel, pénétré de courtoisie, qui prend au sérieux chacun des objets qu'il s'est donné. On sait quels égards on doit rendre à la fleur du cerisier, comme à la fleur du prunier. Après avoir admiré jusqu'à l'extase le chant plein d'invention et de génie du rossignol, on ne donne pas une audience moins attentive à l'appel unique que le crapaud laisse tomber

dans la nuit. L'univers étant ainsi compris, il n'est pas de chose qui n'y fasse figure à son rang, ou plutôt, la récompense d'une si délicate générosité, c'est que, dans cette immense cérémonie pleine d'âmes, il n'y a vraiment plus de choses.

***

En comparaison d'une société aussi étendue et qui comporte tant de rapports, celle de la Grèce antique paraît bien simple, et la platitude du tutoiement égalitaire rend compte de cette simplicité. La vie grecque se caractérise avant tout par l'activité politique, et elle a pour centre la parole. Au centre de la vie japonaise, il y a le sabre, qui a une âme, sur lequel on prête serment, et qui représente, à lui seul, le guerrier auquel il appartient. Mais ce guerrier n'est pas seulement un homme d'action. Comme le christianisme en Occident, le bouddhisme l'a atteint, forcé de revenir sur soi-même, au lieu de s'abandonner à sa force. Occupé à se travailler et à se parfaire, il ne lui suffit pas d'être le plus brave des hommes : il faut encore qu'il soit le plus délicat. Le proverbe japonais le dit : « Parmi les fleurs, celle du cerisier; parmi les hommes, le samouraï. » Ainsi, aux deux bouts du monde, et avec les différences que comportaient les religions qu'on y pratiquait, s'est formé un type de chevalier. La Grèce antique n'a que le héros. Comme la société dont il résulte, le héros est simple. Il obéit avec rigueur à une consigne : « *Passant, va dire à Sparte que nous sommes morts pour obéir à ses lois.* » La cité le montre et l'expose, comme un exemple où il n'y a plus rien à reprendre ni à ajouter. Il est frappé comme une monnaie, il lui appartient. Il n'en est pas de même pour le chevalier : sans doute, en Europe et au Japon davantage encore, lié à son seigneur par les chaînes d'or de la fidélité, il est l'homme le plus obligé qui soit. Mais, tandis que le propre du héros c'est d'être, le propre du chevalier c'est de devenir, et dans l'effort même qu'il fait pour s'accomplir, il trouve un principe d'indépendance qui lui permet, en des cas solennels, de se fixer son devoir. Sans doute, en Grèce aussi, la tragédie, sinon l'histoire, nous présente au moins un exemple de cette indépendance,

celui d'Antigone. Mais outre qu'elle se révolte contre un tyran, Antigone n'est qu'une femme et ainsi l'infraction qu'elle commet a moins d'importance. Antigone, d'autre part, parle en rebelle, et sa rébellion même la laisse sur le plan où elle se débat. L'homme d'Extrême-Orient, plus expert dans l'art de se dédoubler, s'est rendu la faculté de faire une exception aux lois ordinaires, en rentrant ensuite dans la correction par son suicide. Une anecdote suffira à éclairer cette différence : elle touche à l'histoire d'Yoshitsuné, le guerrier le plus fameux des luttes féodales qui remplirent l'histoire du Japon, à la fin du XIIIe siècle. Après mille vicissitudes, il vient d'être vaincu sans retour, et il doit même être pris, car ses ennemis occupent les défilés de la montagne, par où il pourrait s'échapper. Ses quelques fidèles essayent d'une dernière ruse. Ils le déguisent en portefaix et, tandis qu'ils approchent du passage, pour mieux tromper ceux qui le gardent, ils traitent rudement et chargent d'injures leur maître bien-aimé. Cependant l'officier qui veille a deviné le subterfuge. Mais le spectacle d'une si haute infortune ébranle son cœur. Au moment où la petite troupe approche, il se rappelle qu'il est interdit par l'étiquette de rester à cheval sur le passage d'un prince du sang, et, feignant un étourdissement, il se laisse tomber du sien. Yoshitsuné échappe. Alors l'officier se représente sa faute et, pour s'en punir, dans les défilés où tombe le soir, il s'ouvre le ventre. Mais, de quelque prix qu'il paye la permission qu'il s'est donnée, cet homme est plus libre qu'un Ancien, puisque, petit chevalier de rien, il a pu, sans déshonneur, s'affranchir de sa consigne, pour se choisir son devoir.

***

Mais ici l'Asie entière se dévoile, elle s'oppose à la Grèce et c'est bien, en effet, cette opposition qui nous intéresse, puisque ce qui nous distingue de ceux qui nous ont précédés, c'est que la Grèce ne nous apparaît plus toute seule, et que nous l'avons réintégrée dans l'humanité. Nous n'en voyons que mieux ce qu'elle a valu pour nous. Les Grecs ont inventé la critique; ils ont déterminé l'avenir de l'esprit humain et

ouvert la voie où nous marchons encore. La Grèce a appris à l'homme à savoir ce qu'il sait. L'Asie, au contraire, essaye en vain de classer les choses; ces classements n'ont jamais rien d'intérieur; quand elle veut distinguer, elle énumère, mais les nombres dont elle use n'ont pas plus d'effet que des clous qu'on enfoncerait dans des flammes. Cependant, dans la confusion de ses idées, elle conserve le sentiment de l'universel. Tout découle de cette immense différence. L'art, en Grèce, s'est connu presque tout de suite pour ce qu'il était, et l'on ne peut trouver de cette conscience et de cet orgueil un témoignage plus net que la phrase que Phidias osa graver sur le piédestal même de l'Olympien : « Phidias, fils de Charmide, Athénien, m'a fait ». Mais comme l'art avait eu les avantages de cette distinction, il en a eu les inconvénients. C'est une chose assez remarquable, qu'alors que nous regardons la Grèce antique comme le pays de la pensée, les œuvres d'art qui nous restent d'elle sont les moins chargées de pensée qu'on puisse voir. Cela tient sans doute au fait que beaucoup des plus belles ont péri, mais, au moins autant, à cette séparation trop exacte, qui empêchait l'art de se nourrir aux sources profondes et l'enfermait dans une technique. Aussitôt après Phidias, les Grecs n'ont plus su faire de divinité, ou plutôt la seule qu'ils aient réussie, c'est la Cnidienne, la Déesse de chair, parce qu'une femme y suffisait. On a vanté la perfection avec laquelle ils ont représenté les Satyres, les Tritons et les Centaures. Mais ces monstres trop bien faits ne nous apportent plus le message du chaos. Ils ne sont que les habitants trop vraisemblables des bois et des ondes, où nous les apercevrions sans surprise, combien déchus de la majesté brutale et divine qui revêt les taureaux assyriens, de l'impassibilité rêveuse qui fait que les sphinx d'Égypte ont toujours l'air de contempler les étoiles. Quand on regarde les statues égyptiennes, ce qui frappe d'abord en elles, c'est ce réalisme de l'essentiel, qui résume chaque personnage pour l'éternité. Mais elles ont un autre caractère; ces figures respirent une sorte de charme social. L'aspect lisse et uni de ces colosses délicats, cette façon élégante de s'effacer et de s'aplanir, ces visages dont l'expression qui les arrose coule sur le corps tout entier, ces colonnes mêmes

qui, toutes gigantesques qu'elles sont, gardent une grâce de tiges, tout cela annonce une vie de cour, savante, policée, polie. Tout l'art de l'Asie, et humainement l'Égypte est asiatique, répond à une immense cérémonie. Une cérémonie est un vaste ensemble d'inégalités harmonieuses, c'est la figure d'un ordre profond, c'est un concert d'hommes : tous ceux qui y tiennent un rang, des premiers jusqu'aux plus humbles, s'y replongent dans leur fonction et en comprennent la nécessité; alors même qu'elle n'est que sociale dans son apparence, une cérémonie vraiment solennelle est toujours religieuse dans son fond. Qu'on regarde à présent les statues grecques; leur corps même n'a pas la surprenante unité qui caractérise celles d'Égypte; ce n'est qu'un total de membres; leur visage n'annonce rien. Sans doute elles aussi sont durables, mais sans le même prestige d'éternité : elles durent au milieu des jours, qu'elles ne dépassent pas la tête. Les moindres fragments des statues hindoues ou chinoises gardent toujours une âme secrète, un sens suffisant. C'est que ce bras, cette main faisaient un geste rituel qui les associait à l'Univers. Les statues grecques n'ont que des gestes laïques, où il s'agit seulement de faire jouer de justes rapports; sans doute, ce culte de l'harmonie, c'est encore une façon de se rattacher à l'harmonie du monde; c'est cependant la plus abstraite et la froide gymnastique de tous ces athlètes de marbre ou de bronze a quelque chose, pour nous, d'oiseux et de pauvre.

***

L'art grec se définit avant tout par le relief; l'Asie sculpte la montagne, la Grèce détache la statue. Mais comment dégager l'homme sans l'appauvrir? Le Grec se croit libre : ce qu'il appelle ainsi, c'est d'être l'esclave de la cité. Mais cette cité le pousse en avant : elle lui offre un théâtre, où il brûle de paraître. Le héros antique est celui qui se signale dans les limites mêmes que l'État lui a tracées, qui les remplit d'une façon à la fois docile et éclatante. Mais que l'individu se donne quelque licence, qu'il laisse son orgueil et ses sens s'épanouir, qu'il désire l'applaudissement au lieu de la gloire, et l'on n'a plus qu'Alcibiade. Qu'on descende encore

dans le même sens, on trouve Néron, l'être fou de soi, incapable de se subordonner ni de se rattacher à rien, misérable maître du monde qui dépend des acclamations de la populace. Aujourd'hui encore, beaucoup de nos contemporains s'imaginent que la formule d'une personnalité vraiment puissante, c'est de pousser ainsi ses instincts au hasard et en tous sens, en étonnant les spectateurs. Notre conception de la gloire remonte à la Grèce antique, et elle consiste, en somme, à nous faire dépendre de l'opinion. Le Grec est d'une nature si politique qu'il ne saurait vivre tout seul. L'exilé cherche une autre cité. Même le cynique qui fait profession d'avoir rompu avec les hommes roule son tonneau de la ville basse à la ville haute et joue son rôle dans la comédie. La Grèce classique manque profondément de solitaires, de ces personnages en retrait, comme on en trouve partout en Asie, mitoyens entre la nature et l'homme. Ses montagnes n'ont que des bûcherons et des bergers, on y chercherait en vain des ermites. Le Grec est pris dans la cité, il parle, il vote, il juge, mais rien n'est plus propre que l'exercice de la fonction politique à retrancher l'homme de l'Univers. On discute si les Grecs étaient ou non religieux. Dans un sens, ils l'étaient bien plus que nous, puisque beaucoup de leurs actes avaient leur cause dans la religion. Mais, dans l'idée même qu'ils se sont faite du monde, ils l'étaient fort peu. Leur caractère dominant, c'est d'avoir habité la vie avec une conviction qu'on n'a portée nulle part au même degré, et cela donne à leurs œuvres d'art ce caractère d'épaisseur corporelle qu'on voit reparaître, à la Renaissance, avec l'imitation de l'antiquité. Satisfaits des corps où ils résidaient, prisonniers de leur santé et de leur beauté, hôtes d'une lumière divine, les Grecs passaient de la palestre à l'agora, ils ont exercé leurs muscles et leur raison, sans que jamais leur sentiment s'échappât. Cette réalité que leur esprit saisissait, ils ne l'ont pas sentie comme illusoire. Leur art croit aux choses, il les groupe, les ordonne, il ne les traverse pas. Ils parlent avec tristesse du fade et terne royaume des ombres, où il leur faudra descendre, après leur mort. Mais ici même et dans la splendeur du soleil, ils n'ont pas senti qu'ils étaient des ombres. De là vient que les statues grecques, avec leur beau corps, leur air

satisfait et leur front vacant, ne nous paraissent que des dupes heureuses.

***

L'Asie, au contraire... Mais, au moment de parler d'elle, j'hésite, non seulement parce que mon ignorance me rend incapable d'embrasser tout ce que ce nom représente, mais aussi parce que je sens ce qu'une précision trop hâtée comporte de risques. La Grèce exige d'être définie, l'Asie demande presque à ne pas l'être, ou du moins à ne pas l'être imprudemment, car il ne suffit pas d'y avoir saisi un certain caractère, pour être sûr que le caractère opposé ne s'y trouve point. C'est le pays des contraires réunis et conciliés, celui des plus grands trésors et des ascètes les plus détachés, celui des raffinements les plus rares et de la simplicité la plus nue, et cette simplicité elle-même devient la pointe extrême du raffinement. Dans les personnages qu'elle nous présente, et souvent dans un seul d'entre eux, l'Asie nous balance d'une extrémité à l'autre de l'homme. Dans ses arts, elle excelle à nous faire jouir des choses, sans nous en infliger le poids. Qu'on regarde les miniatures persanes qui nous enfoncent dans la volupté et ces grandes peintures chinoises qui nous en détachent, ces coupes Song, d'une nudité et d'une perfection admirables, où l'âme de l'abîme semble reposer dans un calice de fleur, qu'on prenne une de ces têtes bouddhiques où la bouche et les yeux composent un seul sourire, moins lourdes entre nos mains par le poids de leur matière que par la densité du calme qui y est inclus; il y a entre tous ces objets quelque chose de commun; ce n'est plus l'art opaque des Grecs. Ils illuminent notre songe, sans nous en cacher un instant la fragilité. La Grèce a forgé les instruments de précision nécessaires à la raison. L'Asie a répandu chez ceux qui y vivent un esprit qui les empêche d'être les dupes des choses. C'est le pays des plans infinis. Tandis que le Grec est vain de ses droits civiques, l'Asiatique, au contraire, se prête d'ordinaire à tous les despotismes. Mais il n'abandonne à son tyran qu'une dépouille de lui-même; il se protège en se dédoublant, et il paraîtrait naïf de se révolter à celui qui peut se soustraire.

L'homme y échappe à sa fonction, au lieu d'en dépendre : un savant comme Avicenne interrompt son enseignement pour devenir vizir et il le reste quinze ans; un autre, comme Gazali, laisse là ses études et sa renommée pour se faire pèlerin. Les rois, en Occident, sont pris dans leur métier autant que les tâcherons. Un roi, aux Indes, après avoir une dernière fois, tout couvert de rubis et de diamants, reçu l'hommage des hommes et des bêtes, dépose son harnais splendide et se retire dans la solitude, pour y méditer librement et n'être plus que soi-même, avant de mourir. Les caractères sont moins cohérents et moins définis que chez nous, à chaque instant un individu sort du sien par une fugue imprévue, sans qu'on sache toujours si cette liberté lui vient d'être devenu plus sage que nous, ou d'être resté plus enfant. Un jour, Tamerlan, au faîte de sa puissance, en se voyant dans le miroir que son barbier lui présente, pleure sur sa laideur, et toute sa cour de pleurer avec lui. Mahmond le Ghaznévide, un jour, voyant sa laideur dans son miroir, se prend à sourire. L'homme d'action s'arrête et rêve. Le voluptueux pousse, au sein de ses plaisirs, un soupir de philosophe. Les vainqueurs prononcent dans leur triomphe un mot qui les en absente. En comparaison de cette grâce évasive, de ces brusques dédains de soi, de ces élégants détachements, on n'aperçoit guère en Occident que des esclaves de leur condition. Chacun de nous se comporte comme un acteur trop crédule, qui se croirait, tout de bon, le personnage qu'il représente. Sans doute, l'on a vu à certaines époques, et par exemple à la Renaissance, des caractères plus fournis et plus vigoureux briser aussi les cadres qui les enfermaient, mais leurs échappées ne les rattachaient à rien. Celles des Asiatiques les relient à l'Univers, et l'amour de la nature, si communément répandu parmi eux, est l'emblème de ce rattachement. Qu'il s'agisse d'un gueux ou d'un empereur, une fleur vient toujours terminer le geste de l'homme. Les Mille et une Nuits parlent d'un savetier de Bagdad, qui délirait de bonheur, quand revenait la saison des roses. Les cavaliers nomades, fous comme des hirondelles, se jettent dans l'effervescence de la prairie en fleurs. Parmi leurs trésors, les rois se jugeraient pauvres, s'ils n'avaient pas des jardins. Gengis-Khan s'arrête, à la chasse, pour

admirer un arbre, et l'aime si fort qu'il souhaite qu'on place là son tombeau. Le sultan Baber, qui fonda l'Empire des Indes, interrompt, dans ses mémoires, les récits de batailles pour parler avec transport des tulipes et des violettes du Ferghâna. Quand il décrit les provinces conquises, il ne nous entretient pas seulement des nouvelles races d'hommes dont il devient le maître, mais des animaux et des plantes; son attention remarque jusqu'à l'oiseau qui sautille sur les buissons du chemin et, pour atteindre ce dernier petit sujet presque libre, le padishah n'a plus pour sceptre que son regard attendri. L'empereur de Chine, dans la limpidité matinale, écoute chanter le loriot. L'empereur du Japon rend visite à l'impératrice; elle le reçoit parmi ses femmes, une d'elles relève un store, et la montagne d'en face, couverte de neige, emplit la fenêtre. La dame d'honneur, sollicitée par le souverain, répond par deux vers bien choisis et l'Empereur sourit du double contentement que lui causent la citation appropriée et la vue du paysage candide. L'Asie seule a su plonger le pouvoir dans ces contemplations et ces rêveries où il s'innocente. Les monarques de l'Orient traversent la zone où s'arrêtent ceux de l'Occident, pour finir en poètes, comme ces montagnes qui, au-dessus de leurs entassements de rochers, s'achèvent par des glaciers qui les fiancent au ciel.

***

Le sentiment de l'universelle illusion se retrouve partout en Asie; il est cause que nulle joie n'y reste épaisse et que les plaisirs y flottent sur de la mélancolie. Dans le crédule et cupide Occident, l'homme se resserre sur ses richesses, il s'en croit le propriétaire. En Asie, on en jouit sans chercher à les retenir et les princes y sont généreux moins encore par libéralité que par détachement, ils donnent d'autant plus aisément qu'ils ne croient pas posséder. Lorsqu'enfin ils ont tout perdu, dans ces grands revers où l'Occidental a honte de soi, où le stoïcien n'oppose à la fortune qu'un visage rogue, ils ont leur plus beau, leur plus élégant sourire.

Mais il est une richesse que l'Asie n'a cessé d'estimer infiniment et de mettre au-dessus de tout, c'est la science.

L'histoire de ce continent présente de grands bouleversements, mais ces subversions n'y dérangeaient pas la hiérarchie des valeurs. Il n'est pas de princes, même parmi les conquérants les plus sanguinaires, qui ne se soient fait gloire d'honorer et de protéger les savants. La science telle que la conçoivent les Asiatiques, ce n'est pas, comme chez nous, l'étude méthodique des faits; elle embrasse tout ce qui peut enrichir l'esprit et l'âme, jusqu'à la poésie, à la philosophie et à la religion, et joint ainsi, à l'inconvénient de ne rien définir, l'avantage de ne rien exclure. Sans cesse, en Asie, le pouvoir se rapprochait du savoir. Quand un religieux s'était rendu fameux dans tout un royaume, il n'était pas rare que le sultan vînt le trouver, parmi ses élèves, pour lui offrir le trône. L'autre était trop bien appris pour prendre cette offre à la lettre, et peut-être, du reste, ne le tentait-elle pas vraiment : il laissait le trône au sultan, mais, quand celui-ci s'en revenait, le pouvoir matériel s'était du moins ennobli par un hommage à la supériorité véritable.

***

Les différences qui caractérisent la Grèce et l'Asie viennent aboutir à la façon dont chacune se communique. Déjà les arts plastiques nous annoncent cette opposition. La nudité complète des corps, qui plaît tant aux Grecs, répugne au contraire aux Orientaux : ils n'aiment pas davantage celle des idées. Pour eux, la vérité, à travers les mots, se laisse voir à chacun de nous selon qu'il est digne de la connaître, et le voile qui la couvre, à mesure qu'il s'atténue, leur devient aussi cher que la pensée qu'il pare et qu'il cesse de cacher. Ce qui fait que les poèmes japonais, chinois ou persans sont intraduisibles, c'est leur perpétuel double sens. Le langage de la Grèce est expression, celui de l'Asie est allusion. L'expression se croit valable par elle-même : c'est une monnaie qui prétend garder son prix, quel qu'en soit le possesseur. L'allusion ne fait pas de ces largesses publiques. Elle vaut selon les hommes à qui elle s'adresse; elle n'apprend rien à celui qui n'a pas mérité de rien deviner. Ce que l'expression profane, elle le préserve. L'expression sépare et déracine ce qu'elle nous livre. L'allusion est à la fois plus superficielle

et plus profonde; elle ne retire rien de l'univers, elle respecte ce qu'elle effleure, et en suscitant une suite d'échos presque infinie, elle conduit notre attention jusqu'au cœur même du silence. L'art d'expression a régné en Occident autant que celui des Grecs y a servi de modèle. Le XVIIe siècle français, avec sa clarté et sa probité, relève de cet idéal. Dans notre littérature classique, les choses ne sont parfois dites qu'avec retenue, mais cette discrétion encore explicite n'a rien de commun avec l'allusion véritable, et ne dépend pas des mêmes principes. Cependant, c'est surtout à partir du XVIIIe siècle qu'on a cru sans réserve au pouvoir de communication des mots. Le tapage que mènent sur nos têtes tous ces perroquets lâchés, le spectacle évident des méfaits et des désordres que cela provoque, tout nous reconduit à des idées moins différentes de celles des Orientaux; nous concevons de nouveau le sens et la nécessité d'une révélation à plusieurs degrés. Mais ceux de nos artistes et de nos poètes qui ont voulu envelopper leur pensée, au lieu de la dévêtir, s'y sont pris encore bien grossièrement; ils ont affiché leur désir d'être incompris. L'Asie est plus élégante. Le poème ou l'œuvre d'art, tout en se réservant pour ceux qui le méritent, donnent à chaque homme assez de plaisir pour qu'il puisse croire qu'il les a compris.

***

Lorsque, librement, je pense à l'Asie, sans avoir la prétention de la définir, mille souvenirs de son histoire, de ses religions, de ses arts, brillent ensemble dans ma mémoire, où je n'en choisis aucun, comme ces feuillages secs et vermeils des forêts d'automne, que la moindre brise suffirait à détacher, mais que le promeneur voit suspendus au-dessus de lui, dans l'air immobile. Pourtant, aujourd'hui, une feuille morte s'envole et vient jusqu'à moi, sans que je sache si c'est celle où se résume le mieux la splendeur de la forêt, ou s'il n'en reste pas de beaucoup plus belles aux branches. C'est une anecdote que raconte Firdousi et à laquelle le grand poète n'a pas manqué de prêter tout le sens mystique dont elle est capable; il en fait l'image de l'attachement que l'âme doit garder pour Dieu, à travers les plaisirs du

monde; pour moi, elle me représente la façon dont cette grande Asie a toujours conservé le souci des choses sublimes. Un jour que Mahmoud le Ghaznévide traversait des montagnes avec sa cour et tout un convoi, un chameau tomba, le coffre qu'il portait se rompit, répandant les pierres précieuses dont il était plein, de sorte qu'en un instant, l'étroit sentier parut couvert de fleurs éclatantes. Mahmoud dit à ses gens de garder pour eux tout ce qu'ils pourraient ramasser et il poursuivit son chemin. Cependant il entendit un pas, qui n'avait pas cessé de rester attaché au sien. Il se retourna et vit un de ses pages. — « Eh bien, lui dit-il, à quoi penses-tu? Pourquoi n'as-tu pas profité de l'aubaine? » L'enfant regarda son maître avec des yeux où la fidélité était illuminée par l'amour, et il répondit simplement : « J'ai suivi le roi. »

V

Ce matin, j'ai remonté à l'Acropole. Je voulais revenir au Parthénon, je me reprochais presque d'avoir laissé ma pensée, dans les lieux mêmes qu'il préside, s'égarer si loin de lui. Je le revois éclairé par une autre lumière, cependant ferme et pareil, car il n'en est pas à recevoir son âme des heures. Il est debout, son âme l'arrose. En voyant comme il supprime l'intervalle des différents jours où je suis venu devant lui, je comprends qu'à ses pieds les siècles s'annulent. Tandis que je le retrouve, dans sa beauté sans moments et sa perfection sans adjectifs, en moi recommence exactement la même louange que le premier soir, conséquence obligée de sa beauté certaine, et, nourrissant mes yeux de sa figure divine, je laisse se dérouler l'hymne pieux.

Ensuite seulement je lui ai parlé et je lui ai dit : « Pardonne-moi, grand petit temple, si j'ai pu te paraître ingrat, car cette ingratitude même marque l'intimité du don que tu nous as fait et, si nous pouvons nous détacher de toi, c'est que nous t'emportons dans notre substance. Pardonne-moi surtout de te parler de moi. Mais se heurter à toi, pour chacun de nous, c'est une occasion de s'entendre. Ta beauté nous force à nous vérifier. J'admire ton harmonie, tu m'éclaires mon désordre. Tu es fait et je me bâtis. Certes j'aurais pu,

moi aussi, improviser un hymne à ta gloire. Quelques oppositions bien scolaires entre l'Europe et l'Asie, quelques mots injurieux pour les beautés suprêmes qui sont ailleurs, la chose était faite. Mais j'apprécie peu ces arrangements superficiels, je leur préfère la richesse de s'avouer. Contemplateur pieux de ton calme, je ne viens rien te sacrifier, ni les cathédrales du Nord, ni les monuments rêveurs de l'Asie. Possédé par la passion de m'augmenter, et courant les risques qu'elle comporte, je n'ai pas de loi plus certaine que de ne me priver d'aucune grandeur. Mais il m'est doux de reconnaître ce que je dois à chacune d'elles, et, ici même et d'un cœur égal, je voudrais les saluer toutes deux, cette petite Grèce de l'olive, cette grande Asie de la fleur.

***

J'ai connu de vieux professeurs qui, après une vie passée à vanter ta beauté, obtenaient enfin de la voir; ils montaient par les longues rampes; tout poudreux, ils arrivaient devant toi, ils ôtaient pour te voir les lunettes dont ils s'étaient pourvus contre le soleil. Tu étais là, calme comme un front. Tu les recevais dans tes sobres fêtes, et, plus désaltérés par ta beauté de marbre que par une source, ils sentaient leur vie aboutir à cette minute : tu comblais leurs vœux. L'éphémère qui te parle ose avoir l'âme plus nombreuse; il reste fidèle à plus d'un amour. Ceux à qui tu suffisais n'avaient pas besoin de se retirer à leur vie; c'était assez pour eux de la dominer, en se retirant dans leur raison. Offensés de tous côtés par la grossièreté d'un monde uniquement obsédé de ses plus basses fonctions, il nous faut des évasions autrement profondes. L'Asie nous reste à jamais salutaire, pour la façon dont elle a mis toutes les choses à leur rang; elle nous apprend à être libres au milieu de ce qui nous presse, en multipliant à l'infini les plans de notre âme, et elle nous communique l'art délicieux de l'absence dans la présence. Il entre assurément quelque complaisance dans l'idée que nous nous faisons d'elle; mais il n'en entrait pas moins dans celle que nos pères se formaient de la Grèce, et il en faut dans toutes ces créations intérieures. Nous aimons la Grèce parce qu'on s'y retrouve

et l'Asie parce qu'on s'y perd. Certes, ils sont beaux, ces sites de ton pays, si parfaits et si définis qu'on a toujours envie de faire une libation sur le seuil de marbre du paysage. Mais ils nous plaisent aussi, ces paysages du grand continent, comme insensibles au déplacement de celui qui les parcourt, et au fond desquels trône une montagne revêtue d'espace, vers laquelle on avance pendant des jours, sans qu'elle marque, par le moindre changement, qu'on approche d'elle. L'immortalité des chefs-d'œuvre ne doit pas être conçue comme un morne et perpétuel triomphe; elle a de légers, de chastes sommeils, d'où ils ressortent plus frais, pour se gagner de nouveau l'amour des hommes. Souris en paix, frère de l'aurore. Peut-être, un jour, redeviendra-t-il nécessaire de faire jusqu'à toi un pèlerinage spécial. Aujourd'hui même, je te témoigne assez combien tu nous restes présent, quoique tu ne sois plus pour nous la seule présence. Dans le siècle où j'ai mes instants, pendant que le monde se dépouille et se dévaste, l'humanité tout entière, pour la première fois, se refait dans quelques hommes. L'âme de ces solitaires, qui n'échappent à la foule que pour rassembler en eux toute leur espèce, ressemble à ces châteaux presque inaccessibles où, autrefois, les rois vaincus se réfugiaient avec leurs trésors. Ainsi vient vers eux, par les sentiers de la montagne, tout ce qui est banni du présent, les arts antiques, les grandes doctrines et tous les dieux. Mais ils ne sont pas seulement des conservateurs. Tant de richesses amassées ne font qu'exalter en eux l'orgueil d'être soi. Développer d'autres épopées intérieures, inventer des modes de grandeur encore inédits, voilà ce qui les occupe et ce qui les tente, et pendant que des foules licencieuses se ruent à des nouveautés sans accent, c'est peut-être dans ces âmes riches de tout le passé que le plus de nouveauté profonde commence. Je t'aurai parlé en leur nom, sublime bosquet de colonnes. Peut-être, au-dessus d'un monde désormais rempli par des drames inférieurs, ne font-ils que maintenir quelque temps encore une activité haute et vaine. Peut-être aussi les idées qu'ils entretiennent, comme dans une fête inutile, redescendront-elles, un jour, agir dans le monde.

ABEL BONNARD

LES PLUS RÉCENTES RÉVÉLATIONS
SUR
LA RESPONSABILITÉ DE GUERRE
DU GRAND ÉTAT-MAJOR ALLEMAND[1]

Qui gouverne en Allemagne, Moltke ou Bethmann?

(Berchtold, 31 juillet 1914.)

I

Les archives bavaroises, qui nous ont jusqu'ici fourni des matériaux si abondants pour élucider la question des responsabilités de la guerre, renferment, à côté des rapports déjà publiés de fonctionnaires civils : ambassadeurs, chargés d'affaires, etc., des rapports de représentants militaires bavarois qui ne peuvent manquer d'être fort intéressants en ce qui concerne cette même question.

Il en va pour nous de ces rapports militaires comme des archives de l'ancien ministère de la Guerre prussien, du ministère de la Marine impériale, de l'État-Major et de l'Amirauté. Ces documents, en raison du « temps étroitement limité », comme l'écrivent les éditeurs du recueil des documents allemands dans leurs remarques préliminaires, ne purent être publiés en même temps que les documents diplomatiques en novembre 1919, et n'ont été livrés à la publicité au cours des cinq années suivantes qu'au compte-gouttes, et seulement dans la mesure adéquate aux vues des apôtres de l'innocence allemande.

1. *Tous droits réservés par l'auteur spécialement le droit de traduction. Copyright 1924 by Richard Grelling.*

Au total, nous ne savons pas encore aujourd'hui quels précieux matériaux sommeillent à Berlin dans les archives de l'armée et de la marine (pour autant que ces matériaux n'en ont pas été éliminés par précaution). Toutefois, grâce aux documents diplomatiques des divers pays, de l'Allemagne et de l'Autriche en premier lieu, grâce aux « Mémoires » publiés par les hommes d'État, et à d'autres sources, nous sommes en mesure de prouver avec une telle certitude l'influence décisive de l'État-Major allemand, du ministère de la Guerre et en général de l'entourage militaire de l'empereur Guillaume dans les actes qui provoquèrent la guerre mondiale, qu'aucun doute ne peut subsister pour le chercheur impartial, quant à l'exactitude des thèses que nous avons toujours soutenues. Ces thèses se formulent ainsi :

1° *Le parti militaire à la cour impériale d'Allemagne, pendant l'été de* 1914, *a voulu la guerre mondiale, tendu vers elle de tous ses efforts et l'a provoquée de propos délibéré.*

2° Le pouvoir civil, le chancelier Bethmann-Hollweg en tête, n'a voulu d'abord que la guerre austro-serbe, mais couru sciemment *le risque d'une guerre européenne*; au dernier stade du conflit, il s'est soumis à la volonté et à la pression du parti militaire, et s'est abaissé au rôle d'auxiliaire des généraux qui se ruaient à la guerre européenne.

3° L'élément qui poussait à la guerre a été le militaire, l'élément civil obéissant à son impulsion.

Il est impossible d'évoquer ici les preuves et indices innombrables qui justifient cette thèse. On en peut trouver un grand nombre dans mes articles et mes livres déjà publiés, mais davantage encore dans mes « Monographies pour l'histoire de l'avant-guerre », qui ne l'ont point été jusqu'à présent. L'une de ces monographies, intitulée *Moltke, le faiseur de guerre*, expose, en 350 pages dactylographiées, *la responsabilité de guerre prépondérante du Chef d'État-Major général.* Les mémoires de Conrad de Hœtzendorf, qui n'étaient pas parus lors de la composition de cette monographie, ont renforcé surabondamment le faisceau des charges accumulées contre Moltke; j'y reviendrai plus loin. Les rapports de la légation de Bavière à Berlin[1] qui renferment les plus lourdes charges contre

1. *Documents.* Volume IV p. 123 à 158.

Moltke, reliés l'un à l'autre par les Souvenirs de Conrad entre 1909 et 1914, donnent de Moltke une image d'ensemble. Elle nous montre, dans cette « nature inclinant au pessimisme, et prédisposée presque au pacifisme », — ainsi s'exprime le comte Montgelas dans le Livre Blanc allemand de 1921, page 54, — le type le plus réussi du militaire partisan de la guerre préventive, qui saisit froidement au vol l'occasion du conflit « inévitable » à son avis, pour cette simple raison qu'il se croit au moment considéré en état de supériorité militaire.

Cette pensée de guerre préventive est la seule analogie entre le grand feld-maréchal comte Moltke, l'oncle, et le neveu, si petit, hélas! le colonel-général de Moltke. Le grand Moltke, lui aussi, a mené la vie dure au prince de Bismarck, en le harcelant sans cesse en vue d'une attaque préventive contre la France, entre 1871 et 1890, mais il avait pour partenaire le Chancelier de fer qui ne voulait pas laisser compromettre par l'ardeur des militaires l'œuvre de toute sa vie, forte en apparence, mais si fragile dans son essence.

Moltke le neveu avait pour partenaire un Bethmann, la plus grande mazette qui ait jamais occupé un poste dans un gouvernement responsable, et nous en voyons aujourd'hui le résultat avec épouvante.

II

L'antagonisme entre Bethmann et Moltke, qui saute aux yeux du lecteur averti dans bien des documents du recueil officiel allemand de 1919, est dévoilé de façon très intéressante dans un écrit jusqu'alors inconnu, provenant des archives bavaroises et publié dans le numéro 8 de *Menschheit*. C'est une lettre en date du 29 juillet 1914, adressée par le représentant militaire bavarois à Berlin au ministre de la Guerre à Munich. Un vent favorable, comme on dit, apporta ce document sur le bureau de l'éditeur de *Menschheit*, et celui-ci me l'a remis pour l'étude. En voici les passages essentiels :

N° 2 637.

Représentant militaire du Royaume de Bavière à Berlin.

Berlin Halensee, le 29 juillet 1914,
Kurfürstendam 136/II.

A M. le Ministre de la Guerre.

Rapport n° 1 (cachet).

OBJET : *Situation politique et mesures militaires.*

Ministère royal bavarois de la Guerre, reçu le 30 juillet 1914, n° 21 897.

J'ai eu l'impression aujourd'hui que le ministère de la Guerre et l'État-Major, d'une part, le Chancelier et les Affaires étrangères, d'autre part, sont ici en lutte. Il n'y a unanimité que dans la mauvaise humeur résultant du fait que l'Autriche a poussé ses préparatifs avec si peu d'énergie qu'il s'écoulera encore environ une quinzaine avant le début des opérations.

Le ministre de la Guerre, appuyé par le Chef d'État-Major, souhaite ardemment des mesures militaires répondant à la situation politique tendue et au « danger de guerre » toujours menaçant. Le Chef d'État-Major veut aller encore plus loin; il met toute son influence en jeu pour que la situation exceptionnellement favorable soit exploitée en vue de déclancher la guerre; il attire l'attention sur le fait que la France se trouve précisément dans l'embarras au point de vue militaire, que la Russie ne se sent militairement rien moins que sûre d'elle-même; de plus, la saison est favorable, les moissons rentrées en majeure partie, la période annuelle d'instruction terminée. Le ministre de la Guerre et le Chef du Grand-État-Major se sont encore rendus aujourd'hui à midi chez le Chancelier pour une assez longue conférence. J'espère en apprendre le résultat dans la soirée.

En face de ces éléments qui poussent à l'action, le Chancelier freine de toutes ses forces et désire éviter tout ce qui pourrait amener des mesures analogues en France et en Angleterre, et mettre la machine en branle.

C'est ainsi que le Chancelier n'aurait pas approuvé le retour de l'empereur avec un jour d'avance, non plus que le rappel de toutes les unités de la flotte (même des navires-écoles) et aurait discerné dans les préparatifs de la flotte anglaise une répercussion désagréable de ces mesures.

C'est avec peine que le ministre de la Guerre réussit hier à emporter l'adhésion du Chancelier au rappel de toutes les unités de l'armée dans leurs garnisons, et il y est arrivé uniquement en signalant que la France a pris la même mesure. Le Chancelier refusa le rappel général de tous les officiers permissionnaires et des permissionnaires de moisson; le Chancelier a également avec intention prié des chefs importants d'administrations centrales comme Son Excellence von Tirpitz, Delbrück, et autres, de rester en congé. Au ministère de la Guerre

tous les officiers ont été rappelés hier, à l'État-Major ceux qui occupent les fonctions les plus importantes. Le général commandant le XVIe Corps[1] aurait, m'a-t-on dit à l'État-Major, rappelé de sa propre autorité tous les permissionnaires de moisson. S'il en était ainsi, il y aurait peut-être lieu d'examiner si une mesure analogue ne devrait pas être prescrite en ce qui concerne les troupes bavaroises du Reichsland et du Palatinat, par un ordre du général commandant le IIe Corps d'armée bavarois[2]. On m'a dit au 2e bureau de l'État-Major que la surveillance civile des voies ferrées palatines, comme de toutes les voies ferrées des régions frontières, a déjà été prescrite par l'intermédiaire de l'Office impérial des Chemins de fer.

Le rappel de toutes les troupes qui étaient dans les camps d'instruction, m'a dit le chef de la section AI, a été annoncé dès hier par le télégraphe aux trois ministères de la Guerre des États confédérés et toutes mesures analogues ultérieures seront annoncées directement de la même façon. Il en résulte évidemment que jusqu'à nouvel ordre aucune unité ne doit plus quitter sa garnison.

La deuxième partie du rapport qui n'est pas donnée ici contient la reproduction partielle d'un exposé de la situation en date du 27 juillet, comme l'État-Major à partir de ce jour prit l'habitude d'en établir régulièrement. Il est à remarquer que le rapport de l'État-Major en date du 27 juillet, reproduit par le représentant militaire bavarois, ne figure pas dans le recueil officiel allemand, qui commence seulement par le rapport du Grand État-Major en date du 29 juillet (D. 372). Les motifs de cette omission sont inconnus. Peut-être le passage concernant la France en a-t-il été la cause : « *Paris tout à fait calme. Presse remarquablement modérée, aucun indice de mobilisation.* »

Pour nous, l'intérêt ne réside pas dans le rapport du Grand État-Major en date du 27 juillet, mais bien dans la description des remous qui se produisaient entre le pouvoir civil et le parti militaire. Qu'on se représente la situation politique le 29 juillet, quand Moltke *mettait en jeu toute son influence pour que la situation exceptionnellement favorable soit exploitée en vue de déclancher la guerre.* Guerre non pas seulement entre l'Autriche et la Serbie, comme nos avocats de l'innocence allemande cherchent sans relâche à nous le faire croire depuis des années, mais bien guerre menée par l'Allemagne, l'Autriche-

1. Metz (note du traducteur).
2. Würzbourg. Ce corps d'armée avait une division à Landau. (N. D. T.)

Hongrie et les alliés escomptés : Roumanie, Bulgarie, Italie, Turquie, Suède, etc., contre la France qui « se trouve précisément dans l'embarras au point de vue militaire », et contre la Russie qui « militairement ne se sent rien moins que sûre d'elle-même ». Les Mémoires de Tirpitz entre autres nous apprennent avec quel mépris Moltke envisageait l'intervention éventuelle de l'Angleterre dans la guerre, intervention qu'on tenait au surplus pour fort douteuse, en raison de la prétendue déclaration de neutralité du roi George, rapportée par le prince Henri. Aux avertissements du grand-amiral de ne pas sous-estimer l'armée britannique, « composée dans une certaine mesure uniquement de sous-officiers », Moltke répondit par cette formule dédaigneuse : « Ceux-là, nous les « bouclerons » (*die arretieren wir*).

Une autre fois, le chef du Grand État-Major répliquait à un avertissement du même genre : « Plus il y aura d'Anglais, mieux cela vaudra[1]. » L'amiral ajoute à son récit concernant l'aveuglement de Moltke la phrase devenue célèbre : « Non seulement au point de vue politique, mais encore au point de vue militaire, nous sommes entrés dans la guerre à tâtons (*hineingetapert*). »

Voilà bien en effet la terrible destinée de l'Allemagne : *ses chefs militaires furent belliqueux avec fureur, mais en même temps incapables, ses chefs civils également incapables, mais en même temps de volonté débile et sans caractère.*

III

S'il subsistait un doute sur l'authenticité de la lettre du représentant militaire bavarois en date du 29 juillet (authenticité dont l'éditeur de *Menschheit* se porte garant), il serait levé par la concordance absolue des pensées et des tendances imputées au chef du Grand État-Major avec les propos émanant de la bouche même de Moltke, et rapportés par le chargé d'affaires bavarois Lerchenfeld. On lit dans une lettre de Lerchenfeld au président du conseil Hertling en date du 31 juillet (D. IV, p. 151) :

1. Tirpitz, p. 251 et 457.

Ici, dans les milieux militaires, on est plein de la plus grande confiance. *Il y a déjà des mois* que le chef d'État-Major, M. de Moltke, a déclaré que le moment est tellement *favorable du point de vue militaire, que selon toute prévision il n'en reviendra pas un semblable*[1]. Les motifs qu'il donne sont : 1° la supériorité de l'artillerie allemande : la France et la Russie ne possèdent pas d'obusiers et leur artillerie ne peut pour cette raison atteindre par un tir courbe des troupes défilées; 2° la supériorité du fusil d'infanterie allemand; 3° l'instruction tout à fait insuffisante des troupes françaises, en raison du service de deux ans dans la cavalerie, et de l'appel simultané de deux classes dans toutes les armes, consécutif au rétablissement du service de trois ans : dans ces conditions, l'instruction a forcément souffert.

On remarquera spécialement ce fait : il y avait *déjà plusieurs mois*, c'est-à-dire longtemps avant l'assassinat de l'archiduc héritier, Moltke avait en vue, pour des motifs d'opportunité purement militaire, une guerre préventive, et avait déjà, eu égard à l'infériorité de la France et de la Russie, ceint son front de penseur des lauriers de la victoire. Voilà qui ouvre bien des horizons! M. Montgelas, que gênent manifestement dans sa campagne en faveur de l'innocence allemande ces accents de triomphe, et d'autres encore, de son ancien supérieur, cherche ici comme partout à échapper au dilemme, et n'en est pas, ce faisant, lui l'accusateur hier, le défenseur aujourd'hui des dirigeants allemands, à une malhonnêteté près. Il impute les propos victorieux de Moltke à la tactique obligatoire pour un chef d'État-Major qui « après qu'on en fut arrivé à la guerre... » devait « cacher ses doutes au plus profond de soi-même ». M. Montgelas oublie que l'accusé dont il s'érige en défenseur avait manifesté ses espoirs de guerre préventive et de victoire il y avait « déjà plusieurs mois », et non point seulement *après qu'on en fut arrivé à la guerre*. Au reste, M. Montgelas lui-même — c'est-à-dire le Montgelas de 1918, l'accusateur d'alors, devant qui ne s'était point encore levée la lueur céleste de l'innocence allemande — est un témoin classique du fait que la guerre de 1914 fut une guerre préventive provoquée sciemment et intentionnellement par le parti militaire allemand. Que lit-on en effet

1. Les passages soulignés dans ces documents ont été soulignés par moi. — D. signifie collection des documents allemands. — A. signifie collection des documents officiels autrichiens. (*Note de l'auteur.*)

dans les notes manuscrites que M. le général comte Montgelas, alors pensant et accusant comme moi, me fit parvenir en Suisse pour renforcer la vertu démonstrative de mes livres[1]? « La guerre n'était sûrement point une guerre défensive; elle n'était pas non plus au début une guerre de conquête impérialiste, mais une guerre préventive... La guerre préventive résolue le 5 juillet était déjà devenue une guerre de conquête en septembre 1914. »

Pour renforcer cette thèse, que la résolution d'arriver à la guerre préventive avait percé en principe dans les milieux dirigeants aussitôt après les deux guerres des Balkans, le général, alors pacifiste, produisit en dehors de « motifs de suspicion » et de « preuves inattaquables », des « observations personnelles » qui sont d'un poids d'autant plus grand que le comte Montgelas fut pendant deux années le subordonné immédiat de Moltke au Grand État-Major. A plusieurs reprises déjà, j'ai demandé à celui qui mène maintenant la campagne pour l'innocence comment lui, l'escamoteur si remarquablement adroit de tous les témoignages à charge jadis « inattaquables », comptait faire disparaître également de la surface du globe les « observations personnelles » qu'il a faites dans les années d'avant-guerre, étant général en activité et collaborateur de Moltke au Grand État-Major. Je n'ai jamais reçu de réponse. Il demeure donc établi, non seulement par ses propres déclarations, mais encore par son subordonné Montgelas, que Moltke porte la responsabilité de la guerre préventive.

Parmi les diverses déclarations de Moltke au sujet des chances de victoire de l'armée allemande, je voudrais seulement reproduire une lettre de Lerchenfeld à Hertling en date du 5 août 1914 (D. IV, p. 157) :

Il dit savoir de la façon la plus certaine qu'entre la Russie, la France et l'Angleterre *une guerre offensive contre l'Allemagne* était résolue et préparée *pour l'année* 1917. Moltke considère la Russie comme l'organisatrice de l'entreprise. Il dit qu'on peut considérer comme un *bonheur* que, grâce au meurtre de Serajevo, la mine ait éclaté à un moment où la Russie n'est pas prête et où l'armée française se

1. Voir ma publication dans la *Neue Schweitzer Zeitung* des 11, 14, 18 novembre 1919.

trouve dans une période de transition. *L'Allemagne aurait été dans une situation difficile en face des trois puissances complètement armées.*

Il est difficile d'exprimer plus clairement que ne le fait ici Moltke l'idée de guerre préventive. Selon la conception militaire sur laquelle Moltke et Conrad sont pleinement d'accord, il y a des guerres « raisonnables » et des guerres « déraisonnables ». Les unes sont celles que l'on mène « quand les chances de succès sont de votre côté », les autres quand existe l'éventualité contraire [1]. Moltke, de *son* point de vue, agissait donc raisonnablement quand il utilisait pour l'attaque à l'été de 1914 la supériorité de l'Allemagne sur ses voisins. De là la « grande confiance » de l'État-Major général qui apparaît dans les rapports diplomatiques bavarois et dont la lettre du représentant militaire Wenninger est toute pénétrée.

IV

Conrad von Hœtzendorf était vraiment un fanatique de l'idée de guerre préventive, avec cette restriction toutefois qu'il voulait seulement frapper à mort les petits adversaires de la monarchie dualiste, ses ennemis irréconciliables selon lui, afin d'échapper à une puissante coalition à laquelle l'Autriche-Hongrie ne pouvait résister. C'est ainsi qu'en 1907 il poussait à la guerre contre l'Italie, en 1909 à la guerre contre la Serbie à la suite de la crise bosniaque. Il était bien prêt, dans les années précédentes et encore à l'été de 1914, à courir le risque d'une conflagration européenne, conséquence de ces guerres séparées contre d'incommodes voisins, mais nulle part dans ses Mémoires on ne peut constater qu'il ait précisément souhaité ni encore moins fomenté une guerre des peuples européens ou une guerre mondiale. Bien au contraire : il craignait la « grande » guerre et voulait l'éviter par les petites guerres préventives. La *tendance* à la guerre entre grandes puissances était réservée aux militaristes allemands, et c'est seulement hésitante et contrainte que l'Autriche-Hongrie les suivit sur ce chemin fatal dans le dernier stade du conflit. Pour Moltke comme pour Conrad, la guerre préventive était un

1. Voir Conrad, t. I, p. 169, et Moltke, d'après le Livre Jaune français, n° 3.

« idéal militaire »[1]. Seuls différaient les adversaires éventuels : pour Conrad, l'Italie et la Serbie, pour Moltke, la Russie et la France. L'allié autrichien qui, au dernier moment, reculait épouvanté devant l'énorme responsabilité et le risque plus considérable encore, a été entraîné par l'Allemagne dans la guerre mondiale diplomatiquement comme militairement. A ce point de vue, l'échange de télégrammes entre Guillaume et François-Joseph le 31 juillet et le 1er août (D. 503, 601) est caractéristique. Guillaume annonce sa décision de « commencer immédiatement la guerre contre la Russie et la France », et François-Joseph *volens nolens* s'associe à l'initiative allemande par la phrase suivante : « Aussitôt que mon État-Major a su que *Tu étais décidé à commencer immédiatement la guerre contre la Russie*, et à la mener avec la plus grande vigueur, la décision a été prise ici également de réunir contre la Russie la masse principale de nos forces. »

La discussion entre Bethmann et Berchtold au sujet du motif qui devait être donné à la déclaration de guerre adressée le 5 août par l'Autriche à la Russie est aussi caractéristique. Berchtold ne voulait indiquer au début comme motif de guerre pour l'Autriche que la prétendue « attaque » russe contre l'Allemagne; sur les énergiques représentations de Bethmann, il consentit finalement à mentionner dans sa déclaration de guerre, à côté de cette attaque, l' « attitude menaçante » de la Russie contre l'Autriche-Hongrie, et cela bien qu'il eût déclaré, comme ministre autrichien des Affaires étrangères, dans une circulaire adressée le 31 juillet à ses représentants à l'étranger, que les mobilisations russe et austro-hongroise n'empêchaient en aucune manière « la continuation des rapports de bon voisinage et la poursuite des pourparlers amicaux entre les cabinets de Vienne et de Pétersbourg » (A. III, 78). Ces messieurs du Ballplatz étaient tellement méfiants à l'égard de la légende de l'agression russe répandue par Berlin aux quatre points cardinaux, que Berchtold ajoutait prudemment à l'allusion qu'il y faisait dans sa déclaration de guerre ces mots : « D'après une communication du cabinet de Berlin. » Berlin avait en effet — c'est à peine croyable, mais c'est la vérité — cherché à faire croire à l'univers et aussi à son alliée

1. Voir Conrad, t. I, p. 142.

que l'état de guerre entre l'Allemagne et la Russie résultait non d'une déclaration de guerre de l'Allemagne, mais d'une incursion de troupes russes en territoire allemand. Le 2 août, à 3 heures du matin, quatorze heures donc après l'envoi de la déclaration de guerre de Berlin à Pétersbourg et environ huit heures après sa remise, l'ambassadeur autrichien Szögyeny annonçait à Berchtold que des troupes russes avaient, disait-on franchi la frontière allemande. « L'Allemagne se considérait de ce fait comme en état de guerre avec la Russie. *Du côté allemand, il n'y aurait plus de déclaration de guerre.* » L'instigateur de cette mystification de l'ambassadeur autrichien fut le secrétaire d'État Jagow qui, naturellement, qualifiera la nouvelle annoncée par Szögyeny, de même que le célèbre rapport de l'ambassadeur en date du 27 juillet (A. I, 68) de « petit malentendu ». C'était là, d'après Eckardstein, le surnom qu'on donnait dès l'école à cet « homme d'État » allemand ami de la vérité. Non seulement Berchtold mais encore Conrad envisageait avec méfiance l'annonce qui lui était faite de l'attaque russe, car rien de semblable ne s'était passé à la frontière austro-hongroise. Il demanda le 2 août au matin à Moltke « si une *déclaration de guerre* avait été adressée par l'Allemagne à la Russie, et quand », et reçut cette réponse évasive « que l'Allemagne se trouvait en état de guerre avec la Russie depuis l'ouverture des hostilités par la Russie le 1er août »[1]. On avait une peur terrible à Berlin, nous le savons par les Mémoires de Tirpitz, de la possibilité de voir les Autrichiens reculer brusquement au dernier moment et contraignent ainsi l'Allemagne à conclure immédiatement la paix.

Cette peur explique le silence prudent dont on enveloppe ce fait que la guerre était amenée non par l'attaque russe, mais par la déclaration de guerre de l'Allemagne[2].

V

L'Autriche a été précipitée dans la « grande guerre » — comme la nomment Conrad et Moltke dans leur correspondance — militairement non moins que diplomatiquement. Il

1. Conrad, t. IV, p. 317.
2. Voir pour tout ce qui précède les documents allemands 503, 601, 772, 814. Documents autrichiens III, 81 B, 101-102.

serait trop long d'exposer ici les difficultés résultant pour l'État-Major général autrichien de ce qu'il avait dirigé vers le sud des masses de troupes beaucoup plus importantes qu'il n'était prévu pour le cas de la grande guerre. Conrad se répand à plusieurs reprises dans ses Mémoires en plaintes amères sur ce que le désordre fut jeté dans les mesures de mobilisation déjà prises et en cours d'éxécution, « quand, par suite de la prise de position décidée de l'Allemagne, la grande guerre fut déchaînée [1] ». On doit voir la cause du retard apporté jusqu'au 30 juillet à cette « prise de position décidée » dans l'antagonisme entre le gouvernement de Bethmann et le parti militaire mené par Moltke. Celui-ci ne triompha progressivement de la faible résistance du Chancelier que dans la journée du 30 juillet et n'obtint que le 31 sa capitulation totale. Il est possible aussi que le chef de l'État-Major allemand ait été conduit à n'abattre ses cartes que le plus tard possible, par des considérations de tactique vis-à-vis d'un allié à qui la grande guerre apparaissait seulement comme la conséquence possible et désagréable d'un conflit localisé, non point comme un but en soi.

Le programme de guerre de Moltke est exposé avec toute la clarté désirable d'abord dans des lettres adressées par lui à Conrad en 1909, puis à nouveau dans son rapport au Chancelier del'Empire sur la «Situation politique» daté du 29 juillet 1914 (D. 349). Selon Moltke, deux facteurs étaient nécessaires pour provoquer à coup sûr la guerre mondiale : l'entrée des Autrichiens en Serbie, et une mobilisation générale autrichienne en riposte à la mobilisation partielle russe que l'on escomptait en manière de protestation contre cette invasion.

Moltke souligne en ces termes l'importance décisive de cette entrée en Serbie pour déchaîner la guerre, dans sa lettre à Conrad du 21 janvier 1909 [2] : « *Je crois que c'est seulement l'entrée des Autrichiens en Serbie qui pourrait provoquer éventuellement une intervention active de la Russie. Cette intervention fournirait à l'Allemagne le « casus fœderis »*. Dans sa lettre du 24 février 1909 [3], Moltke va encore plus loin : même un

1. Voir entre autres : Conrad, t. IV, p. 323.
2. Conrad, t. I, p. 380.
3. Conrad, t. I, p. 395.

gouvernement russe non enclin à la guerre serait « poussé à une politique active par un mouvement panslave du peuple russe... si l'Autriche envahissait la Serbie ». Ainsi parlait Moltke en 1909. Et à l'été de 1914, selon l'affirmation mensongère de Guillaume, de Bethmann et de Moltke, la localisation d'une guerre austro-serbe, et par conséquent la passivité absolue de la Russie, aurait été possible! Personne ne pouvait y croire, à moins d'être frappé de cécité totale ou d'être dans l'ignorance absolue de l'histoire du sud-est européen depuis trente ou quarante ans. Moltke et consorts n'ont même pas souhaité cette localisation, mais ils l'ont *redoutée*, parce qu'elle leur aurait enlevé l'occasion d'entreprendre l' « inévitable » règlement de comptes avec les ennemis de l'Allemagne. Ne lit-on pas dans la lettre de consolation écrite par Moltke cinq mois après la solution pacifique de la crise bosniaque par suite de la capitulation de la Russie et de la Serbie :

... En cela aurait résidé une garantie extrêmement importante pour l'heureuse conduite d'opérations communes, si le cas de guerre au sujet duquel nous nous étions mis d'accord était intervenu... Je puis, dans cette lettre privée, dire que *je déplore profondément avec votre Excellence qu'on ait laissé passer sans l'utiliser une occasion telle qu'il ne s'en représentera pas de sitôt dans d'aussi favorables conditions.* Continuons, quand même, Excellence, à regarder l'avenir avec pleine confiance.

Après qu'au printemps de 1909 la machination belliqueuse eut échoué, au grand regret de Moltke, contre la volonté de paix de la Russie et des autres puissances de l'Entente, le chef d'État-Major allemand tente en juillet 1914 d'en reprendre le fil là où il avait dû l'abandonner en 1909. Dans son rapport cité plus haut, adressé le 29 juillet au Chancelier (D. 349), il parle de la *Strafexpedition* de l'Autriche contre la Serbie à laquelle la Russie répondrait, conformément à ses prévisions de 1909, par la mobilisation des circonscriptions militaires de Kiev, Moscou et Odessa; l'Autriche qui, jusqu'alors, ne mobilisait que huit corps d'armée contre la Serbie, devrait mobiliser aussi l'autre moitié de son armée. « Mais au moment même où l'Autriche mobilisera toute son armée, le choc deviendra inévitable entre elle et la Russie. Mais là

réside pour l'Allemagne le *casus fœderis*... L'Allemagne donc, quand le choc entre l'Autriche et la Russie sera inévitable, mobilisera et sera prête à entreprendre la lutte sur deux fronts. » Qu'on y prenne garde : dès le 29 juillet, quand on n'était encore en présence que de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et de la mobilisation partielle russe, Moltke tient la guerre pour « inévitable », pour tellement inévitable qu' « un miracle » seul pourrait l'empêcher. C'est qu'ici le désir est pris pour une réalité. J'y insiste : Moltke s'exprimait ainsi le 29 juillet, vingt-quatre heures après que son souverain eut écrit, lecture faite de la réponse serbe, que c'était une « capitulation de l'ordre le plus humble » par laquelle disparaissait tout motif de guerre, alors que Guillaume lui-même n'aurait, en présence « d'un si grand succès moral », ni rappelé son ambassadeur, ni encore moins ordonné la mobilisation (D. 271, 293). Cette constatation et d'autres, innombrables, quant à l'attitude des autorités dirigeantes de Berlin, trouvent leur explication unique, mais aussi parfaitement suffisante, dans les tendances opposées des conseillers civils et militaires de l'Empereur. Ceux-ci rejetaient d'un bord à l'autre, comme un ballon, ce psychopathe hystérique, accessible successivement à toutes les influences, qui passait en chancelant d'un extrême à l'autre, jouant au maître en apparence, mais en réalité soumis à son entourage, jusqu'à ce qu'il s'immobilise finalement du côté du parti de la guerre.

Le jour même où Moltke envoyait au Chancelier son rapport sur la situation eut lieu à Potsdam la délibération bien connue de l'Empereur avec les autorités militaires et civiles. A cette occasion, Moltke mit tout en jeu pour obtenir, en raison de la seule mobilisation partielle russe contre l'Autriche, la mobilisation allemande et l'envoi d'un ultimatum à la Russie. Delbrück, à qui nous devons cet intéressant aperçu sur les secrets de la délibération de Potsdam, ajoute en guise d'excuse pour le chef d'État-Major qu'il aurait agi ainsi « non parce qu'il souhaitait la guerre, mais *parce qu'il la voyait inévitable et voyait aussi dans une attaque immédiate l'unique voie du salut*[1] ». Delbrück ajoute lui-même que l'adoption des propo-

1. Voir Delbrück, *Kautsky et Harden*, p. 21, et *Discussion anglo-allemande sur les responsabilités*, p. 16.

sitions du Grand État-Major par le Conseil de Potsdam le 29 juillet « aurait entraîné la guerre immédiate ». Bethmann, dans son discours bien connu au Conseil des ministres le 30 juillet, discours qui constitue une charge écrasante contre les faiseurs de guerre allemands, va même plus loin que Delbrück et présente la déclaration de « danger de guerre menaçant » comme le prologue de la guerre imminente inévitable. « La déclaration du danger de guerre menaçant signifie la mobilisation, et celle-ci, dans les circonstances où nous sommes (mobilisation contre deux adversaires), la guerre. » Bethmann convient dans le même discours que du côté militaire on a exprimé le désir de déclarer le « danger de guerre menaçant ». C'est avouer que les militaires ont plaidé pour la guerre au Conseil de Potsdam. J'insiste encore ici : plaidé pour la guerre le 29 juillet dans l'après-midi, quand la nouvelle de la mobilisation partielle russe contre l'Autriche venait tout juste d'arriver et qu'il n'était pas question d'une mobilisation générale en Russie (celle-ci ne fut annoncée de Pétersbourg que le 31 juillet au matin). Les militaires au Conseil de Potsdam n'arrivèrent pas au succès décisif de leurs menées belliqueuses : ce leur fut un stimulant pour agir au cours des heures et des jours qui suivirent, sur l'Empereur éternellement indécis, par des machinations plus efficaces et des moyens de pression plus vigoureux. Dans cet ordre d'idées on trouve entre autres la nouvelle de la mobilisation générale allemande lancée le 30 juillet par le *Lokal-Anzeiger*. Peu importe qu'elle ait ou non influencé ou pu influencer la décision du Tsar; elle était *destinée* en tout cas, dans la pensée de ces « faiseurs » en uniforme, à pousser les Russes les premiers à la mobilisation générale et à hâter ainsi en Allemagne la décision de mobiliser qui signifiait la guerre. Je ne puis ici entrer dans plus de détails au sujet de diverses autres machinations du parti militaire contre le pouvoir civil, qui se déroulèrent le 30 juillet et devaient enfin barrer définitivement au Chancelier, de plus en plus poussé vers la capitulation, le chemin de la paix.

Mais c'est pour nous un fait indiscutable, établi par des documents, que *même sans la mobilisation générale russe qui aurait, prétend-on, tout déclanché, la guerre à laquelle aspiraient Moltke et sa bande, guerre préventive motivée par une supériorité*

militaire, aurait été provoquée; qu'ainsi la mobilisation générale russe n'a pas été la cause, mais le prétexte de la guerre.

J'ai rassemblé les preuves concernant cette thèse dans une monographie spéciale non publiée encore, et je me contenterai ici du témoignage du chargé d'affaires bavarois Lerchenfeld, qui, dans un rapport du 31 juillet, constate l'opinion des milieux dirigeants de Berlin, « qu'une fois la Russie parvenue à une mobilisation même *partielle*, la guerre mondiale n'a pas pu être arrêtée » (D. IV, p. 149). Ceci répond exactement au programme de machinations belliqueuses établi par Moltke dans ses lettres de 1909 et dans son exposé du 29 juillet 1914 (D. 349) : l'Autriche ouvre les hostilités contre la Serbie; la Russie, pour protester contre cette agression envers sa sœur slave, mobilise les circonscriptions militaires tournées vers l'Autriche; l'Allemagne, qui voit dans cette « menace » contre la Monarchie austro-hongroise le *casus fœderis*, mobilise et amène la guerre. Ce processus systématique est facilité et hâté par la mobilisation générale russe, mais il se serait développé aussi bien sans elle.

VI

A ces preuves qui appuient la thèse exposée ci-dessus, empruntées pour la plupart aux archives bavaroises, se sont ajoutés récemment des documents d'une extrême importance contenus dans le quatrième volume des Mémoires de Conrad, pages 148 à 156. Il s'agit d'un échange direct de télégrammes ayant eu lieu le 30 et le 31 juillet entre les chefs d'État-Major Moltke et Conrad, et d'où il résulte avec une certitude incontestable que Moltke, *dès le* 31 *juillet au soir*, probablement seize heures, mais au moins douze avant la réception du télégramme de l'ambassadeur allemand à Pétersbourg annonçant la mobilisation générale russe, a conseillé instamment à son collègue Conrad de faire décider la mobilisation générale immédiate, lui a certifié sans réserve l'entrée en ligne et la mobilisation de l'Allemagne en vertu du *casus fœderis* et lui a recommandé le rejet de l'action médiatrice anglaise encore en suspens. Cet échange de télégrammes entre les deux chefs d'État-Major était déjà connu, de ceux qui ont

étudié la question des responsabilités, par les recueils de documents allemands et autrichiens de 1919 (D. 498, 825. A. III, 34, 50). Le texte même des télégrammes de Moltke, qui furent expédiés à Vienne en partie par l'intermédiaire de l'attaché militaire à Berlin Bienerth et du capitaine de l'armée austro-hongroise Fleischmann, détaché à Berlin, ne nous est révélé qu'aujourd'hui par Conrad. Le contenu de ces télégrammes extrêmement importants pour la question des responsabilités prouve encore combien les éditeurs du recueil des documents allemands ont agi prudemment en ne livrant pas à la publicité, « en raison du temps étroitement limité », les documents militaires.

Le point essentiel des révélations de Conrad est constitué par deux avis de Moltke, parvenus à Conrad le 31 juillet au matin, l'un, émanant directement de Moltke à 7 h. 45, l'autre, signé par l'attaché militaire Bienerth par ordre de Moltke, parvenu sans nul doute à Vienne le 31 juillet au matin de très bonne heure. L'heure exacte de l'arrivée du télégramme de Bienerth nous manque; mais, du télégramme de Szögyeny (A. III, 34) annonçant à 7 h. 40 du soir le télégramme de l'attaché militaire « qui vient d'être expédié », nous pouvons conclure que ce dernier télégramme n'a pas quitté Berlin plus tard que le 30 juillet au soir et doit encore être parvenu à Vienne dans la nuit du 30 au 31. En tout cas, il a quitté Berlin *au moins douze heures avant l'arrivée du télégramme de l'ambassadeur à Pétersbourg annonçant la mobilisation générale russe* (31 juillet, 11 h. 40 du matin. D. 473). Et voici qui est décisif : Moltke, dans sa communication personnelle et dans celle qui fut transmise par Bienerth, toutes deux parties de Berlin bien des heures avant qu'on y connût la mobilisation générale russe,

1° réclame la mobilisation générale de l'Autriche-Hongrie, en réponse à la mobilisation partielle russe;

2° reconnaît pour l'Allemagne le *casus fœderis*;

3° annonce la mobilisation allemande;

4° exige le rejet de la médiation anglaise.

Ci-dessous le texte de ces deux télégrammes.

Télégramme de Moltke à Conrad parvenu le 31 juillet à 7 h. 45 du matin :

Mobilisation russe maintenue. L'Autriche-Hongrie doit être conservée; *mobiliser immédiatement contre la Russie. L'Allemagne mobilisera.* Contraindre l'Italie par des compensations à remplir son devoir d'alliée.

Télégramme de l'attaché militaire Bienerth expédié de Berlin le 30 juillet au soir, parvenu à Vienne dans la nuit du 30 au 31 juillet :

Moltke dit qu'il estime la situation critique, si la Monarchie austro-hongroise ne mobilise pas immédiatement contre la Russie. La déclaration faite par la Russie au sujet de mobilisation ordonnée rend nécessaires des mesures analogues de la part de l'Autriche-Hongrie, ce qui serait à exprimer dans l'exposé officiel des motifs. De là naîtrait *pour l'Allemagne le casus foederis.* Rechercher un arrangement honorable avec l'Italie par la garantie de compensation, afin que l'Italie demeure activement dans la Triple alliance; surtout ne pas laisser un homme à la frontière italienne. *Décliner la démarche renouvelée de l'Angleterre pour le maintien de la paix.* Supporter la guerre européenne est le dernier moyen pour la conservation de l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne marche sans réserves.

Un plus long commentaire de ces écrits si éloquents paraît superflu. Au reste, ils n'offrent rien de nouveau à l'historien averti; c'est seulement la confirmation plus nette et plus lumineuse de ce qui pouvait être relevé dans les documents connus jusqu'à présent : la confirmation par l'accusé principal lui-même, le chef d'état-major de Moltke. Les avocats de l'innocence allemande, que la révélation de Conrad incommodent fort, passent avec une discrétion explicable sur le point essentiel, c'est-à-dire *l'heure* de l'envoi des télégrammes, qui prouve que la mobilisation générale russe fut sans influence sur l'explosion de la guerre; ils se contentent de soumettre à une critique indulgente l'empiètement de Moltke dans le domaine diplomatique (demande de refus de la proposition anglaise). Comme si l'activité de Moltke dans son ensemble, pendant la période de tension, depuis le projet d'ultimatum à envoyer à la Belgique (26 juillet) jusqu'à son attitude dans les derniers jours du conflit diplomatique (29, 30, 31 juillet), n'avait pas consisté uniquement à empiéter sur les attributions du pouvoir civil, à contrecarrer les timides tentatives pacifiques du chancelier, à s'efforcer de créer un inévitable état de guerre! Le conseil même donné à l'Autriche de décliner la médiation an-

glaise ne surprend pas celui qui connaît les documents : nous savions déjà par les archives munichoises que le 31 juillet à 7 h. 45 du matin, c'est-à-dire au moment même où le télégramme de Moltke parvenait à Conrad, *quatre heures avant qu'on ne connût la mobilisation générale russe,* un coup de téléphone fut donné par la légation au ministère des Affaires étrangères bavarois, annonçant que dans les « milieux dirigeants berlinois » on n'attendait aucun résultat de la médiation anglo-allemande, qu'on était convaincu au contraire « *que les efforts sans doute loyaux de Grey en vue de contribuer au maintien de la paix n'arrêteraient pas la marche des événements* » (D. IV, p. 158). Cette « marche des événements » qui est désignée dans d'autres passages des documents sous le nom de « forces élémentaires » ou de « pierres qui roulent », et autres expressions fatalistes du même genre, était en fait quelque chose de très réel : ce quelque chose portait l'uniforme de général prussien, avec les bandes rouge framboise de l'État-Major général; ce quelque chose se tenait Königsplatz et mettait le feu aux poudres qui devaient déchaîner l'explosion guerrière à la Wilhelmstrasse. Le coup de téléphone de la légation de Bavière le 31 juillet au matin et les télégrammes de Moltke à Conrad sont en corrélation. La guerre était à Berlin une chose décidée, la pression de l'État-Major avait atteint son but *bien avant que la nouvelle de la mobilisation générale russe parvînt aux Affaires étrangères.* Les instructions et les conseils dispensés aux Autrichiens par Moltke étaient des mesures destinées à provoquer, conformément au programme arrêté d'avance, la décision de faire la guerre, à mettre la Russie dans son tort, autant que cela était possible en présence de la mobilisation partielle qui seule existait alors. Le pouvoir civil avait capitulé; Mars, dieu de la guerre, était le maître de l'heure.

VII

Quelle action les excitations belliqueuses de Moltke eurent-elles sur la décision de Vienne? Le 30 juillet, vers midi, la mobilisation partielle russe des circonscriptions militaires tournées vers l'Autriche (parmi lesquelles Conrad compte par

erreur Varsovie au lieu de Moscou) avait été portée à la connaissance de Conrad. A 3 h. 1/2 de l'après-midi, Conrad fut mandé chez Berchtold afin de conférer sur la mobilisation générale qui devait être proposée à l'Empereur. Berchtold fit part à cette occasion de la note connue (D. 395) expédiée par Bethmann dans la nuit du 29 au 30 juillet, dans laquelle le Chancelier « *soumettait instammemt et expressément à l'examen* » du cabinet de Vienne l'acceptation de la proposition de Grey « Halte à Belgrade ».

Cette note se rapporte aux derniers efforts désespérés de Bethmann, après l'échec de ses tentatives en vue d'obtenir de l'Angleterre une promesse de neutralité (Livre bleu, 85), pour arriver à une solution pacifique sur la base des offres de médiation de Grey. Ce sont des tentatives dont le manque d'énergie et par suite l'insuccès reflètent nettement la situation embarrassée dans laquelle se trouvait le malheureux Chancelier, naviguant entre les excitations belliqueuses des militaires et ses propres désirs pacifiques comme entre Charybde et Scylla. Que les notes effrayées envoyées par Bethmann cette nuit-là ne prouvent rien quant à l'innocence de l'Allemagne dans la guerre, que le Chancelier n'ait plus été du tout maître des destins de son pays, mais que les rênes du gouvernement aient passé de plus en plus à chaque instant aux mains des chefs militaires qui, de leur côté, marchaient à la guerre d'un pas ferme, sciemment et intentionnellement, tout cela constitue un sujet à part que nous n'avons pas à traiter ici. Les apôtres de l'innocence allemande exploitent ces dépêches de Bethmann comme des preuves de la plus haute importance à l'appui de leur thèse. En vérité, elles ne sont que des preuves de l'antagonisme entre le pouvoir civil et le parti militaire résolu finalement par la victoire complète de ce dernier.

Le comte Berchtold, raconte Tschirschky (D. 465), avait connu la note de Bethmann par l'ambassadeur d'Allemagne qui déjeunait chez lui le 30 juillet; il en avait, « pâle et silencieux », écouté une seconde lecture et répondu qu'il allait immédiatement rendre compte à l'Empereur. Avant que ce compte rendu n'eût lieu, le chef d'état-major général Conrad fut mandé auprès du ministre des Affaires étrangères pour

se rendre avec lui et le ministre de la Guerre Krobatin chez l'Empereur en vue d'une délibération en commun. Cette délibération conduisit à cette conclusion : poursuivre la guerre contre la Serbie, décliner la proposition anglaise dans une forme obligeante, ordonner la mobilisation générale des forces austro-hongroises.

Cette dernière mesure sous réserve de discussion au Conseil des ministres prévu pour le lendemain 31 juillet, et pour lequel on attendait l'arrivée du président du Conseil hongrois Tisza. Les ministres présents chez l'Empereur et l'Empereur lui-même furent unanimement d'avis que la mobilisation générale ne signifiait *en aucune façon l'intention de faire la guerre à la Russie*, mais devait être seulement une mesure de protection contre la mobilisation partielle russe. Conrad lui-même, qui tenait pour indispensable la poursuite de la guerre contre la Serbie, déclara que si les Russes n'agissaient pas contre les Autrichiens, ceux-ci n'avaient aucun besoin d'agir contre les Russes. « Rien n'était plus loin de nous, assure Conrad dans ses mémoires (t. IV, p. 148), que d'ouvrir les hostilités contre la Russie pendant notre opération de légitime défense contre la Serbie qui exigeait déjà des forces importantes. »

La répugnance qui régnait à Vienne à l'égard d'une guerre européenne semblait devoir être confirmée par le télégramme de Bethmann (D. 395) et par une dépêche de Guillaume à François-Joseph arrivée à Schönbrunn le 30 juillet au soir. Cette dépêche impériale parlait aussi de « Halte à Belgrade », mais elle s'exprimait en termes encore plus édulcorés que la dépêche du Chancelier la nuit précédente. Guillaume déclarait « n'avoir pas cru pouvoir décliner » une demande de médiation pacifique à lui adressée personnellement par le Tsar, et demandait une « décision » aussi prompte que possible de François-Joseph, mais se gardait de toute recommandation et de toute intercession au sujet de la proposition anglaise. Rien d'étonnant à ce que l'Empereur ni le Chancelier ne trouvassent à Vienne d'écho à leurs manifestations sans énergie, d'autant plus que Bethmann et Jagow, par diverses communications antérieures, avaient éveillé le soupçon justifié qu'ils attachaient beaucoup moins de prix à voir le différend se dénouer pacifiquement, qu'à détourner la responsabilité sur la Russie et à maintenir

la neutralité de l'Angleterre. Toutefois, les dépêches de l'Empereur et du Chancelier agirent à Vienne au moins dans la mesure où on admettait la possibilité d'un « recul » de Guillaume, en raison de la défection de l'Italie et de l'attitude douteuse de l'Angleterre.

Voilà que dans cette atmosphère éclatent les dépêches de Moltke en date du 30 juillet au soir. Immédiatement Conrad les emporte (le 31 juillet au matin) chez le ministre de la Guerre Krobatin, et se rend avec celui-ci chez le comte Berchtold où se trouvaient également réunis Tisza, Stürgkh et Burian. La contradiction insoluble entre les instructions de Bethmann à Tschirschky et les télégrammes de Moltke à Conrad arracha à Berchtold cette exclamation : « Qui gouverne, Moltke ou Bethmann? » Berchtold expliqua ensuite aux personnalités présentes le but de la réunion : « *Je vous ai demandé de venir ici, parce que j'avais l'impression que l'Allemagne reculait, mais j'ai maintenant une déclaration des plus rassurantes des autorités militaires les plus élevées.* » Après cette communication de Berchtold vient immédiatement, dans le récit de Conrad, la décision de solliciter de Sa Majesté l'ordre de mobilisation générale. Le ministre de la Guerre alla chercher aussitôt à la Chancellerie militaire la signature de François-Joseph, l'ordre signé arriva à midi 23 au ministère de la Guerre et fut immédiatement transmis. La mobilisation fut annoncée par Berchtold aux gouvernements étrangers avec l'assurance explicite, déjà signalée plus haut, qu'elle avait un caractère purement défensif, qu'il n'existait contre la Russie aucune intention agressive et que la poursuite des relations de bon voisinage avec la Russie ainsi que « de pourparlers répondant à la situation » entre les deux cabinets était l'objet des vœux du gouvernement autrichien (A. III, 78). Après la conférence avec Conrad et les autres personnalités, Berchtold se rendit au Conseil des ministres qui devait discuter la proposition de médiation anglaise et les compensations à consentir à l'Italie. La résolution unanime du ministère austro-hongrois confirma dans ses points essentiels le résultat de la conférence tenue chez l'Empereur le 30 juillet après-midi : poursuivre la guerre contre la Serbie, éviter un acquiescement à la proposition anglaise quant au fond, mais en se donnant l'apparence dans

la forme de lui faire bon accueil, exiger l'arrêt de la mobilisation russe (A. III, 65, 79). Tous les ministres présents convenaient *que leur résolution signifiait le refus pur et simple des offres de médiation anglaise,* dont les points essentiels (limitation des opérations de guerre autrichiennes en territoire serbe, conservation de certains gages territoriaux tant que la médiation des puissances serait en suspens) étaient inconciliables avec le désir des Autrichiens de poursuivre la guerre sans restriction.

Ainsi donc, le 31 au matin (le Conseil des ministres avait eu lieu le matin aussi), tout ce que Moltke avait demandé si instamment dans ses télégrammes à Conrad était accompli : la mobilisation générale, décidée en petit comité chez l'Empereur le 30 juillet après-midi, était confirmée par une plus vaste assemblée le 31 au matin en présence du comte Tisza, la proposition anglaise (pour le maintien de la paix) était déclinée quant au fond conformément au désir de Moltke. La nouvelle de la mobilisation générale autrichienne avait été annoncée télégraphiquement dès 8 heures du matin, donc antérieurement à la confirmation apportée par la conférence tenue le matin chez Berchtold, et sur la seule base de la décision impériale du 30, par Conrad à Moltke et par Berchtold à Bethmann (D. 498, 825; A. III, 50). Déjà en relevant dans le télégramme de Conrad la phrase : « Prière de faire connaître votre premier jour de mobilisation », on pouvait déduire, même avant la publication du quatrième volume des mémoires de Conrad, que Moltke, en même temps qu'il exprimait son désir d'une mobilisation autrichienne, devait avoir annoncé la mobilisation allemande. Aujourd'hui nous trouvons ces déductions confirmées pleinement par le télégramme de Moltke en date du 30 juillet. *Il était donc entendu, dès les premières heures de la matinée du 31 juillet, entre les empires alliés, que tous deux étaient résolus à la mobilisation générale avant même que la mobilisation générale russe leur fût connue.*

Et malgré cela c'est celle-ci qui aurait donné le signal de la guerre! Pour élever leur construction hasardeuse, M. Montgelas et ses aides apportent tous les jours de nouveaux matériaux, en l'espèce des calculs d'heure et de minutes concernant le moment où le Tsar a décidé la mobilisation générale,

et autres choses semblables, des matériaux qui se brisent tous contre ces vérités inébranlables :

1° L'empereur François-Joseph, le 30 juillet après-midi, en même temps que le Tsar décidait la mobilisation générale, prenait la même décision en ce qui concerne l'Autriche-Hongrie;

2° Les deux décisions sont indépendantes l'une de l'autre et ont été prises par chacun des souverains dans l'ignorance de ce que faisait l'autre;

3° La mobilisation générale allemande était dès le 30 juillet au soir chose décidée elle aussi, plus de douze heures avant la réception du télégramme de l'ambassadeur sur la mobilisation générale russe.

Ces vérités bien établies font crouler misérablement comme un château de cartes l'édifice d'accusations dressé contre la Russie. Les mesures militaires de l'Allemagne et de l'Autriche d'une part, de la Russie d'autre part, se compensent si bien qu'aucun solde débiteur ne reste à la charge de l'une ou de l'autre partie. Pour la question des responsabilités de guerre, n'entrent en ligne de compte que les *buts* que poursuivaient les États mobilisateurs par leurs mesures militaires, que les conséquences qu'y attachait chacun d'eux. Les dirigeants civils et militaires de la Russie, le Tsar en tête, ont déclaré à plusieurs reprises d'une manière solennelle et tout à fait digne de foi que leur mobilisation ne signifiait pas la guerre, qu'elle n'était qu'une mesure de protection contre une attaque ennemie redoutée. Le représentant militaire allemand à Pétersbourg, le général Chelius, homme de confiance de Guillaume, écrivait à l'Empereur le 30 juillet qu'il avait l'impression « *qu'on avait mobilisé par peur des événements à venir sans intentions agressives*, et qu'on était effrayé maintenant de ce qu'on avait amené ». Et Guillaume mettait en note dans la marge : « Exact; c'est ainsi » (D. 445). Ceci n'est qu'une des preuves sans nombre de la volonté pacifique de la Russie et de la conviction des dirigeants allemands que la Russie ne méditait aucune attaque.

L'Autriche-Hongrie est dans la même situation que la Russie : elle procède d'abord à une mobilisation partielle, puis à la mobilisation générale, pour mener la guerre contre la Serbie

et pourvoir à sa sécurité contre une attaque russe éventuelle. Toute intention agressive contre la Russie était étrangère aux dirigeants civils et militaires de l'Autriche-Hongrie; nous le savions déjà par les recueils de documents allemands et autrichiens de 1919, et les Mémoires de Conrad nous l'ont pleinement confirmé : on *risquait* la guerre européenne, mais on ne la *voulait* pas, et même on craignait pareille catastrophe comme une éventualité que ne pouvait supporter la monarchie danubienne, de l'avis même de Conrad.

Le seul milieu où l'on voulût positivement une guerre entre grandes puissances parce qu'on tenait les chances de succès de l'Allemagne pour éminemment favorables et qu'on n'admettait nulle autre considération, le seul milieu où l'on voulût à toute force entamer la lutte, c'était le Grand État-Major allemand, c'était le parti de la guerre à la Cour impériale d'Allemagne. Moltke et sa bande ont mis en marche le mécanisme formidable qui a fait passer de vie à trépas 10 millions d'hommes, qui en a blessé et mutilé le double ou le triple, qui a détruit pour plusieurs dizaines d'années le bien-être de l'Europe et conduit le peuple allemand à l'abîme. Et quand les apôtres de l'innocence allemande rempliraient encore 100 000 volumes de leurs prétendues preuves, jamais, au grand jamais, ils n'anéantiront cette vérité : Moltke et sa bande ont été les instigateurs et les artisans responsables de la guerre mondiale.

RICHARD GRELLING

(Traduction P. B.)

ÉTUDES ET PORTRAITS [1]

M. ÉDOUARD HERRIOT

M. Édouard Herriot a reçu jeune encore et soudainement la mission d'être chef de gouvernement. On peut assurer que, six semaines avant d'en être chargé, il ne pensait point qu'elle lui viendrait si tôt. Ce n'est pas un homme d'une ambition fébrile; il a dépassé la cinquantaine, et il lui est arrivé d'être ministre pendant la guerre. Mais il lui suffisait bien d'être député, chef du parti radical-socialiste, maire de Lyon, et à ses heures brillant conférencier. Les circonstances ont précipité son avènement, et peut-être dérangé ses projets. Le succès du Cartel des Gauches aux élections l'obligeait de prendre le pouvoir : il ne s'est pas dérobé, car il est homme de principes. Mais il n'ignore pas qu'il arrive à la tête du gouvernement dans des temps difficiles, et le moins qu'on puisse dire est qu'il court une aventure.

La destinée singulière de M. Herriot est d'être un homme qui inspire la sympathie et un chef de gouvernement qui inspire l'inquiétude. Personnellement, il a beaucoup de qualités et dans le nombre il en a qui sont assez rares chez les

1. Dans cette série d'*Études et Portraits*, la *Revue de Paris* a publié des études sur les principaux hommes d'État français et étrangers, MM. Briand, Barthou, Millerand, Poincaré, M. Lloyd George, M. Bonar Law, le Président Harding, M. Mussolini. Voir dans le numéro du 1er juillet une étude sur M. Gaston Doumergue.

politiques. Il est certainement rempli de bonnes intentions; il a de la probité d'esprit; il a de la générosité; il est sensible; il est éloquent. Ne voilà-t-il pas un ensemble encourageant et qui paraît dès le premier abord beaucoup promettre? Ajoutez que M. Herriot a de la simplicité et de la bonhomie. Assez grand, gros, d'allure puissante et ronde, la physionomie ouverte, le regard bienveillant, vif, et parfois ingénu, le visage mobile comme il convient aux émotifs, M. Herriot donne l'impression d'un brave homme et d'un bon garçon. Il aime la conversation familière, celle qui se tient entre camarades, autour d'une table, en fumant des pipes. On imagine qu'il est de la génération qui a fréquenté les cafés, qu'on appelait jadis les salons de la démocratie. Et ce n'est pas là chez lui goût du désordre et penchant à la vie de bohème : c'est plutôt fidélité prolongée aux habitudes d'étudiant.

Tout le monde sait en outre que M. Herriot est un lettré. Il a passé par l'École Normale Supérieure. Ses contemporains et ses cadets ont gardé le souvenir de ce qu'il y avait en lui de talent, d'éclat, de facilité. Il a étudié les philosophes et les poètes, et il a gardé assez d'inclination à leur égard pour trouver encore le temps de les lire. Il a toujours eu une grande aisance à se mouvoir parmi les idées, les théories et les sentiments. Il est analytique et méthodique. Il est romantique avec délices. Ce n'est pas au hasard qu'il a choisi pour sujet de sa thèse de doctorat madame Récamier : cette époque doit l'enchanter. Toutes les fois qu'il a pris la parole aux *Annales*, dont il a été un des orateurs les plus goûtés, il a charmé son public par la chaleur de ses discours et son érudition poétique. Il a su garder de l'enthousiasme et même de l'imagination, quand il a traité ces sujets plus austères qui ont fait le sujet de ses livres *Agir* et *Créer*. Si la culture et les grâces de l'esprit, qui contribuent assurément à former un homme politique, pouvaient y suffire, tout le monde serait rassuré de voir M. Herriot à la tête du gouvernement. Mais a-t-il reçu la leçon des événements? a-t-il fait l'apprentissage de la réalité?

Ce qui peut aider à voir un peu clair en M. Herriot, c'est sa franchise. Il s'explique volontiers et il est sans détour. Il a beaucoup travaillé, et il a eu, comme beaucoup, des débuts difficiles. Il en parle avec modestie et avec sincérité. Il a

raconté lui-même les origines de ses relations avec Maurice Barrès, pour qui il a toujours conservé de l'admiration et de l'amitié, et il l'a fait avec une simplicité qui a paru à la fois une élégance et un signe de délicatesse de cœur. On imagine volontiers M. Herriot jeune et cherchant sa voie. Il avait fait déjà le tour des livres, mais non encore le tour de l'univers. Par ses goûts et par certaines de ses traditions, c'était ou à peu près un modéré. Mais qu'est-ce qui frappe un esprit ardent dès qu'il considère le monde? c'est l'inégalité des conditions, c'est la misère humaine, c'est la part formidable des hasards qui semblent des injustices, c'est la lenteur des efforts et l'incertitude des récompenses, c'est la singularité et la brutalité de cette formidable machine qu'on appelle la société et qui n'est peut-être que la nature. Pour une imagination généreuse, il y a là de quoi rêver, et pour une intelligence logique, il y a de quoi reconstruire. Cette heure des méditations juvéniles est aussi l'heure trouble où apparaissent les chimères et les tentations, non point les tentations médiocres de l'ambition et de la domination, mais celles qui sont plus prenantes, parce qu'elles paraissent plus nobles, d'édifier de beaux plans, et de réformer le monde. Pour y résister, il faut un effort sur soi-même, une connaissance de l'histoire, des occasions d'expériences nombreuses, et cette froide pensée, qui peut être humaine, mais qui ne doit pas cesser d'être maîtresse d'elle-même, et qui inspire les politiques. Chez M. Herriot, il y avait des éléments de toutes ces vertus, mais elles étaient sans force devant l'élan de ses sentiments.

Sur les chemins de sa jeunesse, M. Herriot rencontra le socialisme : il ne le suivit pas, il écouta cependant sa chanson, et il en resta troublé. Le socialisme est essentiellement une doctrine économique et politique; elle est généralement peu connue dans ses détails, même de ceux qui s'en prétendent les adeptes. Mais le socialisme est aussi quelque chose de beaucoup plus simple et de beaucoup plus puissant : c'est une mystique, c'est une promesse de bonheur. Il est plus facile de croire que de savoir et l'humanité ne se laisse pas conduire par la raison. Périodiquement dans l'histoire, les grands mouvements qui ont modifié le monde ont été déterminés par la sensibilité. La plus grande révolution des siècles a été causée

par l'avènement du Christianisme et le Christianisme à ses débuts valait moins par ses fondements théologiques, que par les espérances et les consolations qu'il versait dans les âmes, et par la notion d'amour grâce à laquelle il a renouvelé la vie spirituelle. Les plus puissants courants qui aient agi sur les peuples sont ainsi d'ordre sentimental plus que d'ordre intellectuel. Si le socialisme s'est développé en France et dans toute l'Europe depuis trente ans, il le doit moins aux théories marxistes si réfutables et si souvent condamnées par les faits qu'à l'adhésion affective des masses. M. Herriot inclina sans doute au socialisme plus par élan que par réflexion, mais une fois sur cette pente, il est difficile de s'arrêter, et le radicalisme n'est qu'un frein bien faible.

Ici intervient la mairie de Lyon, et l'on ne saurait trop insister sur le rôle qu'elle a joué dans la carrière de M. Herriot. Professeur au lycée dans sa jeunesse, M. Herriot est un Lyonnais d'adoption. De la grande ville laborieuse, de l'antique cité, célèbre dans l'histoire, il a bien compris le caractère, mais il n'a pas retenu tous les enseignements. Lyon est certainement une des villes de France dont l'activité est la plus intéressante et dont la vie est la plus respectable. Dans son climat un peu triste, sur la route de Suisse et sur celle d'Italie, elle rassemble en elle les qualités multiples de sérieux et d'idéalisme. Elle est le centre d'un monde de grands industriels et de commerçants, et elle est aussi un centre ouvrier. On y connaît de longue date les conditions du travail et les exigences de la vie. De fortes traditions d'ordre et de bonne gestion, des soucis philanthropiques, des coutumes et des croyances ont inspiré depuis longtemps aux chefs de l'industrie toute une série d'initiatives qui attestent le sens des responsabilités morales et la sollicitude pour le prochain. Si Lyon est une ville riche, c'est aussi une ville généreuse, et elle a dans la générosité quelque chose de cette piété enveloppée qu'un de ses enfants Puvis de Chavannes a rendue avec tant de poésie. Mais ce n'est pas de cette manière que le socialisme entend la fraternité. A la charité de nos pères, qui a secouru cependant tant d'infortunes et qui continue de le faire, le socialisme a prétendu substituer les bienfaits de l'État omnipotent, l'assistance administrative et la justice bureaucratique.

C'est à travers la mairie de Lyon que M. Herriot a connu la réalité.

On s'accorde à dire que M. Herriot a été un bon administrateur de la grande cité lyonnaise, et d'ailleurs la ville de Lyon a ce prestige d'avoir fait successivement la réputation de plusieurs de ses administrateurs. On s'accorde même à reconnaître que M. Herriot, radical, a fait preuve parfois de libéralisme, et récemment encore lorsqu'il a donné un avis favorable à une congrégation de missionnaires; on s'accorde à déclarer qu'il s'est occupé de l'équilibre du budget et des œuvres sociales. Mais quels que puissent être les mérites de la gestion de M. Herriot, c'est la politique municipale qui l'a initié aux alliances socialistes et ces circonstances ont été déterminantes pour sa propre histoire. Les nécessités des combinaisons locales ont voulu que M. Herriot et ses amis n'eussent la majorité qu'avec l'appui des socialistes. Pour l'obtenir et pour le garder, M. Herriot a donc adopté tout un programme qui lui paraissait généreux, mais qui était gravement entaché d'étatisme. Il a pris l'habitude d'un vocabulaire politique et il s'est familiarisé avec des projets qui ont fait de lui le chef du parti radical-socialiste. Il est à peine exagéré de dire que le Cartel des Gauches est une formation qui lui était imposée par la situation toute spéciale de son parti à Lyon et qu'il en a accepté ensuite la généralisation. Quand M. Herriot s'est trouvé, après la condamnation de M. Caillaux, chef des radicaux, et quand après les élections de 1919, il a connu qu'il était à la tête d'un parti battu, il a quelque temps hésité avant de choisir sa voie. A Lyon, il continuait de faire une politique avancée, et l'on n'a pas oublié le Congrès où les radicaux réclamaient le casier fiscal, l'impôt sur le capital, et la revision des procès Malvy et Caillaux. Mais à la Chambre, M. Herriot, qui savait quelque chose des nécessités du pouvoir, donnait son appui aux Cabinets successifs, acceptait même l'occupation de la Ruhr, et semblait s'éloigner du parti socialiste pour se rapprocher de la politique du gouvernement. Les élections de 1924 l'ont ramené à l'alliance avec les socialistes et à l'opposition contre M. Poincaré. Il avait paru capable en 1919 d'orienter le parti radical vers le radicalisme national de M. Doumergue : c'est pourtant lui qui en 1924 a suivi le parti

radical qui se précipitait vers les socialistes et l'a conduit malgré son anticommunisme, au seuil de la réconciliation avec les Soviets.

La part faite impartialement dans cette étude aux qualités de M. Herriot est assez belle pour qu'il soit permis d'en venir à des observations moins aimables. Comme chef de gouvernement, M. Herriot a mal débuté : il a paru débordé par ses troupes, complaisant aux plus exaltés de ses partisans, trop pressé de parler et trop souvent obligé de rectifier. La rébellion contre M. Millerand, les articles du programme sur l'ambassade du Vatican, sur l'Alsace-Lorraine, sur l'amnistie trop large, autant d'erreurs graves. Il y avait là une précipitation et une passion excessives. Le chef du gouvernement n'avait pas encore oublié les diatribes du chef du parti. Avec plus d'enthousiasme que de sang-froid, M. Herriot semblait annoncer des temps nouveaux, un pouvoir exigeant. Des paroles qui manquaient de nuances laissaient craindre des actes qui manqueraient d'à-propos. A un pays qui aspirait au règlement des difficultés internationales et des difficultés financières dont il sentait toute l'importance, M. Herriot promettait la dictature du Cartel des Gauches et tout ce qu'elle suppose. Comment l'opinion publique n'aurait-elle pas été surprise et bien vite inquiète? Comment ne se serait-elle pas demandé ce qu'allaient devenir sous une direction nouvelle et turbulente notre crédit et nos intérêts? Si sa méthode était franche, elle était singulièrement imprévoyante. En quelques semaines M. Herriot a-t-il beaucoup appris? Son esprit s'est-il ouvert aux conseils de prudence qu'inspire l'expérience directe du gouvernement? A-t-il senti que toutes les théories qui servent dans l'opposition ne sont pas bonnes à appliquer au pouvoir?

Il aura bientôt l'occasion de nous montrer quelle est sa sagesse. Une grande épreuve l'attend : il doit parler au nom de la France dans une conférence interalliée où seront débattus nos intérêts les plus sacrés. Par une étrange fantaisie du sort, M. Herriot est depuis longtemps partisan d'une politique de rapprochement avec l'Allemagne, et il prend le pouvoir au moment même où l'Allemagne ne laisse plus d'illusion sur sa volonté d'échapper au traité. Favorable aux ententes internationales, à la réconciliation des peuples, à l'oubli des

guerres et au respect des traités, ami de la paix et pacifiste, il devra paraître dans une assemblée composée de nos alliés, où l'esprit humanitaire dominera, et il est appelé à régler des questions pendantes entre nous et la nation la plus brutalement réaliste, la plus insouciante de la notion de contrat, la plus indifférente au droit. Comment se comportera-t-il? qui l'emportera de son bon sens ou de ses théories, de sa réflexion et de ses sentiments? C'est une aventure pathétique pour un homme qui a à la fois de la conscience et des illusions, du patriotisme et des visions internationales, que de se trouver dans des circonstances où il faudra choisir, et où l'erreur risque d'être si périlleuse pour les destinées mêmes de son pays.

On veut espérer, et on est en droit de craindre. Le passé de M. Herriot nous le montre bien souvent soumis aux puissances de l'imagination et de la sensibilité. Comme chez les romantiques, depuis J.-J. Rousseau jusqu'aux hommes de 48, il y a en lui des rêves généreux, que les facultés dialectiques développent et prolongent. Le sentiment lui suggère des solutions, et la logique, qui est une sorte d'imagination, les fait croire possibles. L'art politique peut se servir de l'un et de l'autre; il est même des cas où il doit s'en servir; mais il conseille de ne jamais se laisser dominer ni par l'un ni par l'autre. Pour ses débuts dans la carrière gouvernementale, M. Herriot est allé honorer dans une cérémonie la mémoire de Zola. Il semble avoir surtout admiré dans le romancier le gros et puissant lyrisme qui lui faisait prendre sa vision matérielle du monde pour une observation scientifique de la nature. Il devrait se souvenir aussi que Zola a dit que la République serait naturaliste ou ne serait pas, et, si cette maxime a un sens, elle indique que la République doit être expérimentale. On voudrait croire que M. Herriot en est persuadé. Puisse-t-il, si c'est à lui que revient la mission de parler pour la France dans une négociation capitale, songer moins à ses dangereuses théories sentimentales et à la politique socialiste qu'aux grandes leçons de réalisme que la culture classique de sa jeunesse lui a permis de recevoir et de méditer!

IGNOTUS

SAMUEL PEPYS INTIME

AVANT-PROPOS

DIALOGUE ENTRE L'AUTEUR ET SON LECTEUR

MOI. — Connaissez-vous Samuel Pepys?

LE LECTEUR. — Parbleu!

MOI. — Vous intéresse-t-il?

LE LECTEUR. — Heu... et vous?

MOI. — Beaucoup, je trouve même que le personnage est d'une rare saveur.

LE LECTEUR. — Je vous avoue que je ne sais trop à quelle époque vivait cet homme-là.

MOI. — De 1633 à 1705, en Angleterre; vous saisissez l'intérêt?

LE LECTEUR. — Je...

MOI. — A l'époque de la Restauration des Stuarts; il en fut le témoin; il vit guillotiner Charles Ier, il connut le règne de Cromwell...

LE LECTEUR. — Bon. Et que voulez-vous en faire? Pourquoi m'interrogez-vous de la sorte? Voulez-vous me faire passer un examen?

MOI. — Pas le moins du monde, je cherche à connaître vos goûts. Ce bonhomme est amusant, et si cela vous dit, je vous raconterai son histoire.

LE LECTEUR. — Nous y voilà. C'est fort bien, parlez-moi de Pepys, mais, si vous m'en parlez, expliquez-moi par le menu ce personnage-là : pas d'abréviations irritantes, pas de mystérieuses allusions, soyez limpide.

MOI. — Je croyais que vous le connaissiez?

LE LECTEUR. — Sans doute, sans doute, mais croyez-vous que je me souvienne ainsi de tout ce que je connais? Ce que vous dites-là est absurde. Je vous avoue en outre que je suis complètement perdu lorsqu'un écrivain me parle, comme si je l'avais quitté la veille, d'un personnage que je connais peu en somme, et avec lequel je n'ai jamais eu d'intimité. L'écrivain, lui, le connaît, c'est fort bien; il vit familièrement avec lui depuis des semaines, des années peut-être, l'appelle par son petit nom, admire des manies, ou des tares même qu'il se flatte d'avoir découvertes; c'est son métier et il doit en être ainsi. Pourtant il aurait tort de croire que ses lecteurs en sont tous au même point que lui, et je préférerais beaucoup que l'on supposât ma parfaite ignorance. Qu'est-ce que je risque? Entendre répéter une chose que je sais déjà? C'est peu en somme, et c'est nécessaire, si souvent!... Ainsi, donnez-vous donc la peine de me mettre au courant. Croyez-vous que je vive perpétuellement dans le souvenir du passé? — Peste! J'ai dans l'existence fort à faire avec le présent; je lis, il est vrai, pour me distraire, mais je ne veux ni faire trop d'efforts pour vous suivre, ni prendre un dictionnaire pour combler vos lacunes. Croyez-moi, ce que je vous dis là, tout le monde le pense. La vie est aujourd'hui rapide et précieuse. On ne lit guère (pas assez, je vous l'accorde). Votre public n'est pas uniquement composé de lettrés, et je ne crois pas que vous ayez l'intention de lui demander un travail d'archiviste que vous avez dû accomplir vous-même? Écrivez-vous pour des spécialistes? Alors, publiez vos travaux dans des revues spéciales, mais puisque vous vous adressez à un lecteur comme moi, pensez à ce lecteur, que diable! Il n'a pas toujours présents à l'esprit les personnages et les événements dont vous l'entretenez à l'improviste, et dont quelques-uns sont vieux parfois de trois cents ans. Dites-nous tout, je vous prie. Soyez convaincu que nous ne nous souvenons pas que Philarète Chasles avait les mêmes goûts que le marquis de Custine, ou que Louis XV, dans l'intimité, donnait le nom de *Graille* à une fille de France.

MOI. — Eh, mais! Voilà une connaissance des petits détails qui vous donne tort.

LE LECTEUR. — Pas le moins du monde. J'ignorais ces menues histoires : je les ai apprises ces jours-ci en écoutant une conférence. Je m'empresse de vous faire profiter de ma science avant de l'avoir parfaitement oubliée.

MOI. — Je ne puis cependant supposer que vous ignoriez...

LE LECTEUR. — Supposez-le donc et, pour Dieu! commencez par le commencement.

MOI. — Et si je vous ennuie?

LE LECTEUR. — C'est votre affaire. Je vous préviens loyalement pourtant que si vous m'ennuyez je vous ferai une réputation de sinistre raseur.

MOI. — Grand merci, mais...

LE LECTEUR. — Ah! j'oubliais : soyez bref!

MOI. — Soit. Je vous rappelle donc, terrible lecteur, qui était Samuel Pepys.

I

Né à Londres le 23 février 1633, Samuel Pepys était fils d'un tailleur et d'une blanchisseuse. De cette origine modeste certains biographes n'ont pu se contenter : ils ont prétendu faire descendre le jeune Samuel et ses onze frères et sœurs d'une famille fort ancienne et noble[1]. Lui-même n'a-t-il pas écrit sur un de ses livres :

Samuel Pepys of Brampton in Huntingdonshire, Esquire; Secretary of the Admiralty to his Majesty Charles the Second, descended from the ancient family of Pepys of Cottenham, in Cambridgeshire.

Il faut toutefois reconnaître que, lorsqu'il écrivit ces lignes solennelles, Pepys faisait déjà figure dans la société, fréquentait les hauts personnages de la Cour, et les imitait de son mieux. Jeune, il était plus modeste, et ne songeait guère à son ascendance. Parvenu à de hautes fonctions, chargé d'honneurs sinon de gloire, Samuel Pepys garda, il me semble, toute sa vie, les vertus et les défaillances de

1. Noble ou non, il est avéré que sa famille remontait au XIIIe siècle.

sa race plébéienne. Travailleur, oui; mais âpre au gain et à l'affût des occasions favorables, car il eut l'ambition tenace; économe, avare même avec sa femme, il aima pour lui le faste, la toilette, les beaux habits brodés, les hautes perruques; attentif à servir les grands, à leur plaire, il songea à gagner par eux des distinctions, des prérogatives nouvelles : il y réussit.

Le jour où Lord Sandwich, son protecteur, lui dit : « Nous nous élèverons ensemble », Samuel est heureux et sera avec Mylord serviable, toujours présent, non seulement utile : indispensable. Mais aussi, comme sa fortune sera rapide! Une autre heure bienheureuse est celle où le Secrétaire de l'Amirauté faisant sa caisse notera, enchanté : « *Aujourd'hui je vaux six cents livres* », car il fait souvent ses comptes, et marque avec orgueil le progrès de son épargne. Bientôt, il réalisera les rêves conçus dans les jours de médiocrité : vivre grassement dans une belle maison garnie de beaux meubles et d'argenterie cossue, acheter un carrosse, se pavaner au parc avec Élizabeth que l'on salue, tous deux considérés par les grands, enviés par les autres; porter une majestueuse perruque, se faire peindre avec un habit chatoyant et des manchettes de dentelle. Le fils du tailleur a des ambitions de bourgeois; avec cela il est paillard en diable, court après toutes ses servantes, aime à festoyer, et surtout à s'égarer dans les caves du roi d'où il sort volontiers gris; il en est quitte pour demander pardon une fois de plus à Dieu. C'est un parfait type de Saxon qui adore toutes les chères et tous les festins. Son caractère, dans le *Diary*, se révèle avec une candeur désarmante. Il est si sincère avec lui-même! Sans contredit, le bonhomme est le représentant d'une race, un type; en outre travailleur et curieux de s'instruire, patient, ingénieux, et aussi roublard, égoïste, vaniteux, au demeurant pas mauvais diable, sorte de Roger Bontemps, mais anglais : c'est toute la différence. Il fera en somme, sans vilenie, une fortune magnifique. Et puis il sera toujours de belle humeur; comme c'est agréable! Il a cependant une insipide manie : c'est de faire intervenir le Seigneur dans tous ses discours; il le prendra à témoin de ses intentions, lui demandera pardon de ses turpitudes. Mais quoi! nous sommes tout près du

puritanisme à l'époque des turpitudes de Samuel Pepys. A part cela, quel gaillard! Jamais du reste, on ne vit fonctionnaires plus joyeux et plus occupés à se distraire que ceux de sa Majesté Charles II. Ah! on ne s'ennuyait pas dans les bureaux de l'Amirauté à l'époque de la Restauration des Stuart. Le roi, dans White-Hall, donnait l'exemple. Samuel Pepys, secrétaire de l'Amirauté, eût passé sans doute inaperçu, car il n'accomplit jamais, que je sache, d'actions éclatantes, mais il s'avisa un jour d'écrire son Journal — et c'est une chose capitale. Il nota chaque soir ce qu'il avait fait et vu depuis le réveil du matin et cela pendant dix ans; il nota tout — je dis tout — les choses les plus infimes, les plus triviales, les plus vulgaires parfois, et celles qui lui parurent importantes et magnifiques. Ces dix années contenaient celles de la Restauration des Stuart et Samuel Pepys fut fonctionnaire, secrétaire de l'Amirauté — le bras droit du duc d'York : on devine l'intérêt historique d'un pareil journal, si sincère, si exact. Il l'écrivit en langage chiffré, car il ne songeait pas à l'impression, cet homme, mais croyait sans doute qu'il relirait son journal dans sa vieillesse, et qu'il y trouverait un divertissement.

Samuel Pepys mourut sans laisser d'enfant en 1703. Le Magdalene College de Cambridge hérita de sa bibliothèque; c'est la *Bibliotheca Pepysiana*, où le fameux *Diary* est précieusement conservé; il forme six volumes in-4° de 3 012 pages, reliés en veau plein et ornés de dorures à froid. Mais aujourd'hui le chiffre du manuscrit de Pepys a livré son secret. Déjà en 1819, le Reverend John Smith en avait entrepris la traduction, il y perdit les yeux, mais non sa peine; il travailla quatorze heures par jour pendant trois ans, et après lui Richard Griffith Nevill, troisième lord de Braybrooke, prépara son édition de 1825; ce fut la première. Elle ne comportait que deux volumes : c'est dire combien elle était incomplète; d'autres éditions suivirent : en 1828, 5 volumes, en 1848-1849, en 1854, 4 volumes. En 1875-1879 on publia six volumes du *Diary* de Samuel Pepys avec des notes additionnelles du Rev. Mynors Bright M. A.; chaque nouvelle édition paraissait moins discrète; c'est que Pepys a le mot vif et le verbe net. D'ailleurs n'ai-je pas dit qu'il notait

tout? Il fallait s'y faire... et nous sommes en Grande-Bretagne. Je pense que les éditeurs étaient partagés entre le désir de montrer le grand homme intégralement dans son œuvre complète, et la crainte que la liberté de son langage ne le déshonorât... L'orgueil chauvin dut l'emporter fort heureusement : respectons les textes originaux; — et une édition presque complète du *Diary* fut publiée (8 volumes in-8°) en 1893-96 par MM. George Bell et sons. Ce dernier travail donne une excellente idée de la vie de Samuel Pepys et de celle de la cour de Charles Stuart. Nous y voyons à la fois se dessiner la figure et les projets de Monk, et nous y apprenons le prix d'un carrosse à la mode, celui d'un bel habit brodé d'or, d'une perruque, d'une longe de veau. Nous connaissons par le menu les intrigues des favoris, les aimables débauches du roi, la vie intime et familière de Samuel Pepys, ses querelles de ménage et ses aventures amoureuses.

Or, si Samuel Pepys, secrétaire de l'Amirauté, est intéressant comme historien de son temps, il l'est bien davantage lorsqu'il ouvre pour notre plaisir la porte de sa vie privée. Sa confession est souvent du meilleur comique, et tous les désordres qui éclatent dans son ménage, désordres qui sont son œuvre, il s'en désole, il est vrai, jurant au Seigneur (toujours) qu'il ne l'y reprendra plus, mais le Seigneur l'y reprend, Dieu Merci!

II

Le fils du tailleur fut élevé à Cambridge (il passa quelques années dans ce Magdalene College où il voulut que ses livres demeurassent à jamais après lui); on s'en étonnerait si l'on ne savait que Sir Edward Montagu (plus tard Lord Sandwich) fut son parent; sans doute faut-il voir dans cette parenté la fortune de Samuel, depuis l'éducation à Cambridge jusqu'au rôle important qu'il lui fut donné de jouer ensuite dans la Marine anglaise. Or qui l'a introduit et patronné à l'Amirauté? Sir Edward Montagu, à qui Pepys fut d'ailleurs constamment dévoué, peut-être même reconnaissant.

Pepys se maria à vingt-deux ans; sa femme en avait

quinze; ils étaient pauvres tous deux. Je ne crois pas qu'Élizabeth fut jolie. On connaît d'elle un portrait de Halles qui peignit aussi le mari. C'est alors une jeune personne grasse, blonde, le visage béat, qui devait avoir la peau blanche, au demeurant appétissante; elle tient une palme de martyre et s'appuie sur une roue : c'est Sainte-Catherine; même pour figurer sainte Catherine, Mrs. Pepys est trop bien coiffée. Son père, huguenot convaincu, se nommait Alexandre Marchant, sieur de saint Michel; le grand-père fut bailli de Beaugé; donc famille française, mais Alexandre Marchant vit sa fortune ébranlée lorsqu'il se convertit inopportunément à la religion réformée, et s'en fut vivre en Angleterre dans le Devonshire, où naquit sa fille Élizabeth. M. Lucas-Dubreton, qui a récemment remis Samuel Pepys à la mode, et avec beaucoup de science et de patience a extrait des dix volumes du *Diary* un charmant livre [1], a trouvé que cet Alexandre Marchant, vieux songe-creux, ressemblait étrangement au frère Sedley de *Vanity Fair* « qui fondait tant d'espoirs sur la destinée du charbon incombustible ». « C'est un homme à projets (Alexandre Marchant), et il en a plein ses poches, projets magnifiques pour purifier les eaux, curer les cheminées, mouler les briques... tout avorte. »

Pendant que Samuel Pepys est à Cambridge, les événements les plus extraordinaires font frémir sa patrie. En 1649 il a vu décapiter Charles Ier, et puis Cromwell règne, Cromwell dont le puritanisme terrible balaie le Parlement et les Empires.

On sait que le jeune Pepys fut cromwellien. Pourtant les aventures romanesques du Stuart exilé, sa vie aventureuse et traquée, ses déguisements, ses malheurs eussent dû l'émouvoir?... Bah! Pepys n'est pas romanesque. C'est un positiviste, un matérialiste à figure de vertueux. Se passionner pour l'infortunée et magnifique odyssée d'un Montrose, pleurer sur sa fin tragique, c'est bon pour les Papistes. Aux yeux du jeune Samuel, le Protecteur représente la liberté et la vertu. Il hait les tyrans, cet enfant, et il s'écrie le jour de l'exécution de Charles Ier, son roi : « *Si j'avais à prêcher sur lui, je choisirais ce texte : La mémoire des méchants pourrira.* » Ce Pepys! C'est une « tête ronde ».

1. *La petite vie de Samuel Pepys*, par Lucas-Dubreton, chez Payot, 1923.

Mais vingt ans plus tard Charles II règne à son tour, alors Pepys est un fonctionnaire qui voit grandir sa fortune grâce à la bienveillance de Lord Sandwich, du duc d'York, du souverain lui-même. Et voici qu'il rencontre un camarade de collège, Mr. Christmas (tout est savoureux chez Pepys, même les noms de ses camarades de collège). Celui-ci lui rappelle ses opinions de gamin : Pepys frémit. Va-t-il lui parler, le maladroit, des mots imprudents prononcés à White-Hall! L'autre se tait : Dieu soit loué! Et Pepys se souvient avec un soupir de soulagement que Mr. Christmas avait déjà quitté le collège le jour de l'exécution du roi.

Cependant Samuel, qui n'est pas un songe-creux, veut « arriver », et au plus vite; pourtant comme il sait se montrer patient, et se contenter d'abord d'une modeste sinécure chez Lord Montagu! Que lui importe? il changera bientôt cet emploi-ci contre celui de Clerc des Actes à cinquante livres par an. Ce n'est rien? C'est un pas en avant.

Il habite une mansarde, « a garret », à Axe-Yard. Là, Élizabeth, ingénieuse, accommode les restes et fait la lessive. Tout change lorsque Lord Montagu (toujours) prend en mains la fortune du cousin pauvre dont il fait d'abord son secrétaire particulier. C'est grâce à ce titre qu'il accompagne le lord sur le *Naseby* et qu'il fait partie de l'expédition chargée de ramener le roi Charles Stuart. Songez qu'à Douvres Samuel Pepys, le fils du tailleur, parle au duc d'York! et celui-ci, positivement, l'appelle Pepys tout court! Pepys est inondé de joie et d'une grande fierté. Dès lors c'est fait : il est royaliste. Chose comique, ce farouche cromwellien, cet homme pieux, ennemi du désordre, bonacement protégera les maîtresses du roi, aimera même presque d'amour la Castlemaine et peut-être la Stewart qui lui succéda; leur beauté le trouble et lorsque Charles II commet quelque imprudence, ou le duc d'York quelque sottise, Pepys indulgent sourit et dit : « Je suis bien désolé de tout cela, mais c'est l'effet de leur paresse, ils n'ont rien d'autre pour occuper leurs grands esprits. » On le connaîtrait mal si l'on pouvait croire qu'il plaisante ici le moins du monde.

Après M. Lucas-Dubreton, relisons le *Diary* de Samuel Pepys, si précieux, si révélateur, et qui éclaire si bien le

caractère anglo-saxon (il n'a guère changé) dans ce qu'il a d'égoïstement naïf, de puritain et de paillard. Il est respectueux du pouvoir établi, ce Pepys, et des « principes immortels ». Pas de fantaisie chez lui; de l'humour, oui, et beaucoup de dévergondage sous son respectable masque. Ce n'est pas lui qui eût émis cette boutade : « Appuyons-nous sur les principes, ils finiront bien par céder! » que l'on attribue à l'un de nos modernes diplomates.

Mais Pepys possède d'autres vertus : il aime les lettres avec passion, d'ailleurs bon latiniste et — ceci est excellent — il est bibliophile dans l'âme. Ses livres forment une collection précieuse et témoignent d'un goût sûr, de recherches laborieuses et intelligentes; tout cela est très sympathique.

A ne considérer que le petit côté de Samuel Pepys, c'est-à-dire en négligeant la partie historique du *Diary* qui est de tout premier ordre cependant, on passe de savoureux instants. Samuel chez lui, son ambition, son sens bourgeois, ses efforts d'élégance, de dandysme même, si l'on peut dire, son appétit de grandeur, il y a là matière à divertissement. Ce qui est louable ici, c'est la sincérité, la gravité un peu solennelle de son récit. En le lisant, nous rions, car ce qu'il rapporte est souvent, à notre sens, comique, mais lui, pendant ce temps, demeure auguste et solennel; il s'agit du Roi, du duc d'York, des maîtresses, sujets sacrés; rien de ce qui vient de là ne le fait rire.

Exemple pris entre mille : Samuel Pepys assiste, en mai 1660, au débarquement du roi Charles Stuart à Douvres, retour d'exil, entouré d'une foule de « cavaliers, de citoyens, et de nobles de toutes sortes. » Le maire aborde le roi, une bible à la main — cadeau des habitants de Douvres; Charles II la reçoit et dit : « La Bible est la chose que j'aime le mieux au monde. » C'est comique, car vraiment la Bible n'est pas ce que le roi aime le mieux au monde, et rapidement il le prouvera. Mais Pepys, lui, demeure imperturbable : il n'a aucunement envie de rire; c'est le roi qui a parlé. Et voici en quoi Pepys est encore de ce temps : cet ex-cromwellien, cette « tête ronde », qui acceptait en 1641 l'exécution de White-Hall, accepte aujourd'hui le retour de Charles II au trône : le pays l'appelle, ce prince; lui, Pepys, l'adopte. C'est un

fait accompli, ce roi bambocheur sera à ses yeux désormais le grand souverain, l'Élu de la Patrie. Il faudra que Charles Stuart ou les ministres passent vraiment la mesure pour que Samuel Pepys se révolte : c'est rare.

J'ai visité jadis le palais de Hampton Court; après le château et le parc, un vieux gardien piqueux, d'une tenue et d'une distinction parfaites, me fit entrer dans les écuries; en ouvrant la porte des bâtiments où étaient alignés les chevaux il se découvrit et parlant à voix basse, comme devant son maître, il dit d'un ton d'indéfinissable respect : « King's horses » (Les chevaux du roi). C'était à la fois émouvant et risible. Ce respect du vieux gentleman piqueux d'Hampton Court, c'était à coup sûr celui de Pepys.

Lorsque Samuel Pepys s'élèvera, ses relations nouvelles ne lui feront pas abandonner les autres, et s'il soupe un jour avec Lord Crew ou Lord Brouncker, il retrouvera avec joie le lendemain ses vieux amis d'autrefois et ne les reniera point.

Il quittera peu, néanmoins, lord Sandwich, Sir William Batten. Il est même invité à la Tour par Sir John Robinson, un soir, et se montre très flatté de cette invitation, car il rencontre à la Tour la duchesse d'Albemarle, femme du général Monk, qu'il trouve laide, d'ailleurs, a *dowdy* (moche, diraient les collègiens d'aujourd'hui), mais il est fort glorieux malgré cela de boire en si noble compagnie.

Au couronnement du roi, quelle joie est celle de Samuel Pepys! quelle fierté possède ce bon Anglais, en voyant son pays revenir aux traditions du passé! Ah! ce jour-là, où est la mémoire de feu Cromwell? Pepys, juché sur un échafaudage, attend patiemment sept heures d'horloge le commencement du défilé. Il voit de ses yeux éblouis « les officiers de toutes sortes », les musiciens en justaucorps écarlate, le clergé, les évêques habillés d'or, la noblesse, le Parlement en robe, « spectacle magnifique » qui l'enivre. Il voit le duc d'York, le roi lui-même, tête nue, accompagné de Lord Sandwich (cousin de Pepys, quelle gloire!), qui porte le sceptre, et de Buckingham qui porte le globe royal.

Pepys aperçoit sa femme au milieu des « nobles dames »; il ne se tient pas de joie. Le roi passe sous un dais, entouré des Chevaliers de l'Ordre du Bain... Pendant le banquet,

Pepys note que le duc d'Albemarle s'éclipse de temps en temps pour aller — il faut être soupçonneux — goûter aux mets du roi, enfin il remarque Sir Edward Dymmock, champion de Charles II, qui entre à cheval dans Westminster, portant son défi. Cette tradition anglaise du champion du roi a subsisté jusqu'au couronnement de Georges IV, et curieusement un descendant de Sir Edward Dymmock, se présenta au couronnement d'Edouard VII et réclama le droit de lui servir de champion, comme ses ancêtres l'avaient fait pour les anciens rois.

Pepys ne but jamais autant que la nuit de la « Coronation »; il but à la santé du roi; n'est-ce pas un devoir? Il le remplit avec entrain. Le résultat de cette beuverie, on le devine, et ses suites, donc! Narrateur consciencieux, Pepys ne nous fait grâce de rien. — Et voici les potins : « Buckingham a installé chez lui sa maîtresse la duchesse de Shrewsbury, mais sa femme la duchesse de Buckingham lui a déclaré tout net qu'elle ne pouvait vivre sous le même toit que cette dame : « C'est mon avis, a répondu le mari avec grâce; aussi ai-je donné des ordres en conséquence. Votre carrosse est prêt, et vous ramènera chez votre père [1]. » Et c'est « un discours diabolique », dit Pepys qui exagère.

Le chirurgien Pierce annonce l'accouchement de la Castlemaine. L'enfant est fils de roi, mais c'est le mari qui l'endossera; il n'est pas souvent à Londres ce pauvre mari! N'importe, le voici père d'un beau garçon.

Pierce a d'autres histoires encore : une fois, il s'agit du duc d'York; ne s'est-il pas entiché de lady Chesterfield (une vertueuse dame, affirme gravement le secrétaire de l'Amirauté, fille de Mylord d'Ormond). Mais Grammont nous dit que lady Chesterfield, adroite et jolie, sut tromper Hamilton avec le duc d'York, et le duc d'York avec Hamilton. Il y eut entre autres une certaine affaire de bas verts qui est fort divertissante; Grammont en parle; ce fut la fable de cette Cour à laquelle on ne peut reprocher d'être gourmée. Mais la malchance voulut que la duchesse d'York fut jalouse du duc, Lord Chesterfield de sa femme, et Hamilton du duc d'York et de Chesterfield. Après une scène inénarrable au jeu du Roi,

1. Lord Fairfax. V. *Diary*, 1668, p. 17.

pendant laquelle le bras du duc d'York disparut à la vue de toute la Cour dans le corsage de la dame, la duchesse se plaignit au Roi, et le mari, qui ignorait les relations de sa femme avec Hamilton, demanda conseil à ce dernier. Furieux, Hamilton conseilla l'exil aux champs, et lady Chesterfield disparut.

Quand elle fut loin, Hamilton lui trouva mille excuses : « A quoi bon, disait-il, m'être si fort pressé de rendre malheureuse une personne qui, toute coupable qu'elle soit, peut seule faire mon bonheur[1]? » et il se désespérait.

Sur ce, Lady Chesterfield, qui semblait deviner son tourment, lui fit tenir en grand secret une lettre qui le priait, dans les termes les plus tendres, de la venir voir pendant un séjour de son mari à Chester. Hamilton vole, passe le jour au fond d'une mauvaise cabane, et la nuit suivante dans un jardin glacial attendant un signe de sa belle : il attendit en vain.

Déconfit, boueux, gelé, transi, l'amant revint chez lui, non sans avoir appris que toute cette affaire n'était qu'une vengeance de la dame pour l'exil qu'elle lui devait et ne lui pardonnait point.

L'histoire du mariage de la duchesse d'York, née Anna Hyde, causa aussi un vif scandale à la Cour en son temps. Elle est contée à la fois par Grammont et Samuel Pepys; le ton de deux narrateurs est fort différent, cela s'entend. Pepys est alors très ému de tous les bruits qui courent : « Le duc d'York a contracté un mariage secret avec la fille du Lord Chancelier[2]. » Il y a un enfant; or « le duc a signé la promesse de mariage de son sang », mais (fort astucieusement) « il a fait dérober cette promesse à sa maîtresse, etc. » En réalité, le mariage avait eu lieu déjà. Pepys l'ignorait, Grammont aussi, tout courtisan qu'il était; mais Grammont s'en amuse, et Pepys est scandalisé de l'incartade du duc d'York; il l'est encore plus de l'attitude de lord Sandwich qui apprécie également avec beaucoup de désinvolture toute l'affaire d'Anna Hyde. Le cousin de Samuel, parlant de ces scandales avec Pepys, citera une réflexion de son père sur ce sujet :

1. *Mémoires du Comte de Grammont*, p. 209. Paris, Lemerre, 1876.
2. Clarendon.

Pepys l'écoute, muet d'indignation : « L'homme qui épouse une gueuse après lui avoir fait un enfant, est semblable à celui qui... dans son chapeau et le remet ensuite sur sa tête. » Samuel Pepys après cela écrit : « Je m'aperçois que Mylord est devenu bien indifférent en matière de religion et compte pour rien toutes ces choses[1]. »

Le piquant fut que les courtisans, ignorant le mariage secret ou l'engagement et croyant flatter le roi, disaient pis que pendre de la demoiselle, lorsqu'ils furent sommés à tour de rôle par le duc de donner leur avis sur la moralité d'Anna Hyde. Pepys, qui ne sait tout cela que par ouï-dire, car il n'est pas admis à entendre les secrets des dieux, Pepys note le 10 décembre 1660 : « Le mariage est décidé. Ce mariage sera certainement la perte de Sir Charles Barkley et de M. Davis », qui ont affirmé devant le duc qu'ils avaient eu les faveurs de la demoiselle ainsi que plusieurs de leurs amis. « Tout le monde pense que c'est un mensonge — » conclut gentiment Pepys.

Mais Grammont en sait plus long que lui; il connaît par le menu la consultation du duc auprès de ses amis Jermyn Falmouth (qui hait Anna Hyde, et surtout le chancelier son père, favori du roi), Talbot, d'autres encore. Le duc d'York les interroge, les presse : « Il court des bruits sur cette jeunesse, l'innocence de son âge l'y expose; alors... que ces messieurs disent tout ce qu'ils savent. » Imprudent duc d'York! Les amis ainsi invités parlent : le duc d'Arran, jouant aux quilles avec la comtesse d'Osson et Anna Hyde dans une galerie, se souvient qu'Anna se trouva mal (ou fit semblant), qu'il la délaça, lui le duc d'Arran, dans un petit salon, qu'il fit ensuite tous ses efforts pour la désennuyer. A Talbot, elle donne rendez-vous dans le cabinet du chancelier, son père — singulier lieu de rendez-vous — et le chancelier est là? Non, il est au Conseil. Jermyn, qui a l'esprit « vif et badin », raconte aussi son petit fait divers; c'est dans un pavillon au-dessus de l'eau qu'il a courtisé Anna Hyde; elle aimait ce pavillon, ne devait pas y venir pour la première fois, etc. Réponses terribles, mais sans doute fausses — ne s'agissait-il pas d'empê-

1. *Diary*, 1660, p, 238.

cher le mariage et de ruiner la fortune d'un courtisan insolent, le lord Chancelier si aimé du Roi?

Impassible, le duc d'York écoute, remercie — il est bien bon —, prie ses amis de venir le rejoindre dans une heure chez le Chancelier; les autres, pleins de componction, peut-être de pitié pour leur victime, s'y rendent, et le duc, les assurant de son amitié inaltérable, les présente à la duchesse d'York : Anna Hyde.

Quel magnifique dramaturge, ce duc d'York! Quelle belle situation de théâtre, et comme c'est amené!

Voilà comment Pepys et Grammont voient et jugent diversement. Grammont sait plus de choses, surtout il observe de plus près puisqu'il vit à la Cour. Ses histoires sont plus badines. Mais Pepys! Quelles leçons de sincérité il sait donner! Comme son bon sens est solide, dru, honnête... un peu lourd naturellement, mais, encore une fois, quel enseignement!

Non, il n'est pas de roman plus attachant, plus divers, plus vivant, que ce journal du secrétaire de l'Amirauté. Stendhal en eût été ravi.

Samuel admire fort la Castlemaine, il la trouve belle, il sait bien que cette beauté n'est pas pour lui, qu'importe? Il peut la regarder, je suppose? Un soir au théâtre « il remplit ses yeux d'elle, ce qui lui fait bien plaisir » (à lui). « Toutes les femmes de la Cour envient cette femme-là », lui dit son ami Mr. Pickering; un jour, en se promenant (avec Élizabeth) dans le jardin privé de White-Hall, n'aperçoit-il pas le linge de la Castlemaine? Qu'il est beau! il n'en a jamais vu de plus beau, s'écrie-t-il. Et les chemises toutes garnies de dentelle : il est fort ému d'avoir surpris l'existence de ces chemises. Il est heureux aussi. Lorsqu'il apprend que le roi soupe avec sa maîtresse tous les soirs, il le note soigneusement. Un soir, la reine est attendue à Londres, des feux de joie s'allument devant toutes les portes, car l'arrivée de la reine, c'est une fête. Toutefois, devant la porte de la Castlemaine, il n'y a pas de feu, mais derrière il y a le roi qui passe la nuit dans la maison.

Pepys apprend même que, pour se divertir, Sa Majesté a fait apporter ce soir-là des balances, qu'il s'est pesé ainsi que sa maîtresse; si elle est plus lourde que lui, c'est qu'elle

est enceinte[1]. La Castlemaine l'est souvent : elle a eu dix enfants du roi[2].

Pourtant, l'étoile de cette belle pâlit, et lorsque Samuel apprendra que le roi néglige sa maîtresse, il se troublera; le beau visage de la favorite lui a paru si triste à la comédie que son cœur se serre; car déjà, les courtisans tournent le dos à la Castlemaine. Néanmoins Pepys admire presque autant la Stewart, favorite nouvelle, grande belle fille un peu folle qui rit sans cesse et de tout; « folâtre », dit Grammont, elle n'aime qu'à jouer comme une enfant; elle joue à colin-maillard, et construit devant les courtisans des châteaux de cartes; Buckingham l'aide, connaît des combinaisons nouvelles. Quand la Stewart a bien joué, elle se divertit encore en imitant les travers et les manies de chacun.

Pepys note le 8 novembre 1663 : « Le roi en est fou — il restera une demi-heure à l'embrasser devant tout le monde. » Pierce le chirurgien (Pierce qui pénètre partout, accouche ces dames et les soigne, etc.) a affirmé que le roi était si amoureux de la Stewart que si la Reine mourait, la Stewart prendrait sa place. Mais la Reine ne meurt pas, et la Stewart se marie, au grand dépit du roi, avec le duc de Richmond. Il est vrai que, le 19 mai 1668, Pierce (toujours) annonce à Samuel une bonne nouvelle : le roi soupe maintenant tous les soirs chez la reine avec grand plaisir — du moins pour ce qui est du plaisir, on le suppose, et pourtant il paraît *mighty hot upon the Duchess of Richmond*; « la preuve en est que dimanche dernier, après avoir commandé son carrosse et ses gardes pour se promener dans le Parc, le roi s'empara soudain d'un bachot et d'une paire de rames, et s'en fut seul à Somersett Hall (chez la duchesse, née Stewart). La grille du jardin étant fermée, le roi grimpa par-dessus et alla lui rendre visite — ce qui est une honte », ajoute Samuel moins scandalisé qu'on le pourrait croire, car l'admiration béate de Pepys pour ses dieux l'emporte presque toujours sur son esprit critique.

1. De Charles Fitzroy, né en juin 1662, duc de Southampton, puis de Cleveland, mort en 1735.

2. Du moins elle dit qu'ils furent tous du roi. Lui ne voulut en reconnaître que quatre : Anne, comtesse de Sussex, et les ducs de Southampton, Grafton et Northumberland.

Ce qui le trouble dans son orgueil national, c'est d'apercevoir au banquet du Lord-Maire [1] que les couteaux et les serviettes manquent sur toutes les tables, sauf sur celles du Lord-Maire et du Private Council. Il y a dix plats inscrits au menu — repas somptueux — de bons vins, dont Pepys ne boit pas, ayant fait le vœu de ne plus boire de vin — et il boit de l'hipocras pour ne pas rompre son vœu, un déploiement de luxe qui le gonfle de vanité... mais — il n'y a pas de serviettes, et personne ne songe à changer les couteaux! De plus, disgrâce amère, les vins sont servis dans des pichets de terre, les assiettes sont en bois [2]. Qu'est donc devenue la belle vaisselle plate du Trésor? Elle a été fondue, sans doute pendant la guerre civile, suggère Mr. Henry B. Wheatley.

On a remarqué le vœu de régime sec de Samuel Pepys? (boire est son péché); il a fait en outre celui de ne pas aller au théâtre sans Élizabeth. Il se met à l'amende lorsqu'il manque à l'un de ces serments, et dépose pour se punir quelque argent dans sa tire-lire d'étain. N'est-ce pas cocasse et d'une drôlerie parfaite?

Pepys n'eut point d'enfant. Son égoïsme n'eût-il pas souffert du bruit et du désordre qu'amènent les enfants? Bref, il n'en eut pas. Dans une réunion chez ses cousins, les Joyce, il s'en lamentait, et demandait aux commères des remèdes contre la stérilité d'Élizabeth et la sienne; elles les donnèrent. Quelques-uns valent d'être notés : « *Avoir soin de ne pas serrer ma femme trop fort dans mes bras*; *ne pas souper le soir trop tardivement, boire du jus de sauge*; *Malaga et des rôtis*; *porter des caleçons de toile de Hollande*; *ma femme ne doit pas être lacée serrée*; *moi boire Mumm sucré, avoir toujours l'estomac chaud et le dos frais*; *changer de place*; *le lit doit être bas aux pieds et haut à la tête*; etc. [3]... A propos de cette consultation, Pepys écrit : « Nous fûmes tous très gais, et moi autant que je peux l'être en aussi piètre compagnie. » Voilà sa famille jugée.

Le théâtre est pour Pepys un plaisir irrésistible. Il y est constamment entraîné : au fond ce puritain est un épicurien

1. *Diary*. 1663, p. 300.
2. Id.
3. *Diary*, 1664, p. 186.

qui goûte tous les plaisirs, ceux de l'esprit, certes, mais aussi les autres et d'abord la table. Il n'a garde de négliger dans son *Diary* les sujets culinaires, et nous voyons petit à petit, à mesure que ses affaires prospèrent, s'améliorer les menus de sa maison. Revenant de l'Amirauté, il rapporte galamment à Élizabeth — des fleurs? des bonbons? Non : une pièce de bœuf, ou un gigot pour le souper.

Un soir il reçoit : Élizabeth, déjà, s'y est préparée la veille, les feux sont disposés, les nappes mises, elle a pétri la pâte des tartes, farci les poulets, et voici le menu qui nous paraît lourd et d'une singulière fantaisie dans la composition : Un plat d'os à moelle, un gigot de mouton, une longe de veau, trois poulets entourés d'une douzaine de merles, une grande tarte, un plat d'anchois, un autre de crevettes, du fromage... L'ordre du repas est étrange, il faut en convenir. Souvent Pepys note qu'Élizabeth reçoit des présents utiles : de la volaille, du gibier. Nous sommes déjà loin de l'époque où elle accommodait, dans sa mansarde de Axe-Yard, les restes d'une dinde provenant de l'office de Montagu.

Néanmoins, malgré la fortune qui sourit à monsieur et madame Pepys, cette dernière s'occupe toujours assidûment de sa maison, suit ses servantes de près, à cause de son mari qui en fait autant, et aussi à cause du service qu'elle exige de ses femmes.

Une nuit de janvier Pepys a travaillé si tard pour mettre son *Diary* au courant, qu'il est surpris par le veilleur; celui-ci passe sous sa fenêtre, invisible, mais non pas silencieux, car il crie : « *Il est une heure passée, le matin est froid, il gèle et vente* ». Sur ce, Pepys va se mettre au lit « laissant Élizabeth et sa servante à la lessive ».

Car Élizabeth et son mari sont tous deux économes. Aussi, quelle affaire lorsqu'à la fin d'un mois faisant sa caisse, Pepys s'aperçoit qu'il a dépensé, tout compte fait, sept-cent soixante livres au lieu de sept cent dix-sept comme le mois dernier. D'abord il est saisi, puis il réfléchit : cet excès de dépenses est dû à l'achat d'habits nouveaux pour lui et pour sa femme. Pour sa femme? pas grand'chose : douze livres. Pour lui cinquante-cinq livres. Il se sert plus largement qu'Élizabeth certes; il s'est commandé un manteau de velours,

deux costumes de drap noir, une robe de peluche pourpre garnie de boutons et de torsades d'or (il doit ressembler à un doge dans cette robe — c'est une tenue d'intérieur). Enfin il a acheté encore un chapeau neuf, et deux perruques qu'il a payées l'une trois livres, l'autre quarante shellings. Car Pepys s'est décidé à porter une perruque; il y pensait depuis quelque temps, mais ne se décidait pas, lorsqu'un jour, son coiffeur lui en présente une qui semble à Pepys attrayante. Sur l'heure il se fait tondre pour s'en coiffer, se trouve bien accommodé ainsi, adopte la perruque, puis il fait venir ses servantes pour avoir leur opinion : l'approbation de la domesticité est unanime. Seule, Jane Welsh, la petite servante du coiffeur (qu'il serre de près), est fort troublée de voir Samuel ainsi travesti et saisie de constater avec quel héroïsme il a fait le sacrifice de sa chevelure.

III

Samuel Pepys aima fort les femmes, au grand ennui de la sienne, qui ne sut jamais ni se détacher de lui, ni le tromper — on le croit — et suivre un exemple qu'il lui donnait avec entrain. Certes, avec entrain, mais sans éclat, car il craignait l'esclandre, cet homme, et il y eut dans le cas de Pepys, qui est comique, un singulier mélange de désir et de remords, de religion et de péché, de loyaux serments, de vœux faits à genoux, suivis immédiatement de pardons demandés d'avance, tant le pécheur est persuadé de sa rechute prochaine. Tout est enregistré dans le *Diary* : ses soupirs, ses élans, ses surprises, ses chutes, ses larmes même, car il pleure quand il le faut.

Dans la vie de Pepys c'est un défilé de dames; le fils du tailleur a bel appétit, il n'est guère raffiné, cela tombe sous le sens. Il courtisera tantôt Mrs. Lane — une mercière — qu'il régale d'une langouste à la taverne, et qui lui promet ses faveurs dès qu'elle sera remariée (c'est une veuve); Bagwell, la femme du menuisier, dont il a payé les bonnes grâces d'un coup de poing sur l'œil, et d'un doigt luxé pendant la lutte (c'est pour rien); une comédienne, Nell Gwyn — elle danse

si bien! Betty Howblett, Mrs. Knepp, la chanteuse (elle chante si joliment), qu'il ramène dans son coach assise sur ses genoux; Jane Welsh, la petite servante du coiffeur; Peggy Pen, ensuite la servante de celle-ci. De Mercer, la servante de sa femme il sent qu'il « devient amoureux fou » : c'est parce qu'il se fait habiller le matin par elle. Ce Pepys! Mercer a la plus belle gorge du monde; il a pris avec sa servante quelques privautés pendant qu'elle fait sa toilette, et puis elle est très musicienne, elle joue de la harpe; il lui apprend à chanter..; en outre elle danse la gigue habillée en garçon comme personne. Que ces servantes sont donc pittoresques!

Il y a encore Nell Payne, autre souillon auprès de laquelle il s'attarde, mais de celle-là il est honteux, se repent, et revient à elle à chaque occasion. Mrs. Susan Gayet est une jeune veuve catholique qui lui plairait assez. De Mrs. Horsefield, qu'il juge fort sotte, il pense : « S'il l'avait seule, un homme pourrait tout tenter avec elle. » Avec Mrs. Pennington, il passe la nuit à Greenwich et la prie de se décoiffer : elle a de si beaux cheveux! Betty Michell — il y a si longtemps qu'il la connaît! et Mrs. Lowiher — elle est si bonne pour lui!

Ce refrain rappelle une anecdote de Chamfort que je cite de mémoire, mais qui est à peu près celle-ci : Louis XV disait à madame d'Esparbès : « Tu as eu tous mes sujets, tu as eu le duc de Choiseul. — Il est si puissant! — Le maréchal de Richelieu. — Il a tant d'esprit! — Monville. — Il a une si belle jambe! — A la bonne heure! mais le duc d'Aumont qui n'a rien de tout cela? — Ah, Sire! il est si attaché à votre Majesté! »

Pepys parle encore d'autres femmes, servantes ou maîtresses, toutes celles que Pepys trouve accortes et qu'il sait accessibles. On ne le voit pas convoiter les femmes plus difficiles (sauf la Castlemaine, et encore c'est en rêve!) D'abord il n'a pas de temps à perdre en soupirs, et puis Élizabeth est là, et Élizabeth veille : inutilement d'ailleurs, la plupart du temps. Néanmoins, lorsqu'elle s'aperçoit de quelque chose chez elle, impitoyablement, elle renvoie la petite servante qui pleure.

A Jane Welsh, Samuel Pepys donne des rendez-vous clan-

destins dans Westminster Abbey, car le patron de cette jeunesse veut la marier et la surveille de près : elle ne sort que le dimanche pour aller écouter le sermon, et Pepys l'attend vainement, Jane ne vient pas. Samuel doit l'ennuyer à périr, elle préfère un petit violoneux « sans sou ni maille », dit l'autre avec mépris. Le plus joli c'est qu'un soir à Westminster, notre homme attendait Jane depuis trois heures; il surgit un sinistre lourdaud, Mr. Balgrave, qui ne s'étonne nullement de rencontrer ici à la nuit tombante le secrétaire de l'Amirauté croquant le marmot, mais l'entretient longtemps de White-Hall Chappel et de sa nouvelle organisation qui n'admet parmi ses membres « aucun débauché. » Pepys, gravement, approuve, et remarque qu'il y en a cependant beaucoup, dit-on, par le monde. C'est comique.

Tant que Pepys court au dehors, sa femme, à laquelle il raconte abondamment au retour l'emploi de sa journée (car jamais un mari n'est plus éloquent et plus verbeux que lorsqu'il a quelque question à éviter), sa femme, dis-je, ne se doute pas de grand'chose. Samuel jeune et gaillard est aussi empressé auprès d'elle *at home*, qu'il l'était dans la journée auprès de la Bagwell : il ne connaît pas certaines défaillances révélatrices. Mais, viennent les honneurs et la richesse, Pepys a cent occupations chez lui : il fait tendre ses appartements d'étoffe, achète de nouveaux meubles qu'il dispose avec Élizabeth, il lui faut songer aussi à son carrosse; il a d'interminables entretiens avec les fournisseurs, des ouvriers de toutes sortes; entre temps il regarde ses servantes, petit gibier qui est à sa portée (et facile). — Tout lui est bon — c'est dans l'ordre, d'autant qu'elles sont souvent jolies, jeunes et qu'elles vivent beaucoup dans l'intimité des Pepys, les accompagnent à la Comédie et à la promenade, couchent même parfois dans leur chambre : tout cela finira mal.

Parmi les petits drames intimes de la famille Pepys, il faut faire un choix : on le peut, il y a le choix. La plus amusante de ces histoires de ménage me paraît être celle de Deborah Willet.

C'est une gentille petite qui tient compagnie à Madame, sort avec ses maîtres, fait le ménage, la lecture à haute voix,

peigne les cheveux de Monsieur; « cela », écrit Monsieur, « fut cause du plus grand chagrin que j'aie éprouvé au monde, car ma femme entra soudain (pendant que Deborah le coiffait) et me vit embrassant cette fille ». A la vérité, ce n'est pas la première fois, car Deborah lui plaît infiniment, elle est toujours « de belle humeur » et, il faut en convenir, pas farouche. Donc, Élizabeth, vit cela — le vit-elle? Il n'en est pas sûr, car Élizabeth saisie, demeure muette, et Pepys se perd en conjectures. Comme il ne sait pas au juste ce qu'elle a vu, vous pensez bien qu'il attendra avant de hasarder une explication! — Comme d'habitude, l'indignation d'Élizabeth éclate la nuit, et, chose singulière, l'épouse, outragée et inondée de larmes, commence par avouer à son mari, quoi donc? Est-elle coupable, elle aussi? Oui, elle est coupable de... s'être convertie à la religion catholique, d'avoir reçu les sacrements; il ne s'attendait pas à cela, le brave Pepys, et délibérément il écarte les confidences, espérant que sa femme s'en tiendra là, mais elle continue de gémir. Pepys, prudemment, se tait. Alors, toujours pleurant, Élizabeth lui reproche enfin son inconstance, ses préférences fâcheuses pour une fille de chambre; tant bien que mal, il s'en tire cette fois avec des protestations amoureuses, des engagements, des promesses. — Ouf! quelle alerte! — Est-ce tout? Non, certes : si les journées paraissent calmes, les nuits appartiennent à Élizabeth, et elle sait en faire un redoutable usage. Une nuit elle réveille Samuel et lui déclare qu'elle a vu de ses yeux Deborah dans les bras du volage et... le baiser. Il avoue l'étreinte et nie le baiser, mais elle le tient et ne le lâchera plus! Il offre de s'amender, de faire des sacrifices, de ne plus voir Mrs. Pierce, ni Knepp (il n'offre rien pour Deborah). L'apaisement qui suit ces concessions n'est que passager, et chaque nuit maintenant, lorsque le coupable croit pourvoir s'endormir, sa femme le rappelle aux réalités : elle ne gardera pas Deborah d'ailleurs, elle publiera par la ville la honte de Pepys. Celui-ci, confus, se tait dans l'ombre propice. Mais Élizabeth veut voir sa victime, elle allume une bougie, la place devant lui sur la cheminée : il ne s'endormira plus, elle continue de vitupérer... et Pepys : « Sur le chapitre de la fille, j'étais forcé de me taire, n'ayant nulle

envie de me séparer d'elle, et ne voulant pas non plus la perdre par ma propre folie[1]. »

Il garde son idée; Élizabeth, qu'il avait commencé par plaindre, lui porte singulièrement sur les nerfs. Le lendemain, vite, un mot à Deborah pour la mettre au courant de ce qu'il a dû avouer! Après cela, se sentant plus léger, il se met en route et le soir, il est fort occupé d'un instrument appelé « *parallelogram* » qui lui sera bien commode (c'est une invention nouvelle) dans son bureau et dont l'ingéniosité l'enchante.

Mais ici, la paix n'est qu'une trêve, et dès lors commence pour le ménage une vie infernale. Pepys, qui à cette époque souffre beaucoup des yeux, a besoin de soins constants. Harcelé pendant la nuit, Élizabeth le soigne avec dévouement lorsque vient le jour. Elle redoute quelque nouvelle rechute de Pepys : elle seule le coiffe maintenant, l'habille, le voit partir. Elle est plus rouée qu'on ne pourrait le croire, cette petite Élizabeth; voici qu'un jour elle confesse Deborah, seule à seule, qui pleure, avoue la poursuite, les assiduités, les baisers. Est-ce tout? Oui. Eh, bien! cela suffit. Deborah partira, et voici la scène conjugale qui éclate le soir. Celle-ci est une de ces scènes qui naissent toutes faites pour le théâtre, augmentant de ton et de force, avec des rebondissements et des chutes, magnifiques, amusantes, écœurantes, humaines.

— Ah! c'est comme cela! et Élizabeth va chercher tous ses griefs de femme mariée depuis tantôt dix ans, et combien de griefs! c'est pourtant un « bon ménage ». — O ciel! comment sont donc les autres? — Voyez plutôt les reproches au mari, ses manques d'égards pour une femme si dévouée, sa trahison, sa ladrerie. Après cela, voici les révélations : elle aussi a été tentée, elle aussi a été courtisée. — Ah! tant pis! elle dira tout! Et nous saurons le nom des galants.

« Pourquoi résista-t-elle à Lord Sandwich » (c'est bien le nom que nous attendions : Lord Sandwich, le parent, l'inventeur de Pepys), au capitaine Terrers, à Lord Inchinbroke, qui lui fit une cour si pressante que Lady Inchinbroke elle-même le sut et en fut troublée? (Ah! Élizabeth, pourquoi leur avoir résisté? Vous seriez plus indulgente à cet amateur de belles, si vous aviez quelque souvenir ou quelque projet

1. *Diary*, p. 140 et suivantes.

à caresser en secret.) Devant ces révélations, Pepys baisse la tête et pleure — à bout de forces. Harcelé, poursuivi, tombant de fatigue (et de sommeil peut-être), il cède, renvoie Deborah, qui devant son bourreau triomphe avec dignité. D'ailleurs, cette Deborah c'est une rouée (sa femme ne lui a-t-elle pas révélé sa fourberie), une rouée, *a slut*[1].

Vous pensez bien qu'après cela, Pepys va tenter de rejoindre Deborah en secret pour lui faire un cadeau avant son départ : quarante shellings enveloppés dans du papier blanc, mais Élizabeth veille — elle a déjà fait partir *the slut* et Pepys est joué. Néanmoins, il retrouvera Deborah et obtiendra ses faveurs (ah! cela n'est pas difficile, pourtant il en est tout glorieux). Mais dès qu'il les a obtenues : « Je lui ai toutefois donné les meilleurs conseils que j'ai pu : avoir soin de son honneur, ne se laisser approcher par aucun autre homme... » Après quoi il lui offre vingt-cinq shellings, puis s'en va dans son carrosse, l'âme à l'aise, et se réjouissant fort de son adresse à tout concilier : ses désirs et la paix de son ménage. — Imprudent Pepys! Il se réjouit, mais déjà Élizabeth sait tout. — Quoi? L'a-t-elle fait suivre dans ce quartier de Lincoln's Inn Field, où il a rejoint sa maîtresse? Non : simplement, Élizabeth a deviné, sans doute à l'air satisfait de son époux, à son verbiage, à ses fables abondantes.

Bref, il doit subir une autre scène plus terrible que toutes les précédentes. Pendant cette algarade, Élizabeth l'injurie et le menace, elle le traite de cœur pourri, de menteur et de coquin; elle le quittera, elle coupera le nez de Deborah. « Je passai donc l'après-midi dans une bien grande confusion du cœur », dit le mari, « dans la honte, le chagrin, l'agonie la plus grande que je connaisse... » Il pleure; Hewer, son serviteur et confident, pleure; Élizabeth tempête. Finalement, Samuel, qui a horreur des « histoires », se repent; il en est quitte pour prier le Seigneur une fois de plus, et lui demander encore du secours.

A la suite de cette édifiante conclusion, sans alinéa, le mari repentant écrit : « Cette nuit, les tapissiers ont fini la tenture de ma belle chambre, mais mon chagrin et mon trouble sont

1. Guenipe.

si grands en songeant à cette affaire que la joie que je me promettais s'évanouit ».

Telles sont les frasques de Pepys; bientôt il ne sortira plus que flanqué d'un garde du corps, ce Hewer, bien inoffensif d'ailleurs et peu gênant.

Et Élizabeth? — est-il sûr qu'elle n'ait jamais suivi l'exemple de Samuel?—Il est bien parlé de quelques galants dans le *Diary:* Mr. Sheres, diplomate, beau phraseur, dont elle recherche visiblement la société; le fils de Lord Somersett; Pembleton, le maître à danser. Évidemment, ce n'est ni au fils de Lord Somersett, ni à Pembleton ou à Sheres, qu'Élizabeth, dans ses explications, se vante d'avoir résisté et, si elle s'est décidée quelque jour à tromper Pepys, c'est peut-être avec un de ceux-là dont elle ne parle jamais. Ce Somersett est « joli homme » de l'aveu de Pepys. Élizabeth le retrouve à Drury Lane à la comédie; elle l'avait connu jadis en France. D'instinct Pepys lui fait grise mine « pour éviter toute relation à venir », avoue-t-il sans vergogne. Quand Mrs. Pepys rencontre Somersett plus tard dans la rue, il lui offre un bracelet... Un matin en allant chez l'oncle Fenner, Pepys et sa femme aperçurent un « valet de pied français avec des plumes » : il cherche Mrs. Pepys (c'est à elle qu'il a affaire), il lui parle bas et le mari entend qu'il s'agit d'un rendez-vous pour le lendemain. Élizabeth a prononcé : « *J'irai* », Pepys l'a entendu, et le lendemain, elle décampe. Où va-t-elle? Samuel se le demande avec rage[1], il dîne seul et, au retour d'Élizabeth, il lui tourne le dos.

Pour Sheres, c'est autre chose. Ce gentleman est un ami de Lord Sandwich, un officier d'ordonnance qui revient d'une mission en Espagne; Élizabeth aime beaucoup de l'entendre raconter ses voyages — il l'amuse probablement — et Pepys, lui, le trouve trop bavard. Un jour, Samuel rentre chez lui et voit sa femme éblouissante dans une robe à fleurs galamment ornée de neuf. Elle veut aller au Parc dans leur carrosse et ils partent : livrée de serge, harnais étincelants, rênes de cuir vert, rubans rouges tressés dans la queue et la crinière des chevaux. Mais Élizabeth est de mauvaise humeur, car,

1. Mais à elle il ne demande rien. Pourquoi? C'est clair : s'il questionne, on le questionnera à son tour; il se méfie.

son mari s'obstine à s'asseoir sur la banquette où elle est assise et elle craint de voir sa robe chiffonnée. On rencontre Sheres; Pepys lui fait visage de bois, sa promenade est empoisonnée par la jalousie. Naïvement, il le note comme il note tout. On ne sait pas ce qui advient, car Pepys n'en dit rien non plus, et c'est à nous de conclure.

C'est sur l'épisode du maître à danser que nous sommes le mieux renseigné. Ce maître à danser, un Mr. Pembleton, inquiéta Pepys vers 1663. Joli homme bien agile et bondissant, il apprenait aux couples les danses villageoises et aussi des pas plus recherchés : « la courante ». Pepys, musicien, fait de rapides progrès; c'est un bon élève, mais Élizabeth, visiblement, s'attarde et Samuel devient jaloux de Pembleton. Brusquement, il entre dans la salle de danse : il surprend le maître et l'élève causant : « S'il y a quelque chose entre eux, écrit Pepys désolé, je l'ai bien mérité. Quel besoin avais-je de prolonger ces leçons d'un mois encore! » Il reconnaît, dans son chagrin, qu'il a lui-même des torts... Si Élizabeth le trompait, cela ne serait que justice, mais Seigneur! que cela ne soit pas! Dans son angoisse, Pepys étouffe, gèle, transpire et écrit avec un grand sérieux : « Vu Pembleton; comme il me fait suer! » Ce n'est pas la danse qui le fait suer, c'est l'inquiétude. Il arrive un moment où Samuel feint de ne pouvoir prendre sa leçon, pour mieux épier l'élève et le maître. Il se glisse près de la salle de danse, il écoute. Dansent-ils? Oui; le voilà radieux, l'âme en fête; mais le lendemain (jour du Seigneur), Élizabeth veut aller deux fois à l'Église. Pourquoi? C'est que Pembleton doit y venir. Et voici qu'il la regarde pendant le sermon. Ne lui fait-elle pas en sortant une petite révérence? « Ah! qu'il me fait suer, ce Pembleton », gémit toujours Pepys qui devient vraiment fou pendant la gavotte, surgit soudain, se cache, entre dans la pièce sous n'importe quel prétexte, se tapit derrière les murs, et va voir lui-même si quelque chambre n'est pas en désordre. Pepys, du reste, n'a pas de chance : c'est généralement le jour de sa pilule laxative, ou celui de l'urticaire (Pepys y est sujet) que l'irrésistible Pembleton se présente chez Élizabeth. Est-ce donc un hasard? Sans aucun doute. Néanmoins, une heureuse fortune veut qu'un dimanche le maître à danser assiste

à l'office avec sa femme, « créature d'une honnête allure, bonne femme simple ». Cela tranquillise Pepys. Il semble que l'existence de cette femme légitime ait enlevé à Pembleton, vis-à-vis des autres femmes, de l'agrément, de la fantaisie, son attrait enfin. Il est marié! (Les hommes mariés ne trompent-ils pas leurs femmes, ô Pepys?) et Pembleton, par un surcroît de chance, est marié à une femme qui possède l'air tranquille, une figure honnête... Pepys ne suera plus, l'aventure est terminée.

Élizabeth mourut à vingt-neuf ans. Mr. B. Wheatley, pour faire valoir son Pepys, dit : « Il ne se remaria pas » (fidélité posthume!) mais déjà il était presque aveugle, quoique n'ayant pas plus de trente-six ans. Il y a bien d'autres pages encore dans le *Diary* qui seraient à relire : celles qui concernent la peste de 1666, suivie du terrible incendie de la Cité de Londres : 12 000 maisons furent anéanties par le feu, et combien de morts par la peste? 70 000 peut-être. Là, Pepys se révéla, ne fuit devant aucun fléau, sut intelligemment servir sa patrie...

Mais nous avons volontairement négligé le côté historique du *Diary*, auquel nous renvoyons ce léger lecteur du début, qui a voulu que nous fussions bref.

MARIE-LOUISE PAILLERON

UN HOMME D'ÉGLISE ET D'ÉTAT

DU COMMENCEMENT DU XVIIE SIÈCLE

C'est d'Allemagne que nous est venue, depuis une cinquantaine d'années, l'habitude de la classification rapide et définitive. Ainsi l'on a coutume de cataloguer les familles en leur prêtant une unité de doctrine qui semble avoir influencé tous leurs représentants de père en fils : telle famille est républicaine, telle autre royaliste, ou bien encore huguenote, sectaire ou catholique fervente. Et ce procédé simpliste sévit non seulement dans les classes formées par l'enseignement primaire, mais aussi dans les milieux plus cultivés.

Or on constate au contraire que les vieilles races ont produit à travers l'histoire des individus de mentalités diverses. Les événements ont réagi différemment suivant les tempéraments et les intellectualités.

Cette remarque peut s'appliquer facilement aux La Rochefoucauld, parmi lesquels, à côté d'un chef protestant comme François III, comte de la Rochefoucauld, massacré le jour de la Saint-Barthélemy, et dont Mérimée parle non sans verve dans sa *Chronique de Charles IX*, on aperçoit ou des hommes nullement troublés par les questions confessionnelles, — tel l'auteur des *Maximes*, — ou un prêtre de haute foi et de grande piété : le cardinal de la Rochefoucauld, dont nous allons essayer de démêler la particulière psychologie.

Curieuse figure que celle de ce François de la Roche-

foucauld, qui fut cardinal, évêque de Clermont et de Senlis, abbé de Sainte-Geneviève-du-Mont de Paris, grand aumônier de France, commandeur du Saint-Esprit, chef du Conseil du Roi, et qui, né en 1558, mourut en 1645 dans sa quatre-vingt-huitième année, après avoir connu six rois et quatorze papes. Au physique, le visage que présentent les gravures fixe tout de suite l'attention. L'œil est dur, presque implacable; il observe et guette avec une froideur naturelle qui inquiète. Le nez est fort, les sourcils remontent vers les cheveux que l'on devine rares sous la barrette, et la bouche dédaigneuse, quelque peu dégoûtée, est surmontée d'une légère moustache et entourée d'une barbiche comme il était de mode d'en porter à l'époque. Cette physionomie intrigue : la bouche, les yeux sont en contradiction; et l'on se demande si toute cette personnalité, dont l'attitude dénote une incroyable unité, n'est pas le résultat d'une volonté féroce qui triomphe de luttes intérieures perpétuelles.

Les documents ne font pas défaut; mais ils ont besoin d'être contrôlés les uns par les autres, car leurs auteurs ont été mus comme toujours par les sentiments les plus divers : rancune personnelle, ambition déçue, jalousie active, ou bien éloge officiel. Combien de fois la parole a dû dépasser la pensée!... sans compter le cabotinage de plume qui se révèle chez tant d'écrivains.

Évidemment les biographies présentent un aspect différent lorsqu'elles sont dictées par la reconnaissance ou l'affection. C'est dans cette catégorie que l'on doit d'ailleurs placer l'intéressante biographie du cardinal de la Rochefoucauld, rédigée par un de ses secrétaires, Jean Desbois, probablement vers 1650, et que j'ai eu la bonne fortune de pouvoir publier.

Desbois complète assez bien ce qui avait été dit par le Père de la Morinière. Il donne un raccourci des événements principaux, ce qui nous permet sinon de pénétrer le caractère, du moins d'en deviner les grandes lignes.

François de la Rochefoucauld était le second fils de Charles de la Rochefoucauld, qui fit ériger la terre de Randan en comté. Charles de la Rochefoucauld avait

épousé Fulvia Pic de la Mirandole, sœur de la femme de son frère aîné, François III de la Rochefoucauld. Ils eurent cinq enfants, dont quatre fils.

François de la Rochefoucauld naquit à Paris, le 8 décembre 1558, l'année même où Calais était repris aux Anglais. Il fut élevé plus spécialement par sa mère, qui prenait à ce propos les conseils de son beau-frère, Jean de la Rochefoucauld, abbé de Marmoutiers et maître de la chapelle du Roi.

C'est de sa mère sans doute qu'il tint le goût des bibliothèques, et plus spécialement l'idée d'avoir un ex-libris. L'ex-libris de François de la Rochefoucauld est un des premiers qui aient existé en France.

Dans sa première enfance, il fut confié au sieur Courtier, puis envoyé chez les Jésuites, au collège de Clermont de la Société de Jésus, qui se trouvait situé dans les bâtiments de la cour de Langres, rue Saint-Jacques à Paris. C'est un élève supérieur à la moyenne; il fait de rapides progrès dans les lettres, et, après avoir suivi le cours de philosophie du Père Comolet, il entre dans celui de théologie sous le savant Père Tirines, où il fait bonne figure.

A l'âge de quinze ans, en 1573, il fut pourvu de l'abbaye de Tournus, à laquelle il était attaché depuis 1569, comme vicaire-général de l'abbé, Louis II de Lorraine, cardinal de Guise, fils de Claude duc de Guise et d'Antoinette de Bourbon-Vendôme. Le cardinal de Guise était le cinquante-troisième abbé de Tournus; l'abbaye avait été fondée au VIe siècle sur le tombeau du martyr saint Valérien, les moines de Noirmoutiers y avaient apporté le corps de saint Philibert, et deux Conciles s'y tinrent l'un en 949 et l'autre en 1115.

Il est bien rare que l'être humain ne possède pas au début de la vie les qualités et les défauts qu'il développera en vieillissant; dans la jeunesse on se guide d'après les préceptes des autres, ou bien simplement d'après son tempérament; les idées ne viennent qu'ensuite; mais la personnalité existe dès l'enfance. Nous percevons déjà chez le jeune abbé la pratique de principes dont il ne se départira jamais, et auxquels d'ailleurs il se conformera encore davan-

tage. C'est un chrétien : il prélevait seulement quatre cents écus pour sa dépense, et il employait en bonnes œuvres le reste des revenus que lui procurait l'abbaye. C'est ainsi qu'il rebâtit l'hôpital de Tournus, qu'il répare l'église dévastée par les guerres de religion, et la dote de tous les objets nécessaires au culte.

Quelque temps après, alors qu'il faisait encore ses études théologiques, il est nommé maître de la chapelle du roi Henri III, fonction dans laquelle il succède à son oncle Jean de la Rochefoucauld, abbé de Marmoutiers.

C'est à peu près vers la même époque que se place le voyage avec son frère Alexandre à Milan, où il se rendit sous la conduite de son précepteur, et où il fut reçu par son parent saint Charles Borromée.

Une anecdote montrera la précoce gravité de notre jeune prêtre.

Au cours de ce voyage, il habita, aux environs de Milan, dans la maison d'un grand seigneur. Ce dernier, absent à ce moment, avait recommandé qu'on traitât François de la Rochefoucauld et son frère avec infiniment d'égards et de sollicitude. Le maître d'hôtel, quelque débauché en quête de plaisants contrastes, résolut de vérifier les résistances auxquelles pouvait atteindre la vertu du futur cardinal. Alors que les deux frères venaient de se mettre à table, le maître d'hôtel leur demanda s'ils autoriseraient une jeune demoiselle à partager leur repas; il s'était gardé de leur dire que la demoiselle était de mœurs faciles. Aussi les deux jeunes gens la reçoivent avec la cordialité affable dont ils étaient capables. Cependant la dame, désireuse d'accomplir sa mission, commença dès le milieu du repas à tenir des propos où se mêlait une raillerie d'ordre spécial et qui les éclaira sur le dessein poursuivi. Ils n'hésitent pas, et, afin de couper court à cette situation, ils se lèvent de table, puis, prenant prétexte d'une promenade, ils laissent la demoiselle devant le repas inachevé.

Desbois parle de cette anecdote en ces termes : « ... il rendit un témoignage convaincant de son innocence en son premier voyage en Italie, étant lors fort jeune, où lui ayant été fait une fourbe par un gentilhomme de la compagnie

qui le mit en une occasion prochaine fort glissante, il s'en retira par grande vertu, s'en apercevant à table. »

Voilà un jeune homme de hardie conviction, et qui, dans un milieu de galanterie, fait preuve d'énergie et brave le ridicule. C'était à la fois chez lui le résultat d'une doctrine et l'application d'un système. Il conserva d'ailleurs cette chasteté durant toute sa vie; il y trouvait le développement de la volonté provenant du contrôle de soi-même, le moyen d'éviter les faiblesses inhérentes à la sensualité, et celui d'écarter cette trahison féminine qui gravite autour des hautes situations sociales.

Ces qualités religieuses et les nombreuses indications que donnait ce caractère d'une autorité peu commune attirèrent l'attention. L'ordre étant singulièrement troublé en Auvergne, et l'idée religieuse y étant tellement effacée « qu'on eût eu bien de la peine à mettre la différence entre un prélat et un gendarme », il fut nommé à vingt-six ans évêque de Clermont. Son frère était lieutenant-général pour le roi et gouverneur de cette province. On ne s'était pas trompé : il y apporte le même état d'esprit que quelques années auparavant à Tournus; c'est qu'en homme de foi profonde il ne considère pas les dignités en raison du revenu qu'elles rapportent, il y voit plutôt une responsabilité, et cherche l'apostolat. Bientôt il introduisit les Pères Capucins en Auvergne, et, afin de les conserver dans la province, à laquelle il consacrera toute son activité, il leur fait bâtir un monastère à Billom.

Sa réussite se poursuivit, rapide. Un an après avoir été nommé évêque, il devint conseiller d'État. Comme il fallait s'y attendre, son influence fut dès le début d'ordre religieux. Son principal soin fut de favoriser les missions pour la conversion des infidèles, et d'user de son crédit pour obtenir certains avantages à l'Église. Quoi qu'on en ait dit, il n'est pas préoccupé par les questions de préséance, sinon au point de vue ecclésiastique. Dans ce cas il s'émeut, car il veut conserver au premier ordre ses prérogatives; c'est ainsi que grâce à lui les cardinaux auront dorénavant le pas sur les connétables.

De nature ardente, malgré son apparence calme et réfléchie, animé par une doctrine qui lui donnait la certitude,

il ne pouvait manquer, dans un siècle où les convictions religieuses se mêlaient à la politique, d'embrasser le parti de la Ligue. Il était cependant moins militant que sincère, en ce sens qu'il ne cherchait pas son propre succès, mais le triomphe des idées. Il devait déplorer la conduite de ceux qui utilisaient leurs sentiments comme un marchepied pour essayer de satisfaire leurs ambitions au lieu de servir une cause. Cette participation à la Ligue le mettait d'ailleurs en lutte avec Henri IV, et le conflit devait cesser à l'abjuration du roi. A ce moment ils se réconcilièrent, si bien qu'en 1605 François de la Rochefoucauld reçut le titre de commandeur du Saint-Esprit.

Le roi avait en effet résolu de s'attacher l'ancien Ligueur; il avait été frappé par cette unité de caractère, cette suite dans les idées, assez rares au cours de ces époques troublées où les métamorphoses morales ont coutume de marquer les oscillations politiques. Aussi, avec l'habileté dont il avait toujours témoigné, Henri IV, faisant taire complètement la rancune qu'il pouvait avoir contre ceux qui lui avaient été hostiles, fit entreprendre des démarches, dès 1606, pour faire obtenir le cardinalat à l'évêque de Clermont, et en 1607 elles furent couronnées de succès. François de la Rochefoucauld était à ce moment en visite dans son diocèse de Clermont; le courrier envoyé pour lui apprendre la nouvelle de sa promotion ne parvenait pas à le rejoindre et « étant dans une impatience de n'en voir aucune en la personne de l'évêque de Clermont, ne cessait d'augmenter la sienne de jour à autre ». Enfin le cardinal se laisse atteindre par ce courrier, puis, après l'avoir congédié, il part sans hâte pour Fontainebleau, où le camérier d'honneur de Sa Sainteté l'attendait, « commençant à s'ennuyer en la cour de France de la trop grande modération que l'évêque de Clermont avait apportée pour venir recevoir ces honneurs que Sa Majesté lui avait procurés ».

Sa nouvelle dignité ne modifie pas ses habitudes, il va même avoir l'occasion de manifester une fois de plus — il est vrai dans un petit détail — ses convictions, et il n'y manquera pas. Trouvant dans sa chambre à Fontainebleau un tableau dans lequel des nudités étaient représentées, il

manda un peintre et lui fit corriger le dessin. C'était un moyen pour lui de s'élever par l'exemple contre les facilités de mœurs qu'il déplorait. Cela semble au premier abord un peu excessif, même de la part d'un homme d'Église, mais à toute époque les demi-mesures sont difficiles à observer. Son attitude, assez contraire, il faut l'avouer, à celle de Henri IV, n'empêchait pas ce dernier d'éprouver une réelle sympathie pour François de la Rochefoucauld. Mais, outre que le roi n'avait pas oublié que le cardinal avait appartenu à la Ligue, il croyait remarquer, peut-être dans ces menus faits, ou dans les manques d'empressement auxquels nous avons fait allusion, une certaine réserve persistant chez ce prélat; aussi profita-t-il d'une promenade qu'ils faisaient ensemble dans le parc de Fontainebleau pour lui reprocher en riant l'aversion qu'il craignait de lui inspirer, et qui pouvait être une suite des sentiments manifestés pendant la guerre, avant l'abjuration. Le cardinal répondit posément qu'il n'avait jamais eu d'aversion contre Sa Majesté, « qu'il n'avait jamais oublié ce qu'il lui devait, et qu'il avait toujours prié pour sa conversion, mais qu'il avait toute sa vie haï l'hérésie ». Henri IV ne détestait pas la franchise, il savait que les adversaires loyaux sont moins dangereux que les amis perfides; il continua donc à témoigner au cardinal la même bienveillance, et, à la fin de cet entretien, si l'on en croit Desbois, qui, en général, n'aime guère l'ironie, le roi fit au cardinal « plusieurs caresses », qui mirent de loin « les courtisans en peine ».

Henri IV avait résolu de garder le cardinal auprès de lui, et il lui avait offert l'archevêché de Lyon. Sur le refus de l'évêque de Clermont, il lui fait proposer par le Père Coton, son confesseur et prédicateur ordinaire, de permuter avec un autre évêque, celui de Troyes, par exemple, dont le diocèse est peu productif, mais se trouve sur le chemin de l'abbaye de Tournus. Les habitants de Troyes croient attirer le cardinal en lui donnant l'assurance qu'ils lui fourniront le même revenu que celui qu'il pouvait avoir à l'évêché de Clermont; mais ces considérations ne devaient pas l'influencer, et c'est avec l'évêque de Senlis qu'il conclut le traité, à cause de la proximité de cet évêché avec Paris.

En 1609 il partit pour Rome, comme ambassadeur extraordinaire, et y séjourna pendant quatre ans. Le pape, Paul V, « de longtemps informé de ses hauts mérites, commença de le chérir si tendrement qu'il pratiqua envers lui en plusieurs rencontres les mêmes familiarités qu'avait fait en France Henri le Grand ». Le cardinal devint vice-protecteur de France en l'absence du cardinal de Joyeuse, qui était protecteur. Il fut nommé vice-protecteur, puis protecteur de l'ordre de Cîteaux; et, à la mort du cardinal de Givry, il lui succéda au titre de protecteur de l'ordre de Saint-Bernard. Il fit la connaissance à Rome du cardinal espagnol Zapata, et du cardinal Bellarmin, avec lequel il se lia, et qui eut beaucoup d'influence sur lui. Il eut la joie d'assister durant son séjour à la canonisation de saint Charles Borromée qu'il avait, ainsi que nous l'avons dit, connu et aimé.

Malgré l'insistance du pape et de l'ambassadeur à Rome, il rentra en France en 1613, rappelé par la reine régente Marie de Médicis; il put arriver à temps à Paris pour assister au baptême du fils aîné de son cousin, François V, comte de la Rochefoucauld, et être ainsi le parrain de l'auteur des *Maximes*.

Entre temps il était devenu évêque de Senlis. A son retour d'Italie, il trouve Saint-Vincent de Senlis dans le désarroi. « C'était un lieu où les marques de la religion et de la sainteté ne paraissaient quasi plus, et où les jeux, les festins, les danses, les chansons dissolues, étaient les divertissements les plus ordinaires des religieux de ce temps-là. » Les magistrats de la cité, le Parlement de Paris, la justice même, avaient tenté d'intervenir. Le Père Rançon, maître des novices, essayait d'entamer la réformation par ces derniers; mais ces efforts très louables avaient besoin d'être aidés, stimulés.

Le voyage du cardinal à Rome n'avait fait qu'ancrer plus profondément en lui son désir de réforme; il se met aussitôt à la besogne. Parmi les novices, il remarque deux chanoines, Baudouin et Branche, et plus tard un nommé Faure, appartenant à une bonne famille de Paris, et dont le père était commissaire des guerres, qui s'efforcent de se conformer aux règles de l'ordre, de donner un exemple

salutaire. Malgré les persécutions du prieur et des autres religieux, ces hommes persévèrent. C'est qu'ils se sentent soutenus par le cardinal. Il les encourage avec énergie, car il a un but, un but qu'on ne connaît pas encore, il veut découvrir les éléments de cette réformation qu'il souhaite. Il sait qu'il n'y arrivera pas tout seul, qu'il lui faut des agents, des hommes qui appliqueront ses idées, une sorte de pépinière de religieux pleins de courage qui rénoveront les ordres. Bientôt, avec leur appui et grâce à la fermeté dont il est capable, il parvient à ses fins, et il obtient que Baudouin soit élu prieur triennal. C'est un grand succès à son actif, un succès d'autant plus appréciable qu'il lui a fallu lutter contre les habitudes, contre le pouvoir royal, contre la sanction légale apportée par le Concordat de 1516, contre les avantages que toute une classe pouvait retirer de l'état de choses actuel. Mais a-t-il obéi seulement, comme au début de sa vie, à des préceptes qu'il veut mettre en pratique avec plus de constance que les autres? Ou bien a-t-il uniquement suivi la courbe logique de son caractère? Il a acquis, dans les quatre années de son séjour à Rome, une série de connaissances en matière religieuse, qui n'ont fait que le confirmer dans la voie où il s'était engagé; il va dorénavant puiser dans le grand exemple de saint Charles Borromée, qui vient d'être canonisé vingt-six ans après sa mort, de plus profondes certitudes.

Aussi durant les États-Généraux il insistera pour rendre obligatoires en France les décrets du Concile de Trente. Il n'y réussit d'ailleurs pas; il ne parvient qu'à les faire recevoir par l'assemblée générale du clergé, réunie en 1615, et qu'il préside.

Mais, loin d'être rebuté, son zèle est stimulé par ces résistances.

Cependant jusqu'ici le cardinal n'a pu exercer son influence que dans son évêché, dans des abbayes : ne vient-il pas, à ce moment même, d'introduire la règle de la famille des Feuillants cisterciens dans l'abbaye de Saint-Mesmin — abbaye de Bénédictins où il avait succédé à son jeune frère, abbé de Saint-Martin-en-Vallée, lorsque celui-ci mourut en 1604, à Milan, au retour d'un voyage à Rome?

C'est évidemment un champ d'action assez vaste puisqu'il fait partie du conseil, mais il n'a pas encore occupé une de ces situations qui permettent à un homme de développer complètement sa personnalité. Voilà qu'en 1619 il succède comme grand aumônier, sur l'instigation du duc de Luynes, au cardinal Duperron, mort en 1618. Aussitôt, ainsi qu'il fallait s'y attendre chez un homme de scrupules presque méticuleux, se pose pour lui un cas de conscience : il juge qu'il y a incompatibilité entre la charge de grand aumônier et l'évêché; on essaie de le persuader, de lui montrer des précédents, sa décision est prise, et il se démet de l'évêché de Senlis. C'est qu'il ne limitera pas son rôle à dire la messe devant Leurs Majestés, à avoir soin des ornements de la chapelle royale, à distribuer les fonds destinés aux aumônes, à réglementer les hôpitaux et maladreries du royaume; il est décidé à user de tous les moyens pour remplir complètement la tâche morale qu'il s'est imposée. Bientôt il éloignera les ecclésiastiques qui faisaient scandale sous leur titre de chapelain du roi. Il fait expulser de la cour « un cavalier Marini de qui les lascives poésies ne laissaient pas de trouver protection; un Théophile encore plus protégé de tous les plus puissants et galants de la cour par le même charme de ses œuvres infâmes; un nommé du Travail qui avait été capucin cordelier, religieux d'un autre ordre, et depuis rompu en Grève, et qui trouvait aussi ses protecteurs; un bouffon et ridicule, se faisant appeler le chevalier de la Magdelaine, vêtu en ermite, qui avait planté sa cellule en la galerie du roi et fait entourer son lit d'étoffe à fond d'argent, allant vêtu d'habit long bordé de haute broderie de soie rouge cramoisie et sandales avec agrafes d'argent et qui avait aussi quelques rieurs de son côté ».

Le cardinal ne craint pas de chasser les vendeurs du temple. Il semble même que son énergie va s'accroître de ses succès précédents; partout il va s'efforcer de rétablir la discipline, et, sentant que les obstacles cèdent devant lui, qu'ils offrent moins de résistance à mesure que les victoires se succèdent, il va se montrer de plus en plus actif.

Revenant un jour à l'abbaye de Tournus, et trouvant quelques religieux qui, de connivence avec des gentilshommes

du pays, pratiquaient une vie scandaleuse, il les traduit devant la justice, et il les fait condamner au fouet.

Mais il ne faut pas que nous nous le représentions uniquement comme un homme sévère et rude, qui se plaît à châtier, et qui regarde avec dureté ceux qui n'accomplissent pas leur devoir; parfois en effet cette rudesse s'accompagne de bonhomie. Ainsi, il lui arrive un jour, en visitant la chapelle du château de Saint-Germain, d'apercevoir dans la nef une litière. Avec la désinvolture, la facilité de langage, qui appartiennent à cette époque, le cardinal fit au concierge une sévère réprimande. Ce dernier s'excusa en prétextant qu'il avait posé la litière en cet endroit ne connaissant pas d'autre place vacante pour l'instant; à quoi le cardinal lui répondit non sans malice : « Mettez-la dans la chambre du Roi. » Et, devant l'étonnement de l'homme à cette suggestion imprévue, il ajouta : « Elle y sera avec moins de messéance que dans celle de Dieu. » Puis comme son interlocuteur demeurait toujours interdit devant ces mots ironiques, le cardinal poursuivit : « Et, si vous ne le trouvez pas à propos, faites-la mettre dans la mienne, où il est encore moins indécent qu'elle soit que dans celle du Roi, si ce n'est que vous jugiez plus raisonnable de la mettre dans la vôtre; parce qu'enfin je ne puis pas souffrir qu'elle soit là, où rien ne doit être qui ne serve à l'usage des choses saintes. »

C'est vers cette époque que le roi, sur le conseil de Luynes, avait éloigné la reine Marie de Médicis de la cour en l'envoyant à Blois; peu de temps après, la reine s'était enfuie de Blois, et réfugiée à Angoulême dans le gouvernement du duc d'Épernon. Craignant des complications encore plus graves, Luynes propose au roi de négocier avec la reine. Il est toujours difficile de trouver un ambassadeur, car le plus souvent les pourparlers sont dirigés dans le sens favorable au mandataire plutôt qu'au mandant. Il ne manquait pas de fines mouches qui auraient vu le moyen de se mettre en avant, et peut-être de ne point arranger les affaires de la reine ni du roi. On songe au cardinal de la Rochefoucauld, et on le charge immédiatement de cette démarche délicate. Il se rend donc à Angoulême, accompagné du comte de Béthune,

du duc de Montbazon et du Père de Bérulle, de l'Oratoire. Ils y rencontrent l'évêque de Luçon devenu depuis le cardinal de Richelieu, qui représentait la reine. Les négociations aboutissent au traité d'Angoulême, par lequel Marie de Médicis recevait le gouvernement de l'Anjou et trois places de sûreté : Angers, les Ponts-de-Cé et Chinon; de plus six cent mille livres pour payer ses dettes.

Est-ce la première rencontre politique de François de la Rochefoucauld et de Richelieu? C'est probable; en tout cas, ils prennent contact l'un avec l'autre, chacun défendant des intérêts apparemment opposés; d'ailleurs la situation de Richelieu est dans cette occasion beaucoup plus complexe que celle du cardinal de la Rochefoucauld, qui parle au nom du roi, et dont la tâche est définie, alors que Richelieu n'a encore qu'un rôle officieux, en marge du pouvoir, et ne peut compter, en dehors de la protection de la reine Marie de Médicis, que sur les ressources de sa propre sagacité.

C'est au cours de cette année 1619 que le cardinal de la Rochefoucauld est nommé abbé de Sainte-Geneviève-du-Mont de Paris. Ici, comme dans d'autres occasions, il obtient ce bénéfice sans en avoir sollicité la faveur; il semble que le cardinal — et nous ne croyons pas qu'il l'ait fait volontairement — ait joué sa partie sur l'esprit de contradiction des hommes. Il s'arrange toujours pour qu'on vienne le quérir, il décline les propositions qu'on lui fait, il est modeste, sans ambition — c'est le contraire de Richelieu qui perpétuellement intrigue. Après le décès de son parent Benjamin de Brichanteau, le cardinal était venu demander cette abbaye pour le frère du défunt, Philibert de Brichanteau, ne sachant pas que le roi avait déjà pris sa décision. Celui-ci ne veut pas confier à un Brichanteau l'abbaye de Sainte-Geneviève, mais bien l'évêché de Laon et l'abbaye de Barbeau; et il expose à François de la Rochefoucauld ce qu'il attend de lui. L'abbaye de Sainte-Geneviève a besoin de réformation, il faut un homme de volonté et de haute foi pour y rétablir la régularité, personne n'est mieux qualifié que le cardinal. Celui-ci refuse tout d'abord, il ne veut pas obtenir cette abbaye au préjudice de son parent; puis il rappelle au roi qu'il ne postule pas les bénéfices ni les avan-

tages; ne lui a-t-on pas proposé en vain l'archevêché de Sens? Mais le roi insiste, et il arrache au cardinal une acceptation que celui-ci donne sans enthousiasme. Il n'a d'ailleurs pas renoncé à trouver un moyen de refuser encore. Il ne se fait pas délivrer le brevet de nomination, afin de laisser aux héritiers de Brichanteau le temps de faire des démarches. Cependant le secrétaire des commandements, le sieur de Seaux, lui apporte le brevet; le cardinal ne se tient pas encore pour battu : après lecture, il le prie simplement de le remporter. C'est peut-être dans cet acte qu'on trouve la plus sûre indication sur la nature réelle du cardinal, et qu'il montre clairement ses intentions. Le secrétaire s'étonne et demande des explications. Le cardinal déclare avoir été choqué par certains mots du brevet; il les considère comme appartenant « au vieux style ordinaire » (celui du Concordat de 1516); puis, prenant position définitivement, obéissant à un mouvement d'humeur, ou profitant simplement de l'occasion que lui offre une nouvelle charge qui ne lui sourit guère, il expose au secrétaire que cette rédaction n'a jamais été approuvée par lui; développant son idée, il le charge de dire à Sa Majesté que les mots « le Roi lui faisait don et gratification de ladite abbaye en considération de ses services » ne peuvent être employés, car d'après lui les bénéfices ne doivent pas être une récompense. Ici on aperçoit nettement le réel état d'esprit de François de la Rochefoucauld. Son geste, à la réception de l'abbaye de Sainte-Geneviève, est peu conforme à la légende, on peut même dire à l'histoire, qui prête au clergé du XVIe et du XVIIe siècle une mentalité moins désintéressée. Une de ses constantes préoccupations sera de chercher à libérer des influences extérieures les charges saintes; ce qui est à l'Église appartient à l'Église, à elle seule d'en disposer. En cela il se rapproche beaucoup de saint Charles Borromée.

Durant sa jeunesse, il avait subi l'influence de l'archevêque de Milan, qui, avec Pie IV, employa toute son activité à faciliter la réception du Concile de Trente. Souvent le cardinal de la Rochefoucauld l'imitera : saint Charles Borromée distribue aux pauvres tout l'excédent des revenus qui ne sont pas nécessaires à sa subsistance, il réclame la

résidence des évêques dans leur diocèse; notre cardinal français, ainsi qu'on le verra, le suivra dans cette voie. Saint Charles Borromée, pendant la peste qui ravagea Milan en 1576, ordonne des prières publiques, paraît dans une procession expiatoire la corde au cou, chargé d'une croix, les pieds nus et saignants; le cardinal de la Rochefoucauld assistera lui aussi pieds nus à la procession de la descente de la châsse de Sainte-Geneviève.

Cependant il ne suffit pas, pour comprendre le cardinal de la Rochefoucauld, d'étudier la conduite d'un saint Charles Borromée; c'est plutôt dans l'esprit du Concile de Trente qu'on trouvera la clé du caractère, des volontés, de l'unité d'existence du cardinal.

Le Concile de Trente avait rencontré dans sa réception en France de grandes difficultés; ces difficultés étaient nées de la résistance de l'école protestante de Calvin, de la politique de Catherine de Médicis et du gallicanisme des parlementaires.

Le cardinal, ennemi juré de toute hérésie, ainsi que des intrigues et des compromissions du pouvoir avec les sectes dissidentes, et, avant tout, partisan indéfectible de l'autorité romaine, ne pouvait qu'être un défenseur résolu des principes posés par le Concile de Trente soit dans la doctrine, soit dans la discipline, toutes deux entamées par les erreurs que favorisent les princes.

Il s'affirme comme particulièrement décidé à faire appliquer les préceptes de conduite donnés aux membres du clergé par le Concile; obligation de résidence des évêques, défense de cumul des bénéfices, suppression de la commende, gratuité des services ecclésiastiques. Il va nous apparaître comme la personnification française de ce désir de centralisation qui est à la base de l'Église romaine. Son plus ardent désir est de séparer l'ecclésiastique du laïc; point de dépendance politique ou morale, il cherche la liberté absolue du pouvoir spirituel. Vu sous ce jour, tout s'explique dans sa vie, jusqu'à ses boutades.

D'ailleurs la situation morale de François de la Rochefoucauld est extrêmement curieuse à observer. C'est probablement par son influence que le haut clergé, peu favorable au code des *Libertés de l'Église gallicane*, rédigé par Pithou,

s'opposa à la publication de l'œuvre de Pierre Dupuy : *Les preuves des libertés de l'Église gallicane*, destinée à prouver la doctrine contenue dans les articles de Pithou. Ainsi donc le cardinal est en désaccord avec le gallicanisme, aussi bien qu'avec le Concordat de 1516 qui avait donné au roi la collation des bénéfices supérieurs, laissant au pape la provision et l'institution. Le cardinal est favorable à l'élection, c'est dire qu'il veut, obéissant au Concile de Trente, dont il cherche à favoriser la réception, amoindrir les résultats de 1516, qui augmentaient si considérablement le pouvoir royal. Il n'admet pas le droit de régale, et à plus forte raison la possibilité d'accorder des bénéfices aux laïcs. C'est là où son œuvre mérite une grande attention, et c'est peut-être la raison pour laquelle il fut appelé quelques années plus tard par le roi à être chef de son conseil. C'est en effet un négociateur tout trouvé pour les relations extrêmement délicates entre le roi, le pape et l'Église; car, à cette époque, subissant l'influence gallicane, l'Église ne veut pas se rapprocher de Rome, elle tient à garder ses prérogatives; elle veut dépendre du roi de France dans des cas déterminés, et dans d'autres se libérer de la tutelle royale. Situation compliquée qui ne permet pas au cardinal de la Rochefoucauld un moment d'inattention. Il est désireux de donner à l'Église une certaine autonomie dans le royaume, et cependant il ne peut oublier que le clergé est le premier des trois ordres, par conséquent une personne morale qui joue un rôle important. Il veut à la fois revenir à la pratique du XIIIe siècle, où les bénéfices étaient pourvus par l'élection, élever le niveau moral des ordres religieux et du clergé, et conserver la hiérarchie. C'est au cours de la réformation que l'on aperçoit l'étrange position dans laquelle se trouve souvent le cardinal. La réformation s'opérera dans un sens parfois opposé au pouvoir royal, et, pour la mener à bonne fin, le cardinal sera contraint de se la faire ordonner par le roi, puis de faire accorder les brefs nécessaires par le pape. Il s'efforcera de faire hiérarchiquement relever les ordres des évêques, afin, conformément aux principes du Concile de Trente, de rattacher toute l'armature au sommet de la pyramide : l'autorité pontificale.

Les biographes qui appartenaient à l'entourage du cardinal ne font que des allusions espacées et nullement reliées entre elles à cet état d'esprit; ceci provient — et on le comprend aisément — de ce qu'à cette époque une pareille doctrine ne pouvait pas sans grand danger, tant pour sa réussite que pour celui qui la professait, être exposée fût-ce à un entourage immédiat et dévoué; elle ressort plus des faits, des attitudes, des réflexions suggérées par l'histoire que des paroles ou des écrits. L'âme elle-même de ce réformateur ne semble pas avoir été connue par son époque. Quoique d'un abord très doux et très bienveillant, il était plutôt taciturne, renfermé, portant en lui sa doctrine, et c'est ce qui explique qu'il fut toute son existence, pour ainsi dire, obligé d'être un homme d'action. Mêlé à de grands événements, exerçant une profonde influence, il ne pouvait guère énoncer ses projets et ses espérances. Comme nous le verrons plus tard, il puisait sa conduite dans une conception plus large, plus philosophique que ne le faisaient d'habitude ses contemporains. Nous sommes en présence d'un grand idéaliste. Il n'est guère possible d'établir un parallèle entre lui et ceux des hommes du XIXe siècle qui furent de grands apôtres et qui se nommaient Lacordaire, Montalembert, Ozanam; il y a cependant dans l'effort une certaine ressemblance, mais entachée de divergences si grandes que l'on ose timidement ce rapprochement.

Cette attitude, ces convictions, qui contrastaient avec celles de beaucoup d'autres moins désintéressés, attiraient l'attention sur le cardinal. Sa réputation de vertu au sens entier du mot grandissait au point que l'on songea à lui pour la tiare. Ne voyait-on pas avec lui la possibilité de faire admettre dans le royaume de France les décrets édictés par le Concile de Trente, et de revenir peu à peu sur le Concordat de 1516? On assure que, s'il avait assisté en 1621 au conclave qui eut lieu à la mort de Paul V, il eût été probablement nommé à la place de Grégoire XV. Le cardinal Zapata ne se cachait pas d'une très grande sympathie, qui allait même jusqu'à l'admiration, pour le cardinal de la Rochefoucauld. Le cardinal Bellarmin vota à tous les tours pour lui. Comme le cardinal Aldobrandini reprochait au cardinal Bellarmin de

perdre son suffrage en faveur d'un candidat qui n'avait pas de chance puisqu'il était absent, le cardinal Bellarmin répondit « que son suffrage ne pouvait être perdu puisqu'il était un acquit de l'obligation que les cardinaux ont de toujours choisir le meilleur; que n'en connaissant pas de plus saint que monsieur le cardinal duquel nous parlons, il se sentait aussi obligé de lui donner sa voix, et que faisant autrement il ne voyait pas comment il pourrait satisfaire au serment qui l'obligeait de faire choix du plus homme de bien, et qu'en cela il se fallait régler à la conscience et non à la coutume ». Certains disent que le cardinal obtint onze voix; c'était un bel hommage, car les cardinaux n'ignoraient pas quelles difficultés rencontrerait cette élection qui sortait des règles ordinaires.

***

Le Conseil du Roi se composait, indépendamment des secrétaires d'État, de tous ceux qui exerçaient une des grandes charges de la cour : connétable, chancelier, grand écuyer et grand aumônier. Ces dignitaires avaient le pas sur les ministres secrétaires d'État.

Le cardinal de Retz étant mort le 16 août 1622 d'une maladie contractée au siège de Montpellier où il avait accompagné le roi, le cardinal de la Rochefoucauld reçut la lettre suivante du roi :

J'ai toujours estimé votre vertu et votre prudhomie autant qu'il se pouvait, et, sachant ce que vous valez et la force de votre esprit, j'ai désir de vous voir près de moi en condition et en place où vos bonnes qualités me profitassent et au public; c'est pourquoi, après m'être bien trouvé des bons conseils de mon cousin le cardinal de Retz, et ayant reconnu que le rang et les qualités que vous tenez de l'Église pourront servir à favoriser les délibérations que je forme, j'ai résolu de vous appeler auprès de moi, voulant que désormais vous preniez part aux affaires les plus importantes et moi recevoir cette satisfaction d'écouter les conseils et les propositions d'un homme sage comme vous. Je vous prie donc de vous acheminer à Lyon et de m'y attendre, me donnant ce contentement que ce courrier que je vous envoie exprès m'assure à son retour que vous acquiescez à mon intention, et lors en recevant encore un plus grand pouvoir, je vous témoignerai aussi avec plus de commodité la satisfaction que je conçois par les espérances

que je tiens infaillibles de recevoir en toutes rencontres toutes sortes de bonne assurance de vous.

Le cardinal de la Rochefoucauld remplaça le cardinal de Retz comme chef du Conseil du Roi. C'est là qu'à la suite de certaines circonstances il se trouva bientôt assis à côté du cardinal de Richelieu, qui devait lui succéder. Il n'est pas sans intérêt de voir comment les choses se passèrent.

Après le décès du duc de Luynes, la reine Marie de Médicis entreprit de chasser peu à peu du ministère tous les membres qu'effrayait l'entrée de Richelieu dans le Conseil. Ainsi à la mort de Bochart, la reine poussa aux affaires le duc de la Vieuville; puis à la mort de Villeroy, elle déclara que les affaires étrangères, ayant démesurément grandi, devaient être divisées; on confia l'Espagne, l'Italie, la Suisse, les Grisons à Phelippeaux d'Herbaux; l'Allemagne, la Pologne, les Provinces-Unies, à Potier d'Ocquère; on réserva à Loménie l'Angleterre, la Turquie et le Levant. Par ces changements dans les ministères, si elle n'accroissait pas encore considérablement sa puissance, du moins réduisait-elle l'opposition que l'ancien conseil était décidé à faire à Richelieu. Bientôt Marie de Médicis osa se montrer plus hardie; elle pria le surintendant des Finances, La Vieuville, de demander au roi un ministère pour Richelieu. La Vieuville hésita tout d'abord. On raconte qu'il dit à la reine : « Mais, Madame, c'est ma propre démission que je signe! » Enfin il consentit à faire la démarche, moyennant qu'on lui assurât sa charge ou un équivalent en cas de retraite. Il obtint un engagement sur parole.

Pendant ce temps-là, le roi, poussé par les ennemis de Richelieu qui sentaient l'influence de Marie de Médicis grandir et Richelieu prendre de l'importance, résolut de couper court à ces manœuvres et d'envoyer Richelieu comme ambassadeur à Rome. La reine apprend le projet; elle arrive sur-le-champ, accompagnée de La Vieuville. Le roi, après une longue discussion, finit par céder devant cette ténacité : Richelieu sera secrétaire d'État, mais sous certaines conditions destinées à prévenir l'envahissement de cette nouvelle autorité.

Les craintes de La Vieuville étaient justifiées, car, bien qu'il eût fait entrer Richelieu au Conseil, ce dernier, à la suite de certaines découvertes dans la gestion du surintendant des Finances, devait plus tard le faire enfermer au château d'Amboise pour malversations.

A peine nommé, Richelieu ne perd pas de temps, il soulève la question des préséances. En tant que ministre, il ne fait aucune difficulté de siéger après le connétable; mais, comme cardinal, il prétend que les prérogatives romaines ne lui permettent pas d'abaisser la pourpre et la dignité de prince sous l'épée. Il veut prendre siège à côté du cardinal de la Rochefoucauld qui préside. Le connétable de Lesdiguières s'emporta violemment contre la prétention de Richelieu, qui était entré comme secrétaire d'État et non pas au titre de cardinal. Louis XIII et Marie de Médicis parvinrent à apaiser Lesdiguières en s'engageant à ne point tenir ceci pour coutume.

Richelieu, même lorsqu'il eut la haute main sur les affaires du royaume, et que le cardinal de la Rochefoucauld eut donné sa démission de chef du Conseil du Roi, laissa à ce dernier la première place. Peut-être était-ce en souvenir de ce que le cardinal de la Rochefoucauld avait été le premier à obtenir que les cardinaux eussent le pas sur les connétables, et pour éviter à l'avenir des discussions sur ce sujet. Tout ceci a donné lieu à différents commentaires. Le Père de la Morinière dit que « le cardinal de la Rochefoucauld a toujours tenu la première place dans le Conseil, sans que Monsieur le cardinal de Richelieu la lui ait jamais contestée, quoiqu'il eût la direction générale des affaires : ce qui n'est pas un faible témoignage de la prudence et de la modération dudit cardinal de Richelieu, qui, pour dire le vrai, a toujours grandement honoré monsieur le cardinal de la Rochefoucauld, non seulement à cause de ses vertus et du rang qu'il occupait dans l'Église, mais encore en raison qu'il en avait toujours été singulièrement aimé et qu'il n'avait pas peu contribué à l'établissement de sa fortune ».

Est-ce très exact? Il est permis d'en douter, d'autant plus que Richelieu dit lui-même, dans ses *Mémoires* : « Le comte de Schönberg se joignit à monsieur le Prince et au

sieur de Puyzieulx pour disposer de la place du cardinal de Retz dans le Conseil en faveur de celui de La Rochefoucauld, non par estime de sa personne, mais pour m'ôter l'espérance de l'occuper, et à la reine l'honneur d'avoir part dans ce choix. »

Richelieu, d'ailleurs, s'abstient, dans ces mêmes *Mémoires*, aux années 1622-1623-1624, de parler du chef du Conseil du Roi; il l'ignore. Doit-on s'en étonner? Les deux hommes sont de complexion différente. Pour l'un la question religieuse l'emporte, chez l'autre la politique domine. Richelieu peut estimer le cardinal, mais ne peut l'admirer. Puis il faut ajouter, à cette divergence de nature et d'ambitions, une certaine animosité qu'il a toujours eue à l'égard des membres de la maison de La Rochefoucauld quels qu'ils fussent. Le grand ministre, qui veut la centralisation et le développement du pouvoir royal, ne peut aimer ceux qui symbolisent à ses yeux les dernières forces de la féodalité.

Ce ne sera certes pas lui qui détournera le cardinal de la Rochefoucauld de ses préoccupations d'ordre ecclésiastique. En politique habile, il voit même là le moyen de distraire un adversaire possible, de détourner une activité qui pourrait être gênante. Il sait que le cardinal de la Rochefoucauld a le goût de la réformation, qu'il la recherche. Est-ce qu'il ne vient pas de s'intéresser aux Haudriettes?

Le cardinal de la Rochefoucauld a appris qu'il n'y a que six vieilles femmes veuves dans la maison des Haudriettes; aussitôt il entreprend de les transférer près de la porte Saint-Honoré, dans un couvent de religieuses de Saint-Augustin, sous le nom de l'Assomption Notre-Dame; elles y seront mieux que dans leur résidence de la rue de la Mortellerie où elles souffrent de l'inondation dans leurs caves, dans leur chapelle, et dans leurs appartements, et où elles entendent le bruit des bateliers, crocheteurs et autres gens qui se querellent et « s'entrebattent » sur le port de la Grève.

Singulière histoire que celle de ces Haudriettes. Étienne Haudry, secrétaire du roi saint Louis, étant allé en pèlerinage à Compostelle sur le tombeau de saint Jacques, « employa un si long espace de temps à ce voyage qu'on se

persuada qu'il était mort ». Quand le bruit s'en fut répandu, Jeanne Haudry, sa femme, réunit chez elle une douzaine de pauvres veuves avec lesquelles elle s'occupa d'œuvres de piété. Étienne Haudry, trouvant à son retour que sa femme avait fait un hôpital de sa maison, ne voulut pas s'opposer à ses intentions, et, non seulement il consentit à ce que cette communauté y subsistât, mais il donna de quoi en assurer l'existence.

Voilà qui ne pouvait déplaire à l'ardente imagination du cardinal. Quelle aurait d'ailleurs été la carrière du cardinal de la Rochefoucauld si sa nature ne l'avait entraîné d'une manière aussi absolue vers les affaires ecclésiastiques? Quel rôle politique aurait-il joué?

Il est assez difficile de se faire une opinion. On le montre, en général, comme susceptible de générosité, de bonté, mais de nature faible, un peu molle. Est-ce exact? C'est peut-être le modeste avantage de ceux qui ne se sont pas spécialisés dans l'histoire, et qui n'y cherchent que des aperçus psychologiques, de ne pas demander aux seuls documents la vérité. Il est nécessaire de les commenter, de connaître, ainsi que nous l'avons dit plus haut, quelles passions et quels intérêts en ont dicté la rédaction. Il faut, à notre avis, laisser l'imagination impartiale, comme dans la vie de tous les jours, compléter ce que nous savons et ce que nous voyons. Ramenée à l'étude seule des documents, l'histoire risque de se tromper lourdement et d'exalter exagérément ou de calomnier.

GABRIEL DE LA ROCHEFOUCAULD

(A suivre.)

LES MŒURS, LA POLITIQUE ET LES AFFAIRES

Convié, il y a quelques semaines, à un entretien familier avec les étudiants et les étudiantes américaines de la fondation Carnegie, je comparais devant cet auditoire singulièrement intelligent, les situations respectives de nos deux nations, il y a un siècle et de nos jours.

Il y a un siècle, la jeune République des États-Unis, ayant besoin de contracter dans les Pays-Bas un emprunt de cinquante millions de florins, ne les aurait pas trouvés sans la garantie de la France, qui lui fut accordée dans le simple et généreux élan d'une amitié fraternelle. Le crédit américain n'existait pas. Aujourd'hui, le dollar et le franc sont cotés aux cours que l'on sait. Tout l'or du monde semble attiré vers l'Amérique par une formidable attraction : il s'y accumule selon les lois d'une progression vertigineuse, et les grandes opérations de crédit, sans lesquelles ne se reconstituera pas l'équilibre économique de notre Europe, ne peuvent se concevoir hors la coopération dominatrice des États-Unis.

Une comparaison entre le crédit anglais et le crédit français, envisagés aux deux mêmes époques, aboutirait à un égal contraste.

Serait-ce donc qu'au milieu du monde, marchant à pas

continus vers un accroissement de puissance, la France aurait dégénéré?

Ce serait se contenter d'une vue bien rapide et bien légère des phénomènes sociaux que de répondre par une simple et désespérante affirmation à une question ainsi posée. C'est ce que font trop facilement au delà de nos frontières des esprits qui nous sont cependant amis, et dont l'opinion se trouve être, hélas! l'un des facteurs psychologiques importants du discrédit dont nous souffrons actuellement, quelques années à peine après une victoire qui fut la fille de notre génie plus encore que de notre force.

Essayons de projeter quelques clartés sur un problème qui n'est pas seulement théorique, puisque de la façon dont nous saurons le résoudre dépend la détermination de notre avenir national.

La physionomie de la planète, son âme, même, s'est profondément transformée depuis cent ans. Le siècle dont nous venons de célébrer tant de glorieux centenaires, a été le siècle de la conquête de la nature par les sciences. Merveilles de la vapeur : les continents et les mers franchis avec rapidité. Merveilles de l'électricité : la pensée courant à travers les océans et les cieux domptés sur le câble de cuivre. Puis, sans l'aide d'un support matériel perceptible, l'éclair devenu la mesure de la distance et du temps!

La vaste terre s'est faite toute petite. Révolution aux conséquences incalculables, la notion du capital s'est détachée des choses auxquelles il était incorporé; mobilité extrême des hommes et des fortunes, les moindres phénomènes économiques prenant des proportions sismiques. L'homme s'est senti plus rapproché de la masse de ses semblables et à la fois plus isolé. Contraste qui déroute au premier aspect l'observateur de l'histoire, mais dont une analyse plus minutieuse lui révèle l'explication. Nous avons assisté en même temps à un développement prodigieux des relations morales et matérielles à travers et au-dessus des frontières qui séparent les peuples et au resserrement le plus énergique de leurs individualismes propres. Le même temps a vu les conquêtes de l'internationalisme et le triomphe des nationalités.

Où en étaient de leur formation, la France, l'Amérique et

l'Angleterre lorsque, il y a un siècle environ, se leva l'aube de ce jour nouveau de l'humanité?

La France était en quelque sorte une nation achevée. L'œuvre d'art délicat que fut son histoire était accomplie. Dans le cadre à peu près atteint des frontières naturelles vers lesquelles, sans impérialisme mais par esprit de conservation vitale, avait tendu son effort millénaire, la conjonction d'un climat tempéré, d'une terre fertile aux aptitudes productives variées, avait déterminé la destinée d'une race où les apports celtes et francs s'étaient admirablement harmonisés, sous la double influence de l'empire et du catholicisme romains avec les apports méridionaux.

La France vivait sur sa terre et de sa terre. Ses entreprises coloniales, aux chances diverses, étaient, pour elle, de luxe plus que de nécessité. Pays de fortunes divisées, dont une classe moyenne très cultivée était l'armature; pays d'épargne, de loisir et de savoir, le seul peut-être qui ait connu vraiment la douceur de vivre, et dont le désintéressement, dans l'heureux équilibre des besoins et des ressources, restera longtemps la vertu cardinale. Les génies qui y fleurissent plus nombreux que sous d'autres cieux s'y élancent librement vers le firmament de l'art et de la science. Un Pasteur marchera à l'étoile, mage aux mains chargées de richesses, non pour les faire valoir, mais pour les donner.... Oui, telle est bien l'image de la France.

Observons cependant les années fécondes qui vont du commencement du XIXe siècle aux approches de la guerre de 1870. La plupart des grandes découvertes scientifiques ou économiques qui devaient bouleverser la face du monde ont eu en France leurs initiateurs. Mais c'est ailleurs qu'elles devaient recevoir les développements extraordinaires qui nous enserrent aujourd'hui, qui nous étonnent et qui menacent de nous écraser. On peut dire que les éléments nouveaux de la vie des peuples civilisés, les Français les avaient tous assimilés (la découverte incessante, le travail sans défaillance), sauf un seul, qui était cependant la rançon essentielle des nouvelles conditions de la conquête du gain : le goût du risque. Ou plutôt ce goût du risque, que notre pays portait à son front comme un panache dans son ascen-

sion vers la gloire ou vers l'idéal, il refusait de l'associer à la recherche de ce pain quotidien de la vie moderne : le succès dans les affaires.

Les *affaires*, vieux mot, expression nouvelle de cet ensemble de phénomènes où se rejoignent les intérêts généraux et les intérêts particuliers, la production, l'industrie, les échanges économiques et financiers, expression si large qu'elle en est imprécise, susceptible des plus nobles comme des plus basses interprétations.

Les États-Unis, il y a cent ans. Un immense territoire presque désert, que les deux mers qui le baignent séparent — et rapprochent — de l'Europe et de l'Asie. Autour des premiers « pèlerins » de la liberté, l'afflux, qui continue encore, du trop plein de toutes les populations du vieux Continent, immigrants d'Angleterre, d'Irlande, d'Allemagne, de l'Orient, de partout. Tous ces hommes, divers d'origine, divisés par la langue, par les déterminations ataviques, unis cependant par la poursuite d'un même but : le gain. Tous de santé robuste, indifférents à la fatigue, dépouillés de tout ce qui dans le passé de leurs races pourrait embarrasser leurs mouvements, ayant tout à créer, sur un sol et un sous-sol aux richesses incommensurables et inexploitées, donc des aptitudes infinies à s'adapter sans effort aux conditions nouvelles que les progrès des sciences, moisson de la culture européenne, allaient imposer aux relations des intérêts humains

Rien, dans le phénomène d'internationalisation que nous avons signalé plus haut, ne peut heurter en eux une susceptibilité quelconque. Ne constituent-ils pas entre eux une société internationale? Et lorsque le besoin de défendre les forces nouvelles et originales, issues de leur coopération, leur imposera la nécessité du concept national, c'est de leur effort même, sans lutte contre nul élément physique ou métaphysique, que naîtra peu à peu le nationalisme américain.

Ainsi tous les éléments humains, ethniques, moraux, de leur activité, et jusqu'à la transformation que, dans tous les cultes et toutes les sectes, ils imposeront au sentiment religieux, contribueront à harmoniser les destinées publiques et

privées des Américains, aux destinées nouvelles de l'économie mondiale.

L'Angleterre, il y a cent ans. Une nation qui, elle aussi, comme la France, est achevée politiquement. A un climat rude correspondent de grands appétits. La terre, peu favorisée de la nature, n'est pas capable de les satisfaire. L'insularité du domaine national lui interdit toute ambition d'agrandissement direct et permanent sur le bien des voisins. D'où nécessité d'une utilisation industrielle des forces de la race, impérieuse obligation de chercher la vie dans la colonisation et le commerce extérieur.

Un peuple insulaire est fatalement constructeur de bateaux : les ondes de leur destinée portent les Anglais à la conquête de tous les transports maritimes du monde. Leur flotte les fait partout présents et agissants. Aussi l'internationalisation des relations économiques doit devenir la condition essentielle de l'existence nationale de l'Angleterre. La notion moderne des affaires sera l'expression même de sa vie.

France, États-Unis, Angleterre, il y a cent ans. Sur la piste nouvelle qui s'ouvrait alors à la concurrence des peuples, nous prenions notre départ fortement handicapés. C'est le sort commun des vieux vainqueurs dans toutes les épreuves sportives.

On n'écrit pas ici — il faudrait des volumes — l'histoire des affaires au cours du dernier siècle. La résistance prolongée de notre prestige, la puissance de notre épargne suppléant longtemps à la faiblesse de notre production, l'intervention d'une rivalité nouvelle bientôt redoutable, notre primauté bancaire survivant aux autres, puis la guerre, l'énorme guerre, multipliant soudain par un coefficient formidable tous les facteurs de la révolution économique qui transforme le monde. Si les hommes restaient les mêmes au milieu du renouvellement des choses, nous sortirions de notre victoire irrémédiablement vaincus.

Nous n'acceptons pas la défaite cependant : et c'est là toujours le meilleur moyen — le seul peut-être — de redevenir

vainqueurs. La France battue sur le champ de bataille des affaires, cherche les motifs de son recul, elle veut l'arrêter pour reprendre son mouvement en avant. Aura-t-elle sur cet immense champ de bataille, qui s'étend à l'univers entier, sa victoire de la Marne?

Les mœurs françaises, fruit de notre antique culture latine, éloignaient les élites sociales et intellectuelles de la recherche professionnelle du gain. Il n'y a pas longtemps encore, surtout en province, une jeune fille « du monde », même si ses ressources étaient médiocres, aurait cru déchoir, si elle avait associé sa vie à la fortune d'un industriel ou d'un commerçant. L'idéal de tout jeune homme bien né, était, à défaut de rentes suffisantes pour tenir son état, la détention de quelque emploi plus honorifique que rémunérateur, lui permettant de vivre — on aurait dit autrefois noblement — sans soucis, ni espérances. J'ai dit dans mon livre sur l'Amérique [1] avec quelle stupeur les struggleforlifeurs de là-bas observaient ceux que j'ai appelés des « âmes à salaire fixe ».

Que les temps sont changés! C'est l'universelle ruée vers « les affaires » et la désertion presque générale de tous ces postes administratifs, qui sont encore les cadres d'une organisation restée archaïque dans une société rajeunie.

Voilà le fait incontestable, brutal, par lequel s'affirme la victoire des affaires sur les mœurs. Fait heureux, évidemment, et dont les conséquences pourront être très profitables à l'économie nationale, mais qu'il est nécessaire cependant de soumettre à l'examen d'une critique tant soit peu rigoureuse.

Par la force des choses, les Américains et les Anglais naissent hommes d'affaires. Un déterminisme irrésistible décide leur vocation. Toutes les facilités leur sont offertes pour donner à cette vocation des développements en quelque sorte infinis. L'Angleterre jalonne de ses escales et de ses établissements toutes les routes de l'univers. L'Amérique, par la conjonction de son étendue, de ses incomparables richesses en matières premières, possède une puissance de production et d'absorption dont nous indiquerons plus loin les incidences menaçantes.

Les Français au contraire, habitués, par la grâce spéciale

1. *Les grandes Idées d'un grand Peuple.*

de leur terre, à vivre repliés sur eux-mêmes, ne naissent pas hommes d'affaires. Ils doivent, sauf exceptions bien entendu, le devenir par l'effort combiné de leur raison et de leur volonté.

Peut-être dans leur enthousiasme tout frais, certains d'entre eux comptent-ils trop sur la grâce de la fée Improvisation. Elle nous a rendu trop de services pour que nous traitions ses charmes avec dédain. Elle nous a fait trop de mal pour que nous lui accordions confiance.

Je voudrais que tous les jeunes gens auxquels, par exemple, — au lendemain de la conquête du Sahara par ses autochenilles — la gloire d'un Citroën tourne la tête, comprissent bien les difficultés que présentent, même pour un Français génial, la conquête des affaires.

Un Renault, un Citroën ne sont pas certainement inférieurs à un Ford. Mais un Ford peut, sans soucis d'un embouteillage de ses débouchés, produire 6 000 voitures par jour. N'en pût-il faire sortir une seule d'Amérique, il les écoulera chez lui. Nos frontières, hérissées de barrières douanières, opposent à notre expansion des obstacles qu'on ne peut espérer franchir que par des défilés étroits, de plus en plus encombrés.

Nous voulons produire, mais notre volonté ne risque-t-elle pas de se briser bientôt sur un mur d'airain? Nous parlions plus haut des immenses richesses naturelles de l'Amérique. En coton, en cuivre, en charbon, en minerai, en pétrole, elle possède les trois quarts environ des matières premières utilisables par l'industrie mondiale. Que par sa puissance d'absorption, progressivement multipliée par l'intelligence audacieuse de ses capitaines d'industrie et par l'accroissement continu de sa population, elle arrive à les consommer entièrement, que restera-t-il pour le labeur du reste du monde?

Problème passionnant : il n'est pas sans secouer du frisson de l'angoisse les observateurs qui ne veulent pas borner leurs investigations à l'heure présente, déjà passée quand ils veulent chercher dans les nuées de l'horizon les secrets de l'avenir.

Il faut donc que tous ces jeunes Français, avides de goûter à la poésie des affaires et dont nous suivons les ambitions de nos vœux fervents, mesurent bien la grandeur de la tâche

qu'ils entreprennent. Elle exclut les improvisations hasardées, elle requiert les préparations à la fois minutieuses et larges. Pour beaucoup d'entre eux, il y aurait toute une orthopédie intellectuelle et morale à instituer. Les limites imposées à cette brève étude ne permettent pas d'en fixer les principes : ce pourra être l'œuvre d'un jour de loisir. Bornons-nous aujourd'hui à constater que la jeunesse française n'a plus peur des affaires; que l'esprit de méthode sache discipliner en elle les fantaisies de l'improvisation, et notre pays, dont l'histoire est un chef-d'œuvre de souplesse et de soumission intelligente aux faits, peut espérer sa part dans le renouvellement universel.

Il ne faudrait pas cependant que cette évolution des mœurs, dont nous n'avons fait qu'indiquer l'esquisse, fût paralysée par l'ankylose du moteur politique, dont le rôle présente, dans nos vieilles nations européennes, une importance qu'il ne possède pas dans les peuples du nouveau monde.

Lorsqu'il y a déjà quelques lustres, au retour de mon voyage d'exploration intellectuelle aux États-Unis, je ne pus m'empêcher d'annoncer (et je ne prévoyais pas cependant la guerre mondiale) la prépondérance prochaine de l'Amérique dans les affaires du vieux continent, je me demandais comment nous devrions nous y prendre pour que la rencontre inévitable fût bienfaisante : contact et non heurt, coopération et non guerre. Je n'entrevoyais pas d'autres moyens que la constitution des États-Unis d'Europe. Le rêve millénaire que la chrétienté du moyen âge avait hérité, en le transformant, de l'unité romaine, et que notre Henri IV avait essayé de réaliser, n'allait-il pas se lever, aube radieuse des temps nouveaux?

1914 est venu. Il a fallu chercher la paix, à travers quelles hécatombes, dans les forteresses du vieux droit des gens. Et nous avons signalé, aux premières pages de cette étude, comme un fait incontestable, le réveil ardent de l'esprit de nationalité. Même dans la vaste et indépendante Amérique, le nationalisme affirme son indestructible puissance. Il faut vivre cependant : et voici l'anémie qui menace toutes les forces de notre vieille Europe enserrée dans ses compar-

timents étroits. Comment concilier cette double tendance des peuples vers la nationalisation, des intérêts vers l'internationalisation?

Dans son remarquable ouvrage sur *la Politique romaine et les Sentiments français*, M. Charles Loiseau expose les conflits entre l'Église catholique, puissance internationale, et les divers peuples, dont les éléments catholiques, restés fidèles à leur organisation religieuse, n'abdiquent rien de leurs devoirs nationaux. Pas un de ces conflits, cependant, qui n'aît trouvé ou qui ne puisse trouver de solution satisfaisante.

Il est impossible d'instituer des comparaisons rigoureusement exactes entre des choses essentiellement différentes par leur nature et par les sentiments qu'elles provoquent. On peut cependant considérer qu'il existe une certaine similitude entre ces deux problèmes : la conciliation des intérêts religieux nationaux avec l'universelle extranéité de l'Église, la conciliation des intérêts économiques des peuples avec l'internationalisation des affaires.

Le dernier mouvement politique, qui déjà ébranle à leur base les vieilles traditions britanniques, est un mouvement intrinsèquement religieux. Le parti travailliste a secoué, en l'exaltant, l'âme puritaine du peuple anglais. C'est le même sentiment religieux qui a fait la « prohibition » américaine, dont il ne faudrait pas apprécier le caractère d'après les remarques fantaisistes qu'elle a suscitées. « Où s'arrête cette prohibition? », demanda récemment le commandant d'un navire anglais à l'heure du débarquement à New-York. « Elle s'arrête là, à la statue de la Liberté », lui répondit le préposé à la suppression des boissons, en lui montrant le majestueux monument de Bartholdi, qui s'élève à l'entrée de la baie de la grande cité américaine.

Un État, quelle que soit l'opinion de ceux qui le dirigent, ne peut subir la prépondérance d'une religion internationale, mais il doit chercher à vivre en paix avec elle. Un État a raison de ne pas accepter la domination d'une internationale financière ou économique. Mais comme il ne peut concevoir aujourd'hui de grandes affaires qui ne soient internationales par quelque côté, la poursuite d'un accord entre les con-

ditions générales des affaires et les conditions de son économie propre doit être le principal objet de sa diplomatie. Lorsque cet État, comme la France, est voué, faute de cet accord, à un complet isolement, c'est pour lui, à échéance plus ou moins lointaine, une question de vie et de mort.

La question primordiale pour l'avenir de l'Europe est celle de savoir comment (en dépit des frontières politiques que nul, en l'état présent des choses, ne pourrait sans folie songer à abattre) les frontières douanières pourront être abaissées. Les grands courants des affaires n'ont pas leurs sources chez nous. Ou nous saurons en canaliser tout ce que notre sol peut en absorber, ou nous aurons à choisir entre la submersion et la sécheresse.

Nos milieux politiques sont-ils actuellement aptes à étudier librement ce difficile problème?

Nous avons indiqué en quelques traits trop rapides, comment les affaires avaient conquis les mœurs. Le monde parlementaire leur oppose au contraire une résistance qui n'est pas un archaïsme, mais une singulière régression sur le passé. Sans remonter au déluge, on constatera que, par exemple, devant les pairs et les députés de la Monarchie de Juillet, un parlementaire pouvait, étant lui-même homme d'affaires, parler d'affaires, sans soulever ces vagues de pudeur qui dans les Chambres actuelles s'élèvent, à toute occasion, avec la puissance de lames de fond.

Méfiance contre les hommes. Que vous ayez réussi, au prix de quels risques, à doter votre pays d'une grande industrie qui lui manquait et sans laquelle ni son existence économique, ni sa défense militaire ne seraient assurées, si l'énormité des sommes nécessaires vous a obligé à recourir à l'agglomération des capitaux anonymes, vous êtes un suspect, en attendant qu'au détour de quelque texte improvisé vous ne deveniez un proscrit. En Angleterre, combien sont-ils à la Chambre des Communes et à celle des Lords, qui ne sont que de prestigieux hommes d'affaires?

Méfiance contre les idées : un éminent député, qui n'est pas cependant atteint de la tare originelle, expose-t-il un projet de réalisation des réparations, comportant une entente avec nos anciens ennemis, la voix autorisée d'un homme qui peut

être appelé à diriger le gouvernement s'élève frémissante : elle n'admet pas l'hypothèse d'un contact avec les capitalistes allemands. Ce ne seront pas cependant les mendiants de Berlin qui pourront nous payer.

Peur du qu'en dira-t-on, importance excessive accordée à des abus inévitables. Quelle qu'en soit la cause, cette affectation d'ignorance à l'égard des phénomènes mondiaux des affaires est un symptôme inquiétant du désaccord chaque jour plus profond qui sépare ce qu'on appelle la politique de la réalité. Contraste étrange entre les doctrines générales et leurs applications particulières, c'est parmi ceux qui s'affirment comme les tenants passionnés d'un internationalisme absolu que se rencontrent les partisans les plus acharnés de cet étroit nationalisme économique.

Le progrès accompli dans les mœurs s'étendra-t-il au delà des frontières de ce monde politique trop fermé au libre courant des idées, trop ouvert peut-être à ce qui n'en est que la contrebande?

... Je n'ai pas eu, dans ces quelques pages, la prétention de traiter à fond les questions que j'y ai indiquées, mais seulement de déterminer quelques-uns des facteurs de leur nécessaire et urgente solution.

LAZARE WEILLER,
sénateur.

LES FOLIES AMOUREUSES[1]

V

Jeanine et Olga se dirent bonsoir et entrèrent chacune dans sa chambre, assez vite. Ce fut à peine si Jeanine dit à Olga:

— Drôles de gens!

— Oui, — répondit Olga sans nulle attention.

Jeanine, au souvenir de la vieille Tausend, se fût égayée; elle en eût bavardé, si Olga s'était le moins du monde prêtée au bavardage. Mais Olga ne rêvait que de silence et fit semblant d'avoir sommeil.

Chez madame Tausend, après le départ des princesses et pendant le souper, l'on discuta, non leur beauté, leur qualité mondaine et morale.

— Jolies!

— Charmantes!

— Parbleu! — répondait le duc de Millefiore; — des aventurières!

Madame Joly-Ravolle intervint :

— C'est bientôt dit. Qu'en savez-vous?

— Il n'en sait rien du tout! — répondit gaiement Dunois. — S'il le savait, je le connais, il est galant homme : il aurait la gentillesse de n'en rien dire.

Millefiore se défendit comme un beau diable :

— Citez-moi donc une... je ne vous en demande pas quinze ni quatre, ni deux..., mais une, la moitié d'une jeune fille de notre monde...

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juillet.

— Lequel? — fit Dunois; et, regardant aux alentours, il témoignait insolemment d'y remarquer les échantillons de plusieurs mondes.

— Taisez-vous, Dunois : vous êtes anarchiste!... Une jeune fille de notre monde, je dis bien, qui ait épousé un prince russe, ces derniers temps.

Comme il n'y eut personne pour citer un nom, Millefiore triomphait. Il parcourut des yeux l'assistance, y récolta le tribut de silence qu'il attendait et l'offrit, en signe d'évidence, à Dunois, lequel riait avec entrain :

— Moi, vous savez, je suis un galvaudeux; et je ne connais rien à votre monde. Seulement, ces deux charmantes petites femmes, je sais leur histoire.

— Dites, mon Dunois! — s'écria madame Tausend.

Il leur inventa une histoire, et qui n'était pas loin de la vérité, devina que Jeanine était — de chez nous? oui — et provinciale : de Touraine, probablement...

— Vous n'avez pas remarqué son doux langage, le plus joli parler de France, nul accent, le ton parfait, simple et uni? Les mots liés avec justesse et les syllabes qui ne chevauchent pas les unes sur les autres. Un blanc parler, pour ainsi dire : c'est ravissant. Et l'âme? toute pareille.

— Je veux bien qu'elle soit de Touraine! — fit le duc.

— Et de bonne famille bourgeoise : petite bourgeoisie, vieille bourgeoisie de province, des artisans qui sont devenus, au bout des siècles, des gens très bien, tout à fait comme il faut, les gardiens d'un bel héritage.

Le duc de Millefiore n'estimait pas la bourgeoisie. Par déférence pour son beau-frère Joly-Ravolle, qui le guettait, il ne le dit pas. Mais il montrait sa volonté de patience et de courtoisie, à se taire, à pincer les lèvres et tapoter les bouts de ses longs doigts les uns contre les autres, lentement, aussi lentement qu'il le pouvait : sa lenteur prouvait sa maîtrise de lui.

Dunois inventa un prince Makharov, mais jeune et bien séduisant. La beauté de la petite Française ne suffit-elle pas à expliquer l'amour du prince, qui d'ailleurs n'a plus le sou, ayant tout perdu par la guerre et la révolution? La petite Française a de la fortune; et ça l'amuse, cette enfant, d'être

princesse. Et puis, le prince a de l'agrément. Les parents de la jeune fille...

— Comment s'appellent-ils, ces Tourangeaux? — demande le duc de Millefiore.

— Dubois, en un seul mot.

— Un joli nom!

— Bien Français! Enfin, ces Dubois n'ont aucune idée d'un prince russe, ne se méfient pas, donnent leur fille. Et tout irait le mieux du monde, si le prince Alexandre n'était pas, avec bonhomie, un débauché de la pire espèce. Un tel débauché que la princesse, un beau jour, a dû le quitter...

— Na! — dit le duc; — je ne vous le fais pas dire.

— C'est ça que vous appelez une aventurière?

— Dame! si elle a quitté le domicile conjugal!

— Vous appelez ça un domicile, la maison d'un sale débauché, le palais de toutes les orgies, les plus crapuleuses?

— La femme demeure auprès de son mari... Le mariage est un sacrement...

La vieille Tausend se fâcha :

— Millefiore... Ah! Millefiore, que vous êtes embêtant!

Le duc ménageait sa belle-mère; il avait soin de ne pas lui déplaire; il éclata de rire, bien gentiment, et plus que personne fut disposé à tout croire en faveur des princesses.

— Comment savez-vous leur histoire? — demanda M. de Laffrey à Dunois.

Il ne les avait pas quittées, pendant que Dunois était en causerie avec elles et savait que Dunois ne s'était pas informé auprès d'elles.

— Eh! — dit Dunois; — je l'ai vue.

— Dans leurs yeux! — s'écria Millefiore, avec une joyeuse admiration. — Il est splendide : il voit les âmes dans les yeux. Vous croyez qu'il se moque de vous? Pas du tout : c'est la vérité. Il est splendide, splendide! Mon cher Dunois, illustre maître, je ne vous aime pas : j'ai peur de vous.

Il faisait mine de se cacher les yeux, afin que Dunois n'y pût rien lire.

— Pourtant, — dit la duchesse, — si nous priions Bouc de se procurer, de la façon la plus habile, quelques renseignements?

— Je vous le défends, Bouc! — repartit madame Tausend.

On ne discutait pas les volontés de la vieille dame. Et chacun eut son opinion par devers lui, ou n'en eut aucune. Mais toute la causerie fut à l'honneur et la louange des deux princesses ravissantes et parfaites.

VI

Jeanine et Olga, le matin, furent à dormir ou somnoler, paresseuses qu'elles étaient, et manquèrent l'heure du bain. Autrement, elles auraient vu, qui ne venaient que pour elles, tous les hommes de la nuit passée, les trois gendres de madame Tausend, Millefiore le plus empressé, M. de Conches, bien sage et cependant aguiché, Joly-Ravolle qui se cachait dans la foule et qu'on découvrit; Laffrey aussi, que tout ce monde importunait; et le jeune Emmanuele, plus entreprenant, qui se mit à l'eau. Elles ne parurent pas. Emmanuele en fut pour son bain, Laffrey pour sa déception, les autres pour leur courte honte. Or, en l'absence de madame Tausend, et loin de sa discipline, les propos eurent leur train de méchanceté ordinaire et leur vilaine liberté. Si les femmes savaient comme les hommes parlent d'elles, quand elles ne sont pas là, il n'y aurait plus d'amoureuses. Laffrey le dit à ces messieurs.

— Mais il n'y en a point! — répliqua Millefiore. — Les femmes ne nous aiment pas. C'est déjà bien joli, de leur obligeance!

Joly-Ravolle fit la moue d'un homme qui n'en sait rien.

L'après-midi, vers quatre heures, avant le goûter, Joly-Ravolle était venu au Grand hôtel, par des chemins détournés. Il demandait à voir les deux princesses Makharov. Il avait donné sa carte au portier, qui s'occupait de téléphoner à leur étage, quand arriva Millefiore. Il avait suivi son beau-frère. Il le pinçait : il se montra. Joly-Ravolle, ce qu'il montra, ce fut la figure d'un flagrant délit.

— Je venais — dit le duc — corner ma carte pour les princesses. Tout simplement corner ma carte... Na!... C'est fait... Pour les princesses Makharov! — dit-il au portier.

Joly-Ravolle :

— Moi aussi!

Et il sortait, avec le duc. Mais il se ravisa :

— Tiens! J'ai laissé ma carte, sans la corner!

— Les princesses demandent la permission de ne pas descendre; elles sont fatiguées, — dit le portier, le mépris au visage.

— Bien! — répondit Joly-Ravolle.

Et son beau-frère l'attendait. Ils s'en allèrent, de compagnie, pleins de rancune l'un pour l'autre; et Joly-Ravolle, méfiant, qui tâcha d'égarer les soupçons de Millefiore en lui vantant des placements très mirifiques et de tout repos. Millefiore l'éconduisait :

— Ne me dites pas ça, Joly! Vos placements ne sont pas de tout repos; ou bien ils ne sont pas mirifiques. Et puis je ne veux pas de titres français. Vous êtes une nation splendide mais vous n'avez pas de gouvernement.

Joly-Ravolle n'allait pas défendre le ministère. Il le laissa vilipender par Millefiore, qui s'en donna! qui se cambra, fanfaronna tout à sa guise, à coups de canne trancha l'herbe le long du chemin, pour que l'on vît comme un Italien tranche les difficultés. Il était risible; mais Joly-Ravolle n'avait pas envie de rire et s'attendait que les potins fussent l'ouvrage de ce faraud. Pour l'amadouer, Joly-Ravolle agréait le fascisme, en Italie.

Or, ces deux bonshommes de France et d'Italie sortaient de l'hôtel quand y survint Emmanuele. Il les aperçut, les éluda et attendit leur départ. Mais le portier lui répondit que non, que les princesses ne recevaient pas.

Il s'en allait à son tour, très dépité. Il rencontra M. de Laffrey à qui, pour sa revanche, il annonça que toute démarche était inutile.

— Adieu! — lui dit Laffrey, sans timidité.

Emmanuele se retira, mais furieux, craintif pour le moment, bien résolu à se venger de ce Laffrey qui le traitait en petit garçon.

— Les princesses ne reçoivent pas, — dit le portier.

Laffrey demanda une enveloppe. Il écrivit sur sa carte « serait heureux de vous présenter ses hommages ». Et il attendit la réponse.

Olga et Jeanine, après le déjeuner, s'étaient promenées

dans la campagne, très volontiers. Leur soirée de la veille, et prolongée assez tard, leur laissait à l'une et à l'autre un souvenir un peu comique, mais agréable. Somme toute, elles avaient trouvé, dans cette absurde maison de madame Tausend, — et la seule pensée de madame Tausend leur donnait à rire, — des gens à qui parler, d'autres gens qu'à l'hôtel et dans tous les hôtels où, depuis leur départ de Pologne, elles avaient passé quelques jours. Les admirateurs, où que ce fût, ne leur manquaient pas. Elles s'en méfiaient. Jeanine surtout, seule informée du péril de plaire. Olga, plus naïve, aurait été plus imprudente; mais Jeanine l'avertissait de garder beaucoup de réserve. Ainsi, en tous pays, elles passaient comme des étrangères bien farouches. Leur sauvagerie les réduisait à une intimité où leur tendre amitié se confinait, un peu à l'étroit. Il leur semble que la maison de madame Tausend, absurde sans doute, est pourtant ce qu'elles ont vu qui a le plus d'analogie avec une société honnête, au moins décente. Mais Jeanine a refusé de recevoir Joly-Ravolle. Quand on lui apporte la carte cornée de ce gaillard, et aussi les cartes, également cornées, de Millefiore et du petit Emmanuele, elle se dit qu'elle a bien fait, que cet empressement n'est pas un bon signe, et que ces hommes sont des chiens : elle se le dit et ne le dit point à Olga.

Or, celle-ci ouvre l'enveloppe de Laffrey :

— Monsieur de Laffrey. Lui, nous le recevons? Il est gentil.

Et Jeanine, assurément, ne dit pas que M. de Laffrey ne soit pas gentil; seulement, après avoir éconduit les autres, il est difficile d'agréer celui-là...

— Tant pis pour les autres! — s'écrie Olga.

Et Jeanine s'étonne du véritable zèle que son amie ne dissimule pas. Elle aussi a trouvé M. de Laffrey bien aimable, un galant homme : un autre homme que ce petit Emmanuele, — un étourdi! — que ce polichinelle de Millefiore et ce Joly-Ravolle, un hypocrite! Elle reverrait volontiers M. de Laffrey. Seulement... Et elle ne dirait pas, au juste, ce qui la rend, à ce propos, si hésitante : elle ne le sait pas. Elle en a, qui n'est pas dans son habitude et son caractère, une espèce de gaucherie. Elle dit à Olga :

— Non... Je t'assure que nous aurions tort...

Mais Olga, en relisant les mots de Laffrey, trouve son argument :

— Il veut nous présenter ses hommages : c'est qu'il s'en va!

— Peut-être...

— Ainsi, nous ne le reverrons pas. Il vient nous faire ses adieux. Ma foi, ce n'est pas trop nous avancer, de le recevoir et de lui tirer notre révérence.

— Bien! — dit Jeanine. — Recevons-le.

Elle répondit qu'elle et Olga descendaient dans quatre minutes, que M. de Laffrey voulût les attendre.

— Alors, vous partez? — lui demanda soudainement Olga.

— Non. J'ai l'intention de rester encore une semaine à Menneville...

— Ah! j'avais cru!

La raison pour laquelle on avait reçu Laffrey tombait toute seule. Mais on l'avait reçu; et il restait encore une semaine à Menneville. Olga en fut contente et cela se vit à son air. Laffrey s'en aperçut. Jeanine essaya d'égarer dans la prompte causerie, et un peu vague, cette remarque. Mais Laffrey en avait pris de l'assurance. Il demanda :

— N'est-il pas l'heure de goûter? Je crois que oui... Je suis gourmand; s'il vous plaisait de partager ma gourmandise...

— Mais oui! — répondit Olga.

Et, si Jeanine avait préféré de n'en rien faire, il était trop tard pour le dire.

Mais Olga s'était levée. Elle cherchait, dans le hall de l'hôtel, un coin le plus caché, une table un peu dissimulée par les autres : elle la découvrit.

— Ou bien, — dit Laffrey, — dans le jardin? Il y a un peu d'ombrage, et de l'air.

— Oui... Seulement, je vais vous dire!... Une minute avant vous, il était venu le duc de Millefiore, son fils Emmanuele, son beau-frère monsieur Joly-Ravolle : nous avons répondu qu'étant lasses nous ne pouvions pas recevoir. Si maintenant ils nous voyaient goûter avec vous, quelle histoire!

Et elle en rit, de tout son cœur.

Ce fut à peine si Laffrey osa remercier d'un si aimable privilège. Ce qu'il montra d'une humble gratitude, il en fit

hommage, furtivement, à Jeanine. Elle les conduisit à cette table, un peu lointaine, qu'avait trouvée Olga.

— Du thé, probablement?

— Non, — dit Olga. — Chez vous, on ne sait pas faire le thé.

— Vous regrettez la Russie?

— Pour le thé? Oui. Et ce n'est pas tout.

Olga était charmante, par une extrême rapidité de sentiments qui rendaient sa physionomie la plus mobile. Elle riait, en demandant si ce n'était que pour le thé, son vif regret de la Russie. En déclarant que ce n'était pas tout son regret, son visage eut un air de grande mélancolie et telle que Laffrey ne se crut pas autorisé d'y insister. Il songea aux plaines immenses que les romanciers de là-bas ont décrites, à leur monotonie, à leur ennui que la musique multiplie.

— Parlez-nous — dit Jeanine — de madame Tausend.

— Vous l'avez vue, — répondit Laffrey : — vous savez tout. Ce qu'il y aurait à en dire se voit en plein. Ce n'est pas beau. C'est drôle!

— Vous vous plaisez chez elle?

— Oui...

Et il allait dire : « C'est chez elle que je vous ai rencontrées! » Il ne le dit pas et dit seulement :

— Je suis, et je l'avoue, si désœuvré!

— Les gens qu'il y a chez elle, son duc, son baron, ses gendres...

— Ça, — dit Laffrey, — je vous les abandonne. Elle, si vous l'attaquiez, je la défendrais : je suis son hôte. Puis, elle est dans son type...

— Monstrueux!

— Oui... Mais elle y est à la perfection, d'une manière un peu offensante, et qui ne m'offense pas, qui me divertit. Ses gendres, ses amis, ça!...

Il était en verve, encouragé, excité par la gaieté curieuse des jolies femmes qui l'écoutaient bien. Il sut tracer, de ces drôles de gens, de malins portraits, où l'on voyait la mine, les manies et l'âme.

— L'âme?

— Une espèce d'âme! Ces gens sont affreux; ils ne le sont pas avec simplicité : ils ont des vertus, par-dessus le marché. Mais oui : des vertus. Beaucoup plus de vices, bien entendu, un goût de l'argent quasi obscène; et c'est à qui attrapera la grosse part, quand trépassera, quelque jour, madame Tausend. Le duc, en ce moment, tient la corde. Il est adroit. Il est abject : il a aussi des gentillesses très bizarres, des coins de bonté, de charité, principalement pour les animaux. Je l'ai vu pleurer, à cause d'un petit chat qui était malade; il l'a veillé toute la nuit.

— Et monsieur Joly-Ravolle?

— Non, celui-là, je n'ai pas encore aperçu en lui la trace d'une âme.

— A propos d'âme, — dit Olga, — je voudrais savoir ce que vous pensez de mademoiselle de Conches. Elle est bien jolie, n'est-ce pas?

— Et digne de sa beauté! Dunois l'adore; et elle l'aime.

— Est-ce l'usage, dans votre pays, qu'une jeune fille aime un vieux?

Olga rougit de l'avoir demandé, parce que Jeanine avait peut-être aimé le prince Makharov. Le rire simple de Laffrey, qui ne savait rien du prince Makharov ni de Jeanine, eut bientôt fait d'arranger cette difficulté.

— Non, — dit-il, — ce n'est pas l'usage. Mais qui n'aimerait Dunois? Vous ne l'aimez pas? C'est que vous ne lui avez prêté aucune attention.

— Il est charmant! — dit Jeanine.

— Mais, — reprit Olga, — l'on permet que mademoiselle de Conches et monsieur Dunois semblent des amants? Se marieront-ils?

Laffrey se récria :

— Mais non, jamais de la vie!

Laffrey aurait voulu parler aux princesses, non de ces gens, mais bien d'elles plutôt. Quand elles l'eurent, et à leur guise, interrogé sur Gisèle de Conches et Dunois, sur tous les amis de madame Tausend, il crut avoir son tour et leur demanda :

— Mais vous?

Elles n'eurent seulement pas l'air de ne pas vouloir lui

répondre : ce fut comme s'il n'avait rien demandé. Olga recommença de le questionner :

— Alors, vous n'êtes plus officier? ni aviateur?

Il répondit avec obligeance; mais il fallait redire ce qu'il avait dit, la veille au soir, chez madame Tausend. Il en éprouva un peu d'ennui d'abord. Et puis Olga, plus elle était indiscrète, plus elle l'amusa. Et Jeanine? Elle gardait beaucoup de réserve, et la gardait bien joliment, d'une façon quasi rêveuse. Laffrey ne savait pas s'il préférait la rêverie de Jeanine ou l'entrain d'Olga. Il épiait l'une après l'autre, essayait de leur deviner, au delà de leurs mots, leur pensée; au delà de leur pensée, leur vérité profonde. Et là, il s'égarait, avec plaisir.

Comme ils achevaient de goûter, le moment paraissait venu de se dire adieu, plus volontiers au revoir. Laffrey aperçut, qui entrait — et, sans doute, ce n'était point un hasard — Emmanuele. Il l'appela, plutôt que d'être surpris. Emmanuele ne se fit pas prier davantage; et, quand il eut salué les princesses, Laffrey s'avisa d'utiliser ce garçon :

— Vous devriez — lui dit-il — inviter les princesses, et moi, si elles le veulent bien, à faire un jour, dans votre voiture, quelque promenade.

— Oui! — répondit Emmanuele.

Il le leur avait proposé la nuit même.

— C'est ça! — dit Olga. — Demain, par exemple?

— Demain! — répondit Emmanuele.

— Vous nous mèneriez, s'il vous plaît, à Falaise et, le retour, par Saint-Pierre-sur-Dives? — reprit Laffrey. — Qu'en dites-vous?

— Ça va!

Emmanuele ne montrait pas beaucoup d'empressement, par le soin de sa dignité que Laffrey n'avait pas ménagée, la veille. Il se méfiait et, au bout du compte, il se dit que Laffrey, son vainqueur, à ce qu'il voyait, ne lui ravirait pas les deux princesses : chacun la sienne? Olga le séduisait le plus : Jeanine aussi.

— Elles sont gentilles! — disait-il un peu plus tard à son vainqueur, lorsqu'ils rentraient de compagnie chez madame Tausend.

Laffrey lui parla d'autre chose. La timidité qu'avait Laffrey avec les femmes, il ne l'avait pas avec les hommes; il comptait mener à son gré ce gamin trop content de paraître son associé dans une aventure galante.

VII

Au moment de partir pour la promenade, le lendemain après déjeuner, il y eut à choisir les places de chacun dans la voiture. Emmanuele conduisait. Laffrey fit asseoir les deux princesses; et il prendrait le strapontin devant elles : en se plaçant de biais, il les aurait pour la causerie toutes les deux.

— Non! — dit Emmanuele. — Vous serez mal. Et moi...

Il avoua son déplaisir :

— Et moi, tout seul!

Jeanine en rit et, bonne enfant, s'assit auprès d'Emmanuele, laissant Olga et Laffrey aux meilleures places de la voiture.

— Non! — dit Laffrey. — C'est impossible.

Emmanuele n'entendit rien, mit en marche et l'on partit.

Laffrey sentit que Jeanine avait cédé au secret désir d'Olga. Il en voulut à Olga. Elle eut à réparer le dommage que lui faisait la complaisance de Jeanine. Elle y parvint. Mais, à part lui, Laffrey songeait que, si Jeanine était restée auprès de lui, c'est l'autre qu'il eût regrettée. Elles l'aguichaient l'une et l'autre. Il se demandait s'il préférait l'une ou l'autre : il les préférait ensemble toutes les deux; séparées, l'une manquait aux attraits de l'autre.

Jeanine, auprès du petit Emmanuele, n'avait pas d'autre amusement que la vitesse; et d'abord elle en fut gênée, ensuite elle en fut grisée. Le paysage n'existait pas, n'était qu'un remuement de lignes et de couleurs bouleversées. Quelquefois, il semblait qu'un petit coin de campagne serait joli à regarder : il avait disparu avant que l'attention s'y posât. Et Jeanine le regrettait; Jeanine allait de regrets en regrets, qui la menaient à une espèce de tristesse. La campagne normande a une beauté qui veut qu'on l'observe et qu'en l'observant on l'invente. Ce ne sont pas des sites

surprenants, c'est un gracieux arrangement de la nature autour de ses habitants, c'est un échange de bons procédés entre la terre et l'homme, une habitude gentiment prise. Mais tout cela se transformait en un chaos dont les éléments étaient menus. Emmanuele conduisait à l'esbroufe, conduisait bien, ne craignait pas le mauvais hasard, le cherchait et savait l'éviter au moment juste. Il pensait gagner ainsi l'admiration des femmes, probablement; et Jeanine, par un effet de cette polémique secrète qui est en nous la défense de notre fierté, se promit de ne paraître pas étonnée, de trouver cette allure la plus raisonnable et, cette adresse, le moins qu'on puisse attendre d'un garçon qui a le soin de votre vie.

Au passage d'un pont qui faisait le dos d'âne, peu s'en fallut qu'un accident ne terminât les prouesses d'Emmanuele. Un troupeau de vaches se présentait devant la voiture, invisible jusqu'au dernier moment, soudain là, vivante muraille. Il n'y avait de place ni à droite ni à gauche; il fallait ou bien se jeter sur le troupeau, ou bien risquer l'arrêt brusque et le panache si l'élan de la voiture la portait encore, une fois les roues immobilisées. D'un coup de frein le plus violent qu'il y eût, ce fut le parti d'Emmanuele. La voiture gémit, tressauta et, dans la rude secousse, parut brisée. Elle ne l'était pas. Emmanuele relâcha vite la contrainte qu'il avait imposée à sa bête et la laissa filer en douceur ce qui lui restait de fureur vague; elle s'en alla se mêler aux bêtes vivantes, les frôla, les heurta, ne leur fit pas de mal et n'en fut pas maltraitée. Elle s'arrêta, comme si elle était un peu fatiguée.

— Mon petit Emmanuele, vous êtes fou! — s'écria M. de Laffrey. — On ne mène pas ainsi des femmes.

Il était furieux; Olga, enchantée. Elle prit la défense du casse-cou et affirma que, sans péril, le sport ne vaut pas qu'on se dérange.

— N'ayez pas peur, monsieur de Laffrey! — dit Emmanuele, qui hésitait à être fier de sa réussite ou penaud de cette malencontre.

Il essayait de s'en tirer par l'insolence. Laffrey l'eût sans doute remouché; mais Olga, d'une gentille voix, reprit les mots d'Emmanuele :

— Monsieur de Laffrey, n'ayez pas peur!

A ce moment, Laffrey la détesta; Emmanuele eut pour elle un sursaut de gratitude amoureuse. Il l'aurait voulue auprès de lui; d'un regard, ce fut sa pensée; d'un sourire l'invitation. Olga se contenta de l'applaudir.

Et Jeanine? Elle n'eut qu'un soin, de rabattre le caquet du chauffeur :

— Quoi! — dit-elle. — Nous avons rencontré un troupeau de vaches : ce n'est pas une grande merveille. Nous l'avons évité : c'est de la chance.

Emmanuele croyait mériter mieux; il le dit à Jeanine :

— J'ai bien donné mon coup de frein.

Jeanine ne s'en était pas aperçue; et elle le montra.

Emmanuele en fut dépité, de sorte qu'il détestait Jeanine, comme Laffrey Olga. Et la voiture emmena ces deux couples mal assortis, un peu indolemment d'abord et d'une façon que Jeanine, indifférente à son voisin, put, sans tourner la tête, suivre la scène qui se passait derrière elle entre Olga et Laffrey. Il boudait, lui, ou paraissait bouder; si la colère l'agitait, au fond de lui, comme il ne l'avouait pas, elle ne lui donnait au dehors que l'air de la mauvaise humeur. Olga, pour être pardonnée, se dépensait en amabilités ingénieuses que Laffrey semblait refuser, auxquelles pourtant il céda, vu qu'elle était drôle et bien aguichante. Jeanine, tant que Laffrey tint bon, lui en sut gré. Quand il céda, elle le méprisa et l'accusa de lâcheté. Olga aussi la dégoûtait. Alors elle dit à Emmanuele :

— Nous allons comme des tortues!

Elle le dit assez haut pour que Laffrey dût l'entendre, et Olga. Emmanuele se tourna vers Laffrey et le prit à témoin du désir de la princesse, afin de le taquiner. Olga se fût gardée de rien dire : elle était bien d'avis d'aller très vite; Jeanine n'en doutait pas et l'accusa d'une lâcheté pareille à celle de Laffrey. Voilà donc Jeanine rangée du côté d'Emmanuele. Elle oublie son envie de rabattre le caquet du jeune homme et l'anime à une vitesse de moins en moins sage. Il est content, ne fût-ce que pour se revancher contre Laffrey; et, si les fols n'ont pas, à vingt reprises, le col rompu, c'est qu'il y a un Dieu pour les fols. Jeanine, dans

ce vertige de la course, a tous les sentiments de son cœur décuplés, voire un peu de malignité qui est au fond de tous les cœurs. Elle se fait, au sujet de Laffrey, une idée la plus fausse, le soupçonne d'être poltron, se réjouit de ne pas l'être, défie la mort et mourrait volontiers. Si elle mourait alors, sa dernière pensée, claire soudain, loyale et vive, serait l'amour de l'homme qu'elle s'amuse à mépriser, par une espèce de jalousie.

Falaise; et l'on s'arrête de courir. L'on n'a pas vu, tant on allait vite, comme Falaise est joliment située, comme de grands ravins la transforment en citadelle, et puis comme elle dort avec tranquillité dans son nid d'aigle. Tout cela, perdu. L'on ne verra que la petite église, où le gothique s'épuise et refleurit en Renaissance. Il y a trop d'ornements, pour une église, mais ravissants, d'une gaieté la plus élégante, d'une gaieté la mieux choisie.

A-t-on subi, en traversant Falaise, l'influence de sa quiétude? Les quatre voyageurs, depuis qu'ils ont posé le pied sur le sol, recouvrent peu à peu leur mansuétude et, sinon la paix de l'âme, du moins son aménité. Laffrey s'approche de Jeanine et c'est à elle qu'il veut montrer les merveilles de cette église. Olga s'est approchée d'Emmanuele : elle attend que Laffrey s'éloigne avec Jeanine, pour complimenter le chauffeur. Emmanuele lui montre sa machine : elle l'admire, et plus encore la maîtrise avec laquelle il l'a conduite.

Jeanine, après avoir fait le tour de l'église, dit à Laffrey :

— Ce serait un joli château sur les bords de la Loire.

Et Laffrey la remercie d'avoir trouvé cette formule, si juste et exquise. L'amour naissant fait, à ce qu'il commence d'aimer, l'hommage de toute sa complaisance. Alors, Laffrey, à ce moment, c'est Jeanine qu'il aime.

Il en voulait à Olga de ce qu'elle avait eu de gentillesse pour Emmanuele, pendant que Jeanine et lui étaient à regarder l'église. Depuis Falaise et jusqu'à Saint-Pierre-sur-Dives, ce fut Jeanine à peu près seule qu'il aima.

Il l'aima plus encore à Saint-Pierre-sur-Dives, petite ville, un bourg et qui serait peu attrayant s'il n'entourait de son humilité une église encore et une espèce de cathédrale, où le roman s'épanouit en gothique et reste le roman malgré

la sève nouvelle qui lui monte, le long des lignes nettes de sa pierre, à ses clochers. Cette basilique dans ce village! C'est l'église d'un monastère. Le monastère a disparu, et les moines. Reste l'église, démesurée dans le village, et splendide. Laffrey en avertit Jeanine. Elle l'écoute avec un intérêt gracieux. Elle entend bien cette histoire. Elle dit :

— Comme le passé est vivant!

— Comme il est mort aussi!

Et ils se promènent dans la petite ville. Jeanine demande à Laffrey :

— Est-ce la ville d'à présent qui est vivante, ou bien l'église d'autrefois? Et qui est mort, ces bonnes gens, ou bien les moines?

Qui aimez-vous, Laffrey, Jeanine ou Olga? L'église pourrait s'écrouler : Laffrey garderait, à lui beaucoup plus précieux que l'église, les mots et, derrière les mots, les sentiments que Jeanine a trouvés pour elle!

Emmanuele, que l'amabilité d'Olga enchante, serait disposé à quelque douceur et, pour rentrer à Menneville, consentirait à une allure quasiment sage. Mais voici que Jeanine, maintenant, l'excite à redoubler de frénésie.

— Allons! — lui dit-elle. — Plus vite, plus vite!

Elle le lui dit d'une façon que Laffrey l'entende. Emmanuele s'anime au jeu; et Jeanine l'excite encore. Pourquoi fait-elle cela? se demande Laffrey. Il ne doute pas qu'elle ne le fasse contre lui. C'est la vérité : elle se venge de lui avoir plu; elle veut lui déplaire. Olga dit à Laffrey :

— Jeanine est folle.

Laffrey ne doute pas que cette absurdité de vitesse ne soit au goût d'Olga. Elle approuve Jeanine et, si elle feint de la désapprouver, c'est par égard pour lui. Elle veut lui plaire, comme Jeanine lui déplaire. Alors, qui aime-t-il? La plus méchante et, par sa méchanceté même, l'aguicherait davantage. Mais, pour lui être encore aguichante, Olga n'est pas sans faute, qui, dans les deux villes, prodiguait à Emmanuele sa bonne grâce.

Au moment de les quitter, à la porte de leur hôtel, Laffrey dit au revoir à l'une et à l'autre avec un pareil regret de les quitter l'une et l'autre.

VIII

Le soir, après dîner, Laffrey causait avec Dunois, qui à brûle-pourpoint lui demanda :

— Il paraît que vous êtes pincé?

— Non! — dit Laffrey.

— Si! Mais laquelle avez-vous choisie?

Laffrey vit, aux façons qu'avait Dunois, l'inutilité de se défendre. Il avoua :

— Je n'en sais rien.

Dunois le regarda et sut qu'il ne mentait pas.

— Eh! bien, épousez l'une et prenez l'autre pour maîtresse!

Dunois riait, comme il était seul à rire, d'une manière où l'ironie tournait à l'indulgence et la gaieté ressemblait à la tristesse.

Laffrey tenta de plaisanter.

— Peuh! — fit Dunois.

DEUXIÈME PARTIE

I

Chez madame Tausend, il y eut un peu d'agitation, à propos de cette escapade où s'étaient lancés Laffrey et le petit Emmanuele. Ils n'avaient averti personne de leur projet. Madame Tausend n'aimait pas qu'on prît de ces libertés avec l'horaire du plaisir qu'elle organisait par les soins du baron Bouc. Elle ne donnait, ce jour-là, qu'un goûter, mais splendide, comme tout ce qu'elle donnait pour témoigner sa munificence. Elle demanda :

— Où est le comte de Laffrey?

L'on n'en savait rien. Le baron Bouc lui-même n'en savait rien : il fut assez rudement prié de s'en informer sans retard. Il s'en alla, il revint : les gens de service avaient vu M. de Laffrey sortir avant deux heures.

— Où est le comte Emmanuele?

Il fallut avouer que les deux hommes étaient sortis de compagnie, et dans la voiture d'Emmanuele, conduite par lui.

— Où sont-ils?

— A la promenade, je suppose.

Ils n'étaient pas là pour subir le courroux de madame Tausend : le baron Bouc, en leur absence, reçut de la vieille dame un coup d'œil à le faire trembler.

Ils ne rentrèrent qu'à l'extrême fin du goûter, quand, la plupart des invités étant partis, la compagnie se réduisait à la famille et à l'entourage le plus proche. C'est la pire condition, l'intimité, pour être pris en faute.

— Où étiez-vous, monsieur de Laffrey? — dit madame Tausend, l'œil mauvais.

— Nous avons, avec Emmanuele, emmené les deux princesses Makharov en promenade.

Il le dit sèchement, de manière à montrer que l'œil mauvais de madame Tausend ne l'intimidait pas. Elle fila doux. Plus elle était fâchée, plus elle tâcha de faire bonne figure : elle avait toujours eu grand peur de perdre aucun des agréments de sa maison et, comme elle disait, selon les jours, son monde ou ses fidèles. L'aménité feinte sur un fond de réelle colère fit une drôle de grimace.

Mais Dunois sourit à l'idée d'une amoureuse aventure. Joly Ravolle déguisa d'un air scandalisé son dépit. Faute de savoir si madame Tausend voulait que l'escapade fût blâmée ou pardonnée, Millefiore attendit; et même il n'osait pas regarder la duchesse, qui peut-être n'aurait pas sa prudence. Il dit seulement à Emmanuele, d'un air triste :

— Je parie que tu as encore écrasé de pauvres petits poulets?

— Non! — répartit Laffrey; — un troupeau de vaches!

Madame Tausend en fut enchantée. Il lui plaisait que sa maison fît de grandes choses. La duchesse reprit Emmanuele sur tant de folie.

— Laissez! dit madame Tausend. Je payerai : quelques vaches, ce n'est rien.

Voilà quels furent les dehors d'une querelle qui avait plus de réalité que d'apparence. Une famille comme ces Tausend, faut-il appeler ça une famille? c'est une réunion quasi hasar-

deuse et de gens qui se jouent diverses comédies sans vérité. Mais, dans les petits groupes qui la composent et qui ont plus de simplicité, la vérité brise la comédie, se manifeste : et ce n'est pas beau. Emmanuele reçut de sa mère une semonce où intervint le duc, ajoutant aux remontrances morales de la duchesse d'autres soucis et d'une vile qualité :

— La vieille est furieuse!... Quand tu nous auras aliéné la vieille...!

Joly-Ravolle déclarait à madame Joly-Ravolle que ce Laffrey n'était qu'un débauché, qu'il débauchait Emmanuele. Les princesses? Des filles! Et la maison de madame Tausend? Un mauvais lieu. Il rougissait d'y aventurer sa réputation parfaite. Il en avait un grand chagrin.

Mais l'algarade principale fut, le lendemain matin, à l'heure des ordres ou du rapport, le triste lot du baron Bouc.

— Dites donc, Bouc, elles m'embêtent, ces deux filles!

— Rappelez-vous, madame, que je n'approuvais pas l'entrée des princesses Makharov dans votre maison.

Madame Tausend le regarda, comme un idiot qui se pavane.

— Bouc, tu es bête! S'il vous plaît, tâchez de comprendre. Je veux les princesses dans ma maison. Vous entendez, Bouc? Dans ma maison! Je veux qu'elles emplissent ma maison : je ne veux pas qu'elles la vident. Je ne veux pas que Laffrey et mon petit-fils me lâchent pour elles. Comprenez-vous? Si ça les tente, de coucher avec Laffrey et mon petit-fils, avec Dunois ou avec vous, ça m'est égal : mais que ce soit dans ma maison!

Bouc essaya de se tirer d'affaire par un sourire; et, quant à lui, cette galanterie que lui offrait madame Tausend, il la refusait, avec une plaisante humilité. Il vit que madame Tausend n'était pas à plaisanter. Elle lui dit :

— Arrangez ça! C'est votre affaire. Sans les fâcher, par exemple! Et, d'abord, pourquoi ne sont-elles pas venues me rendre visite, depuis mon bal? Dites un peu. Vous n'en n'en savez rien? Débrouillez-vous! Si vous n'êtes pas tout à fait gâteux. Si vous l'êtes, je n'ai plus aucun besoin de vous. Voyez vous-même.

La baron Bouc obtint d'être reçu par les princesses. Il comptait sur leur obligeance et leur bonté. Il leur dit :

— Madame Tausend n'est pas contente!

— Pourquoi?

— Autant dire qu'elle est furieuse.

— Tant pis! — s'écria gaiement Jeanine.

— Tant pis pour moi! — répondit Bouc.

Et il conta son déplaisir. Jeanine trouva que c'était, en vérité, trop d'exigence et que la vieille Tausend se donnait, au surplus, de grands airs, d'une façon bien ridicule, presque bouffonne, et insolente...

— Elle est si âgée! — dit Olga.

Et Jeanine comprit que l'indulgence d'Olga n'était que pour se ménager la rencontre de Laffrey. Si elle en eut de l'impatience, elle sut le cacher. Elle laissa le baron Bouc insister de maintes manières, jusqu'à dire :

— Je ne tiens plus qu'à un fil, chez madame Tausend!

Ah! sans doute; mais, quoi! elle n'avait pas résolu de consacrer sa vie à sauver la mise de ce bonhomme par de perpétuelles complaisances. Il était piteux. Alors, au lieu de l'éconduire, elle lui demanda :

— Comment va monsieur de Laffrey?

— Mal! Ou, du moins, il va le mieux du monde. Mais je crois qu'il est mal, dans l'esprit de madame Tausend. Et vous lui rendriez service, à lui aussi, en vous montrant un peu conciliantes, un peu!

— C'est vrai, — dit Olga, et le dit à Jeanine plus qu'au baron, — que tous ces ennuis leur viennent de nous.

— Enfin, — repartit Jeanine; elle oubliait décidément le baron Bouc, — je suppose que monsieur de Laffrey n'a pas toute sa vie engagée auprès de madame Tausend!

— Toute sa vie, non! répondit Bouc. — Mais de grands intérêts.

Dont Jeanine fut offensée, pour lui.

— Quels intérêts?

— Mais de vous rencontrer dans cette maison, princesse.

En le disant, ce fut tout juste si le baron ne fit pas la révérence. Olga rougit; et Jeanine, plutôt que de se fâcher, sourit amèrement.

— Je crois bien que monsieur de Laffrey se moque de madame Tausend, — dit Olga. — Mais le jeune de Millefiore?

il est son petit-fils, au bout du compte. Et il a été fort gentil, de nous conduire en promenade, l'autre jour....

La fûtée! A qui voulait-elle donner le change? Au baron Bouc? Jeanine crut que l'imposture était à elle destinée.

La fûtée continue :

— Est-ce qu'il a eu bien des ennuis de tout cela?

— Terribles! — répond effrontément le baron Bouc.

Peu lui importe qu'on ait pitié de lui ou d'un autre, s'il obtient pour un autre comme pour lui la complaisance dont il profitera.

— Est-ce qu'on l'a mis au pain sec? — demande Jeanine.

— Non! Mais à peine a-t-il obtenu que madame Tausend se laissât fléchir et consentît à payer les vaches...

— Quelles vaches?

— Les vaches qu'il a écrasées!

Jeanine pouffe de rire; et Olga. Ce fut cette gaieté qui valut gain de cause au baron Bouc. Il prenait congé. Alors Jeanine :

— Mais nous, quand nous irons voir madame Tausend, comment nous recevra-t-elle? Et va-t-elle aussi nous gronder?

— Vous ne la connaissez pas! — dit Bouc, dans un élan de loyauté; il se ravisa : — Elle vous recevra comme deux princesses qui lui font un grand honneur.

Après le départ du baron Bouc, Jeanine et Olga riaient encore de tant d'histoires, du lamentable Bouc, de l'absurde madame Tausend, enfin des vaches, qu'elles soupçonnaient le petit Emmanuele de se faire payer par sa grand'mère. Jeanine et Olga riaient, parce qu'elles étaient deux enfants à qui le rire monte aux lèvres comme, aux vieux, la grimace et la tristesse.

Bouc revint sur ses pas :

— Quand viendrez-vous, princesses? — demanda-t-il.

— Demain! — répondit Olga.

Et Jeanine allait à chercher un délai. Mais Bouc :

— Venez tantôt?

— Ah! non, — dit Jeanine; — demain!

Elle marquait ainsi son impatience, pour le baron, certes, mais pour Olga aussi. Olga eut à s'en apercevoir.

Jeanine et Olga, deux enfants, riaient à la moindre occasion de rire. Après le second départ du baron Bouc, elles

recommencèrent de s'égayer sur les fantoches de la maison Tausend. On les aurait vues, sans deviner leur malice de ne parler de Laffrey l'une ni l'autre. Elles bavardaient joliment aux alentours de lui et, lui, l'évitaient avec un soin, des astuces les plus habiles, tantôt s'approchaient de lui, venaient à lui, comme par mégarde, l'une guettant que l'autre y tombât comme au piège, tantôt semblaient d'accord pour réserver ce petit domaine, un sanctuaire, où Laffrey demeurait indemne de leur badinage, privé de leurs louanges. Emmanuele, qu'elles n'épargnaient pas, les eût menées, par le souvenir de l'escapade, à ce complice et le plus coupable aussi : Emmanuele, à qui reprochait Laffrey d'aller comme un fou; et lui, Laffrey, le premier soir, Dunois, en l'abordant, lui disait : « Monsieur de Laffrey, vous êtes un fol! » Un fol, Laffrey, disait Dunois, parce qu'il s'ennuyait dans la vie. Alors, le sage? C'est Dunois. Il recommande la frivolité. Mais Laffrey, lui, n'est pas frivole : Jeanine et Olga l'ont vu qui attachait beaucoup d'importance à de moindres choses. N'est-ce pas cela, au bout du compte, la frivolité? Laffrey attachait beaucoup d'importance à ne pas laisser tuer, par l'imprudence d'un garçon vif, Jeanine et Olga. Toutes deux l'ont senti : ce n'était pas pour lui, sa peur, mais bien pour elles. Pour Jeanine! se disait Olga. Pour Olga! se disait Jeanine. Et chacune d'elles enviait à l'autre le souci de M. de Laffrey, sans croire qu'il l'eût également partagé entre elle deux.

Voilà les souvenirs, les idées, quelques-unes déraisonnables, qui se jouent dans l'esprit de Jeanine et d'Olga et qui passent, pour ainsi dire, sous leur causerie comme la trame d'une toile sous la broderie. Leur causerie n'est que broderie sur la toile ou sur le canevas bien caché.

Cependant, elles sont véritables amies, tendrement liées l'une à l'autre depuis qu'elles se connaissent. Les longs jours de Pologne et d'ennui les ont rendues, avec la liberté reçue ensemble, deux compagnes et que la même destinée attend. C'est Olga sans doute qui aime le plus son amie, par une admiration singulière, par un élan qui l'a portée vers elle et par un sentiment d'être moins qu'elle, une petite jeune fille à qui donne cette jeune femme son appui, son aide et l'assistance de son prestige. Mais Jeanine, en Pologne, n'eût-elle pas

succombé à l'ennui, sans la gentillesse d'Olga? Elle se le rappelle avec émoi. Sans Olga, ses trois années de ménage lui seraient, dans la mémoire, un sujet d'horreur. Olga était là, discrètement compatissante, jolie, gaie. Sans la beauté d'Olga, il semble à Jeanine que trois années de sa vie seraient avilies de laideur.

Elles ont vécu, vivent ensemble, avec une familiarité parfaite, à cœur ouvert, ne dissimulant rien l'une à l'autre... Non : tant qu'elles n'avaient rien à se dissimuler!... Elles parlaient peu du prince Makharov, mari de l'une, oncle de l'autre, ou n'en parlaient que comme d'un vieil oncle à toutes les deux, et d'ailleurs digne de respect, seulement vieux et incommode à cause de cela. Il n'y avait de silence, par l'une à l'autre consenti, que sur un fait : Olga ne comprenait pas que Jeanine eût accepté ce bonhomme pour mari; et Jeanine, de ce qu'elle souffrait à ce propos, ne disait rien.

Voilà tout leur silence, jusqu'à ces derniers jours, silence de pudeur, simple vergogne. Mais, à présent, les voici cachottières, l'une et l'autre. Elles n'auraient pourtant rien à se dire où il y eût aucune laideur, ou vilenie, aucune offense. Olga s'est éprise de quelque amour — et, suppose-t-elle, Jeanine aussi — pour M. de Laffrey. Jeanine? vous le lui demanderiez : elle n'en est pas sûre. Olga, qui aime davantage, ne croit pas que l'on aime sans le savoir et soupçonne Jeanine d'aimer tout de bon. Jeanine a beau n'être pas sûre d'aimer M. de Laffrey, il lui déplaît d'avoir, dans l'éventualité de son amour, une rivale, et celle-ci, son amie véritable. Au surplus, si l'on disait à l'une et à l'autre que leur amour tuera leur amitié, elles sacrifieraient leur amour. On ne le leur dit pas. Elles ne l'imaginent pas. Et telle est leur imprudence : il suffit que la pensée de M. de Laffrey se présente à leur esprit, ces deux amies sont ennemies, secrètes ennemies et, ainsi, les plus dangereuses.

Leurs cachotteries, du reste, ne trompent ni l'une ni l'autre et ne sont que ménagements de leur mutuelle amitié. Voilà toute leur hypocrisie, et qui les amuse par moments, qui le plus souvent, les alarme, leur donne le frisson du péril. Seulement, elles ne craignent pas, Jeanine et Olga, le péril, étant braves, étant fines, promptes à l'esquiver. Voilà comme Jea-

nine et Olga se jouent dans une espèce d'incertitude amoureuse, où l'émulation les éveille.

II

Quand vinrent les princesses rendre leur visite à madame Tausend, Laffrey était avec Dunois dans le jardin, sous un bouquet d'arbres, à causer. Il faisait beau. Il tombait du ciel une clarté, une chaleur, une indolence délicieuses. Une indolence que goûtait Laffrey avec un fin plaisir mêlé d'ennui. Ces commencements de l'amour, si charmants, ne vous laissent pas de quiétude; et l'on a de grandes hâtes, mais empêchées. Laffrey sentait en lui, et qui l'agitait, une extrême velléité d'entreprise, et puis une timidité bizarre, un consentement facile à ne pas bouger, toute initiative lui paraissant l'impossibilité même. Depuis l'escapade, il n'avait pas revu les princesses, ne songeait qu'à les revoir et n'y tâchait seulement pas. Dunois, qui l'entendait à merveille, lui tenait la meilleure compagnie et s'y plaisait, par curiosité qu'il rendait amicale et obligeante.

— Tenez! — dit-il. — Voici vos belles et bien-aimées.

Laffrey en eut un coup très vif au cœur; et il se tut. Mais Dunois s'était aperçu d'un léger mouvement de ses mains, qu'il réprima; ce fut par un effort de volonté, après qu'il eut froissé, brisé, jeté brusquement à ses pieds le corps menu et blanc de la cigarette qu'il venait d'allumer.

Elles cheminaient bien gaiement, les deux princesses, et tout bas se disaient de drôles de choses qui les faisaient rire.

— Le rire est à leur bouche comme une fleur! — dit Dunois.

Et Laffrey sourit à ce compliment qu'il reçut tout de même que pour lui.

Elles entraient par le jardin, qui n'était pas l'entrée de cérémonie que voulait madame Tausend pour ses visiteurs. Elles avaient une jolie désinvolture. Elles arriveraient dans le salon par la terrasse où, le premier soir, elles causaient avec Laffrey. Il redouta que la vieille Tausend ne les accueillît, pour cette faute à leur entrée, d'une façon rude. Il les accompagnait de ses vœux, les enveloppait de sa prédilection la plus attentive.

— Adieu! Laffrey! — lui dit alors Dunois. — Je ne vous retiens pas.

Mais Laffrey, sans répondre, ne bougeait pas.

— Vous n'allez pas les rejoindre?

— Non...

Et Laffrey n'aurait pas dit pourquoi. Dunois, comme s'il le comprenait mieux que lui, n'insistait pas.

Du poste où se trouvaient, dans le jardin, Laffrey et Dunois, le regard entrait au salon. Et l'arrivée des princesses, fut, contre les craintes de Laffrey, une merveille. Madame Tausend leur accorda, singulier privilège, le geste de son grand accueil : elle appuya la paume de ses mains sur les bras de son fauteuil ou de son trône et, les coudes en l'air, fit le vain effort, le geste ou la mine de se lever, n'y parvint pas, n'avait pas cru y parvenir. La révérence des princesses la combla d'aise. Elle y répondit en leur montrant sa trogne des meilleurs jours. Et tout le monde s'empressa autour des visiteuses. Il y avait, en somme, la famille et quelques autres personnes.

Laffrey, de loin, les épiait avec amour; et Dunois, avec la tendre curiosité qu'il recommandait et savait pratiquer. Il dit :

— Les jolis êtres! On voit de tels arbres, dans les forêts, en petit nombre; ils ont poussé à la perfection, par une chance de leur nature, par une allégresse de leur sève, par un élan qui est en eux. Laffrey, regardez-les, vos deux princesses; je les ai bien définies : elles sont, même dans l'immobilité, de l'élan. C'est ça. Elles sont toute vivacité.

Ce que disait Dunois tout haut, Laffrey se le disait à part lui et croyait que la voix de Dunois fût la sienne; de sorte qu'il se félicitait d'avoir de si belles maîtresses. Puis, quand il s'aperçut de la présence de l'autre, il se félicita aussi d'avoir à montrer de si belles maîtresses. Il en était content d'une manière assez voluptueuse, un peu rêveuse et naïvement sotte.

Mais Dunois, soudain, lui demanda :

— Quel âge avez-vous, mon cher Laffrey?

Il sourit, pour dissimuler quelque étonnement ou confusion :

— Trente ans, ou à peu près.

Du regard, il interrogeait Dunois, qui sans doute ne le

trouvait point assez jeune pour son aubaine. Dunois, bonnement, lui ôta cette crainte :

— C'est trop jeune! — dit-il. — A votre âge, on n'est point amoureux. On l'est plus tard; on l'est à mon âge. Seulement, alors, il est trop tard.

Et, comme Laffrey lui cherchait une politesse :

— Non!... Je me dis quelquefois — et le déplore — que nulle femme n'a été aimée par un homme qu'elle pût aimer. Les femmes aiment qui? les jeunes gens. Qui les aime? les vieux. C'est dommage!

Il se lançait à l'une de ces considérations moroses, où l'ingéniosité de son esprit l'amusait; et le thème de sa pensée lui éveillait maints souvenirs. Laffrey, qui n'avait pas si déliée l'intelligence, si bien dressé le cœur au badinage d'un émoi subtil, l'écoutait, lui prêtait une crédulité franche et, en l'écoutant, le consultait sur son inquiétude.

— Peut-être — dit-il — avez-vous raison. Je me figure que je suis amoureux d'elles. Si je l'étais... Non, je ne le suis pas!

Sans mot dire, Dunois l'interrogeait; il répondit :

— Je serais amoureux ou bien de l'une, ou bien de l'autre. N'est-ce pas?

Dunois fit gaiement le geste de n'en rien savoir.

— J'aimerais l'une; et l'autre, alors, ne me serait de rien du tout.

Sa bonne foi le rendait risible et gentil. Dunois, enchanté, lui répliqua :

— Mais non; pourquoi? Elles sont aimables l'une et l'autre; elles ont, l'une et l'autre, des attraits auxquels vous avez bien raison d'être sensible. Supposons que vous ayez rencontré l'une toute seule : vous l'aimiez; ou l'autre toute seule : vous l'aimiez. Votre chance fait que vous les avez rencontrées l'une et l'autre ensemble : vous les aimez toutes les deux. Pourquoi voulez-vous que l'une, par sa présence, efface les attraits de l'autre? Elles ont des analogies : ce que vous aimez en l'une, vous l'aimez en l'autre. Elles ont des différences qui, par le contraste, sont mieux visibles : vous aimez leurs différences. Ne vous plaignez pas : vous êtes en polygamie le mieux du monde.

Laffrey eut pourtant l'air de se plaindre :

— Il faut choisir! — s'écria-t-il.

Dunois en eut la plus grande joie :

— Il le faudra! Il le faudra, le jour que vous aurez l'imprudence de préférer à une incertitude si agréable, — mais à laquelle vous êtes probablement trop jeune pour vous plaire, — un entrain de monogamie résolue. Alors, qu'arrivera-t-il? Votre décision ne sera pas tout uniment la vôtre. Vous les aimez toutes les deux; si vous étiez sage, — et la sagesse n'est que de connaître son bonheur, — vous n'auriez pas d'autre souci que de prolonger aussi longtemps que possible, et finement, ce bel état : je n'y compte pas. Mais enfin, vous les aimez toutes les deux : il est possible que toutes les deux vous aiment. Il est possible aussi que l'une seulement vous aime, ou l'autre. C'est elle, par qui votre décision sera prise. Ou bien, si elles vous aiment l'une et l'autre, l'une assassinera l'autre; et vous serez l'amant de la survivante. Ne vous pressez pas, mon petit Laffrey!

Dunois est un vieil homme que divertit son libertinage de rêverie. Laffrey, pour se contenter ainsi, a trop de jeunesse et trop vive. Pourtant, les propos de Dunois, dans le doute, et par l'opulence d'amour dont ils lui offrent le cadeau, le tentent de savourer sa langueur indécise, de s'y attarder.

Seulement, au salon, qui vient d'entrer? Ce n'est pas le remuement, qui indique rien de bizarre ou de surprenant. Mais, du même coup, les deux visages des princesses, que Laffrey épie, se sont dressés; deux mains se sont, du même coup, tendues. Emmanuele se penche; il baise la main de Jeanine et, s'il ne baise pas la main d'Olga, c'est le soin d'observer, à l'égard d'une jeune fille, le bon usage. Il se revanche par ailleurs. Il installe une chaise entre Jeanine et Olga : c'est la place qu'il a choisie, la bonne place. Il est en verve, à ce qu'on voit. Les deux princesses font cas d'une anecdote qu'il leur raconte. Une anecdote? Laffrey se dit que jamais ce garçon ne serait capable d'en raconter une : il vous lance des mots, des bouts de phrases, qui le montrent vaille que vaille ce qu'il est, un étourdi, quelquefois drôle par son étourderie même, impertinent, costaud, pour ainsi dire, l'un de nos jeunes gens, fort nombreux, tous pareils, un modèle, un échan-

tillon de série. Voilà comme Laffrey se dénigre Emmanuele. Les princesses ne le dédaignent pas, rient à son gré, l'animent à plus d'entrain. Dunois et Laffrey suivent de loin cette comédie : et Dunois s'y amuse, Laffrey y enrage. Le personnage principal de la comédie, pour Dunois, c'est Laffrey, personnage muet, Prométhée au rocher. Il faut à Dunois son obligeante bonté pour renoncer à son plaisir et dire à Laffrey :

— Si j'étais de vous, je planterais là mon vieil ami Dunois, j'irais au salon tout de go. Je me montrerais, que diable! Et je verrais.

— Non! — dit Laffrey.

— Voulez-vous que je vous y accompagne?

Dunois le ferait volontiers, par cette bonté obligeante, et pour voir aussi comment se dénouerait la comédie. Mais non, Laffrey ne bouge pas, soit qu'il ait résolu de subir toute sa peine, ou d'infliger aux deux frivoles ce châtiment : il leur refuse le plaisir de savoir qu'elles lui font tant de peine.

Un peu plus tard, les deux princesses vont se retirer, saluent madame Tausend. Et les voici : elles s'en retournent comme elles sont venues, par le jardin. Laffrey n'a qu'une idée, de n'être pas vu, quand elles passeront. Mais quoi! Emmanuele les accompagne?... Les voici : une pelouse et un massif d'hortensias les séparent de Dunois et de Laffrey. L'on entendrait leurs voix; on entend leur rire. Emmanuele les a l'une et l'autre à ses côtés. Jeanine, en le regardant, voit Dunois et Laffrey. Dunois se lève; et il salue. Laffrey aussi.

Dunois dit à Laffrey :

— Allons! Nous n'avons que le tour de la pelouse à faire, pour les rejoindre.

— Non! — répond Laffrey; — non. Ou bien allez sans moi.

Dunois, s'il en avait le temps, remontrerait à Laffrey que c'est manœuvrer sans adresse, que la bouderie ne vaut rien; du reste, pourquoi cette mauvaise humeur? Laffrey a vu, au moment qu'il se levait pour saluer les princesses, Emmanuele lui faire, du bout des doigts, le signe de bonjour et qui lui a semblé moqueur. Et les princesses — après Jeanine, Olga — n'ont répondu aux saluts de Dunois et de Laffrey que d'une façon très furtive, retournant vite à rire avec ce jeune homme. Laffrey ne se doute pas qu'à leur premier passage, en arrivant

chez madame Tausend, les princesses l'ont vu, et puis ont vu qu'il les voyait. Comme il n'est pas venu les rejoindre dans le salon, elles jugent, Olga aussi, et ne se concertent pas l'une et l'autre pour être bien d'accord là-dessus, qu'en inclinant la tête avec cérémonie elles répondent très bien à un salut tardif et lointain. Laffrey leur donne tous les torts. Il en veut à Jeanine et Olga, toutes les deux. Il ne sait pas que les femmes ont « des yeux tout autour de la tête » et que rien ne leur échappe, de ce que fait à leur égard un amoureux. Il leur en veut avec chagrin : c'est-à-dire qu'au premier jour il leur demandera son pardon. Mais il en veut, sans chagrin cette fois, au jeune Emmanuele, l'accuse de tout le méfait, si ardemment que c'est un compte qu'il va régler avec lui d'homme à homme, dès que Jeanine et Olga seront parties, dans un instant.

Patience, Laffrey, patience! Il faut plus d'un instant; quelques minutes, pour le moins. Emmanuele ne se contente pas de mener Jeanine et Olga jusqu'à la grille du jardin; mais il passe la grille avec elles et va sans doute les reconduire jusqu'à leur hôtel, en flânant, par les planches, qui sont un chemin de promenade en haut de la plage. Il convient que Laffrey s'y résigne; ou qu'il s'élance à les rejoindre : Dunois l'y engagerait, Dunois serait tout prêt à l'y accompagner. Seulement, Laffrey ne bouge pas. Il attend peut-être que Dunois le secoue d'une étrange torpeur qui le paralyse. La colère qu'il a contre Emmanuele serait de nature à l'exciter : ce qu'il s'est figuré de Jeanine et d'Olga le décourage.

Dunois le laisse enrager quelque temps, et enfin lui demande :

— Si Emmanuele vous chaparde l'une, vous aimez l'autre?

— Mais non, mais non! — répond Laffrey.

Il n'en dit pas davantage, mais entend, sous les faibles mots vivement prononcés, mille choses, d'ailleurs confuses, et toutes pleines de passion.

— C'est — reprend Dunois — que vous n'êtes pas encore à la décision. Je vous en complimente, mon cher Laffrey; vous avez de beaux jours devant vous.

Laffrey n'attache plus aucune importance à de tels propos. Du reste, il ne reproche pas à Dunois ce ton d'une ironie sin-

gulière; il a d'autres soucis, et l'idée de sa rancune l'occupe toute seule. Dunois, qui lui était un ami, ne lui est plus qu'un étranger. Que parle Dunois, tout à sa guise, et qu'il bavarde; lui, Laffrey, que fait-il? Mais il attend, et cela lui gronde au cœur, le retour d'Emmanuele, pour le plaisir des représailles.

De la maison Tausend au Grand hôtel, par les planches : trois minutes. En tout, les deux chemins, d'aller puis de revenir, combien? huit ou neuf minutes, en comptant la cérémonie de l'au revoir, un papotage. Ce temps est dépassé : Laffrey, s'il ne s'imposait une discipline la plus rigoureuse, et inutile, Laffrey irait à la grille du jardin voir si Emmanuele ne revient pas, le guetter : aussitôt vu, aussitôt pris à l'oreille, comme un gamin qui a mérité d'être puni.

Le voici, au bout d'un quart d'heure, l'air fat. Il se dandine et sourit, la cigarette aux lèvres. Il vient à Dunois et à Laffrey, leur conter le sujet de cette fatuité dont il a le visage pimpant.

Laffrey, sans bouger de son fauteuil, lui dit :

— Monsieur de Millefiore, vous vous êtes fichu de moi?

Emmanuele paraît surpris. Mais, s'il hésite, ce n'est qu'une seconde; et il répond :

— Oui, monsieur.

Il attend. Et Laffrey :

— C'est bien. Vous aurez de mes nouvelles.

Emmanuele se retire, bien satisfait.

Dunois, Emmanuele parti, se fâche :

— Vous êtes fou, Laffrey!

Non plus un fol, un fou! Dunois y perd son entrain de curiosité : une telle histoire, et sans motif! Par un si beau temps de bel été!

— Je compte au moins que vous avez laisser tomber cette anecdote.

— Jamais de la vie!

— Ah! ça, vous êtes en villégiature chez madame Tausend; Emmanuele est son petit-fils : on ne vient pas chez les gens pour leur tuer leurs petits-enfants!

Laffrey sourit à cette conjecture, absurde, il l'avoue à lui-même. Il a repris sa lucidité. Elle l'amuse. Et Dunois se tranquillise :

— Bon! vous n'êtes pas fou.

— Mais si! Je vous choisis pour l'un de mes témoins.

— Et l'autre? Bouc?

— Non!... Le baron Bouc, ce n'est pas pour l'honneur. Il a d'autres emplois... Mais, demain matin, je vous proposerai l'un de mes amis.

Dunois ne croyait plus que Laffrey fût à plaisanter.

— Ce n'est pas sérieux? — lui demanda-t-il.

— Si! Que voulez-vous? Je suis l'offensé.

— Alors il faut que vous quittiez la maison? Vous ne pouvez demeurer dans une maison qu'il vous plaît de mettre en deuil. Et, si vous quittez la maison, voyez l'esclandre!... Allons, Laffrey, c'est impossible.

— C'est inévitable, mon cher Dunois. Mais je n'ai pas à quitter la maison dès aujourd'hui : j'entends bien que nous aurions toute la famille à nos trousses... Je n'enverrai mes témoins que demain matin : je suis dans les règles. Vous aurez l'obligeance de faire vite. Nous nous battrons, monsieur de Millefiore et moi, dès l'après-midi, bien discrètement. Et puis...

— Et puis?

— Je verrai.

Il le dit assez nettement pour que Dunois n'essayât plus de le chapitrer. Dunois n'avait de hâte que de causer avec Emmanuele, d'espoir qu'en lui, peu d'espoir. En quittant Laffrey, il se répétait ce mot de Joubert : « J'élèverai un temple à la bonhomie. » Elle manque à nos jeunes gens, la bonhomie; d'ailleurs, ils ont d'autres vertus : et la promptitude à se battre pour l'amour des belles, si ce n'est pas une vertu, c'est une espèce de gaieté. Dunois, qui aime la gaieté, voudrait pourtant arranger cette querelle; et c'est à cause de tout l'aria qu'elle comporte.

Emmanuele, dans sa chambre, l'accueille avec entrain :

— Seul, monsieur Dunois?

— Seul, mais oui. Attendiez-vous que Laffrey montât vous faire des excuses?

— Non, j'attendais qu'il m'envoyât vous et un autre de ses amis.

Dunois, sans répondre, s'assied.

— Dites-moi, mon petit; vous étiez-vous moqué de lui?

— Ma foi, non.

— Bien! M'autorisez-vous à le lui dire?

— Ah! mais non, par exemple!... Et, quand vous le lui diriez? Il me l'a demandé sur un ton qui m'engageait à lui répondre comme je l'ai fait : l'offense est là, si j'avoue même qu'elle ne fût pas avant cela.

— Oui! Mais enfin, monsieur de Laffrey est un homme à qui vous devez des égards. Vous l'avez offensé, vous n'y songiez pas; dites-moi un mot pour lui que je lui rapporte et qui termine ce malentendu, sans dommage pour personne.

— Monsieur Dunois, si vous étiez de moi, — pardonnez-moi cette hypothèse, — et si vous aviez mon âge, le feriez-vous? Sincèrement?

— Non.

— Vous voyez bien?

— Mais j'aurais tort!

— Eh! bien, j'ai tort, monsieur Dunois!

Et de rire. Mais Dunois ne riait qu'à demi; secondement, il se trouvait accablé de cette histoire comme d'un fardeau.

Cependant, il se disait :

« J'élèverai un temple à la jeunesse! »

Il y eut, le lendemain matin, de bonne heure, à tout préparer pour la rencontre de l'après-midi, sans éveiller les soupçons de la maisonnée. Le terrain? au pesage du champ de courses. L'arme choisie? l'épée.

— Seulement, Laffrey, ne le tuez pas!

— Je me défendrai.

Quand ils arrivèrent sur le terain, les deux adversaires, leurs témoins et le chirurgien, Dunois aperçut, dans les tribunes, Jeanine et Olga. Il leur fit un signe de s'en aller : elles n'en avaient nulle envie. Alors, il leur fit un signe de se cacher. Elles lui obéirent. On ne les voyait plus, quand Emmanuele, en tapinois, les chercha du regard et parut déçu de ne pas les découvrir. Dunois sut ainsi que l'indiscrétion venait de ce petit gaillard. Il n'en dit rien; et, s'il avait à le blâmer, du moins ne le méprisait-il pas. Mais elles, les princesses? Dunois se plut à ne pas les juger. Il se souvint, malgré lui, de romans où les filles sont là pour assister au combat des costauds, à coups de couteau, sur le talus des fortifications; et il se dit que l'humeur naïve et primesautière des filles demeure

très bien préservée dans l'âme des plus gentilles femmes et qui ne sont pas restées comme Dieu les a faites. Il se rappela ensuite Hélène de Sparte qui, sur le mur troyen, regarde les combattants; ce n'est pas à nous de juger la beauté : elle nous juge.

Laffrey était simple et tranquille, de très bon ton. Plus vif, Emmanuele, plus ardent; il piaffait de quelque impatience.

A la première reprise, Laffrey fit sauter l'épée de son adversaire. Emmanuele en eut la rougeur au front, la colère aux yeux. Dunois s'attendit qu'à la reprise le combat n'en fût que plus imprudent. Emmanuele fonça de tout son cœur sur Laffrey, que l'on vit rompre par deux fois; mais, s'il le fit, ce fut afin que l'autre ne vînt pas s'embrocher de son épée. Il était assurément le maître du jeu; il y mettait une finesse de coquetterie, bienveillance et impertinence mêlées, qui rassurait Dunois. Acculé pourtant à la limite de rompre, Laffrey se tint en garde haute; Emmanuele battait le fer, inutilement. A la troisième reprise, Laffrey se résolut d'en finir. En deux secondes, il eut piqué à l'avant-bras Emmanuele, qui cependant continuait de ferrailler. Une goutte de sang, que vit le directeur du combat, suffit; et « halte! » cria-t-il. Le chirurgien pressa le poignet du blessé : la goutte de sang grossit. L'honneur était satisfait. Non pas Emmanuele! Il écarta les gens, reprit son épée, se remit en garde. Mais Laffrey ne lui répondit pas. Il fallut que les témoins d'Emmanuele vinssent le désarmer. Il gesticulait, criait :

— Ce n'est pas ça, une blessure.

Et, du revers de sa main gauche, il croyait effacer, il étalait le sang sur l'avant-bras. Il était furieux. Il voulait son épée; on la lui refusa. Il eut alors l'air de bondir sur l'adversaire; il s'élança. Mais Laffrey le reçut, le sourire aux lèvres, la main tendue, en lui disant :

— Vous êtes brave, monsieur de Millefiore.

Emmanuele se radoucit et prit la main qu'on lui tendait. Il éclata de rire, et ce fut pour se donner une contenance un peu gentille dans la défaite.

III

En quittant le champ de courses, Dunois aurait voulu que l'on rencontrât les princesses, pour savoir si les avait le plus touchées la victoire de Laffrey ou la défaite d'Emmanuele. Il croyait apprendre ainsi qu'elles étaient plus sensibles soit au plaisir de l'admiration ou au doux sentiment de pitié. D'une manière ou de l'autre, il ne les eût pas méprisées : l'amour de la gloire convient à de jeunes âmes; il eût préféré de les voir compatissantes, où les femmes ont de la grâce.

Dunois est malin, mais il se trompe : Olga et Jeaninne, par leur joie ou leur peine, lui auraient seulement montré qu'elles avaient plus d'amitié pour Laffrey ou son adversaire; celui-ci ou celui-là, vainqueur ou vaincu, leur devait inspirer leur joie ou leur peine, selon l'occurrence, au mépris du second. Les femmes n'aiment principalement ni la victoire ni la défaite, mais le vainqueur ou le vaincu. Jeanine et Olga, pour l'amour de Laffrey, négligeaient de songer au déboire d'Emmanuele.

D'ailleurs, on ne les vit pas : elles avaient eu soin de se sauver, après le combat, contentes, furtives et chacune prenant pour soi le souriant triomphe de M. de Laffrey.

A la maison Tausend, on accrédita aisément la fiction d'un accident : un assaut d'escrime, un fleuret qui se démouchette, une éraflure, et ce n'était rien. Il fallut qu'Emmanuele, pendant quelques jours, eût le bras en écharpe.

En vérité, ce n'était rien. Ce fut, pour Emmanuele, malgré l'air qu'il se donna d'une indifférence cavalière, l'avertissement d'un camouflet après une fanfaronnade. Les compliments de Laffrey ne l'avaient remis dans sa fierté qu'un instant, le temps d'accepter sa défaite et de s'en aller assez bien. Il se souvint d'avoir écrit aux princesses, deux heures avant le combat : « Je me bats avec monsieur de Laffrey à quatre heures, au pesage du champ de courses; je mets à vos pieds ma victoire. » Fanfaronnade! Son entrain lui faisait du bruit dans la tête. Il avait confiance de plaire à ces jeunes femmes et, Olga lui plaisant davantage, de plaire à Olga, depuis la veille qu'il les ramenait chez elles par les planches, sous les regards envieux des passants, et au grand

déplaisir de Laffrey, lequel, par sa brusque folie, avouait sa déroute. En faut-il plus, à vingt ans, pour exalter un cœur amoureux? Emmanuele ne savait pas si Jeanine et Olga s'étaient rendues à l'invitation de le voir se battre. Il ne les avait pas vues; il conjectura que sa défaite ne les engageait pas à lui témoigner leur sentiment, de moquerie, à ce qu'il se se figurait. Une blessure grave les eût obligées à mieux agir. Son égratignure ne valait que dérision.

Les cruelles! Ou, plutôt, il ne leur accorda que le nom de méchantes. Il évita de les rencontrer, se promit qu'elles ne le verraient pas le bras en écharpe. Il craignit qu'elles ne fissent prendre de ses nouvelles; et, si elles en eurent par Dunois, Emmanuele ne le sut pas. Il cachait son amertume, par dignité offensée, puis faute d'en pouvoir révéler à personne les motifs. Et sans doute ne s'apercevait-il pas de son véritable désir et qui n'était, dans le marasme, que d'être plaint. L'on fait le brave; et la douceur d'avouer sa faiblesse tente le pauvre cœur des hommes, fussent-ils les plus entichés de gloriole, jeunes et vains comme on l'est à cet âge.

Emmanuele trouva ce qu'il cherchait, sans le chercher. Ce fut, avec d'infinies délicatesses, bien exactement celles de l'âme, — et qu'est-ce que l'âme? nous appelons ainsi l'intelligence détachée de toute imperfection, — sa cousine mademoiselle de Conches, et que nommait Dunois son dernier amour, qui vint à lui, en pure charité. Elle avait appris par Dunois toute l'aventure; elle se donna le temps de savoir ce que signifiaient de tristesse les mines d'Emmanuele, sa fausse gaieté par moments, ses longs silences, l'air abattu qu'il ne dissimulait pas à merveille. Quand elle eut toute sa fine assurance, elle osa lui parler : à ses premiers mots, il pleura.

Il se consolait à lui raconter son chagrin; pour se consoler mieux encore, il augmentait le récit de son chagrin. Mademoiselle de Conches l'écoutait d'une façon la plus tendre et, l'aimant déjà, l'aimait davantage en devinant qu'il était capable de tant aimer. De tant aimer? Il ne l'aurait pas cru lui-même, avant de s'en apercevoir, comme il faisait, à son chagrin; et, s'il exagérait son chagrin, lui-même s'y trompait volontiers. Il y a une sincérité qui n'est que spontanéité, primesaut le plus ordinaire et le moins attrayant. Mais

il y a une sincérité seconde, pour ainsi dire, et qui, venant après maintes simagrées de l'esprit, n'a que plus d'attrait, par les ornements dont elle est parée. Emmanuele, de toutes les confidences qu'il accordait à mademoiselle de Conches, s'éprenait à son tour; elle aussi, avec une complaisance la plus gentille.

Mademoiselle de Conches était de ces jeunes filles en qui la femme naît en amitié; l'on n'ose dire, en pitié, parce que la pitié suppose, d'habitude, un sentiment de suprématie. Elle, ce dont elle avait pitié l'attendrissait et lui donnait un sentiment d'amour humble et serviable. C'est ainsi qu'elle aimait Dunois, l'aimait ensemble d'être vieux et glorieux, l'aimait pour sa disgrâce autant que pour son génie et confondait, dans son estime, ces deux titres à tant d'amour.

Emmanuele, au lieu de génie, avait sa jeunesse. Et mademoiselle de Conches, si elle le gronda de s'être battu, l'y trouva bien charmant, et hardi comme il faut que soit un jeune homme. Vainqueur, elle l'eût applaudi : vaincu, elle l'aima. Et lui, d'être plaint sur l'étourderie d'une autre, goûta cette bonté si attentive, dont le visage était joli.

Dunois disait à mademoiselle de Conches :

— Vous m'abandonnez, ma chère Gisèle; ce n'est pas bien.

Elle croyait que ce fût très bien, croyant aussi avoir maintes raisons de préférer Dunois, qui lui était si attaché, à ce garçon qui en aimait une autre. Ainsi, elle donnait le nom de son devoir à son plaisir, avec bonne foi.

Elle disait à son vieil amoureux :

— Il a tant de chagrin!

— Ce n'est qu'une petite blessure de l'amour-propre.

— Ou de l'amour?

— C'est la même chose.

Il entendait que l'on n'aime que soi. Ce n'était pas l'avis de mademoiselle de Conches. Et il sourit, pour adoucir l'amertume de sa remarque. Or, du moment qu'il plaisantait, elle estima qu'elle pouvait le délaisser un peu.

Elle le délaissa beaucoup. Le cousinage autorisait qu'elle eût, avec Emmanuele, ses libertés. Il l'emmenait à la promenade.

Et l'on vit Dunois s'attrister de son abandon. Il s'ennuya.

Il sortait peu, marchant avec difficulté, à cause de son cœur, d'où lui venait de l'étouffement. Du reste, il n'aurait pas voulu que son amitié, qu'il appelait amour et qui méritait ce nom, devint à mademoiselle de Conches ou fastidieuse ou gênante. Il s'était dit qu'un jour un beau jeune homme lui ôterait sa petite amante : il ne croyait pas que ce fût si proche. Et le voici tout à coup le rival d'Emmanuele? Comme Laffrey, dont la mauvaise humeur lui semblait saugrenue! Il eut soin de ne pas montrer de mauvaise humeur et, tout ce qu'il avait d'esprit, le prodigua de son mieux, pour donner le change à autrui, peut-être à lui-même. Sa feinte gaieté lui fut ennemie : plus mademoiselle de Conches lui trouvait d'heureuse amabilité, plus volontiers elle jugea qu'il réussissait à se passer d'elle, pour quelque temps, et assez bien.

Dunois songea que, si Emmanuele faisait la cour à sa cousine, c'était faute d'Olga; et que, s'il renonçait à Olga, c'était par la faute de Laffrey. De telles considérations, quasi justes, un peu sommaires, le fâchèrent, le divertirent. Et il se moquait de lui-même, en disant à Laffrey :

— Vous devriez vous décider pour Jeanine!

— Elle est mariée! — répondit Laffrey.

— Ah! s'il s'agit de l'épouser?

Laffrey, de rire. Et Dunois :

— D'un autre côté, si vos projets étaient plus badins, ou moins graves, il vaudrait mieux vous décider pour Jeanine : elle est mariée.

ANDRÉ BEAUNIER

(*A suivre.*)

LA DÉVIATION

DE

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

LA SOCIOLOGIE DANS LES ÉCOLES NORMALES

La tendance à introduire dans l'enseignement primaire les méthodes et les matières de l'enseignement supérieur est à l'ordre du jour. Elle a un côté généreux qui séduit à première vue. Mais est-elle judicieuse? Est-elle sans inconvénients?

Nous ne sommes pas de ceux qui estiment que l'instituteur d'aujourd'hui doit se modeler sur le maître d'école d'autrefois, auquel on demandait tout d'abord de savoir chanter au lutrin, et dont la capacité était jugée largement suffisante s'il pouvait en outre rédiger vaille que vaille les procès-verbaux du conseil municipal et enseigner les quatre règles de l'arithmétique. Nous désirons même mieux que la loi Guizot du 28 juin 1833, qui demandait à l'instituteur d'enseigner la lecture, l'écriture, les éléments du français et du calcul, le système métrique et l'instruction religieuse. Il faut qu'un éducateur ait de la marge, qu'il soit au-dessus de sa tâche, qu'il la domine pour ne pas en être accablé. Mais nous disons *au-dessus*, non à côté. La question aujourd'hui est de savoir si la préparation des instituteurs n'a pas méconnu cette distinction.

***

La préparation des éducateurs du peuple est et doit être la grande préoccupation d'une démocratie. Le peuple est souverain, l'éducation du souverain ne saurait être négligée. On donnait aux fils de rois les précepteurs les plus éminents : un Bossuet, un Fénelon n'étaient pas trop pour un grand Dauphin ou un fils de Dauphin. Quand il s'agit d'instruire un peuple entier, il faudrait un corps entier d'instituteurs hors ligne. La difficulté est de les préparer eux-mêmes. La création des écoles normales répond à cet objet. Laissons de côté la question de savoir s'il n'eût pas été possible et préférable de former les instituteurs dans les établissements secondaires. Ils auraient gagné, à vivre en contact avec des non professionnels, plus de largeur et de souplesse d'esprit. Mais, à force de considérer l'enseignement comme un sacerdoce, on en est venu à regarder les élèves-maîtres comme des séminaristes laïques, et on a cru indispensable de les élever entre eux, en vase clos, sous la direction de professeurs d'ordre primaire comme eux.

Après tout, dira-t-on, il est logique que les maîtres primaires ne sortent pas d'un autre milieu. On pourrait discuter là-dessus. Les professeurs secondaires sortent de l'enseignement supérieur et tout le monde s'en trouve bien, eux-mêmes et leurs élèves. En tout cas, il faut savoir ce qu'on veut. Confiner les instituteurs dans une formation primaire, c'est une solution. Elle peut n'être pas la meilleure, mais c'en est une. Ce qui au contraire est illogique, paradoxal et hybride, c'est de prétendre donner à ces jeunes primaires, élevés dans des écoles normales primaires, par des professeurs également primaires, si distingués qu'ils puissent être, une parodie d'enseignement supérieur. Il y a trop d'écart entre le but qu'on se propose et le degré de préparation de ceux à qui on le propose. Ce n'est pas leur faute, et nous avons garde de leur en faire un reproche; c'est au contraire une excuse à la crise morale, au trouble intellectuel dont ils souffrent, et qui s'expliquent surtout par l'incapacité où ils se trouvent d'assimiler une nourriture non appropriée à leur esprit et à leurs besoins.

Entrons dans le vif du sujet. Il ne s'agit pas d'établir des responsabilités, mais des programmes. Ceux des écoles normales ont été refaits en 1920. Ils sont entrés en application à la rentrée d'octobre. Le rapport préliminaire du ministre d'alors, M. Honnorat, en date du 14 août, reproduit les termes mêmes dont il s'était servi en présentant ses projets de décrets au Conseil supérieur pour la session de juin. En voici le passage essentiel :

Durant les trois années, il (l'élève) continuera à explorer les différents domaines littéraires ou scientifiques que lui ont déjà fait connaître ses études antérieures. Seulement on s'efforcera, en ces diverses matières, d'approfondir plutôt que d'étendre ses connaissances. On l'invitera à remonter aux principes et à descendre aux applications. On l'obligera à recourir à l'expérience ou au document pour former ses opinions. Morale, littérature, histoire, sciences de tout ordre lui apparaîtront, on voudrait l'espérer, sous un jour nouveau, de telle façon qu'au lieu de ressentir quelque lassitude en entendant reprendre des questions qui ont déjà été traitées devant lui à l'école élémentaire ou à l'école primaire supérieure, il éprouve au contraire un vif désir d'aller plus avant.

On voit l'idée générale : instruire en profondeur plus qu'en étendue, habituer l'élève à la méthode critique, le mettre à même de former ses opinions d'après l'expérience ou le document. Tout cela n'est ni primaire, ni même secondaire. Et cette ambition n'est pas un vain mot. On y revient avec plus d'insistance dans les instructions adressées aux recteurs et aux inspecteurs d'académie par M. Lapie, directeur de l'enseignement primaire, interprète autorisé de la pensée officielle (30 septembre 1920).

Le normalien, qui doit faire ses débuts d'instituteur vers la vingtième année, n'a pas le loisir de faire ample connaissance avec les méthodes scientifiques de l'enseignement supérieur. Du moins est-il nécessaire qu'il en ait comme un avant-goût, qu'il fasse sur l'autel de la science une prélibation, afin qu'il conserve toute sa vie une fraîcheur d'esprit, une curiosité intellectuelle qui sera pour ses élèves comme pour lui-même une source de progrès. S'il n'y boit pas à longs traits, du moins qu'il se rafraîchisse à cette fontaine de Jouvence. Progressivement, non plus par un saut brusque, mais par lentes avancées, il doit donc passer du niveau de la troisième année d'école primaire supérieure au niveau des bons élèves de la classe de philosophie ou des étudiants de première année de nos facultés.

Pour l'histoire, au lieu d'un manuel, on met à la dispo-

sition de ces jeunes gens un recueil de documents, l'*Histoire par les textes, de la Renaissance à la Révolution*, par monsieur et madame Dechappe, avec préface de M. Lapie, destinée à préciser la doctrine. On part de l'idée que ces jeunes gens connaissent déjà les faits, ces jeunes gens qui peuvent entrer à l'école normale à quinze ans.

Ces jeunes gens de quinze à vingt ans sont censés connaître la trame de l'histoire. A l'école élémentaire, à l'école primaire supérieure, ils ont appris à ranger les faits le long du temps et à garder dans leur mémoire l'ordre chronologique des événements. L'incontestable utilité du manuel a été de leur faciliter cette connaissance en simplifiant l'histoire, en la réduisant au petit nombre de faits essentiels qu'un esprit d'enfant peut retenir. Mais, maintenant qu'il est en posesssion de ces faits, le normalien a le droit d'exiger qu'on lui en évite la perpétuelle répétition. Il a le droit d'aspirer à une connaissance plus approfondie de l'histoire. Nous ne l'engagerons pas encore dans la discussion des témoignages et dans la critique des sources : c'est à la Faculté que s'effectue cet apprentissage de la recherche historique. Mais entre la méthode de l'école primaire et celle de la Faculté, il existe un moyen terme : c'est la méthode qui consiste à abandonner la méthode de seconde main pour puiser directement aux sources.

On ne dira pas que M. Lapie se fait des instituteurs en herbe une idée médiocre. Heureux adolescents! Ils n'ont déjà plus rien à apprendre au point de vue des faits. La première phrase, il est vrai, reste sagement dubitative : ils sont « censés » connaître la trame de l'histoire. Mais, six lignes plus bas, ce doute provisoire à la Descartes a fait place à une certitude : « Maintenant qu'il est en possession de ces faits... » L'élève a réalisé un grand progrès au cours de ce paragraphe. Le voilà capable de se faire une opinion personnelle sur la corvée en confrontant l'édit de Turgot qui la supprime avec les remontrances du Parlement qui en demandent le maintien. Seulement, sait-il au juste ce qu'est le Parlement, quels sont ses droits en la matière et ce que représentent ses remontrances?

N'insistons pas. L'histoire après tout n'a rien d'inaccessible. Elle repose sur des faits généralement établis ou admis, qu'on trouve dans des manuels faciles à consulter et à comprendre. Les meilleurs élèves pourront peut-être l'apprendre malgré l'appareil pseudo-scientifique sous lequel les autres resteront empêtrés. Il est à espérer qu'ils préféreront sage-

ment le Lavisse au Dechappe pour peu qu'ils aient le goût de la lecture et de l'histoire. Mais il faut avouer que le niveau des réponses au brevet élémentaire et même au brevet supérieur n'est pas pour l'instant rassurant.

***

Passons néanmoins. La grande idée nouvelle des programmes de 1920, c'est l'introduction de la sociologie. Ici on nous saura gré de nous arrêter. Cette innovation a d'abord ceci de particulier qu'elle a pénétré dans la place sans bruit, sans que la sociologie ait même dit son nom à la porte. On le chercherait vainement dans l'exposé des motifs présenté en juin 1920 au Conseil supérieur. On ne le trouve pas davantage dans le rapport du 14 août qui est en tête des programmes. C'est seulement à la dernière minute, dans les « Instructions relatives à l'organisation des cours complémentaires des écoles primaires supérieures et des écoles normales », dont nous avons déjà parlé et qui sont datées du 30 septembre, qu'on trouve le mot et la chose avec insistance sur sa portée. Et ceci est à noter tout d'abord. Le Conseil supérieur, dont on invoque la consultation, n'a pas même paru remarquer ce qui lui était présenté en termes si vagues. Il n'y a pas eu de discussion. La section permanente n'y avait pas regardé davantage, sauf quelques observations générales de M. Larnaude. Nous ne disons pas qu'il y ait eu escamotage, il y a eu inattention.

Comment est-ce possible? Comment est-ce explicable? D'abord par le vague de l'exposé des motifs, ensuite par les habitudes du Conseil supérieur. Les questions relatives à l'enseignement primaire y passent facilement inaperçues. On n'y peut toucher au latin sans émouvoir tout le monde, mais les affaires primaires restent entre les représentants élus de l'enseignement primaire, peu nombreux, et groupés professionnellement autour de leur directeur, membre immuable. La composition du Conseil en est cause. L'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire, outre leurs représentants propres, intéressent tous les membres désignés par le ministre ou nommés par les Académies et les grandes

Écoles. Il en va autrement pour le primaire qui, par la raison même qu'il paraît désavantagé, a l'avantage de régler ses affaires en famille. C'est un paradoxe, mais c'est ainsi.

M. Léon Bérard, en soumettant à nouveau la question au Conseil, à la session du mois de décembre dernier, rappelait comment elle avait été traitée, ou pour mieux dire, comment elle ne l'avait pas été, en 1920.

Quand les programmes des écoles normales primaires ont été présentés au Conseil supérieur au cours de la session de juillet 1920, ils n'ont pas été l'objet de la discussion ample et documentée que semblait devoir comporter cette innovation; peut-être l'état de la question ne l'eût-il pas permis, au reste... A l'exception d'observations présentées par M. Larnaude à la section permanente, on ne trouve, en effet, ni les éléments de la controverse dans les documents soumis au Conseil, ni aucune mention d'un débat dans les procès-verbaux de ses séances.

A la publication des programmes de sociologie, il fut manifeste que la question aurait mérité un débat. Les « Instructions » du 30 Septembre ne cachaient pas, mais après coup, le caractère grave d'une réforme sur laquelle l'exposé des motifs du mois de juin et le rapport du mois d'août avaient si légèrement glissé. Elles s'exprimaient ainsi :

... L'introduction de notions de sociologie constitue peut-être la plus grande nouveauté des programmes de 1920. Le mot sociologie n'est prononcé dans aucun des programmes des autres établissements d'enseignement primaire ou secondaire, et il n'apparaît que timidement sur les affiches des facultés. Pourtant l'innovation, si elle est réelle, ne doit pas être considérée comme une révolution...

... La sociologie étendant ses regards sur toutes les sociétés, les plus humbles comme les plus majestueuses, les plus rudimentaires comme les plus différenciées, son étude doit ouvrir aux normaliens de vastes horizons; c'est une sorte d'histoire comparée des sociétés qui peut leur fournir des idées aussi larges que l'étude comparée des organismes vivants. D'aucuns redouteront peut-être que ces comparaisons n'inspirent à nos élèves une sorte de scepticisme moral, excusant tout puisque les coutumes les plus opposées ont pu être tenues pour sacrées. Mais cet état d'esprit n'était précisément admissible qu'au temps où, connaissant la variété des coutumes humaines, on ignorait les causes de leur apparition, de leur transformation et de leur disparition, c'est-à-dire au temps où la sociologie n'était pas née. Cette science a ses lois comme les autres sciences; elles montrent que les mœurs n'évoluent pas au gré de caprices individuels et que, bien que tout s'explique, tout n'est pas également bon. L'étude objective des faits sociaux suggère une appréciation de leur

valeur, et par suite, loin de conduire à une sorte d'indifférentisme, elle aboutit à justifier solidement nos pratiques morales.

Il s'agissait donc à la fois d'ouvrir aux futurs instituteurs de larges horizons et de donner à la vieille morale une base moderne. La sociologie devait être à la fois une philosophie de l'histoire et une métaphysique expérimentale. Ce n'est pas rien, et le libellé du programme n'est pas pour diminuer la difficulté. Ce programme, qui correspond à une heure d'enseignement hebdomadaire, figure au cours de la seconde année. Les élèves pour qui il est conçu ont donc de seize à dix-sept ans, à peine l'âge d'un élève de philosophie dont ils n'ont pas la culture antérieure. Or il s'agit d'une science complexe, que nul n'ose déclarer constituée, qui est plutôt naissante que née, qui n'a pas encore paru susceptible de figurer dans les programmes secondaires, qui en réalité n'est à sa place que dans les études supérieures, et encore, à la condition d'être considérée plus comme un objet de recherches que comme une matière d'enseignement. Sans la rabaisser ni la méconnaître il est permis de dire qu'elle ouvre des horizons magnifiques, mais vaporeux.

Si prudemment que soit rédigé le programme, on se demande où trouver des maîtres capables de le développer. Il faut des maîtres à qui la préhistoire, l'économie politique, les sciences sociales, le droit international, les doctrines philosophiques, la genèse des religions soient également familiers. Il faut qu'ils aient par surcroît un tact, un art des nuances, une hauteur de vues, un sens de la généralisation dont il y a peu d'exemples. Les « Instructions » avouent que la matière est « délicate ». Les chapitres sur le travail, la famille, la patrie, l'État, la religion soulèvent des problèmes qui prêtent malheureusement plus à la phraséologie qu'à la formation intellectuelle, surtout quand on ne peut les aborder d'assez haut. Un programme ne se compose que de têtes de chapitres; c'est un point de départ. Où sera le point d'arrivée? Il est facile de recommander la sérénité; mais la sérénité est le privilège des sages cantonnés dans leur tour d'ivoire (*sapientum templa serena*). Une chaire — à plus forte raison un banc — d'école normale est plus près du sol. « Il suffira, disent les Instructions, de ne rien dire qui

puisse heurter ou froisser les consciences et d'apporter dans cette partie de l'étude, comme dans celles où sont effleurées les questions sociales les plus brûlantes, toute la sérénité et toute la réserve qu'impose la méthode scientifique... » Cela suffirait en effet, mais suffit-il de recommander toutes les vertus pour les inculquer?

***

En fait les premières constatations permettent-elles de considérer comme un succès l'introduction de la sociologie dans les écoles normales?

Nous n'incriminons les intentions ni la bonne volonté de qui que ce soit. Nous devons même reconnaître tout d'abord que le personnel chargé de ce nouvel enseignement a accueilli avec beaucoup de modestie l'honneur qui lui était fait. Ne sachant à qui s'adresser pour un cours qui ne rentrait dans les attributions d'aucune catégorie de spécialistes, on demanda aux directeurs des écoles normales de s'en charger. L'idée était raisonnable. Par leur âge, leur autorité, leur expérience, les directeurs se trouvaient relativement préparés à donner aux jeunes gens dont ils ont la garde, non pas un enseignement magistral sur des questions qui ne sont pas encore mûres pour l'enseignement, mais quelques directives, quelques suggestions, quelques aperçus autour de ce fastueux programme. Ils pouvaient y paraître préparés en une certaine mesure sinon matériellement, du moins moralement. Les directeurs, c'est une justice à leur rendre, ne se montrèrent pas très charmés de la marque de confiance dont on les accablait. La moitié d'entre eux sont de culture scientifique, ce qui ne simplifiait pas leur besogne. La tâche était peut-être encore plus ardue pour les directrices, car il va sans dire que la sociologie n'épargne pas les normaliennes. On demandait aux uns et aux autres d'enseigner non seulement ce qu'ils n'avaient jamais appris, mais ce qui n'était enseigné nulle part. Et on leur demandait de l'enseigner à des disciples auxquels manquait visiblement la culture indispensable pour tirer d'une science si conjecturale le bénéfice intellectuel qu'on peut à la rigueur extraire d'une combinaison d'ingénieuses hypothèses.

La sociologie peut être envisagée comme une gymnastique de l'esprit et un exercice du jugement. Pour des jeunes gens enclins au dogmatisme, aux opinions absolues, elle peut être un utile apprentissage critique. Mais il n'est pas sans danger d'exercer justement cette faculté critique sur un ordre de questions qui touchent de si près à la conception et à l'orientation de la vie. Il y a risque de conclusions prématurées, de perversion du sens moral et civique sous l'influence de théories hasardeuses qui séduisent, par leur apparente rigueur, la tendance à trop affirmer naturelle à la jeunesse et à la demi-science. Le sentiment religieux, le sentiment du devoir, le sentiment de la famille, celui de la patrie sont considérés par les sociologues comme les manifestations naturelles d'un certain état social, et qui passent plus ou moins avec lui. Il est donc à craindre que les apprentis sociologues ou versent dans un prophétisme naïf ou tombent dans un scepticisme négateur de tout idéal traditionnel. Quand il s'agit de la morale privée et publique, quand il s'agit en outre de ceux qui auront charge de l'enseigner par la parole et par l'exemple, ce n'est pas trop de dire qu'il y a lieu d'y regarder à deux fois.

Comment guider dans cette voie inconnue et pleine de pièges les sociologues improvisés? Il y a d'abord les manuels. Mais, on le comprend de reste, les manuels, eux aussi, étaient à improviser. Il n'existe pas, il ne peut exister de manuels pour une science en expectative. Le manuel cristallise les résultats acquis, il n'a pas coutume de s'aventurer dans les régions inexplorées. En introduisant dans l'enseignement une matière encore dans le devenir, on lançait sur une mer orageuse, sans boussole en main et sans phares à l'horizon, ceux qui seraient chargés de piloter les autres.

Des manuels ont surgi. Aucun n'est signé d'un sociologue insigne. Les spécialistes connaissent mieux que personne les limites de la science et de leur science. Les trois manuels parus ont d'ailleurs la probité et la précaution de prémunir leurs lecteurs contre tout espoir excessif. M. Michel Souriau, professeur de philosophie au lycée d'Annecy (*Notions de sociologie*), commence par déclarer honnêtement que « le mot *science* est tout conventionnel quand il s'agit de

sociologie ». Non seulement la sociologie n'est pas encore une science, mais elle n'en sera jamais une au sens propre du mot, parce qu'elle embrasse un ensemble de phénomènes tellement illimité qu'il déborde les cadres et les règles de la spécialisation scientifique. Et il conclut : « C'est une grande leçon de probité intellectuelle que d'avouer sans réticences aux futurs instituteurs que les études sur la société, quelques regrets qu'on en ait, n'ont pas et n'auront certainement jamais le privilège d'une véritable méthode scientifiqué » (Avant-propos). On n'est d'accord ni sur la méthode, ni même sur l'objet de la sociologie. On en donne autant de définitions qu'il y a de sociologues. Le mot a été créé par Auguste Comte, Durkheim s'est donné pour tâche de mettre quelque chose dessous. « En réalité, constate mélancoliquement M. Michel Souriau, la sociologie n'a jusqu'ici constitué une science que dans les rêves de ce grand savant (Auguste Comte) et du philosophe français qui en a fait la théorie la plus systématique, M. Durkheim. La plupart des sociologues modernes se contentent d'espérer que, dans un avenir assez éloigné, les études qu'ils entreprennent prendront un caractère scientifique. »

On a reproché à M. Michel Souriau de manquer de foi. M. Georges Davy, doyen de la Faculté des Lettres de Dijon, se garde d'afficher le même scepticisme (*Éléments de sociologie*). Il ne craint pas de s'enfoncer dans les arcanes du totémisme et du « potlatch » sans se demander si des élèves-maîtres de seconde année sont capables de le suivre. Il leur prête une connaissance des faits encore plus approfondie que celle dont M. Lapie admet obligeamment qu'ils sont « censément » pourvus.

Le doute et la prudence reprennent leurs droits avec MM. Hesse et Gleyze (*Notions de sociologie*). La préface de M. Paul Fauconnet, maître de conférences à la Sorbonne, est une excellente mise au point. M. Fauconnet y explique à merveille qu'il est prématuré de parler d'une science et de rédiger des manuels quand il n'y a encore à peu près rien d'acquis.

Pour la première fois peut-être nos normaliens sont invités à suivre le progrès d'une science en formation.

Méthodes et recherches nouvelles : donc, résultats partiels et fragmentaires, souvent controversés. Sur certaines questions, beaucoup de faits nouveaux, des recherches nombreuses et poussées loin ; sur d'autres, de simples indications éparses, des vues contestables, des faits encore mal réunis et analysés. C'est le spectacle même de ces tâtonnements qui éveillera le juste sentiment des difficultés de la science sociale et des conditions dans lesquelles elle s'élabore.

Ainsi parlent ceux qui ont fait des manuels. Que disent ceux qui n'ont pas voulu se risquer à en faire et qu'on aurait pu croire qualifiés pour cette tâche?

M. René Hubert, maître de conférences à l'Université de Lille, dans un substantiel article de la *Grande Revue* (avril 1923), met en lumière le danger de certaines affirmations où se plaisent les sociologues, et qui risquent de désorienter des esprits neufs à ce genre de jeu.

N'y a-t-il pas risque que des jeunes gens accoutumés à accueillir de bonne foi tout enseignement scientifique, séduits d'autre part par l'originalité et la rigueur d'une doctrine entièrement nouvelle, n'alimentant leur curiosité que de lectures nécessairement hâtives et fragmentaires, ne soient portés à croire qu'ils détiennent enfin la véritable et unique explication de tous les faits qui intéressent la vie sociale, la seule et vraie définition de la religion, la seule et vraie méthode de réflexion morale, le seul et vrai procédé de réformation politique? Les formules mêmes, taillées à angle aigu pour mieux pénétrer les esprits, ne sont pas sans risques. Dire de la divinité qu'elle n'est qu'une transfiguration de la société, de la morale qu'elle n'est qu'une sorte d'hygiène fondée sur la physiologie sociale, du respect de la personne humaine qu'il n'est que la conséquence actuelle des progrès de la division du travail, voilà, certes, des définitions séduisantes, mais dont on ne saurait pourtant affirmer en toute rigueur qu'elles expriment l'essence complète des notions correspondantes.

Ce langage est d'autant plus intéressant à relever que l'article où il se trouve n'est autre chose que la reproduction de la leçon d'introduction au cours de pédagogie sociologique professé par l'auteur pour aider à l'application des nouveaux programmes. M. René Hubert n'est donc ni défiant ni hostile *a priori*.

M. Bouglé, sociologue de marque, professeur d'histoire de philosophie sociale à la Sorbonne, avait d'abord montré assez peu de goût pour cette installation au rez-de-chaussée primaire d'une science non encore emménagée dans les étages supérieurs de l'édifice universitaire. Il a changé

d'avis, peut-être pour n'être pas confondu avec les tenants de la routine et de la réaction. Dans un article de la *Revue de l'Enseignement primaire*, il dit vertement leur fait aux paresseux et aux timides qui éprouvent des hésitations ou formulent des réserves. Leur peur est ridicule, « elle peint le diable sur le mur ». Et cependant M. Bouglé est bien forcé d'admettre qu'il y a quelque chose de vrai dans les critiques faites aux nouveaux programmes. « Les maîtres peuvent avoir parfois l'impression qu'on les invite à se jeter à l'eau sans leur avoir appris à nager. Et il leur est permis de se demander si, dans bien des cas, l'enseignement qu'on les prie de donner ne passera point par-dessus la tête de leurs élèves. » C'est ce que nous nous demandons aussi. M. Bouglé se rassure par des raisons qu'on ne voit pas trop, et dont la principale semble bien être la création par M. Lapie de « semaines sociologiques », qui ont lieu chaque année à la Sorbonne, à la fin de septembre, et auxquelles M. Bouglé a été prié de prêter son brillant concours.

***

De quoi s'agit-il?

Étant donné l'embarras naturel et honorable dont faisaient l'aveu les directeurs d'Écoles normales appelés à se débrouiller dans ce labyrinthe, il fallait bien songer à les guider. Il est à remarquer que tous les sociologues jusqu'ici sont des philosophes. Cette science du développement et de la constitution des sociétés humaines, comme la conçoit Auguste Comte, n'a tenté aucun historien. Elle comporte trop d'imagination. Montesquieu, dans *l'Esprit des Lois*, en est bien une sorte de précurseur, mais lui non plus n'est pas un historien. C'est un philosophe, et même un « philosophe » au sens spécial du XVIIIe siècle. Sa documentation est légère et artificielle. La collection de menus faits plus ou moins établis, d'observations plus ou moins contrôlées sur lesquels il s'appuie, donne à son ouvrage un aspect décousu et fantaisiste qui ne présage en rien la *Cité antique* de Fustel de Coulanges. M. Lapie, agrégé de philosophie lui-même, s'est donc adressé naturellement à des philosophes pour initier les futurs initiateurs.

Ils ont, avec dévouement, répondu à son appel. Trois fois déjà la « Semaine sociologique » a réuni les directeurs et directrices d'Écoles normales. En septembre dernier, M. Parodi a mis en garde ces « vieux débutants » contre l'insuffisance de certaines théories sociologiques sur « la responsabilité morale ». Il a dû verser un peu dans l'hérésie, mais Durkheim lui-même, en cette matière, fait des concessions. Conscience scrupuleuse, il est illogique pour rester homme de bien. Ainsi, après avoir posé en principe qu'un fait normal est moral, au moins dans le milieu social où il est normal, et que le crime est un fait normal quoique variable avec les sociétés, ce qui prête à des interprétations périlleuses, il a soin d'ajouter : « De ce que le crime est un fait de sociologie normale, il ne suit pas qu'il ne faille pas le haïr. » Utile, mais peut-être tardive précaution. M. Pécaut a également « montré, écrit un de ses auditeurs, que la morale demeure par delà les résultats acquis par la sociologie » (*l'École et la Vie*, 3 novembre 1923). M. Bouglé, plus impétueusement sociologue, « a exposé les origines et les fonctions sociales de l'Art et de la Science : origines érotiques, économiques, magico-religieuses; fonctions d'union et de libération des esprits et des cœurs ». Que tout cela ait été suggestif, nous n'en doutons pas, mais que la morale y trouve une base substantielle, nous le voyons moins bien.

Pour former les nouveaux éducateurs à la partie scientifique de leur rôle, il fallait recourir à d'autres démonstrateurs que des philosophes. M. Pézard, directeur de la Station de physiologie expérimentale au Collège de France, leur a donné un aperçu des origines de la vie, « ou tout au moins des obscurités qui enveloppent encore ce problème », en exposant ses troublantes expériences d'inversion sexuelle chez les gallinacés, avec exemples à l'appui. Une pareille communication est d'un vif intérêt, même en dehors de toute préoccupation sociologique. Mais est-il sûr que tous les auditeurs aient vu bien nettement en quoi consiste « la théorie scientifique qu'on en tire par l'application rigoureuse des règles posées par Bacon? » Cette loi, la voici, pour ceux qui ne la découvriraient pas tout seuls. « Elle explique, chez certains oiseaux tout au moins, les rapports entre organes

dominateurs et organes dominés ». Soit, mais est-ce là une de ces notions définitives qu'un normalien — et une normalienne — ne peuvent ignorer sans se couvrir de honte? Cette philosophie des sciences n'est-elle pas, elle aussi, une invasion de l'enseignement supérieur dans le primaire?

Malgré l'éclat et l'originalité des conférences dont on les comble, les directeurs et directrices semblent encore très hésitants sur la valeur et l'efficacité de l'enseignement qu'on leur demande de dispenser, à eux qui ne prétendent ni à tant d'éclat ni à tant d'originalité. Le *Bulletin de l'Amicale des professeurs d'Écoles normales* a ouvert parmi ses lecteurs une enquête sur le nouveau régime des Écoles normales, envisagé dans ses présages et dans ses *résultats constatés*. Et ce n'est pas nous qui soulignons l'expression. Le premier paragraphe du questionnaire publié à cette occasion (numéro d'octobre 1923) trahit quelque inquiétude. « Les nouveaux programmes peuvent-ils s'accorder : *a*) avec la qualité du recrutement actuel? *b*) avec les connaissances qu'apportent nos élèves en entrant à l'École normale? »

C'est en effet une question qui se pose. Il est aisé d'accuser de malveillance et de défiance préconçues ceux qui se demandent si les élèves-maîtres sont tous des sujets d'élite. Mais pourtant chacun sait que le recrutement des Écoles normales est extrêmement pénible. Il s'y présentait jadis trois ou quatre candidats pour un admis. On avait donc du choix. Aujourd'hui, dans beaucoup de départements, il arrive qu'on n'ait même pas autant de postulants que de places disponibles. On en est réduit à faire du repêchage à outrance, à ouvrir deux ou trois concours supplémentaires pour compléter à tout prix la promotion. Le jury est bien forcé de se montrer très indulgent. On prend du « tout-venant ». Une légère amélioration est signalée depuis la dernière augmentation des traitements, mais le recrutement est encore bien pauvre. En 1920, pour toute la France, on n'avait pas deux candidats pour un élu; en 1923 on n'en est encore qu'à 3 719 pour 1711.

C'est donc au moment où la qualité est le plus discutable qu'on se lance dans des innovations qui la supposent particulièrement élevée. On prétend jouer à l'enseignement supé-

rieur avec des éléments qui sont déjà médiocres comme produits de l'enseignement primaire. On vise à la haute culture alors que la base des connaissances élémentaires fait défaut. On accroît la distance entre la tête de l'élève et l'enseignement qui passe par-dessus. Alors que le futur instituteur a déjà bien de la peine à se mettre au niveau de sa fonction propre, on tend à négliger ce dont il a le plus besoin, sous prétexte d'éducation générale, comme si l'éducation générale pouvait être autre chose qu'un couronnement. Peut-on comprendre si l'on n'a pas d'abord appris? Ne risque-t-on pas de remplir de phrases et d'idées creuses, — ce qui est tout un, — des cerveaux simplistes où l'on veut verser un contenu plus grand que le contenant?

***

Il faut que ces réflexions s'imposent vraiment pour qu'on les retrouve dans les milieux les moins suspects d'obscurantisme ou de tiédeur à l'égard de l'école laïque. Le bon sens, quoi qu'on en dise, ne perd jamais ses droits. Chaque organe doit accomplir d'abord sa fonction, et c'est ainsi seulement que l'organisme entier peut répondre à sa destination. On sait ce qui est du domaine de l'école primaire. Nous ne la réduisons pas à un rôle bassement utilitaire. A côté des notions pratiques qu'elle a charge d'enseigner à sa jeune clientèle, elle a un rôle éducatif et moral. Mais la morale dont elle doit propager les préceptes, et surtout l'esprit, gagne-t-elle à être greffée sur la sociologie? Les anciens programmes ne le pensaient pas, et on ne saurait dire qu'ils aient fait banqueroute, car enfin, lorsqu'on glorifie l'école d'avoir formé les générations qui, pendant la guerre, ont conquis l'admiration du monde, on n'ignore pas que la sociologie n'y a été pour rien. La morale, dans les programmes de 1905, se suffisait à elle-même. Elle ne venait pas en appendice de la sociologie. Au contraire, elle conduisait, par une marche rationnelle et traditionnelle, des devoirs de la vie individuelle à ceux de la vie grégaire : famille, société, patrie, humanité. En quoi cet ordre consacré est-il moins logique, et surtout moins éducatif que celui des programmes de 1920,

qui partent du fait que « l'homme ne peut vivre solitaire » pour aboutir gravement au « rôle social de l'école »? Quel esprit est le plus large et le moins livresque?

Pour permettre d'en juger, voici d'abord le programme de 1920.

Notions de sociologie appliquée à la morale et à l'éducation.

Introduction. — La société. L'homme ne peut vivre solitaire. Influence de la vie sociale sur la vie matérielle, intellectuelle et morale de l'être humain. Loi sociale et loi morale. Classification des sociétés.

I. *Sociologie économique.*

Groupements ayant pour fin la satisfaction des besoins matériels. Corporations, associations professionnelles, coopératives. La famille et l'État dans leur rôle économique.

Les formes de la production dans les diverses sociétés humaines.

Le travail (travail intellectuel d'invention et de direction, travail manuel ou musculaire). La condition des travailleurs. Relations réciproques des divers agents contribuant à la production. La division du travail.

Les formes de l'échange dans les diverses sociétés humaines. La valeur et le prix. Concurrence et monopole. La monnaie. Le crédit.

La rémunération du travail. L'épargne.

Formes diverses de la propriété.

Influence des transformations économiques sur les institutions, les mœurs, les idées.

Les effets moraux de la division du travail : la solidarité. Son influence sur l'éducation : nécessité d'une double éducation générale et spéciale pour quiconque participe à la vie économique moderne.

II. *Sociologie domestique.*

Les diverses formes de la famille. Comment elle a perdu certaines de ses fonctions primitives.

Constitution de la famille : le mariage, son caractère moral et social.

Relations réciproques des époux, relèvement progressif de la dignité de la femme.

Relations des parents et des enfants, l'autorité dans la famille.

Influence morale de la société familiale.

La famille et l'école. Comment l'école vient en aide à la famille dans une de ses fonctions essentielles. Relations qui doivent exister entre la famille et l'école.

III. *Sociologie politique.*

Les sociétés politiques : tribus, cités, empires, nations, confédérations.

1. Qu'est-ce qu'une nation? Formation de l'unité nationale : rôle de l'idéal commun dans cette formation. La langue nationale et les

dialectes provinciaux. Les caractères nationaux. Le principe des nationalités. Le patriotisme. Rôle de l'école pour maintenir et accroître l'unité nationale et pour développer le patriotisme.

2. L'État. Les fonctions de l'État : comment elles varient. Attributions nouvelles des états modernes (Instruction publique, prévoyance et hygiène sociales). Séparation progressive de la société religieuse et de la société politique.

3. Constitution des États. Relations réciproques des citoyens. La hiérarchie sociale et ses formes diverses. Régime des castes, aristocraties, démocraties.

Les droits individuels, la liberté et ses limites.

Les gouvernements : monarchies, oligarchies, gouvernements populaires. Le gouvernement parlementaire. Suffrage universel et suffrage restreint. Représentation proportionnelle. Accession des femmes à la vie politique.

Rapports de l'exécutif et du législatif.

Importance particulière de l'éducation dans une démocratie.

4. Le pouvoir judiciaire.

La criminalité et ses causes.

La peine : quel sens elle prend dans les diverses sociétés (expiatoire, exemplaire, etc.).

5. Rapports entre les nations et les États. Solidarité et antagonisme. La guerre et la paix. L'arbitrage. La société des nations.

6. — *La religion, l'art et la science au point de vue sociologique.*

Les formes primitives de la religion, de l'art et de la science.

Religions de tribus, de cités, de nations, religions universalistes.

Rôle social des religions.

Séparation progressive de la religion, de l'art et de la science dans les sociétés modernes.

Influence du milieu social sur la production artistique et scientifique. Ses limites : l'originalité de l'artiste et du savant.

Influence de la société sur l'éducation : la durée et la nature de l'éducation varient en fonction de la structure des sociétés.

Rôle social de l'école.

Le programme en lui-même peut paraître séduisant. Il ne serait pas déplacé à l'École normale de la rue d'Ulm. Mais ne risque-t-il pas de déborder le cadre où l'on prétend le faire entrer? M. Léon Bérard, frappé de ce danger, avait proposé au Conseil supérieur, à la session de décembre, de revenir au programme de 1905, sauf à le compléter par l'introduction de quelques questions nouvelles, comme celle de la Société des Nations, et à y faire pénétrer, au cours des divers

chapitres, un aperçu des principales conclusions et hypothèses sociologiques. Au fond, c'est ce qui s'est toujours fait, plus ou moins, sans tant de bruit ni d'ambition. Voici, pour fixer les idées et faciliter la comparaison, le programme retouché de 1905, tel qu'il a été présenté au Conseil supérieur, après approbation de la Section permanente.

MORALE

La Morale. Son objet, son utilité.

La conscience morale. Notion du devoir.

La recherche du bien moral : diversité et valeur relative des biens.

Pouvoir de l'homme sur lui-même; valeur de la personne humaine; sentiment d'un accord entre la conscience et l'ordre des choses; possibilité du bonheur et du progrès.

Rôle de l'idéal dans la conception et dans la pratique du bien moral.

La vertu et le bonheur.

La vie individuelle et ses devoirs : dignité individuelle; sentiment de l'honneur; rectitude de l'esprit; équilibre du tempérament; droiture du caractère, énergie morale.

La vie de famille et ses devoirs : fonction de la famille dans l'ordre social; son fondement moral; sa constitution; ses membres; solidarité et obligations qu'elle implique. L'esprit et les vertus de famille.

La vie sociale et ses devoirs : idée de l'organisation des sociétés; rapports des hommes entre eux; la solidarité.

Les devoirs professionnels; leur importance spéciale.

Effets sociaux des vertus privées et domestiques.

Idée du droit corrélative du devoir. Les divers droits des hommes dans la famille et dans la société. La justice. Respect de la personne humaine; respect de l'honneur d'autrui; respect des produits du travail. Principe de la propriété. Le capital et le travail. Respect des contrats et de la parole donnée. Respect des personnes dans leurs croyances et dans leurs opinions. Liberté religieuse et philosophique. La tolérance.

Insuffisance morale et sociale de la stricte justice; les hasards de la naissance; les inégalités physiques et intellectuelles; les hasards de l'éducation; les accidents de la vie. La fraternité sociale inspiratrice du progrès de l'idée de justice. La charité privée; les œuvres sociales d'assistance.

La vie nationale et ses devoirs : comment notre société est en même temps une nation. L'idée de nation et de patrie. Son fondement moral.

Solidarité des générations. L'esprit national.

La défense de la patrie; l'armée, le service militaire obligatoire; la discipline militaire; le courage.

L'État : son origine, son rôle, fondement de l'autorité publique.

Formes diverses de cette autorité. La forme républicaine, son principe, sa supériorité.

La souveraineté nationale. La démocratie : l'élite dans la démocratie.

Les lois, leur fondement moral, social et national.

Devoirs du citoyen : obéissance aux lois, impôts, vote, etc.

Nécessité sociale de la pénalité.

Les droits du citoyen : liberté individuelle, liberté de conscience, liberté des cultes, liberté du travail, liberté d'association.

Les droits politiques.

Dangers de l'arbitraire : dangers de l'absence de gouvernement.

La notion d'humanité. Devoirs et droits des nations.

La Société des Nations.

Le Conseil n'a pas enterré la question, comme on a paru le croire. Il l'a renvoyée à la session de juin, pour être traitée avec l'ensemble des problèmes posés par un questionnaire en cinq points relatifs à l'enseignement primaire, sur lequel une vaste enquête se poursuit depuis plusieurs mois. Cette fois il devait y avoir débat. Mais les circonstances et le ministre ne sont plus les mêmes. La session de juin n'a eu lieu qu'en juillet, et les projets concernant la réjorme des programmes primaires ont été retirés de l'ordre du jour. Il n'en est que plus nécessaire de faire appel à l'opinion. Une affaire aussi grave ne saurait être réglée par prétérition. Il ne s'agit ici ni d'une question de personne ni d'une question de parti. Une forte et saine éducation morale est le premier besoin d'une démocratie, et le fait que cette démocratie verse plus ou moins à droite ou à gauche n'y change rien.

Certes un programme peut toujours être faussé ou dénaturé par ceux qui l'appliquent. Mais, s'il est prudent et sage, il est tout de même une barrière, un garde-fou contre certaines témérités. Et ces témérités peuvent se produire. Elles se produisent. Est-il raisonnable de fonder la règle du devoir, c'est-à-dire l'armature intime du citoyen, de la patrie et de l'humanité, sur la plus fragile et la moins assise des sciences morales et politiques?

A. ALBERT-PETIT

LE ROMAN
D'HENRI DE LENCLOS
PÈRE DE NINON

— D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS[1] —

Henri de Lenclos, sieur de La Douardière, père de Ninon, né en 1592 ou 1593, appartenait à une famille de petite, mais authentique noblesse, dont le généalogiste René d'Hozier enregistra les armes. Il endossa, assure-t-on, au temps d'Henry IV, la casaque militaire et montra quelque valeur sur les champs de bataille, aussi bien que sur le terrain où le conduisirent ses vivacités de langue.

Les biographes de Ninon, tous amoureux d'elle, ne se complurent-ils pas à embellir la vie inconnue de son père? A la vérité, notre homme avait dix-sept ou dix-huit ans à la mort d'Henry IV. Les témoignages s'accordent à lui attribuer le goût de la musique, l'amour de l'indépendance et de l'aventure. Pinçant supérieurement du luth, il dut, pendant une période de son existence, et pour une raison indiscernable, grossir ces troupes de joueurs d'instruments parmi lesquelles se recrutait le gibier du Châtelet, des bailliages et du Parlement criminel.

Son égarement fut passager. Il comprit vite qu'il hasardait son avenir dans telle société et que la fortune lui devien-

1. Cette étude est basée sur des documents d'archives inédits que nous publierons à l'appendice d'un prochain ouvrage sur Ninon de Lenclos.

drait plus clémente en la domesticité de quelque seigneur. L'esprit orné de belles connaissances, peu scrupuleux, sceptique, goûtant ces philosophes que les doctrines de Pyrrhon et d'Épicure inspirent à travers les siècles, il possédait toutes les qualités que les riches de ce monde réclament à leur clientèle. Un prince lorrain, le duc d'Elbeuf, s'attacha cet amuseur assez adroit pour lui plaire.

Dès lors, Henri de Lenclos fut sauvé de ce qu'il appelait sa « vilenie », c'est-à-dire des fréquentations douteuses et des mendicités voilées. Devenu officier, il feignit de mépriser désormais la musique, mais ce mépris n'était chez lui que superficiel. A la vérité, il souffrait de n'émouvoir plus, d'un doigt brutal ou caressant, les cordes de son instrument.

A vingt-quatre ans, en 1615 ou 1616, il épousa Marie-Barbe de La Marche. Ce mariage l'apparentait à la famille d'Abra de Raconis, en voie d'élévation et de puissance. Il ne s'en prévalait guère. Dévote à outrance, Marie-Barbe de La Marche prétendait amener, soumis et repentant, devant la sainte table, son libertinage éhonté. Si bien que, tout de suite, les conjoints se livrèrent à une lutte sourde. Néanmoins, de temps à autre, des paix fourrées s'établissaient, de précaires ententes, une ombre de bonheur. En 1617 et 1619, deux enfants naquirent, Charles et Léonor, que d'illustres parrains tinrent sur les fonts baptismaux. Ils survinrent à point pour distraire leur mère du confessionnal et procurer quelque liberté à leur père.

Celui-ci abusa-t-il de cette liberté? On ne le peut préciser. Toujours est-il que bientôt il troqua pour une autre sa domesticité de l'Hôtel d'Elbeuf. Timoléon d'Épinay, maréchal de Saint-Luc, le prit à sa suite en qualité d'écuyer et le nomma, en outre, lieutenant, puis capitaine d'une compagnie de gens de pied dans le régiment entretenu « sous sa charge ».

La musique compta évidemment pour quelque chose en cette affaire, car le maréchal, venu de Normandie avec la grasse gaieté de cette province, occupait plus volontiers ses loisirs aux douceurs de la débauche qu'aux intérêts de la stratégie. Il jouait du luth, dansait agréablement, débitait la gaillardise, écrivaillait vers et prose, aspirait à bien vivre

plutôt qu'à vivre glorieusement. Il transformait sa maison, sise place Royale, en une auberge où l'on s'enivrait jusqu'à rouler sous les tables et où les femmes trouvaient accueil empressé et robuste. Il n'exigeait pas que ses officiers respectassent cette demeure où la luxure côtoyait l'ivrognerie. Pour la plupart, ceux-ci étaient des ruffians intelligents, paillards, aventureux, soucieux de leur liesse et de leur fortune. Avec peine, de leurs âmes réunies et de celle, au surplus, de leur patron, on eût constitué une âme d'honnête homme.

Tout de suite, Henri de Lenclos s'accommoda de cette société. Il s'efforça de séduire afin de fortifier sa position. Sachant que le maréchal goûtait les belles impiétés, il se signala par l'effronterie de ses propos. Il est probable même qu'il se lia d'amitié avec Louis d'Épinay, comte d'Etlan, fils aîné de son nouveau patron, plus tard abbé, l'un des poètes libertins les plus déterminés d'un temps fécond en poésies cyniques. Ainsi, par ces commerces et sympathies, s'engageait-il dans la cabale des « esprits forts » du Marais dont Jésuites et moines combattront avec violence les bruyantes incrédulités.

Peu à peu le milieu du maréchal lui faisait oublier son propre foyer. Pourtant un événement le ramena vers cette paroisse Saint-Jean en Grève, où les sermons de l'épouse délaissée mûrissaient dans la solitude. En novembre 1620, naissait son troisième enfant, une fille, Ninon, cette fille qui devait transmettre, en l'embellissant d'une lumière de tendresse et de grâce, son nom à la postérité.

Privée de ses fils, que les collèges et les académies enlevaient à sa tutelle, madame de Lenclos prétendait, du moins, n'abandonner à personne le soin d'éduquer sa fille. Elle espérait lui communiquer son goût de piété et, sinon l'enfermer au couvent, du moins l'envoyer vers le monde avec une âme et une allure de nonne. Malheureusement, sur ce point, la volonté de M. de Lenclos s'interposa. M. de Lenclos, en effet, rêvait pour Ninon, dont il discernait le précoce jugement, une différente destinée. La lutte, interrompue entre les deux époux, reprit avec vigueur sur ce terrain d'éducation.

Tour à tour, Ninon, conduite par sa mère, s'assombrissait à entendre les prêches des sermonneurs qui promettaient, pour l'avenir, la récompense des vertus présentes et, dirigée par son père, s'émerveillait à écouter les leçons des philosophes qui conseillaient de se satisfaire des vérités immédiates. Pétulante, vorace de plaisir, elle opinait en faveur des philosophes.

Mais, tout d'un coup, l'enseignement de M. de Lenclos lui manqua et elle tomba sous la domination exclusive de sa mère.

***

Que s'était-il donc passé qui attiédît si brusquement l'affection paternelle de l'officier? A la vérité, M. de Lenclos, accablé par de graves préoccupations, se trouvait contraint de délaisser son rôle d'éducateur. Il arrivait à la conclusion tragique d'un roman d'amour vécu avec âpreté.

Comme tous les « esprits forts » du Marais, il ne se croyait point tenu de pratiquer les vertus conjugales que son épouse, d'ailleurs, ne lui rendait guère aimables. Quand ses fonctions militaires lui laissaient des loisirs, il s'abandonnait à la joie. En compagnie d'autre officiers, il fréquentait fort les ménages bourgeois où l'on rencontrait maintes « caillettes » désireuses de favoriser les hommes d'épée.

Les chroniqueurs ne nous ont point conservé le souvenir de ses prouesses galantes. Nous savons seulement que, dès 1610, il regardait grandir, au foyer de Nicolas de Gouges et de Marie Briant, son épouse, deux fillettes, Marie et Lucrèce, l'une âgée de neuf ou dix ans, la seconde de huit ans. Éveillées et charmantes, ces fillettes lui plaisaient et il jouait avec elles en frère aîné plein de gaieté et de prestesse.

Marié, il ne cessa point de fréquenter la maison de Nicolas de Gouges. Les fillettes devinrent des jeunes filles. Marie épousa le sieur de La Clémentière. Lucrèce, de son côté, se préparait au mariage avec un plaisir mélangé de mélancolie. On peut croire, en effet, qu'elle affectionnait Henri de Lenclos, de neuf ans plus âgé qu'elle, malheureux en ménage, et si détaché de son épouse qu'il semblait libre de tout lien.

Il paraît vraisemblable, d'autre part, que le jeune homme, longtemps dispersé en mille intrigues, partageait cette sympathie et la laissait croître en lui sans en mesurer le danger.

Aux environs de 1626, un avocat en Parlement, Jean de Riberolles, périgourdin, secrétaire d'Henry, comte de Bourdeille, gouverneur du Périgord, fut introduit au logis de Nicolas de Gouges, rue du Battoir, paroisse Saint-André-des-Arts. Il avait connu et recherché Lucrèce bien auparavant, alors qu'âgée de quatorze ans, elle accompagnait la dame de Beauregard dans un voyage aux terres de Dordogne. Séduit de nouveau par son charme, il la demanda en mariage. Ce grimaud, attaché à la fortune d'un grand seigneur, lié d'amitié avec maints personnages puissants, était un bon parti pour une fille de bourgeois. On agréa sa demande. Le 4 janvier 1627, devant Jacques Bélin et François Capitain, notaires, et grande assistance de gentilshommes, on signait le contrat. Peu après, Lucrèce de Gouges devenait femme du chicanier.

Henri de Lenclos avait envisagé cette union avec dépit. Sans doute était-il naturel qu'une demoiselle de vingt-cinq ans cherchât à assurer son avenir. Il ne pouvait lui offrir qu'une tendresse incertaine, sujette à vite s'éteindre. Peut-être ne lui avait-il jamais dit quel agrément lui procurait sa compagnie. Il cessa toutes relations avec Nicolas de Gouges et évita les groupes périgourdins où paradait Riberolles.

Des mois passèrent. Lucrèce trouvait peu de plaisir dans le commerce de son mari. L'avocat manifestait un caractère difficile : grande cupidité, peu de scrupules, quelque brutalité. Loin de satisfaire son appétit d'amour, il l'invitait à servir de sa beauté ses desseins de fortune. La jeune femme commença, sans peut-être s'en rendre exactement compte, à le haïr. Elle se prit à rêver aux doux ami de son enfance et de sa jeunesse, au doux ami dont, pour une raison soupçonnée, elle n'entendait plus, autour d'elle, les éclats de gaieté. Elle l'appela de ses vœux.

Le désir de le revoir la rendit astucieuse. Elle sut, cajolant son mari, l'entretenir du fugitif de telle sorte qu'elle lui communiqua le désir de l'attirer dans son logis. Riberolles, qui avait rencontré Lenclos rue du Battoir, s'étonnait d'ailleurs

de sa discrétion. Il l'alla plusieurs fois en personne prier de reprendre chez lui une intimité rompue sans motifs. L'officier comprit, à la joie de Lucrèce, qu'il n'était point oublié et que la jeune femme jouissait d'une médiocre félicité. Néanmoins, il persista à espacer les visites.

L'an 1628 venu, Me Jean de Riberolles, qui avait bénéficié d'un long répit dans ses fonctions de secrétaire, annonça à sa femme qu'il allait rejoindre en Périgord M. de Bourdeille, son patron. Il ne jugeait point utile de l'emmener. Soit dans cette ville morose de Périgueux où il faisait séjour l'hiver, soit dans ces châteaux de Brantôme ou de Bourdeille où il habitait l'été, elle gênerait ses évolutions. Il préférait qu'elle demeurât à Paris, chez sa sœur, Marie de Gouges, récemment remariée à Simon Le Tellier, sieur du Pavillon, exempt aux gardes écossaises du corps du roi.

Lucrèce, pour mieux dissimuler sa satisfaction intérieure, manifesta un bruyant chagrin. Me Jean de Riberolles partit, fort rassuré, après avoir installé, rue Saint-Anastase, au logis de son beau-frère, la jeune femme qu'il abandonnait sans ressources. Un an de mariage avait suffi à celle-ci pour apprécier les douceurs de la liberté. Elle reprit son air riant et se détermina tout de suite à embellir de plaisir ses vacances conjugales.

Nul ne pouvait trouver anormal qu'Henri de Lenclos visitât Simon Le Tellier, comme lui officier du roi, et sa femme qu'il avait connue enfant. Lucrèce, pleine de contentement, reconquit son amitié qui était attiédie, mais non éteinte et qui, ayant souffert d'être supplantée, se montrait plus exigeante. Elle la goûtait comme un fruit rare et, coquettement, s'efforçait de la transformer en passion.

Henri de Lenclos s'abandonnait et se complaisait à ce jeu de galanterie. Au fur et à mesure que les semaines s'écoulaient, il savourait davantage l'attrait pimenté que lui offraient les conversations et les manèges de la matoise. Bientôt il se sentit l'esprit tout empli d'elle. Il l'aima. Cet amour et celui, plus paisible, dont il entourait sa fille Ninon, paraissent avoir dominé sa vie.

Simon Le Tellier et Marie de Gouges discernaient-ils quelques détails de cette périlleuse intrigue? Faisaient-ils obstacle à

l'entraînement des deux imprudents? Ils fermaient très probablement les yeux. Ni l'un ni l'autre ne souffraient d'un excès de délicatesse. Au surplus, l'avocat périgourdin leur inspirait une maigre sympathie.

Lucrèce jouissait, en la demeure de son beau-frère, d'une honnête indépendance. Un jour, elle jugea plus commode, s'étant enfiévrée à son tendre jeu, de recevoir Henri de Lenclos dans sa chambre. Les caresses succédèrent au badinage. Sur ces entrefaites, Marie de Gouges fut atteinte d'une longue et grave maladie. Simon Le Tellier, soucieux de guérir sa femme, se désinteressa tout à fait des gestes de sa belle-sœur. Délivrés de son contrôle, Henri et Lucrèce devinrent amants.

Emportés par la violence de leur passion, ils respectèrent de moins en moins le toit qui leur donnait asile, certains que, dans ce quartier du Marais où tant de galants étalaient leurs liaisons, ils ne subiraient point de blâme. Toutes les heures qu'il ne passait pas à l'Hôtel de Saint-Luc ou dans la paroisse Saint-Jean-en-Grève, auprès de sa fille, Henri de Lenclos les occupa, rue Saint-Anastase, en folies de mille sortes. Cette rue était étroite et courte, toute proche de la place Royale, peu passante, habitée par des bourgeois et des courtauds de boutique. L'assiduité du bel officier fut, à la longue, remarquée. Il fallut prendre des précautions pour éviter les commérages.

Le beau temps venu, à la vesprée, nombreux quidams prenaient le frais en bavardant devant leurs portes. Henry de Lenclos quittait ostensiblement la maison dont, avec bruit, on fermait l'huis à double tour. La nuit tombée, les quidams endormis, il revenait, rendu dispos par la promenade, et l'huis se rouvrait mystérieusement à son approche. Pour étouffer le bruit métallique de ses éperons, il se débottait, pénétrait comme une ombre dans la place.

Bientôt, les amants prirent pour complice de leurs ébats une servante, Françoise du Charme, femme de Charles de La Croix, valet de chambre de Claude de Lorraine, duc de Chevreuse. Cette jouvencelle, fort dévouée à sa maîtresse Lucrèce, assurait leur sécurité. Néanmoins des surprises se produisaient quelquefois, surtout le jour. Des dames venaient faire visite. Lucrèce devait, à la hâte, cacher son galant.

Lenclos se réfugiait « sous la montée », c'est à dire sous quelque escalier où il attendait impatiemment le départ des importunes.

Françoise du Charme fut-elle tout à fait fidèle? Ne souffrait-elle pas, comme ses pareilles, d'une curiosité indiscrète et d'un prurit de langue? On sut qu'Henry de Lenclos, assistant au lever de sa maîtresse, se livrait à de singulières familiarités et que cette dernière « témoignait y prendre plaisir ». Qui donc aurait pu, sinon la servante, dévoiler ces gestes intimes? Pourtant Henry et Lucrèce lui manifestaient confiance. Ils estimèrent un jour qu'ils éprouvaient trop de gêne à savourer leur volupté dans la demeure de Simon Le Tellier. Ils empruntèrent le logis de Françoise du Charme situé, dans cette même rue Saint-Anastase, à un intervalle de quelques maisons. Ce logis était pauvre, mal meublé. Lucrèce y fit porter un lit confortable. Elle en paya le loyer pour dédommager de tant d'embarras la fille qui accueillait ses amours.

Suprême imprudence! Tous les yeux de la rue épièrent les allées et venues des coupables. On avait pu croire, jusqu'à cette heure, qu'une simple amitié les liait. Nul ne le croyait plus désormais. Lucrèce était perdue dans l'esprit des boutiquiers. Elle ne s'en inquiétait guère : elle était prête à tout risquer pour garder son amant.

Les principales alarmes ne venaient point du voisinage. Elles venaient de très loin, de ce Périgord rocailleux et forestier où, parmi les loups, vivait un mari trompé. Me Jean de Riberolles, pour se préserver contre l'adversité, avait-il entouré sa femme d'espions? Ou bien avait-il confié à quelques amis le soin d'exercer une surveillance furtive? Par une entremise quelconque, il avait appris son infortune. Il ne l'imaginait sans doute pas irrémédiable. Sans doute aussi, privant son épouse de subsides, s'accusait-il d'indifférence. Il ne jugea pas expédient de faire d'éclat. Il resta paisiblement attaché à son emploi, attendant son heure pour agir, se contentant d'envoyer d'horribles lettres en forme de satires où pullulaient le soupçon et l'injure.

Lucrèce oubliait l'amertume des outrages dans les bras d'Henri de Lenclos. Les amants, plus audacieux encore, ne se quittaient plus, vivaient en époux heureux, convaincus

de la légitimité de leur liaison. Parfois, au logis du sieur Le Tellier, dont la femme, guérie, avait repris ses occupations coutumières, de succulents festins réunissaient la famille et l'ami adopté par elle, et l'on oubliait de boire à la santé de l'avocat absent.

Cependant, cette petite vie, si agréable, ne pouvait indéfiniment se prolonger. Après deux ans et trois mois d'exil, au printemps de l'an 1630, Me Jean de Riberolles revint à Paris. Il se présenta chez son beau-frère, y rencontra sa femme, et « après l'avoir saluée, lui demanda pardon du peu d'assistance qu'il lui avait rendue pendant son absence et des satires et mauvaises lettres qu'il lui avait envoyées ». Ce plumitif, peu enclin à la violence, ne se souciait pas d'affronter Lenclos, homme d'épée, qui l'eût rapidement expédié dans l'autre monde. Il taisait ses rancunes; il avait ses desseins.

Il feignit de reprendre, avec satisfaction, la vie conjugale, Il retira seulement Lucrèce de la maison de Simon Le Tellier, car il voulait la priver de tous conseils et secours. Quand il la tint à sa merci, il lui avoua qu'il revenait de son Périgord pauvre comme Job, n'ayant point touché ses gages. Il s'empara de son argenterie et l'alla engager chez quelque orfèvre pratiquant l'usure. Il manifesta ensuite le désir de voir la dot de l'infidèle passer dans sa poche par de valables transports ou substitutions. La jeune femme refusa net de se dépouiller, se bornant à invoquer son contrat de mariage qui les séparait de biens.

Me Jean de Riberolles n'insista point. Il réfléchit. Il se dit qu'à tout prendre, puisque sa femme lui faisait porter cornes, aussi bien valait-il mieux profiter de cet état de choses. Il lui insinua que son maître, M. de Bourdeille, la trouvant charmante, témoignait de la bonne volonté pour elle. Au prochain voyage en Périgord, si elle consentait à le suivre, ce seigneur « lui donnerait tout ce qu'elle voudrait ». Au surplus, c'était le « moyen de faire ses affaires et [de] se faire payer des deux mille écus de gage que [le dit] seigneur lui devait pour six années de ses services ».

Lucrèce n'était point intéressée. Elle n'avait pas de mauvaises mœurs. Elle aimait Lenclos et s'était donnée à lui par

amour. Elle ne se sentait nullement disposée à conclure le honteux marché proposé par son mari; elle s'éleva avec indignation contre ses propos sans vergogne.

Me Jean de Riberolles laissa passer l'orage. Il attendit une occasion meilleure. Lentement il tentait de circonvenir la jeune femme. Il l'invita à commettre, pour son bien propre, « plusieurs actions déshonnêtes avec plusieurs personnes ». Il ne s'apercevait pas qu'elle le haïssait chaque jour davantage. Il amena cinq ou six fois en son logis un conseiller de ses amis dont il espérait beaucoup. C'était, disait-il, un homme « fort puissant, [qui] monterait en plus hautes charges et le pourrait employer ». Il souhaitait vivement que Lucrèce ne restât point indifférente à sa flamme.

Lucrèce refusait obstinément de l'entendre. Un jour, Me Jean de Riberolles, plus déterminé à atteindre ses fins de fortune, reçut le conseiller dans sa chambre même. Comme sa jeune femme, apeurée, s'était réfugiée dans l'écurie, il l'y rejoignit, « se jeta à genoux devant elle », lui promettant de satisfaire toutes ses fantaisies « pourvu qu'elle vînt en la chambre ». Elle résista. Traînée de force, elle ne fléchit point, énergique dans sa volonté de se garder pour Lenclos.

Le conseiller s'en alla, fort penaud. Me Jean de Riberolles fit alors « grande querelle toute la nuit ». Il prit sa femme à la gorge, chercha même son épée, « laquelle, par bonheur, il ne trouva ». Dès lors, la rage ne le quitta plus. Dévoilant ses intentions obscures, il avertit Lucrèce « qu'il voulait qu'elle lui donnât une charge ou bien qu'il la battrait bien ».

Le séjour, auprès de ce furieux, devenait de plus en plus dangereux, car Me Jean de Riberolles se répandait en menaces contre sa femme, tentait plusieurs fois de l'étrangler, lui faisait sans cesse « courir fortune de la vie ». Lucrèce avait, par prudence, chassé sa servante Françoise du Charme, la remplaçant par une autre qui, pleine de pitié pour son sort, l'invitait à prendre garde. Elle essaya de calmer l'énergumène. Elle l'engagea à s'aller confesser aux Minimes de la Place Royale, espérant qu'il en reviendrait transformé. Il n'en fit rien. Elle le prévint alors qu'elle « se voulait mettre en sûreté » auprès de ses parents.

Elle se retira, en effet, chez une demoiselle Marchand,

logée dans la même maison que Simon Le Tellier. Là, elle assembla sa mère, son beau-frère, ses amies, Marguerite de Lessan, veuve d'Antoine de La Salle entre autres, tint conseil, porta plainte contre les violences de son mari devant un commissaire au Châtelet et introduisit, devant le lieutenant civil, une instance en séparation.

Henri de Lenclos ne l'avait point abandonnée. Il avait surveillé le mauvais ménage, prêt à intervenir au premier appel. Dès qu'il connut la fuite de sa maîtresse, il accourut. Lucrèce se purifia, contre son cœur, de tant de souillures subies au domicile conjugal. Les Le Tellier prenaient nettement parti pour eux et, sans trop le montrer peut-être, protégeaient maintenant leurs amours. Celles-ci continuèrent ouvertement, rendues plus délicieuses par la contrariété. Les galants se rencontraient dans la chambre de la demoiselle Marchand, ou bien chez Françoise du Charme, favorable encore à son ancienne patronne. Simplement, par crainte d'une surprise, Lenclos conservait, la nuit, une chandelle allumée et, à portée de sa main, un pistolet chargé.

Telle surprise n'était d'ailleurs nullement à redouter. Me Jean de Riberolles, peu désireux de venger son honneur à l'aide des armes, se contentait de troubler les récréations de sa femme. Il l'envoyait fréquemment chercher par son laquais, et toujours à des heures où il la supposait occupée. Tout d'abord Lucrèce ne voulut point lui donner la satisfaction d'apprendre qu'elle désertait son logis. Un matin qu'elle dormait, pacifiée et heureuse, dans la chambre de la demoiselle du Charme, avertie par la servante des Le Tellier que le messager de l'avocat demandait à la voir, elle sortit en hâte du lit, s'enveloppa d'une hongreline fourrée, et jambes nues, regagna l'appartement de son beau-frère. Le laquais put ainsi attester qu'elle vivait chastement au sein de sa famille.

Dans la suite, elle ne se résigna plus à quitter une couche où des liens si doux la retenaient. Relancée dans la chambre de la demoiselle Marchand, elle répondait, du fond d'un lit dont elle avait tiré les rideaux sur Lenclos souriant, que, souffrant de la colique, ayant besoin de repos, elle se rendrait plus tard aux convocations de son mari.

Sa nouvelle servante avait été chapitrée. Elle avait ordre,

si quelque jour M. de Riberolles survenait inopinément, Henri de Lenclos présent, de « faire l'endormie » et de laisser ainsi le temps à l'amant de fuir devant le mari. Le mari d'ailleurs se gardait bien de se présenter en personne. Lenclos lui avait mandé, par un homme sûr, que s'il « continuait à le rendre partie au prône qu'il [avait] contre sa femme, il l'obligerait à le poignarder ». La menace produisait effet. Les galants rassérénés, firent, vers ce temps, avec audace, conduits dans le carrosse de la demoiselle de Lessan, une villégiature de huit jours à Saint-Maur.

Cependant, pour éviter de nouveaux embarras, Lucrèce écouta les conseils de Lenclos. Celui-ci la voulait mettre à l'abri. Il intéressa à sa cause Renée d'Epinay, marquise de Beuvron, fille du maréchal de Saint-Luc. Cette dame était une gaillarde que les vaudevillistes avaient longtemps tourmentée de leurs railleries. A l'époque de son mariage, ils prédisaient déjà au marquis de Beuvron ses futures destinées conjugales. Renée d'Epinay ne les avait point fait mentir. Toute vicissitude amoureuse émouvait son cœur de pitié. Elle offrit à Lucrèce de Gouges l'hospitalité de sa maison où, durant deux mois, la persécutée jouit d'une tranquillité complète. Me Jean de Riberolles se plaignit-il de cette protection excessive? Sans doute, car Lucrèce fut obligée de quitter l'hôtel de Beuvron. Lenclos alors lui ouvrit l'Hôtel de Créquy où le maréchal et ses deux filles, mesdames de Canaples et de Rosny, l'accueillirent avec sympathie.

Me Jean de Riberolles, devenu moraliste, s'indignait de voir le vice excusé, secondé, secouru. Son courroux s'en accroissait. Ayant rencontré, sous les galeries de la place Royale, Lucrèce en compagnie d'un sieur Duver, ami d'enfance, il jura par la mordieu. Puis :

— Carogne, lui cria-t-il, je vous tuerai!...

Il l'eût « offensée » de son épée sans l'intervention de quelques gentilshommes présents. La haine maintenant l'aveuglait. Loin de provoquer Lenclos, il jugea l'heure venue d'entrer dans la voie judiciaire. Il porta, contre Lucrèce et son amant, une plainte en adultère. Il avait recueilli tous les bruits du quartier, réuni des témoins, provoqué les confidences même de Françoise du Charme, prise à son service. Peu lui impor-

taient le scandale et les risées. Il voulait une vengeance. Il l'aurait à tout prix.

Au début de l'an 1631, le Prévôt de Paris entamait l'affaire. Il ne s'agissait plus, pour les amants, d'incarner de plaisants personnages de comédie italienne, mais de se défendre contre un chicanier habile en procédure. Durant toute une année, les parties, s'accusant mutuellement, se débattirent entre les mains des commissaires au Châtelet. Les informations se succédaient et s'entre-croisaient. Peu à peu le procès tombait en léthargie.

Pour lui redonner vie, Me Jean de Riberolles requit le Parlement criminel de l'évoquer devant sa barre. Il eut gain de cause. Le conseiller Samuel de La Nauve fut commis aux interrogatoires. Lenclos et sa maîtresse durent comparaître et répondre à d'odieuses questions. La plainte de leur adversaire était étayée sur des témoignages d'une précision remarquable. Le mari avait fait son enquête en policier capable d'arracher des paroles aux pierres. Il mettait en cause tous les complices, les Le Tellier, les demoiselles de Lessan et du Charme.

Malheureusement il avait affaire à des gens intelligents et adroits. Lenclos et Lucrèce de Gouges niaient les faits à leur charge. Les autres n'avaient vu que politesse, courtoisie, honnêteté dans les rapports des soi-disant coupables. Tout le réquisitoire de l'avocat, « sauf la révérence de la Cour », était, assuraient-ils, bâti de faussetés; rien de ce qu'on y avait introduit « ne se trouverait » dans l'enquête. Chacun, pour son compte, interjetait appel des sentences rendues, suscitait, autour du procès principal, des procès connexes, provoquait le doute sur la moralité de l'accusateur.

Celui-ci n'en avait cure. Comme un fol, il se lançait dans les plus basses calomnies. Pour mieux compromettre les défendeurs, il leur reprocha, crime inexpiable en ce temps-là, d'avoir mangé de la viande en carême. Il amenait, chaque jour, des témoins nouveaux, on ne savait quelles gens de basse classe qu'il payait, sans nul doute, pour appuyer ses dires.

Henri de Lenclos supportait avec une impatience de plus en plus vive, ces inculpations sans cesse renouvelées, ce va-

et-vient de juridiction en juridiction, du Châtelet au bailliage du Palais et de celui-ci aux chambres des enquêtes. Sa vie était empoisonnée, mais il ne voulait point capituler. Après deux ans de procédure, il soutenait encore sans défaillance sa maîtresse.

Il sentait d'ailleurs que l'affaire serait bientôt transportée sur un terrain plus dangereux. Avait-il avis qu'un complot se tramait contre lui? Cela est probable. Les périgourdins prenaient fait et cause pour Riberolles. Bien des brouillons, des audacieux, des cyniques vivaient parmi eux, aventuriers portant l'épée, chamarrés de titres et fréquentant les illustres. L'un d'eux, Louis de Chabans, sieur du Maine, détenait même grand prestige.

On disait, à tort du reste, de ce dernier, qu'il était issu de peu et qu'il avait longtemps, dans sa jeunesse, joué du luth ou du violon pour subsister. Il portait, sur un col de fines dentelles, un visage vulgaire aux traits anguleux, aux yeux gonflés, au nez en bec d'aigle, aux lèvres lippues, ombragées par de lourdes moustaches, au menton en fuite sous la forte royale, aux cheveux embroussaillés. Il ne souffrait point de ressembler si étrangement au capitan Matamore, car il avait l'âme de ce burlesque. En lui, l'effronterie remplaçait le savoir, la vanité le talent. Il prétendait avoir fait, au temps d'Henri IV, l'apprentissage des armes sous quatre maréchaux admirateurs de son génie. Ayant pris ensuite la plume, il avait écrit sur des matières martiales, manifestant éminentes doctrines de fantassin, d'ingénieur, de bombardier. Plus tard, il avait montré compétence égale sur les questions de finances, et même le roi lui devait un moyen décisif « pour empêcher le désordre des duels ». Il se croyait, en outre, renommé sur le Parnasse depuis que M. de Malherbe avait honoré d'un sonnet son *Recueil de vers lugubres et spirituels.*

Dédaignant le commerce des demi-grands, il avait dédié ses œuvres au roi, aux reines et au peuple de France. Quelques princes et maréchaux avaient fini par le prendre au sérieux, Condé, Montmorency, Schomberg entre autres. Seul Bassompierre ne le pouvait sentir, le sachant utile, pour la prise d'une contrescarpe, à l'égal de Pantalon ou de Brighelle

et l'ayant vu, au Conseil du roi, proposer, devant le mathématicien Aleaume, des plans de fortifications directement inspirés par le facétieux Panurge.

A l'heure qui nous intéresse, Louis de Chabans, à force d'astuce, avait récolté les charges de gentilhomme ordinaire de la Chambre, de maréchal des camps et armées du roi, de conseiller d'État, de gouverneur de Sainte-Foy et de général de l'artillerie de la République de Venise. C'était un redoutable adversaire pour Henri de Lenclos, s'il s'avisait de solliciter les juges en faveur de Riberolles.

Louis de Chabans ne semble pas avoir songé à intervenir dans ce sens. Il procura plutôt à son compatriote des faux témoins et, partisan des moyens expéditifs, quelques spadassins susceptibles de le débarrasser de son ennemi. On ne peut, en effet, douter que Riberolles, aidé par Chabans, n'ait tenté d'assurer sa vengeance par un meurtre. Un certain Baptiste de Bondonnière fut choisi, d'un commun accord, pour supprimer Lenclos. C'était un homme perdu de réputation. Chargé des affaires de madame de Chabans, il l'avait volée. Riberolles l'avait sorti de prison et le nourrisait dans un dessein déterminé.

Un guet-apens fut tendu par ces drôles. Comme Lenclos rentrait, un soir, à travers les ruelles du Marais, à l'Hôtel de Saint-Luc, il aperçut, devant l'Hôtel de Vitry, non loin des Minimes, Bondonnière qui le guettait. Riberolles, ses deux frères, Nicolas et Germain, et un inconnu vêtu de gris et porteur d'une épée nue, formaient derrière lui un groupe menaçant. Dès qu'ils le virent, ils s'écrièrent :

— Le voilà !

Par bonheur, Lenclos était sur ses gardes, bien armé, peu enclin, par nature, à la peur. Il alla vers eux en goguenardant. Ils craignirent d'être vus et se retirèrent en le couvrant d'injures. L'officier eût pu, le lendemain, étant avec deux de ses amis, rosser Bondonnière qu'il rencontra par hasard. Il dédaigna ce poltron.

Il comprit cependant qu'il se fallait défendre, de ce moment, avec plus d'énergie, débarrasser même, par la terreur, des témoins complaisants. Il alla donc, jusque dans sa boutique, « battre et excéder » Louis Turgis, menuisier,

qui l'accablait devant le juge. De quelques coups de plat d'épée, il martela le crâne de Claude Musnier, autre bavard. Se promenant, un jour, à cheval, en compagnie de son laquais Léglison, et ayant croisé, rue de la Monnaie, la demoiselle Anne Maugin, venimeuse créature qui le chargeait à outrance, il mit pied à terre et lui « donna plusieurs coups de pied, de main et de bâton, disant qu'il la tuerait pour ce qu'elle avait déposé contre lui ». Comme elle se réfugiait, criant à l'aide, chez Marin Gobart, serrurier, il l'enleva, la conduisit dans la petite cour de la Monnaie. Là, il lui promit de ne la plus maltraiter pourvu qu'elle se tînt coite désormais et lui livrât les adresses d'autres témoins trop prolixes. Sur sa résistance, il la garda jusqu'à la nuit, la mena en plusieurs maisons, chercha à lui tirer l'aveu qu'elle avait menti devant le juge. Quelques jours plus tard, il l'arrachait à son logis, rue Tirechappe, la corrigeait encore, l'obligeait à déguerpir du quartier.

A la vérité, ces procédés réussirent mal à Henri de Lenclos. Anne Maugin, rendue furieuse, porta plainte contre lui devant Pierre Le Moyne, bailli de For-Lévêque. Un chirurgien appelé constata des ecchymoses sur les mains et le nez de la plaignante. Le magistrat fit aussitôt incarcérer le brutal. Interrogé, celui-ci répondit qu'il connaissait Anne Maugin « pour une fille débauchée », l'accusa d'être « la garse de Riberolles » et d'avoir accouché « en l'hôtel Dieu de cette ville » d'un enfant dû aux œuvres de ce dernier. Effrontément il nia l'avoir battue. On le garda néanmoins en prison.

Cependant cette affaire de violences gênait les poursuites de Me Jean de Riberolles devant le Parlement criminel. L'avocat craignit-il que son adversaire ne lui échappât? Prenant à partie non seulement le prisonnier, mais encore, avec audace, Pierre Le Moyne, son juge, il demanda au tribunal d'évoquer à sa barre l'instance pendante au bailliage.

Lenclos, de son côté, envisageait avec colère son immobilité. Il accablait de requêtes le magistrat, l'invitant à hâter interrogatoires et confrontations ou bien à le libérer. Avoir « frotté » une femme n'était pas crime majeur.

Me Pierre Le Moyne en convint sans difficulté. Sous promesse de caution, il rendit un arrêt d'élargissement.

Lenclos recouvra donc sa liberté très probablement à la date du 23 novembre 1632, à la grande indignation de Riberolles. Nous ne pouvons préciser à quelles occupations particulières il employa son temps, de cette date à celle du 26 décembre de la même année. Pendant ces quatre semaines, Louis de Chabans, toujours soutenant les intérêts de l'avocat, nuisit-il à notre personnage au point d'exciter sa haine active? Le drame qui survint brusquement permet de le présumer.

Lenclos fit face à ce nouvel antagoniste et sembla, dès lors, n'entretenir plus d'autre souci que celui de le réduire. Riberolles désormais lui importait peu, et toutes les petites gens acharnés à troubler sa tranquillité. Muni d'une solide épée, il chercha dans ce quartier du Marais où il paraissait fréquemment, le bouffon ingénieur qui s'était si imprudemment mêlé de ses affaires. Ne le rencontrant pas, il s'embusqua, rue Saint-Gilles, derrière les Minimes, en face de l'Hôtel de Venise où logeait l'ambassadeur de la sérénissime république. Là, certainement, un jour ou l'autre, Chabans, général de l'artillerie vénitienne, viendrait prendre les ordres du Doge.

Effectivement, le 26 décembre, le carrosse de Chabans s'arrêta devant la porte de l'hôtel. Lenclos laissa l'homme aller à ses occupations. Il avança, l'air indifférent, et, sans être remarqué, se cacha derrière le véhicule. Il attendit.

Bientôt Chabans sortait. Lenclos tira son épée. A ce moment, Chabans le vit-il? Se mit-il en défense? Ou bien chercha-t-il un refuge dans son carrosse? Comme il atteignait le marchepied de la voiture, Lenclos, lancé sur lui, furieusement et à deux reprises, le transperçait. C'en était fait du grand maître de l'artillerie vénitienne. Il roulait à terre, vomissant le sang.

Lenclos, sa haine satisfaite, s'enfuit. Personne ne songea à lui barrer le chemin. Vainqueur en loyal combat, il eût trouvé, pour le sauver des vindictes judiciaires, des refuges, de l'argent, des dévouements. Sans doute ne comptait-il point, en cette conjoncture, sur l'aide d'autrui et avait-il

d'avance préparé ses moyens de sécurité. Tandis que madame de Chabans suppliait le roi de venger le mort de son époux et que Louis XIII ordonnait des poursuites, il gagnait hâtivement la frontière. Nulle trace dès lors ne subsiste de lui.

Le 23 juillet 1633, à la requête de Riberolles, le Parlement criminel rendait un arrêt prescrivant « qu'iceux de Gouges et Lenclos seront pris au corps et amenés prisonniers en la Conciergerie du Palais, si appréhendés peuvent être..., leurs biens saisis et commissaire y établi jusqu'à ce qu'ils aient obéi ». L'amant avait sacrifié à sa tendresse la dignité de sa vie. Le mari poursuivait désormais une vengeance misérable dont il tirerait satisfaction incomplète.

Ainsi la passion submerge les hommes et leur fait oublier la douce sérénité philosophique. Henry de Lenclos avait perdu le droit de se dire disciple de Pyrrhon et d'Épicure. Il avait trahi les bonnes doctrines. Il laissait derrière lui d'amers souvenirs et des ruines au milieu desquelles pleuraient des femmes désespérées...

ÉMILE MAGNE

LE BUDGET ANGLAIS

POUR L'EXERCICE 1924-1925 [1]

La discussion budgétaire en Grande-Bretagne s'est prolongée cette année plus que de coutume, c'est-à-dire qu'elle a duré un mois [2] en raison de la situation politique intérieure. Le parti travailliste au pouvoir ne représente en effet qu'une minorité et l'opposition en a profité pour se livrer à de violentes attaques. Le Chancelier de l'Échiquier, M. Snowden, qui pouvait aisément les prévoir, en a triomphé en conservant une attitude très modérée; il a suivi les grands principes posés par ses prédécesseurs, prenant position seulement sur les problèmes à résoudre actuellement, et a cherché à concilier les idées de son parti avec la nécessité de ne s'aliéner sur aucun point l'ensemble des voix libérales et conservatrices. Les débats purement financiers ont donc été brefs, et les vives controverses qui ont retardé le vote ont eu pour objet des questions d'ordre économique, utilisées par chaque parti en vue d'affirmer son programme. Pour comprendre ce budget, il faut analyser sa structure financière et étudier sa place dans la vie publique anglaise; on verra ainsi comment une orientation politique nouvelle, qui avait semblé inquiétante à beaucoup, a su conserver intacts l'ordre dans les finances et la valeur du crédit public.

1. Voir le *Budget en Angleterre*, dans la *Revue de Paris* du 15 mai 1924.
2. A partir du 29 avril, date de présentation du budget à la Chambre des Communes.

I. — RECETTES ET DÉPENSES

Elles sont indiquées dans le tableau ci-contre qui fait apparaître un excédent de recettes sur les dépenses un peu supérieur à 4 millions de livres sterling.

Recettes. — Leur total prévu de £ 794 050 000 est intérieur de £ 43 119 000 au chiffre des encaissements réalisés en 1923-1924; les principaux chapitres réduits sont les douanes et les impôts indirects, ce qui s'explique par des modifications dans le système fiscal. La Trésorerie a, en effet, évalué que, si les bases d'imposition restaient celles de l'année précédente, le budget serait en excédent de £ 38 974 000, et de ce calcul proviennent toutes les nouvelles mesures de dégrèvement proposées par le Chancelier de l'Échiquier.

Ces mesures, assez nombreuses, comprennent des diminutions et des suppressions de taxe. Sont réduits, de moitié ou davantage, les droits sur le sucre, le thé, le cacao, le café, la chicorée et les fruits secs. Sont supprimés : l'impôt sur les eaux minérales; la taxe sur les spectacles pour les places à bon marché; les droits d'importation (droits Mac Kenna) sur les automobiles et motocyclettes, les films, les montres, les instruments de musique; l'impôt sur le revenu des sociétés, pour le revenu gagné à partir du 1er juillet 1924; l'impôt sur les locaux habités.

L'ensemble de ces dégrèvements qui portent en majeure partie sur les taxes indirectes, entraîne pour 1924-1925, par rapport au précédent exercice, une diminution de recettes de £ 34 millions qui serait portée pour les années suivantes à près de £ 48 millions.

Dépenses. — Elles atteignent £ 790 026 000 en augmentation de £ 1 186 000 sur celles de 1923-1924, deux faits saillants étant à noter : il n'y a aucune nouvelle dépense correspondant à un article spécial du programme travailliste, et le fonds d'amortissement de la dette créé par le cabinet conservateur augmente de £ 5 millions comme il avait été prévu l'an dernier.

Quelques modifications sont à signaler dans divers chapitres. — La charge de la dette est diminuée de £ 2 309 000, en raison des remboursements effectués précédemment. Dans les ser-

	RECETTES (en milliers de £.)			DÉPENSES (en milliers de £.)	
	PRÉVISIONS 1924-1925	+ OU — PAR RAPPORT AUX RECETTES DE 1923-1924		PRÉVISIONS 1924-1925	+ OU — PAR RAPPORT AUX DÉPENSES DE 1923-1924
Douanes	101 800	— 18 158	Service de la dette	305 000	— 2 309
Impôts indirects	135 900	— 12 070	Fonds d'amortissement	45 000	+ 5 000
Automobiles, etc.	15 600	+ 909	Construction de routes	15 000	+ 910
Droits de succession	56 000	— 1 800			
Timbres	21 000	— 570	Fonds spécial (taxes locales — agriculture, etc.)	16 340	— 1 334
Taxe sur les terrains non construits	1 250	— 1 510			
Impôt sur le revenu	265 000	— 4 331	Nord de l'Irlande	3 500	— 467
Super-tax	61 000	+ 360	Armée	45 000	+ 1 400
Impôt sur les bénéfices de guerre	8 000	+ 8 000	Marine	55 800	+ 3 200
			Aviation	14 511	+ 4 911
Impôt sur le revenu des Sociétés	20 000	— 3 340	Ministères civils et pensions	227 573	— 11 793
Recettes provenant de l'impôt	685 550	— 32 510	Douanes et contributions indirectes	11 221	+ 398
Postes	53 500	+ 700	Postes et Télégraphes	51 081	+ 1 270
Terrains de la Couronne	900	— 20			
Intérêts sur avances et divers	54 100	— 11 289			
Recettes ne provenant pas de l'impôt	108 500	— 10 609			
TOTAL	794 050	— 43 119	TOTAL	790 026	— 1 186
	Excédent des Recettes sur les Dépenses . . . . £ : 4 024				

vices publics, ceux de la défense nationale sont prévus pour un total supérieur de £ 9 500 000 à celui de 1923-24, soit £ 1 400 000 pour l'armée, £ 3 200 000 pour la Marine, £ 4 900 000 pour l'Aviation. Les Ministères civils au contraire coûtent £ 12 000 000 de moins par suite de la réduction automatique des pensions à la charge de l'État.

II. — L'OPINION PUBLIQUE ET LE BUDGET

Le « budget day », qui est toujours un grand événement national, était attendu cette année avec plus d'impatience encore que de coutume, les uns craignant des mesures dangereuses, les autres espérant que les travaillistes, engagés envers leurs électeurs, commettraient des fautes capables de leur nuire dans toute la partie modérée de l'opinion. — En fait, M. Snowden n'a justifié ni les craintes ni les espoirs de ses adversaires, et si on l'a attaqué, et beaucoup, c'est plutôt de biais que de front.

Le premier accueil fait à son budget a été favorable. L'ensemble a produit une grande impression de modération par son respect des traditions financières du passé et l'absence de tout principe nouveau; le discours de présentation a été d'une lucidité et d'une habileté auxquelles ont rendu hommage tous les auditeurs de M. Snowden, y compris plusieurs anciens Chanceliers de l'Échiquier; enfin le trait essentiel souligné au Parlement et dans la presse a été le passage de ce discours consacré à l'amortissement de la dette; le Chancelier à cet endroit a rappelé avec orgueil les efforts des années précédentes, et comme tous ses devanciers il a affirmé l'importance qu'il attachait au maintien et à l'amélioration du crédit national. — Toutefois, les premiers éloges accordés, on a analysé avec un sens critique très aigu les caractères généraux du budget.

On a d'abord examiné son équilibre qui dans les prévisions montre un excédent de £ 4 024 000. — On a estimé en général que l'évaluation des recettes, trop optimiste, ne tenait pas assez compte de moins-values possibles, notamment sur l'income-tax et l'impôt sur les bénéfices de guerre. — A ces critiques, il a été répondu que des méthodes administratives

très strictes accéléreraient la rentrée des arriérés d'impôt et que si, comme le font espérer certains indices, la crise économique s'atténue au cours de cet exercice, les taxes indirectes, les douanes et par suite les impôts directs, auront un rendement plus élevé. — Passant ensuite à un point de vue plus large, on s'est demandé si les mesures de dégrèvements proposées n'auront pas dans les années suivantes des conséquences nuisibles à l'équilibre budgétaire, surtout si le programme de réformes sociales du parti travailliste est mis en application; M. Neville Chamberlain pour les conservateurs, M. Asquith pour les libéraux, ont, à ce sujet, appelé l'attention du Parlement sur le fait qu'un budget n'affecte pas seulement l'exercice où il est appliqué. M. Snowden, très réservé sur ce point, a répondu qu'il ne lui appartenait pas de prévoir les besoins de la législation future.

En ce qui concerne les nouvelles dispositions fiscales proposées, l'opinion publique a été agréablement surprise; car le budget ne contient ni taxe nouvelle ni accroissement de celles déjà en vigueur. Le seul point discuté a donc été les dégrèvements; ceux-ci, qui constituent le trait caractéristique du budget, ont occasionné des divergences de vues sur leur nature et leur importance. — Les principaux, qui concernent les produits alimentaires, et représentent pour le contribuable un allègement de £ 23 millions, sont un puissant appel à l'imagination des masses. Ce sont là des mesures que chacun approuve en tant qu'elles abaissent le coût de la vie; mais, si le principe est universellement admis, on n'a pas manqué d'en critiquer l'application. — On a reproché aux dégrèvements de M. Snowden d'être trop élevés; on a remarqué qu'ils empêchaient des diminutions d'impôts directs qui stimuleraient le commerce et l'industrie, alors que la baisse de prix du sucre, du thé et des spectacles n'exercera aucune influence sur la crise économique actuelle; on s'est demandé aussi si les détaxes de produits alimentaires, surtout pour le sucre, ne profiteraient pas moins aux consommateurs qu'aux commerçants traitant des articles dégrevés.

Ces commentaires, exprimés dans les débats parlementaires et dans la presse, se complètent par ceux recueillis dans la Cité; celle-ci est à la fois la citadelle de l'opinion modérée

plutôt conservatrice, et l'organe le plus important des milieux économiques. On s'y souvenait des théories exposées par M. Snowden dans les ouvrages où il expliquait que le but du parti travailliste était d'absorber peu à peu par l'impôt tout le revenu autre que celui du travail[1]; on craignait donc beaucoup des mesures telles que l'augmentation de la super-tax, des droits de succession et même de l'income-tax. Aussi la publication du budget a-t-elle procuré un réel soulagement, d'autant plus vif que les gens d'affaires y ont trouvé l'abolition définitive de la taxe très impopulaire sur le revenu des sociétés. — Ainsi M. Snowden a su se concilier l'opinion de la Cité et ce n'est pas un des traits les moins habiles de son budget; tout en répondant aux aspirations de la grande masse des électeurs, il a satisfait le désir national d'un crédit inébranlé, et il n'a pas permis aux adversaires du Gouvernement de critiques vraiment fondées sur une question financière importante. — C'est seulement sur le caractère économique du budget que l'opposition a pu engager une bataille très vive; et c'est sur ce terrain qu'il faut se placer si on veut comprendre les longues discussions qui se sont produites à la Chambre des Communes.

III. — LE BUDGET ET LES PARTIS POLITIQUES

Les circonstances dans lesquelles a été présenté le budget de 1924-25 devaient évidemment donner à sa discussion un caractère politique très prononcé, mais le secret sur ce qu'il devait être avait été si bien gardé que les réactions furent assez imprévues.

Sir Robert Horne et M. Neville Chamberlain pour les conservateurs ont affirmé que seuls les heureux résultats précédemment acquis avaient permis les dégrèvements proposés, que le nouveau Chancelier avait usé avec un empressement et une légèreté critiquables du bien-être financier hérité de ses devanciers, et que cela était de nature à donner de sérieuses appréhensions sur l'équilibre budgétaire en fin d'exercice.

L'attitude des libéraux a été précisée par leur chef M. Asquith.

1. *Labour and the New World*, by the Right Hon. Philip Snowden, Cassel and Co.

« Ceci, a-t-il dit, est un budget de libre-échange. — Le parti libéral est d'accord avec les grands principes et l'ensemble des propositions financières de M. Snowden. » En effet, l'abaissement des taxes indirectes est un point essentiel dans le programme financier du libéralisme anglais. Permettre à l'argent de « fructifier dans la poche du contribuable » est une tradition gladstonienne, et le « free breakfast table[1] » est une idée libre-échangiste émise vers 1860 par John Bright. — Aussi les libéraux ont-ils vu dans le budget le triomphe de leurs propres principes, et c'est tout juste s'ils n'ont pas considéré qu'ils en étaient les véritables auteurs.

Pour le parti travailliste, la position était assez paradoxale, car dans un certain sens il pouvait être très déçu en voyant le Gouvernement qui le représente ne tenter la réalisation d'aucune des grandes idées de son propre programme électoral; néanmoins les députés travaillistes ont fait preuve d'un grand esprit de discipline et d'une entière confiance en leurs chefs, même, comme on le verra plus loin, dans les questions portant préjudice à certains de leurs électeurs; et en cela ils ont marqué un sens politique qui n'est pas niable. — En effet, au point de vue de l'avenir de leur parti, il y avait intérêt à suivre la politique prudente inaugurée sous l'influence de M. Mac Donald depuis qu'il est au pouvoir. En somme, pour les travaillistes le budget actuel est destiné à prouver qu'ils sont « capables de gouverner »; au point de vue de leur programme, c'est une simple mesure préalable.

L'attitude générale des partis ainsi esquissée, on comprendra plus aisément maintenant les deux grandes questions sur lesquelles ils se sont livré bataille, l'« Imperial Preference » et les droits Mac Kenna.

IV. — L'« IMPERIAL PREFERENCE »

L'« Imperial Preference », ou tarif douanier de faveur entre la Grande-Bretagne et ses Dominions et Colonies, constitue un des traits essentiels de la politique anglaise; il se rattache en outre à des problèmes intérieurs tels que le chômage et

1. Ce qui pourrait se traduire « le déjeuner sans impôts ».

l'émigration. Il faut donc, pour en saisir l'intérêt actuel, indiquer son origine et ses effets.

C'est le 15 mai 1903 que M. Joseph Chamberlain prononçait le célèbre discours où il demandait des réformes fiscales pour resserrer les liens de la Métropole avec ses Colonies. A cette époque les deux théories de la protection et du libre-échange avaient déjà depuis longtemps alimenté les querelles de parti; les libre-échangistes considéraient surtout le problème économique par rapport au consommateur de la métropole, les protectionnistes prenaient le point de vue du producteur, c'est-à-dire de l'industrie et du commerce d'exportation; à ceux-ci M. Joseph Chamberlain apportait un nouvel argument, les intérêts de l'Empire considéré comme unité.

La campagne des protectionnistes aboutit finalement à un échec, et c'est seulement après la guerre que le système a pris sa forme actuelle. — Les Conférences impériales tenues à Londres en 1917, 1919 et 1923 avaient abouti à l'établissement de tarifs privilégiés en faveur de certains articles, le produit colonial payant généralement un droit de un sixième inférieur à celui du produit similaire étranger; et l'an dernier, il avait été entendu que le gouvernement Baldwin, avec l'assentiment du Parlement, établirait certaines taxes additionnelles sur les produits alimentaires pour accentuer le traitement privilégié des Colonies.

Ces décisions avaient une grande importance, car les résultats pratiques de la préférence se font sentir dans deux domaines, le commerce à l'intérieur de l'Empire et l'émigration anglaise aux Colonies. C'est en effet surtout pour activer les échanges avec les Dominions que la préférence a été imaginée, parce qu'elle comporte des concessions douanières réciproques, et jusqu'à présent cet arrangement bilatéral a été surtout favorable à la Grande-Bretagne, en lui assurant pour ses produits manufacturés des marchés privilégiés en Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, au Canada et aux Antilles. — L'importance de ces marchés privilégiés pour le commerce britannique se comprend quand on constate qu'en 1922, sur un total d'exportation de £ 819 000 000, £ 215 000 000 sont expédiées dans l'intérieur de l'Empire et, sur ce dernier chiffre, près de moitié, £ 129 000 000, sont destinées aux mar-

chés qui favorisent le produit anglais. — Le résultat évident est que la plus ou moins grande ouverture de ces marchés a un retentissement immédiat sur l'industrie anglaise, donc sur le problème du chômage. — A un autre point de vue, la préférence se relie au chômage; car un de ses buts a été d'encourager l'émigration britannique vers les colonies; mais pour celles-ci la possibilité d'absorber de nouveaux colons est limitée par celle d'écouler le produit de leur travail; par conséquent le tarif de faveur à l'entrée en Grande-Bretagne pour le produit colonial est la condition même de l'émigration anglaise[1].

Ces indications générales permettent de saisir le sens de la discussion budgétaire sur la préférence. M. Snowden, libre-échangiste convaincu, n'a évidemment pas de sympathie personnelle pour ce système, mais il s'est bien gardé de l'attaquer de front, dans ses déclarations ou dans son budget. Tout en se refusant à croire à l'efficacité de la préférence il s'est déclaré prêt à soumettre les décisions de la dernière Conférence impériale à la Chambre des Communes; celle-ci, « dégagée de toute influence », devra en décider elle-même[2]. Il s'est en outre engagé à ne pas demander au Parlement l'abolition du système, mais il s'est réservé le droit de proposer tout dégrèvement ou suppression générale sur un produit quelconque; de sorte que, si une mesure de suppression de droit d'entrée est prise pour un article venant de l'étranger et des colonies, celles-ci ayant un tarif de faveur, la préférence pour ce produit sera automatiquement abolie. — Et c'est précisément dans ce sens que le budget 1924-1925 attaque le système; les droits sur le sucre, le thé, le cacao, le café, la chicorée, et les fruits secs ayant été diminués, la préférence du sixième accordée aux colonies a été réduite environ de moitié; proportionnellement au régime fiscal britannique, l'avantage est le même; traduit en argent il représente une valeur diminuée de 50 p. 100 qui rend la protection beaucoup moins efficace.

Le parti conservateur a vivement critiqué ces mesures, et

1. La préférence accordée à l'entrée des fruits secs d'Australie est la base essentielle du projet de colonisation dans la vallée de la Murray pour 700 000 nouveaux arrivants.

2. Quand ces lignes paraîtront le débat aura sans doute eu lieu à la Chambre des Communes.

déclaré qu'il ne donnerait jamais son assentiment à la politique inaugurée par M. Snowden; et il déposa, mais sans succès, un amendement destiné à maintenir la faveur accordée aux Colonies. — Les libéraux, en effet, à quelques exceptions près, ont soutenu les travaillistes, et M. Asquith a félicité le Gouvernement du courage dont il avait fait preuve en adoptant une attitude nouvelle envers « ces préférences ridicules ». Ses partisans ont ajouté qu'ils s'intéressaient néanmoins considérablement aux intérêts de l'Empire dont le parti conservateur aurait tort de se croire l'unique gardien. — Cette même idée a été exprimée par les travaillistes qui se soucient beaucoup plus des questions impériales depuis qu'ils sont au pouvoir.

En fait, aucun Anglais, à quelque groupe qu'il se rattache, n'est insensible à la grandeur de l'Empire; ce qui diffère avec les intérêts de chacun, c'est la manière d'envisager les problèmes à résoudre. Depuis le dépôt du budget, la presse a été remplie de violents articles à ce sujet, et les adversaires du Gouvernement ont trouvé un grand appui dans l'attitude des colonies. — Celles-ci naturellement ont été vivement émues des décisions prises dans le budget anglais, car beaucoup sont encore dans la période de croissance; aussi des protestations se sont-elles élevées en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada, à la Jamaïque et à la Guyane anglaise, menaçant la métropole de représailles si elle ne protégeait plus les produits coloniaux.

Cette question de la préférence qui domine actuellement les relations commerciales de l'Angleterre avec ses colonies, suscitera sans doute dans l'avenir de très vives controverses entre les partis politiques; c'est un des grands problèmes de la vie anglaise, dont l'évolution est à peine commencée. Elle est pour nous essentielle à suivre, car la politique impériale est, dans une certaine mesure, pour la Grande-Bretagne le contrepoids de son attitude en Europe.

V. — LES DROITS D'IMPORTATION MAC KENNA

Les droits Mac Kenna ont été établis en 1915 sous un gouvernement de coalition présidé par M. Asquith, et ont pour

auteur un autre libéral dont ils portent le nom. Ce sont des droits de 33 1 /3 p. 100 *ad valorem* payés à l'entrée en Angleterre par les automobiles de tourisme, les motocyclettes, les montres, les instruments de musique et les films. — Le motif de leur création était de permettre une économie de tonnage et de diminuer les achats à l'étranger pour aider au maintien du change pendant la guerre. — Leur rendement fiscal a été en 1923-1924 de £ 2 500 000 environ, et leur suppression n'était pas de nature à occasionner un débat budgétaire important; mais la grande agitation soulevée par cette question a eu un caractère de querelle économique, et surtout politique.

L'abolition de ces droits a suscité les protestations les plus violentes, surtout dans l'industrie automobile où le tarif avait permis aux constructeurs de lutter avec succès depuis 1920 contre leurs compétiteurs étrangers; ainsi des mesures, établies sans aucun souci d'aider l'industrie britannique, étaient, par le fait des circonstances, devenues des droits de douane protecteurs, et c'est ce qui leur a attiré l'animosité de tous les libre-échangistes. C'est toujours la même opposition que celle constatée à propos de l'« Imperial Preference » entre le consommateur et le producteur. — Devenus ainsi un brandon de discorde entre protectionnistes et libre-échangistes, les droits Mac Kenna ont été attaqués ou défendus par les partis politiques suivant la doctrine de chacun, mais avec une argumentation assez curieuse, parce qu'elle est rattachée principalement à la lutte ouverte depuis les dernières élections.

Les libéraux, pour des raisons de principe, ont presque tous été parmi les adversaires des droits puisqu'ils sont devenus protecteurs. Les travaillistes, qui sous le précédent gouvernement les avaient combattus pour la même raison, se sont tous rangés autour du gouvernement, même ceux dont l'intérêt électoral était contraire à l'abolition. Quant aux conservateurs, ils ont pris très fortement position, non pas sur le caractère protecteur des droits, mais sur l'aggravation du chômage qu'entraînerait leur suppression. Et M. Baldwin a déposé dans ce sens un amendement, auquel un instant les conservateurs ont espéré rallier suffisamment de voix libérales et travaillistes pour mettre en danger le gouvernement. En fait la question

budgétaire et économique devenait une querelle politique; aussi l'habile tactique des conservateurs n'a pas influencé le vote. M. Snowden ayant posé la question de confiance, tous les libéraux, sauf 9, et les travaillistes, sauf 1, votèrent pour le gouvernement

Tel a été le résultat de ce curieux débat qui a retardé le vote du budget; une question économique secondaire, d'importance fiscale minime, avait servi de terrain principal à la lutte dirigée par l'opposition contre le cabinet Mac Donald. L'attaque n'a pas abouti, mais elle avait été soigneusement préparée par les conservateurs pour établir que le chômage, plaie terrible des classes ouvrières, serait augmenté par les actes du gouvernement travailliste.

VI. — PLACE DU BUDGET 1924-1925 DANS LA VIE PUBLIQUE ANGLAISE

Si l'on veut en terminant élargir un peu le sens des propositions budgétaires de M. Snowden, et des débats ci-dessus résumés, il faut se demander quelle est la portée future des dispositions qui viennent d'être votées.

Les craintes exprimées par l'opinion avant le dépôt du budget n'ont pas été justifiées par les événements. Cela, a-t-on dit, tient à la précarité de la position parlementaire du gouvernement, ce qui est vrai dans une certaine mesure; si dans l'avenir le parti travailliste augmente le nombre de ses sièges, peut-être sera-t-il plus hardi. — Il ne faut toutefois pas s'exagérer les possibilités de cet ordre; la Grande-Bretagne est une nation où les questions financières ont toute l'attention du public; il y a dans ce pays une opinion très avertie qui suit de près les comptes de la Trésorerie, parce qu'ils se répercutent sur la situation générale, influencent le cours de la livre à New-York, forment la base du crédit britannique dans le monde, source primordiale de l'activité anglaise. La prospérité financière est à l'heure actuelle un des principaux éléments de la grandeur du Royaume-Uni, atteinte, depuis la guerre, aussi bien par le chaos économique européen, que par le coût élevé de la production anglaise; le bon état des finances publiques est dans une large mesure une sauvegarde nationale

et l'opinion le sait. Il y a donc là un élément de stabilité, de pondération, auquel les luttes politiques ne porteront pas atteinte; avec les divers partis au pouvoir, les méthodes changeront, mais le but sera le même : placer au-dessus des querelles intérieures l'amélioration constante du crédit public. — M. Snowden l'a affirmé et ce fut le meilleur élément de son succès.

Sur le terrain économique, l'avenir est plus incertain et les changements de gouvernement peuvent amener des solutions très diverses. Comme l'étude des débats sur l' « Imperial Preference » et les droits Mac Kenna l'a montré, il y a en Angleterre des partisans acharnés de systèmes, au moins *a priori*, irréductibles. Les deux grands problèmes à résoudre sont les relations de la métropole avec ses colonies et le chômage; ici comme dans le domaine financier, les buts sont communs; seuls les moyens préconisés diffèrent, et on peut penser que le bon sens anglais saura trouver des solutions satisfaisantes pour l'ensemble du pays. — Ce qu'il faut retenir du budget actuel, c'est qu'il n'engage en rien l'avenir et que, malgré l'ardeur des discussions, aucune mesure dangereuse ou décisive n'a été prise, ni même proposée.

HENRI POUYANNE

PARMI LES LIVRES

La mort du Loup, de M. Albert Touchard, est un beau livre, que l'auteur ne soutient pas jusqu'au bout. Ce livre forme deux parties très distinctes. Le premier qui a pour décor une maison de santé, est une description passionnée, où paraissent les plus beaux dons de peintre et d'analyste. Dans la seconde partie, Jean Werner est sorti de l'établissement naturiste de Luceram, et l'auteur achève le roman par des événements extraordinaires.

Un petit médecin vaudois, le Dr Sarraz, peut-être charlatan, peut-être apôtre, avisé à coup sûr, a fondé, au lendemain de la guerre, dans une vallée ensoleillée des Alpes ligures, à Luceram, un institut naturiste. Écoutez-le qui reçoit Jean Werner. Il vient d'examiner le réflexe rotulien. Il a constaté qu'il avait affaire à un grand nerveux.

Quoi d'étonnant? dit-il. La vie moderne? Un long suicide par intoxication; mais attendez seulement; d'ici quelques semaines, un beau matin, hé mais! Jean Werner, mon ami, sais-tu que ça va joliment...? Sarraz l'avait promis... et quand Sarraz promet, que vous faut-il en somme? Ah! pour votre chambre, je vous l'avais écrit, du reste, c'est 125 lire par jour, tout compris... conditions de faveur, de début de saison... parce qu'autrement, vous concevez, une chambre avec vue de la mer, et balcon autonome...! Bien entendu, douches, massages, soins médicaux, chauffage, lumière, petit déjeuner en chambre, comptés à part... selon l'usage... Que vous disais-je donc! Ah! oui; notre régime alimentaire est un régime atoxique par excellence; pas de viande, bien entendu la viande n'est bonne qu'à vous bourrer le sang de ptomaïnes; la viande rend anémique... oui, je dis bien, anémique, insista-t-il, après avoir épié une protestation qui ne vint pas. Vous ne me croyez pas! attendez seulement... je vous ferai lire mes petites brochures, chez Lamoine, dix-huit francs, prix spécial pour mes clients... »

Là-dessus Jean Werner va prendre son premier bain d'air. Fils d'un Alsacien vigoureux qui avait gagné une fortune et d'une mère sang bleu et fin de race, il avait à peine dépassé la trentaine. Vieux de l'expérience acquise en parcourant le monde, mais jeune de l'éternelle jeunesse des voyageurs; vieilli encore par la maladie, mais gardé intact aussi par la réclusion, il avait vingt ans quand il souriait, cinquante quand il observait. La désharmonie se lisait sur ses traits : le front était vigoureux, le menton fuyant. La vie avait achevé de disloquer cette âme disparate. Une carrière active sur les bateaux de la Péninsular avait été interrompue par un accident et une longue immobilité. Peu aimé de sa mère, Jean, une fois rétabli, avait erré de villes d'eaux en stations climatiques, traînant avec soi des velléités de régénération : « Seul à lutter et par conséquent à subir — car on ne vainc pas sans alliance à ce combat — le profond pétrissage de la maladie, l'éducation impitoyable, la fée avare qui vient et qui s'en va, les mains pleines, parce qu'elle prend autant et plus encore qu'elle ne donne. » — Elle lui avait donné une vie intérieure et elle avait pris le reste. Il était devenu un solitaire, une individualité sans place et sans raison d'agir. Après avoir beaucoup lu, il avait haï la culture. Et il venait à cette vie simplifiée de Luceram.

Je n'ai fait qu'abréger la vigoureuse description que l'auteur fait de son héros. Il est aisé de reconnaître le mal dont a souffert, il y a trente ans, la génération des Rod et des Vogüé : ce malaise, cette inquiétude de sens de la vie. Les hommes de 1890 avaient inventé ce remède, la religion de la pitié : les hommes de 1920 ont inventé l'athlétisme. « Lui, le cerveau sans corps, s'était épris de corps sans cerveau. » Voilà ce que M. Touchard nous dit de Jean Werner, et il me semble que cette phrase projette quelque lumière sur notre temps. Des métaphysiciens tourmentés ont parfaitement raison de se faire boxeurs : c'est le plus sûr moyen d'oublier le tourment de l'Inconnaissable. Il serait piquant que cette littérature sportive, qui est un genre, n'ait pas d'autre origine, et que les romanciers du muscle soient des moralistes désespérés.

Tandis qu'il prenait son bain d'air, Werner a entendu une

voix de femme, une voix jeune, au léger chantonnement étranger : « et l'on eût dit d'une jeune fille, sans cette note plus grave, plus chaude, un peu tremblante, que semblait saturer par instants, un désir ou une supplication contenue ». Le lendemain, au déjeuner, il reconnaît que c'est la voix de madame Dove, une Roumaine mariée à un Anglais. Comment l'histoire finira, nous le devinons assez vite. Nous savons que la mère de Werner a dit un jour : « Toi, mon pauvre Jean? amoureux? Oh! non, tu n'en es pas capable. » Et après une assez ridicule aventure sous les pins, madame Dove dit à son tour : « Allons, mon pauvre ami, ne faites donc pas tant d'histoires; vous ne m'avez jamais aimée, et c'est cela que vous ne pourrez jamais me pardonner... non vous ne m'avez jamais aimée, ni même désirée, ni rien de tout cela; car vous en êtes bien incapable; les hommes comme vous n'aiment jamais, ne veulent jamais, ne désirent jamais; ils imaginent; un point, c'est tout; vous vous êtes imaginé tout cela... »

L'impuissance d'aimer s'accompagne bientôt d'un sadisme féroce. Mais avant de décrire cette phase, l'auteur a voulu, auprès du demi-fou Werner, décrire un fou authentique et parfait, qui est le baron balte Naurode. Il n'est pas un lecteur qui ne reconnaisse ce procédé classique des romanciers : on réserve pour le personnage principal les caractères mitigés, qui sont plus nuancés et plus variables, et on inflige aux personnages secondaires les caractères extrêmes et violents, qui sont simples, et qui font comme une tache forte dans un tableau.

Ce Naurode est décrit avec beaucoup d'art, et c'est un portrait. D'une très vieille famille, qui porte d'azur à une étoile d'or, il ressemble au premier aspect, avec ses cheveux couleur de blé mûr et son profil ciselé, à quelque jeune héritier de pairie, voyageant après Oxford. Mais s'il ôte son lorgnon, on découvre « des yeux fort singuliers d'un gris bleuté de lin, à la pupille trop grande, et comme meurtris d'un large cerne violet; et ces yeux, remarquablement audacieux au repos, prenaient dans le feu de la discussion, une sorte d'éclat rayonnant que n'ont pas, en général, les yeux durs et sans expansion des myopes ». Inquiétant d'intelligence et d'orgueil, Naurode jette dans la conversation des paradoxes insolents,

qu'il entrecoupe de vérités cruelles pour le docteur. Mais quand celui-ci élève la voix, Naurode, dompté, rougit et détourne le regard. Ce féodal est un anarchiste, et cet anarchiste fait pour l'humanité des rêves de bonheur. Il a des impulsions violentes, qu'il dissimule tout à coup. Il accuse le docteur de vouloir l'empoisonner, et refuse de boire le thé. Il joue d'étonnantes comédies. Un jour après avoir méchamment raillé Sarraz, comme celui-ci a articulé nettement : « Je vous défends de continuer », Naurode a failli se jeter sur lui, et tout à coup a tourné sa propre fureur en comédie. « ... Ses yeux font semblant d'étinceler de fureur, il fait en avant trois pas étranges, obliques, furtifs comme pour suivre le docteur, écarte les deux mains, doigts crispés en étau, et... soudain, — preuve qu'il ne s'agissait que d'une feinte colère, — se ravise, s'arrête, plie d'échine, et se met à pouffer de rire dans ses mains, comme un écolier pris en faute... » Mais un autre soir, après s'être moqué du docteur qui l'hypnotisait, Naurode manque de l'étrangler; et quelques jours après, il se suicide.

Quelle est l'influence de tous ces fous sur Werner? Un beau jour, poussé par une impulsion irrésistible, il torture le chat familier. Le docteur lui fait comprendre qu'il faut quitter Lucéram et, sincère peut-être, il lui dit : « Restez dans la vie, créez-vous des devoirs, imposez-vous des sacrifices, oubliez-vous : le salut est là. »

Voilà donc Werner revenu au milieu des hommes. Il me semble qu'à partir de ce moment, le roman vacille un peu. Les scènes sont fort belles, mais sans lien et un peu arbitrairement choisies. Il est toujours dangereux de laisser le personnage principal, et tout le roman avec lui divaguer librement dans le vaste monde. Le cadre contraignant de la maison de santé donnait à la première partie du livre une solidité que la seconde n'a point. Nous assistons à deux tentatives de suicide, la seconde suivie d'hallucinations, à une entrevue cruelle de Jean avec sa mère, qu'il torture, à sa visite à un directeur de revue qui refuse d'insérer son roman... Enfin il va chez le psychiâtre Pierret. Sarraz avait conseillé la contrainte du devoir, le traitement par l'impératif catégorique; Pierret conseille la guérison par la femme...

Nous sommes parvenus aux deux tiers du livre. C'est alors que l'auteur sortant soudain du monde réel, s'avise d'une invention par quoi il remplit les cent dernières pages. Il suppose que Werner a volé, dans le cabinet de Pierret des tubes où sont cultivés des bacilles de choléra. Il déchaîne l'épidémie. On voit bien ce que M. Touchard a voulu faire. La crise de néronisme, le tableau de désastre, et surtout la psychologie du coupable, cette plénitude d'émotion, ce mélange d'aversion, de tendresse et de pitié qu'il ressent pour ses victimes, l'excitation du danger, enfin le meurtre de Pierret et l'arrestation de Werner, — tout cela fait une belle fin au livre, et une fin logique. Seulement c'est un roman d'aventures, auquel nous ne croyons pas. Et le souvenir de Dostoievsky, que M. Touchard lui-même évoque, ajoute au sentiment que, du pays des vivants, nous sommes descendus au vain royaume des lettres, et que les personnages sont des ombres.

***

M. Touchard avait écrit à la première page cette sentence de la Bible : Il est devant la vie comme un eunuque qui embrasse une vierge, et qui soupire. — Cette maxime servirait aussi bien d'épigraphe au roman de M. Martin-Chauffier : *Patrice ou l'Indifférent.*

Écoutez d'abord Patrice définir son propre caractère :

J'avais vu avec stupeur, avec effroi, le visage irrité de l'indifférence sortir de moi... Peu à peu, reprenant cette vision inattendue, je l'appliquai, comme une grille, sur tous mes souvenirs, sur tous les traits qui me semblaient caractéristiques; leur lecture me devient facile. Ce détachement des objets; ce goût des mélodies intérieures; cet orgueil particulier qui se nourrissait de lui-même, et pouvait passer pour de l'humilité tellement il se souciait peu de briller, de réussir, ou de plaire; cette vie que n'avait jamais traversé ni une amitié, ni un amour; ce cœur qui n'avait point souffert de cette solitude, mais au contraire la recherchait; ce sentiment même pour mes parents que je croyais chérir et dont je ne pouvais évoquer la mémoire réelle sans en être offensé; cette insouciance des vraies formes du passé et de l'avenir qui me faisait vivre en marge du temps : l'indifférence expliquait, elle justifiait tout cela.

Il est fâcheux que, si bien expliqué Patrice ne soit pas très vivant. On comprend, malgré d'abondants commentaires, chacun de ses actes. Mais expliquer est une chose, rendre la réalité présente et sensible est une autre chose. Que Patrice ne vive point, je ne puis moi-même le prouver. C'est un sentiment, une impression. Ou plutôt, c'est une certaine impossibilité de se le représenter. Le livre achevé, si nous voulons engager le héros dans une nouvelle aventure, nous ignorons tout à fait quelle figure il y fera. A cela près, le roman est plein de mérite.

L'indifférent n'est un personnage de roman qu'autant qu'il est engagé dans la vie. C'est ce que M. Martin Chauffier a très bien compris. J'aime beaucoup l'avant-dernière page de son livre, où il résume tout l'ouvrage. Rappelant ses malheurs, Patrice les juge ainsi : « Le monde, ni mon indifférence n'étaient point les coupables, mais *mon entêtement à vivre dans un monde où mon indifférence ne pouvait s'adapter.* »

Voilà le vrai sujet : Patrice, incapable de s'adapter, mais simulant l'adaptation, trompe les autres personnages, qui le prennent pour un homme pareil à eux, et leur désillusion s'achève en catastrophe. C'est un magnifique sujet, et le mérite n'est pas mince pour l'auteur de l'avoir discerné. Pour démêler ce qu'on en pouvait faire, comparons-le aux données que nous présente la vie.

Le postulat, c'est que Patrice est inadaptable. Ceci est assez difficile à concevoir. La faculté d'adaptation est prodigieusement développée chez l'homme. On voit, à Berck, des enfants dans le plâtre, qui se sont adaptés à une condition qui nous paraît affreuse, et qui rient. La vie a une telle manie de persister, qu'elle conforme chacun de nous à l'état qu'elle lui impose, et l'être humain est lui-même si plastique, qu'il s'accommode d'une torture même, pourvu qu'elle soit quotidienne. M. Martin-Chauffier a senti qu'il fallait expliquer pourquoi Patrice ne pouvait s'adapter au milieu où il vit et aux êtres qui l'entourent, et il a donné en effet, une explication très ingénieuse. Patrice est un être dont la vie, toute intérieure, est limitée au moi. Le monde n'est pour lui qu'un peuple d'images vaines, et créées par lui-même. « Je vis au milieu des ombres, dit-il; tout homme

parmi ses semblables est environné de fantômes; sa misère est de l'ignorer et d'attacher toute son âme à des figures illusoires qu'il prend pour des réalités. Les ombres mes compagnes sont mes filles et mes reflets; un chant intérieur règle leurs mouvements; elles me doivent la forme et la vie. »

Dès lors le roman se construit ainsi. Dès que Patrice a pris conscience que le reste de l'univers n'était qu'un jeu de reflets créés par lui, il a conquis le repos. Désormais ces figures illusoires, et connues comme telles, sont sans action sur lui. Et lui-même n'a plus envers elles qu'un devoir, qui est de ne pas les meurtrir. Sans doute, le voilà condamné à une solitude absolue, puisque le monde est son ouvrage : une solitude divine, qu'il va goûter dans un village italien, et dont il paraît extrêmement satisfait : « Ma force et ma joie sont de le savoir, dit-il, et, vivant dans la solitude, de connaître ma solitude. » — Par malheur, ces deux lignes sont les deux dernières du roman, et, l'histoire de Patrice, s'arrêtant là, nous ne saurons jamais si la joie qu'il ressent à vivre avec les chimères ses filles ne doit pas se changer en dégoût et en inquiétude. En principe, les deux dernières lignes d'un roman contiennent toujours un mensonge : car l'auteur, abusant du droit de conclure, change en définitif, par la vertu du point final, un plaisir précaire, ou une douleur fugitive, fiançailles, rupture, absence, renoncement.

Patrice ayant appris que le monde extérieur n'existe pas, le roman est fini. Mais pendant 250 pages, il a essaye de prendre contact avec ce monde extérieur; et ce sont ces tentatives malheureuses qui font tout le roman. Il commence par une sorte de nouvelle, laquelle, isolée, eût été vraiment digne de rester dans la mémoire : comment Patrice se persuade un beau jour qu'il aime mademoiselle de Lauraquin, ressent l'obligation de le lui dire, et, entraîné par son propre jeu, le lui dit, ou plutôt le dit devant elle, en oubliant presque qu'elle l'entend. Il tombe ainsi sous son pouvoir, suspendu entre le oui et le non qu'elle prononcera, aussi meurtri que s'il l'aimait réellement. D'ailleurs cette angoisse ne lui est pas désagréable : « J'ai toujours passionnément aimé, dit-il, à me plonger dans un état de mélancolie dépouillé d'objet véritable, où, loin de tout regret et de toutes pensées réels,

je savoure la joie de pleurer sans raison, de me sentir meurtri sans me savoir frappé, de saisir le premier germe, de suivre la croissance hésitante, le vol tourbillonnant d'idées chagrines de plus en plus précises, filles de ces nuées mélancoliques qu'elles auraient dû logiquement créer. » Enfin mademoiselle de Lauraquin termine le jeu torturant où il s'amuse et lui rend la liberté en le refusant.

Dans ce premier épisode, le personnage appartenant au monde extérieur, c'est-à-dire mademoiselle de Lauraquin, n'intervient que pour distribuer le sentiment. Mais ce sentiment est uniquement l'ouvrage de Patrice qui fabrique de l'émotion et de l'inquiétude, comme on fabrique de la bile ou du suc gastrique. Dans le second épisode au contraire, le monde extérieur fait réellement invasion dans le moi, qui se débat et qui le repousse. Le personnage étranger est cette fois une madame Pierangeli, fort belle et fort libre, qui s'avise de l'aimer, mais de l'aimer différent de lui-même. « Je la voyais couver d'un regard aveugle un bâton vêtu d'oripeaux, prête à s'agenouiller devant une idole creuse... Mon orgueil... rougissait d'humiliation à la pensée que je n'étais qu'une fausse apparence et qu'Edith ne pouvait m'aimer qu'en s'abusant sur moi. Ce n'est pas l'horreur du mensonge qui m'arrêtait, mais la désolante certitude qu'il me fallait mentir pour être aimé. »

Pendant quelques moments, le désir et l'orgueil se combattent, l'orgueil repoussant ce masque modelé par Edith à la ressemblance de ses rêves, et qu'elle croit le vrai visage de Patrice. Cette fois encore, l'auteur a terminé le combat par un trait ingénieux. Vous n'êtes pas l'indifférent que vous croyez être, dit Edith; j'entend gronder en vous des puissances enchaînées, et c'est moi qui les délivre. C'est moi qui crée en vous l'homme nouveau. Il y a dans ces paroles un curieux mélange de vérité et d'erreur : erreur, car ces forces passionnées n'existent nullement; vérité, car en croyant qu'elles existent, Edith les suscite vraiment, pour un instant, dans l'esprit de Patrice, et Patrice les tourne aussitôt contre elle : « A peine j'eus pris la pleine conscience de ma valeur virtuelle, que je me rebellai. Je ne sais quelle ardeur m'animait, mon être nouveau essayant ses forces, voulait les

éprouver en faisant plier l'orgueilleuse. » Et il lui tient un discours atroce, qui la laisse désespérée, et qui revient à dire qu'il peut bien aimer, mais qu'il ne l'aime pas.

Suivre tous les mouvements de ces flammes de l'esprit est un jeu subtil. Les sentiments, réduits à eux-mêmes, brûlant de leur propre feu, et protégés par cette personnalité qui les enferme, varient constamment. Patrice lui-même suit avec plaisir ces variations incessantes, au moins chez les autres. Il discerne derrière les visages épanouis de deux amants « les premières ondulations de sentiments mal définis, dont le rayonnement futur révélerait la face dramatique ». Cette déformation des motifs sentimentaux se fait dans le temps où le passé se meut sans cesse et n'est plus tel qu'il fut, et elle se fait dans l'espace, où celui qui écoute change à tout moment la parole entendue. Ainsi le monde est formé d'une agitation universelle. De là, dans l'œuvre de M. Martin Chauffier, une sorte de frémissement musical. L'instabilité des thèmes chez certains musiciens où ils se recourbent, s'altèrent et se déploient sans fin, ressemble beaucoup à cette altération perpétuelle des sentiments chez le romancier, dont l'écriture est surchargée d'accidents. Et ses meilleurs passages ont en effet la grâce d'une musique.

« Le grand éclat de crépuscule atténué, la nuit où déjà repose la terre s'élève sans hâte, vaporeuse et parfumée vers le ciel, encore éclairé. Instant unique; contrée bénie des dieux qui peut voir sans étonnement cette merveille se répéter chaque soir des mois d'été : toute la vie du monde suspendue pour suivre dans l'air transparent les lents mouvements des nuances et les jeux subtils des lumières. Palpitation d'une âme tendre, mesurée, incertaine et pure, minute où le ciel devient racinien, chante, soupire et gémit mélodieusement avec une finesse précise que tous peuvent entendre, s'ils sont nés sous ce ciel, fils d'une race à l'esprit aigu et au cœur délicat. »

On peut beaucoup attendre d'un analyste si subtil et d'un chanteur si adroit à moduler. Il faut ajouter d'ailleurs que son métier est plein de défauts. Il a la manie de faire des comparaisons, et ses comparaisons ne valent rien. Il a la rage d'écrire des phrases interminables, et il les construit selon des formules monotones. La raison d'une période est d'être un ensemble;

mais les siennes sont un ajustage mal collé d'éléments de fortune. Ses qualités, loin d'être attachées à l'apparence de son livre, se font jour difficilement à travers cette apparence.

***

Nous avons vu quels rapports imprévus lient le roman de sport au roman d'analyse. Voici un petit livre, qui participe curieusement de l'un et de l'autre. C'est le « 5 000 », de M. Dominique Braga. Le livre est fait uniquement des pensées du coureur Monnerot pendant l'épreuve des 5 000 mètres. Le coup de pistolet du starter déclenche le premier mot, et le récit s'achève quinze minutes plus tard, à la victoire d'Armstrom. Monnerot s'est évanoui à 25 mètres de l'arrivée.

Le livre, bien équilibré, remplit aisément ses 200 pages. Il n'est ni minutieux, ni abrégé; la suite des images se développe normalement. Monnerot, surpris par le coup de pistolet, perd deux mètres au départ. D'abord enfermé dans le paquet des coureurs mêlés : « Du calme », se dit-il. Au bout de cinquante mètres, les groupes s'organisent. Monnerot s'intercale quatrième. Au passage de la tribune des secondes, acclamations. Dans la mémoire de Monnerot, rappel de la course précédente, où il a été nettement battu, semé, par des coureurs qui n'étaient même pas de sa classe. Mais il a retrouvé ses moyens : rappel de ses deux mois d'entraînement, confiance en soi, encouragements à soi-même. Devant les grandes tribunes, acclamations. Il s'écarte un peu de la corde, pour être bien en vue. Sensation de la course. « Il court; tous ces mouvements alternent, se combinent, se répondent, interfèrent; le torse bouge, lentement, et les membres prolongent, amplifient, irradient dans leurs cercles les mâles indications des hanches, des épaules. » Comparaison que Monnerot fait en lui-même de son propre style avec celui du Finlandais Korhola. Discussion muette avec soi-même, sur les procédés d'entraînement. Le peloton de tête court d'un train régulier. Tout à coup l'italien Azini, qui est troisième, s'emballe, dépasse, se laisse rejoindre, dépasse encore. Le peloton se désagrège. Monnerot, qui accélère, s'intercale en seconde position entre le Belge et l'Anglais. Azini s'est laissé brûler. Monnerot se sent bien.

« Il ferme les yeux avec un sourire, et les ouvre. Dieu! Dieu grand! qu'il fait bon et chaud! quelle agréable après-midi! Que l'air file lestement, prestement autour! L'air l'entoure. L'air lumineux et la lumière ardente. Avaler, mon vieux, avaler cet air... » Soudain, malaise. Les gradins du stade flottent, la piste tantôt monte, tantôt se retire. Monnerot se force; une inspiration, trois pas, une expiration... Le peloton ne s'est pas défait : toujours le Belge, Monnerot, l'Anglais, le Suédois. Le Suédois prend la tête, le Belge abandonne. Tout cela se passe dans un brouillard. Maintenant le malaise est fini, Monnerot est lucide. Il se porte en tête, suivi par le Suédois comme par son ombre. L'Anglais est en troisième position. Les autres ralentissent. Monnerot va, de ses belles grandes foulées cadencées, rythmées, joyeuses, l'allure Monnerot, et il a une pensée de mépris pour les journalistes qui ne l'ont pas donné gagnant. Il entend une respiration sifflante : l'Anglais a remplacé le Suédois derrière lui. Une traînée blanche sur les gradins l'intrigue un moment; mais il ne laisse pas l'idée s'incruster et lui voler ses forces. Il faut que l'esprit vagabonde librement, sans se raidir, au gré d'images favorables; sinon la raideur gagne le corps. Il laisse donc son cerveau penser à ce qu'il veut, sans effort, au saut à la corde, aux massages, au secrétaire fédéral Varnier. Au passage son manager lui glisse : « 5 minutes 58 » et de la main l'avertit qu'il a encore six tours de piste à faire, c'est-à-dire trois kilomètres.

La seconde phase de la course commence : il s'agit de régler ces six tours de piste au mieux de ses moyens. Il active le train. Mais comme s'il avait éveillé les mêmes énergies chez ses concurrents, ceux-ci le dépassent. Monnerot donne un effort, revient en tête. On est à mi-course. « Au train » lui crie son manager. « Il a raison, pense Monnerot, c'est au train que je gagne mes courses. » Et il force l'allure. Cependant il sent sur le front une certaine petite ride, la première fatigue. Ce n'est rien, qu'un avertissement de ne pas s'emballer. Maisdevant les grandes tribunes, l'Anglais, frais comme un lapin, le dépasse pour la seconde fois. Monnerot tente de démêler la manœuvre de l'Anglais. Et tout à coup, il trouve: « Il veut m'avoir au train! » Idée bouffonne et qui fait rire, car

le train, c'est la spécialité de Monnerot. Explication invraisemblable. Une autre idée surgit. L'Anglais a passé en tête, pour ralentir le train, et avoir Monnerot à la pointe finale. Cette fois Monnerot sent le danger; d'un élan il reprend la tête; il est content.

Et l'Anglais le coupe de nouveau. Monnerot le laisse filer et se place tranquillement troisième. Il s'agit de savoir si réellement l'Anglais ralentit. Il fait appel à tout son jugement, qui répond oui. Il faut donc reprendre la tête, accélérer le train. Mais cette fois, ni l'Anglais, ni le Suédois ne lui permettent de passer. La lutte est serrée. L'Anglais cède, mais c'est maintenant le Suédois qui mène. Et tout à coup de l'arrière dans un prodigieux effort, surgit un autre coureur, Bizet. Il arrive à la hauteur du Suédois, qui l'attendait là, et qui emballe. Bizet fatigué, ne peut donner le rush, et disparaît. Son exécution a raminé Monnerot qui reprend la lutte à la hauteur du Suédois. « Je l'esquinte » pense-t-il, et en effet le Suédois ralentit. C'est maintenant Monnerot qui mène. Mais il n'a plus devant lui, pour le soutenir, la silhouette de l'adversaire. On dirait que le Suédois et l'Anglais, derrière lui, le retiennent. Cette impression épuisante ne cessera que s'il prend de l'avance. Mais ils s'accrochent à lui, ils collent. Monnerot se fixe des buts où il les sèmera. Ils tiennent. Ils cèdent enfin. Monnerot court seul. Le Suédois le suit à six mètres, essaie de l'atteindre. Monnerot fait une faute, regarde en arrière pour voir son rival : c'est lui donner prise, c'est détendre sa volonté. Il est épuisé. Il n'entend plus. il voit à peine, mais une sorte de sensibilité générale exaspérée l'avertit. Il ne faut pas que le Suédois l'atteigne. Encore un effort! Il faut tenir... Aux trente mètres le Suédois le passe. Monnerot essaie de sauter. Il flanche. Il repart. Il tombe.

Toute cette analyse est très curieuse. Mais nous avons mis deux heures pour suivre une action qui s'est déroulée en quinze minutes. Notre impression est très fausse. Le livre est un film, mais tourné au ralenti.

HENRY BIDOU

LE PLAN DES EXPERTS

Le gouvernement britannique a invité les Alliés à une Conférence qui doit se tenir à Londres le 16 juillet et qui aura pour mission d'examiner le problème des réparations. On sait que trois questions principales, résultant de la guerre et du traité de paix, demeurent en suspens : celle de la sécurité, celle des dettes interalliées, celle des paiements de l'Allemagne. Elles ont entre elles des rapports évidents. Nous ne savons pas encore si la Conférence de Londres doit les étudier toutes ni selon quelles idées directrices. Mais nous savons qu'elle s'attachera certainement à essayer de régler l'affaire des réparations. La Conférence marque le retour inévitable à la méthode des entretiens interalliés. Par l'occupation de la Ruhr, la France et la Belgique avaient eu recours à l'action isolée. Par l'acceptation du Comité des Experts, elles sont revenues à la méthode des conversations communes, après avoir pris un gage. Il reste à tirer les conclusions du projet rédigé par les experts.

M. Herriot, président du Conseil, en allant à Londres et à Bruxelles dès son avènement au pouvoir, a eu la préoccupation de créer une atmosphère favorable aux négociations. Il y avait eu, comme on sait, beaucoup de controverses entre Alliés. La politique de M. Poincaré avait soulevé beaucoup d'objections. Elle avait cependant abouti aux deux résultats que nous venons de rappeler : l'occupation militaire de la Ruhr nous donne une garantie; l'acceptation du projet des experts nous permet de procéder à un règlement international. Toute l'évolution de la politique de M. Poincaré a consisté à passer du premier fait au second. C'est à cet état du problème que M. Herriot en reprend l'étude. La négociation du règle-

ment est à faire. M. Herriot a pensé que sa première action devait être de manifester sa bonne volonté, et d'établir entre Londres, Bruxelles et Paris des relations confiantes et cordiales. Mais le grave malentendu qui s'est manifesté au début de juillet entre Londres et Paris au sujet du programme de la Conférenee et en particulier au sujet de la Commission des Réparations et de la « novation » du Traité, montre que les entretiens de Chequers ont laissé les plus grandes difficultés en suspens. Nous ne sommes pas sûrs que la politique britannique se soit beaucoup modifiée. Et, d'autre part, nous constatons que pour le moment l'Allemagne ne paraît nullement avoir changé.

Quand le Comité des Experts est allé à Berlin, quelle était la situation? Il était devenu évident que l'Allemagne pouvait payer et ne le voulait pas. Elle a pratiqué systématiquement depuis l'armistice une politique qui lui permettait de montrer aux Alliés des caisses vides. Les impôts étaient faibles et d'ailleurs mal perçus. En outre, l'État allemand ne faisait pas servir ces impôts insuffisants à ses seuls services, il en employait une grande partie pour des travaux de développement de l'outillage économique de l'Empire : réfection des chemins de fer, amélioration des grands ports, institutions municipales, etc. L'État allemand, dont le budget était déficitaire, distribuait largement ses subventions aux villes, aux corporations... Il subventionnait les particuliers en laissant chemins de fer et postes déficitaires, afin d'alourdir encore ses propres charges. Ce n'est pas tout. L'État allemand jetait le trouble économique dans toute l'Europe par la concurrence qu'il faisait aux nations industrielles. Entretenant lui-même son déficit, il comblait les trous de son budget par des émissions continues de papier-monnaie. C'est ainsi qu'il a permis à l'industrie allemande de donner à la main-d'œuvre de bas salaires, les salaires ne montant jamais aussi rapidement que se déprécie la monnaie. Le salaire moyen d'un ouvrier allemand n'atteignait pas la moitié du salaire moyen d'un ouvrier français. Par le bas prix de la main-d'œuvre, par l'abaissement des charges fiscales, l'industrie allemande était en mesure de faire à l'industrie étrangère une concurrence victorieuse. Mais elle ne baissait pas ses prix à l'extérieur dans la proportion où le prix

intérieur de sa main-d'œuvre et ses frais généraux le lui permettaient. Elle établissait des prix d'exportation toujours un peu inférieurs aux prix internationaux, mais qui lui laissaient une énorme marge de bénéfices que se partageaient l'État, les Syndicats industriels et commerciaux, en ayant grand soin de laisser à l'étranger une forte partie de ces bénéfices à l'abri de toute dépréciation. Elle a tiré parti de la dépréciation de la monnaie. Tandis que la France dévastée avançait cent milliards de francs pour le compte des réparations et des pensions, l'Allemagne se ruinait en apparence, mais enrichissait ses entreprises, s'outillait, et s'armait. Il fallait en finir : de là l'occupation de la Ruhr, et le travail des Experts.

***

Puisque c'est le rapport des Experts qui va servir de point de départ aux conversations de Londres, il est intéressant de l'examiner en détail, et on ne pourra guère comprendre les futures négociations si l'on ne connaît au moins dans ses grandes lignes le travail rédigé par le premier Comité que présidait le général Dawes. Pour faire payer l'Allemagne, le Comité avait à rechercher les moyens d'équilibrer le budget allemand et les moyens de stabiliser la monnaie allemande. On doit remarquer par conséquent que le Comité évitait de se prononcer sur le montant de la dette de l'Allemagne, qui est réglé par l'état de paiements de 1921, qu'il évitait de même de se prononcer sur la capacité de paiement de l'Allemagne, qui est réservée à l'appréciation de la Commission des réparations, qu'il évitait enfin de se prononcer sur les divergences de méthodes des différents Alliés, questions qui relèvent des gouvernements. Le Comité a déclaré qu'il ne tentait pas de résoudre le problème des réparations tout entier. Il s'est attaché à un règlement dont l'application s'étend sur une période assez étendue pour rétablir la confiance et pour faciliter plus tard un accord définitif sur les réparations. Tout son effort a été de déterminer une somme fixe et globale à payer tous les ans, non un total théorique de la créance des Alliés. Il s'agit d'indiquer une annuité, non de dire combien d'annuités seront payées. Il s'agit de prévoir un versement annuel,

qui comprendra tout ce qui est dû par l'Allemagne au cours de l'année considérée, c'est-à-dire non seulement les réparations, mais les frais d'occupation, le coût des commissions de contrôle et de surveillance, d'une façon générale, toutes sommes afférentes à l'exécution du traité.

Pour procurer cette somme annuelle, les experts considèrent trois sortes de recettes : le budget équilibré, le service des obligations de chemin de fer et l'impôt sur les transports, le service des obligations industrielles. Cette somme serait à partir de 1928-1929, année considérée comme année type, de 2 milliards 500 millions de marks-or. La contribution budgétaire, prélevée sur le produit de certains revenus affectés et contrôlés, serait de 1 250 millions de marks-or; les recettes tirées des chemins de fer seraient de 660 millions, l'impôt sur les transports donnerait 290 millions, et la charge hypothécaire imposée à l'industrie allemande 300 millions. Mais cette somme de 2 milliards 500 millions ne pourrait être obtenue qu'après une période de reconstruction dont les experts fixent le terme à 1928-1929. En attendant l'Allemagne paierait un milliard en 1924-1925, 1 200 millions en 1925-26 et en 1926-27, 1 750 millions en 1927-28.

Ce résumé étant fait pour la commodité de l'analyse, regardons de plus près les modalités.

Les experts proposent d'accorder à l'Allemagne un moratoire qu'ils jugent indispensable pour l'assainissement financier. Ce moratoire durera deux ans pour la contribution budgétaire, et pendant la même période les obligations des chemins de fer et de l'industrie ne porteront qu'un intérêt réduit. Cependant les experts ont compris que l'on ne pouvait pas priver les Alliés des réparations en nature et annuler certaines dispositions formelles du Traité de Paix. Ils ont donc prévu que, la première année, les ressources nécessaires à ces prestations seraient obtenues au moyen d'un emprunt extérieur de 800 millions de marks-or. Cet emprunt, qui est nécessaire pour constituer la réserve d'or de la banque, sera donc mobilisé à l'intérieur avec les billets de l'Institut d'émission et servira à payer à l'intérieur les prestations de l'Allemagne aux Alliés sans qu'il soit besoin de faire appel aux recettes budgétaires. Il en résulte que les Experts ont ainsi

fixé les paiements de l'Allemagne pendant les deux premières années qui formaient la période de moratoire pour le budget :

1re *année.*

Produit d'un emprunt extérieur et intérêt partiel (200 millions M. O.) des obligations de chemins de fer. Total : 1 000 millions M. O.

2e *année.*

Cette deuxième année est une année de moratoire pour le budget. Les experts n'ont pas prévu d'excédent budgétaire, et il sera suppléé à cet excédent, pour pouvoir livrer aux Alliés un montant égal à la contribution de 250 millions et à l'impôt sur les chemins de fer de 250 millions, par la vente des actions de préférence des chemins de fer ou un emprunt intérieur à concurrence de 500 millions M. O.

Les ressources prévues pour le paiement de 1 220 millions M. O. s'établissent donc ainsi :

Vente des actions de préférence ou emprunt	500 millions M. O.
Intérêt des obligations de chemins de fer.	595 —
Intérêt des obligations industrielles . . .	115 —
Total	1 220 millions M. O.

Pendant la période transitoire pour le budget les paiements sont arrêtés de la façon suivante :

3e *année.* . . . . . 1 200 millions M. O.

4e *année.* . . . . . 1 750 millions M. O.

Les ressources prévues pour effectuer ces paiements sont les suivantes :

	RESSOURCES BUDGÉTAIRES	INTÉRÊT PARTIEL DES OBLIGATIONS DE CHEMINS DE FER	INTÉRÊT DES OBLIGATIONS INDUSTRIELLES	IMPOT SUR LES TRANSPORTS	TOTAL
	(En millions de marks-or.)				
1926-27 . .	110	550	250	290	1 200
1927-28 . .	550	660	250	290	1 750

Ces chiffres pour la période transitoire peuvent être modifiés

dans une limite ne dépassant pas 250 millions. Si l'ensemble des impôts engagés fournit un revenu au budget supérieur à 1 milliard en 1926-27 et à 1 250 millions en 1927-1928, les contributions budgétaires devront être augmentées du tiers de l'excédent pour l'année. Inversement, si l'ensemble de ces revenus n'atteint pas 1 milliard en 1926-27 et 1 250 millions en 1927-28, les contributions globales devront être diminuées d'un montant égal au tiers du déficit.

L'année 1928-29 est prise comme l'année-type à partir de laquelle le rétablissement financier de l'Allemagne permettra de fixer un chiffre de paiements normal. Ce chiffre a été arrêté par les Experts à 2 500 millions de marks-or.

Les ressources qui permettront de réaliser ces paiements sont ainsi évaluées :

Contribution budgétaire.	1 250	millions M. O.
Intérêt et amortissement des obligations de chemins de fer	660	—
Intérêt et amortissement des obligations industrielles.	300	—
Impôt sur les transports.	290	—
Total	2 500	millions M. O.

Enfin, à partir de 1929-30, un paiement supplémentaire calculé d'après l'indice de prospérité pourra être prélevé sur les ressources budgétaires. Pendant les cinq premières années, l'indice de prospérité sera appliqué à la simple contribution budgétaire de 1 250 millions et à partir de 1934-35 au montant total du paiement normal soit 2 500 millions M. O. L'indice de prospérité suggéré par les Experts est la moyenne arithmétique du pourcentage de modification des éléments suivants : moyenne du total des importations et des exportations; total des recettes et des dépenses budgétaires y compris la Prusse, la Bavière et la Saxe; trafic des chemins de fer en poids; valeur totale des quantités de sucre, tabacs, bière et alcool, consommées en Allemagne, prix de détail; total de la population allemande; consommation de charbon par tête. La base sera fournie pour certains éléments par la moyenne des trois années 1927, 1928 et 1929, et pour les autres éléments par la moyenne des 6 années 1912, 1913, 1926, 1927, 1928, 1929.

Si l'on veut se rendre compte de ce que représente ce projet,

il faut le comparer aux précédents. On se souvient qu'aux termes de l'accord de Paris (24 janvier 1921) qui ne reçut même pas un commencement d'exécution, l'Allemagne devait verser 42 annuités croissant de 2 milliards à 6 milliards de marks-or à partir de 1932, plus 12 p. 100 sur le produit des exportations. L'état des paiements de Londres (4 mai) qui fixe encore les obligations de l'Allemagne stipule à dater du 1er mai 1921 une annuité de 2 milliards de marks-or, plus 26 p. 100 de ses exportations, annuité représentant l'intérêt à 5 p. 100 et l'amortissement des 50 milliards représentés par les bons des séries dites A et B, le service des bons de la série C (82 milliards) étant réservé. Le plan britannique, défendu par M. Bonar Law à la conférence de Paris du 24 janvier 1923, prévoyait un moratorium de quatre années, une annuité de 2 milliards de M. O. dans les quatre années suivantes; 2 milliards et demi pendant les deux années suivantes; enfin après 10 ans une somme comprise entre 2 milliards et demi et 3 milliards et demi, à fixer par un tribunal impartial. L'excédent sur 2 milliards et demi devait alimenter, après annulation des dettes entre les Alliés européens, un fonds commun « pour répartition entre les Puissances qui ont des dettes envers les États-Unis d'Amérique, en proportion de leurs dettes américaines respectives ».

Annuités demandées à l'Allemagne (milliards de marks-or).

	FIXE	VARIABLE	FIXE	VARIABLE	FIXE	FIXE	VARIABLE
	Accord de Paris (24 janvier 1921).		Etat de paiements de Londres (5 mai 1921).		Plan Bonar-Law (1er janv. 1923).	Experts de 1924.	
1921-23.	2	12 p. 100 des exportations	2	26 p. 100 des exportations	—	—	
1923-24.	3		—		néant	—	
1924-25.	3		—		—	1	
1925-26.	3		—		—	1,220	
1926-27.	4		—		—	1,200	
1927-28.	4		—		2	1,750	
1928-29.	4		—		2	2,500	
1929-30.	5		—		2	(année type)	surplus calculé sur l'indice de prospérité.
1930-31.	5		—		2		
1931-32.	6		—		2 1/2		
1932-33.	6		—		2 1/2		
1933-34.	6		—		2 1/2 à 3 1/2		

Le tableau ci-dessus que nous empruntons aux excellents documents de la Société d'Études économiques permettra de saisir l'ensemble de ces projets.

***

Il y a lieu d'insister un peu sur le gage des chemins de fer, qui soulève les principales objections de l'Allemagne. « Parmi les biens et les ressources du Reich et des États allemands qui tombent sous l'application de l'article 248 du Traité de paix, disent les membres du premier Comité d'Experts, le réseau des chemins de fer allemands constitue incontestablement le plus important et en même temps celui qui peut être utilisé le plus facilement pour les réparations » (Introduction de l'annexe III.) Le Comité a confié à deux spécialistes particulièrement compétents, sir William Acworth et M. G. Leverve, le soin de procéder à une étude approfondie des chemins de fer allemands, au point de vue du rendement à en attendre, ou de la meilleure manière de l'exploiter. Leur rapport forme l'Annexe III au rapport du Comité. Le réseau a une étendue de 53 000 kilomètres, le capital investi, évalué à 25, 28 milliards de M. O. en mars 1920 lorsque la propriété des chemins de fer fut transférée au Reich, s'élève aujourd'hui à 26 milliards. On peut admettre que ce chiffre correspond exactement à la valeur réelle (soit 500 000 M. O. par km.), étant donné l'excellent état du réseau, de ses installations, de son matériel roulant.

Avant la guerre, avec des méthodes d'exploitation peu économiques, — tarifs trop bas, dépenses trop élevées, personnel trop nombreux, installations trop vastes, — on obtenait près d'un milliard de revenu net. Les charges de capital absorbaient la moitié du bénéfice brut. Le coefficient d'exploitation était de 70 p. 100, très supérieur à ceux de la plupart des grands réseaux des autres pays, en France notamment, et cependant les chemins de fer allemands ne payaient aucun impôt. Depuis la guerre on a suivi une politique de gaspillage et de mégalomanie que les experts techniques apprécient sévèrement. L'administration a commis deux fautes graves, dont l'une est d'avoir entretenu un énorme excédent de

personnel, avec des salaires d'ailleurs très bas, l'autre de s'être livrée à des dépenses de capital désordonnées, sous prétexte d'éviter le chômage et ses dangereuses conséquences sociales. Suivant une tradition constante de l'administration allemande, une partie de ces dépenses de premier établissement ont d'ailleurs été portées indûment au compte d'exploitation, et exagèrent le déficit. « Le gouvernement allemand a depuis la guerre exploité les chemins de fer d'une manière qui n'est pas défendable »; son insouciance à l'égard des revenus n'a eu d'égale que sa prodigalité dans les dépenses. Mais il en est résulté que « la situation matérielle des chemins de fer et leurs moyens d'action ont été portés à un niveau bien supérieur à celui d'avant guerre, et supérieur aussi à celui des chemins de fer de tous autres pays ». Le réseau allemand est donc un outil excellent, en parfait état, dont on peut tirer le meilleur rendement. Les experts techniques estiment qu'il peut être exploité à 80 p. 100; ce coefficient, appliqué à une recette brute de 3 milliards de M. O. (c'est le chiffre actuellement envisagé et justifié dans l'appendice III), donnerait 800 millions de produit (étant donné que les charges de capital ont été éteintes par la dépréciation du mark) au moins à partir de la cinquième année, car il faudra constituer des réserves, et il est prudent de ne compter que sur 400 millions de produit net la première année, 550 la seconde, 700 à 750 la troisième et la quatrième.

Quant au projet d'utilisation du gage, il consiste à concéder l'exploitation des chemins de fer allemands, y compris leurs extensions éventuelles, à une compagnie allemande au capital de 26 milliards de M. O., dont le Conseil d'administration ne pourra compter plus de 14 membres allemands sur 18, et dont la gestion sera contrôlée par un commissaire aux chemins de fer, représentant les créanciers de l'Allemagne. La direction sera allemande et s'exercera sans entrave tant que sera fournie au budget des réparations une contribution qui correspond à une rémunération modérée du capital. Un comité temporaire de cinq membres (dont un neutre), — Comité d'organisation de la Compagnie des Chemins de fer allemands, — sera chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution du projet des Experts

et d'arrêter tous les détails de la constitution de la Compagnie; c'est lui en particulier qui réglera la manière dont s'exercera le contrôle du gouvernement sur l'exploitation. Ses fonctions cesseront aussitôt que possible après la constitution de la compagnie, la désignation du commissaire et la mise en train du nouveau régime. Les dépenses du Comité d'organisation, comme aussi celles du commissaire et de son personnel, seront imputées sur les frais d'exploitation.

***

Si maintenant on veut donner une idée des dispositions qui animent le rapport très étudié, et très minutieux même dans le détail, du travail des Experts, il convient de faire trois remarques.

Et d'abord, d'une manière générale, le Comité des Experts croit que l'Allemagne peut payer, et sur sa gestion financière, sur sa banqueroute, sur sa force productive, il fait des observations modérées dans la forme, sévères au fond, qui rappellent tout ce que les gouvernements français ont soutenu.

Ensuite, sur deux sujets importants, il s'est prononcé très clairement. Il croit que la capacité de paiement de l'Allemagne est diminuée par les effets économiques de l'occupation de la Ruhr, et à plusieurs reprises il indique que le programme n'est applicable que si les obstacles mis à l'activité économique de la Ruhr disparaissent. D'autre part, par l'organisation du Comité des Transferts, il rend possible de nouveaux ajournements, car il déclare qu'il faudra veiller au maintien du change allemand, et bien que le plan laisse place à des moyens de pression puissants sur l'Allemagne, il lui offre aussi les moyens pratiques de gêner les transports et de se faire accorder quand elle voudra un moratorium : c'est une des dispositions du travail des Experts qui mérite d'être étudiée et modifiée.

Enfin, et au moment des négociations c'est un point à retenir, les Experts ont expressément reconnu qu'il restait, en cas de mauvaise volonté persistante du débiteur, l'*ultima ratio* du créancier : « En pareil cas (s'il y a de la part de l'Allemagne manquement flagrant aux conditions acceptées d'un commun

accord), c'est manifestement aux gouvernements créanciers, agissant avec la conscience de leur responsabilité commune, à l'égard de leurs propres intérêts financiers et des intérêts des particuliers qui auraient avancé des fonds pour mettre le plan à exécution, qu'il appartiendra de déterminer la nature des sanctions à appliquer et de les organiser de façon qu'elles soient promptes et efficaces... Nous sommes unanimement d'avis qu'un règlement de réparations doit être renforcé par des garanties productives et adéquates. » Le programme des Experts suppose donc l'adhésion bénévole de l'Allemagne; il ne la garantit pas. Il est établi avec le souci très net de créer au débiteur des motifs fondés sur le souci de l'intérêt légitime pour s'acquitter. Il n'interdit pas, il ne saurait interdire, si les circonstances l'exigent, de renforcer ces motifs par le recours à toute mesure que les articles du traité, ou les règles ordinaires du droit international permettent de prendre.

L'Allemagne, dans sa résistance, avouée ou masquée, à l'exécution des obligations souscrites au titre des réparations, a fait état principalement de l'impossibilité de faire face à des engagements inexécutables. Le programme que les Experts ont établi à la demande de la Commission des réparations est rédigé avec équité. Il aura pour premier effet de rendre les objections de l'Allemagne insoutenables. L'adhésion d'un gouvernement allemand, quel qu'il soit, au système inspiré des principes posés par les experts, aura une importance historique. Il deviendra désormais impossible pour l'Allemagne de se dérober sous prétexte qu'elle ne peut pas payer, et que les demandes des Alliés excèdent sa capacité. Le rapport des Experts, que nous n'avons pas accepté en principe sans faire une fois de plus la preuve de notre esprit de sacrifice et de conciliation, a du moins un mérite : il proclame officiellement que l'Allemagne peut payer. Mais il laisse aux gouvernements la mission de régler tous les problèmes politiques, et ce n'est pas le moins difficile.

ANDRÉ CHAUMEIX

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. André CHAUMEIX, Directeur de la Revue de Paris, 85 *bis, Faubourg Saint-Honoré. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Claude a quinze ans. Il flâne dans l'hôtel de voyageurs que sa mère dirige. Les femmes l'attirent... is confusément, presque à son insu, jusqu'au jour où la servante Mariette éveille en lui un désir et précis. Mariette ne fait point de défense et Claude, toutes les nuits, gagne sa chambre. Cette riette est sensuelle, elle n'est guère que cela. Claude n'en souffre pas. Telles qu'elles sont ces entes fêtes nocturnes lui conviennent. Et puis Mariette est la servante, Claude le jeune maître. toutes choses la femme obéit : à cette idée Claude trouve un charme singulier. Ici intervient nand, un huissier, riche et laid, et qui a du goût pour Mariette. Il l'enlève au balai, au plumeau et à ude et l'installe dans ses meubles. Claude pourtant n'est éliminé que provisoirement. Le voici de nouveau rejoint Mariette et redevient son amant. Cette *reconquista* est une date d'importance. vé de Mariette, Claude était jaloux de Fernand. Il ne l'est plus lorsqu'il a dans la chambre de riette ses petites entrées. Au contraire, il s'intéresse à Fernand, est curieux de ses vices et sur ce rain-là essaie de le battre... C'est Fernand qui se lasse de Mariette le premier; les finances de la nme en souffrent. Pour y remédier Mariette accepte d'autres rendez-vous de-ci de-là. Claude le t, il s'en délecte. Il est assez vicieux ce jeune homme. Où ne descendra-t-il pas? C'est ce que se mande sa mère. Elle intervient auprès de Mariette et lui fait jurer de ne plus recevoir Claude. elle mauvaise politique! Claude est furieux et décide de s'enfuir avec Mariette. Il ne s'enfuira s seul. Claude a un père que nous n'avons pas encore vu. C'est un mauvais sujet qui court la France plaçant des vins et en courtisant les servantes. De temps en temps il passe voir sa femme pour soutirer de l'argent. C'est ainsi que Claude, qui ne le connaissait pas encore, a l'occasion de le ncontrer. Ceci le jour même où le jeune homme vient d'informer sa mère qu'elle n'entendra plus rler de lui. Une décision aussi énergique enchante le père de Claude. Il ne veut plus quitter son s... car Mariette l'attire. Le trio part pour Toulouse, achète un café avec l'argent donné par uissier. Le père est au comptoir, Mariette sert le client. Que fait Claude? Rien. De toutes manières, s'en rend compte, il est devenu inutile. Et, désespéré, il quitte Mariette... Tel est le sujet de **Rien l'une femme**, de **Francis Carco**. C'est Claude lui-même qui raconte l'aventure et il le fait d'un n apaisé et las. Point d'élan ou de regret. Point de détail superflu, de description oiseuse. Ce qui porte, c'est l'attachement de Claude pour Mariette. Sensuel, cet adolescent n'est que cela. s sourdes impulsions qu'il reçoit, les incessants appels de la chair auxquels il obéit, tous les scurs instincts qui l'entraînent : telle est la matière du récit. Qu'est Mariette? Rien l'une femme si l'on convient d'entendre par ce mot une bête humaine du sexe féminin. Et Claude? ais... rien qu'un homme. Une analyse d'instincts, exactement d'instincts sexuels, voilà ce qu'a trepris Carco. Et, ainsi qu'il a coutume, il a privé ses personnages de tout sens moral. Aucune nscience ne vient chez Claude s'opposer aux désirs les plus singuliers. En cela il s'apparente au mpieur de l'*Homme traqué* qui assassinait avec candeur et comme pour obéir à son destin. Dès l'on supprime la conscience et l'intelligence en effet, il semble qu'on rende au Destin sa toute-issance; les instincts sont si inexplicables et si forts qu'ils paraissent représenter l'antique Fatum... récit de Claude est volontairement dépouillé et nu, il est traité en somme dans la manière clas-que et le contraste est savoureux entre le ton détaché et auguste du narrateur et le caractère parti-lièrement audacieux de la narration. Rien qui ne soit vrai et puissant dans ce livre, et pourtant il émeut que médiocrement. Précisément parce qu'il n'écoute que ses instincts, parce que nous ne con-issons que ses instincts, Claude nous est un peu étranger. Nous aimerions à entendre — ne fût-ce que temps en temps — la voix de l'intelligence, celle du cœur. D'autre part, dans son souci de nous peindre exclusivement l'amour de Claude pour Mariette, l'auteur a réduit à presque rien les détails i eussent pu nous faire connaître le personnage même de Claude. Aussi le jeune homme et ceux i l'entourent, n'ont-ils par certains côtés qu'une existence abstraite. Cette confession de Claude qui nstitue tout le livre, on pourrait imaginer qu'elle eût sa place dans une œuvre plus importante où personnages de *Rien qu'une femme* retrouveraient à nos yeux les couleurs qui leur manquent un u... Ainsi la confession de Stavroguine est un chapitre des Possédés... Mais ces restrictions ne nous npêchent point d'admirer profondément le roman de M. Francis Carco qui est une œuvre de grande sse et de haute tenue littéraire.

Le Faune, par **Dominique Dunois** — Un village aux environs de Tours en 1918. Les troupes méricaines viennent de s'installer dans le pays. Sur les visages de femmes, où, depuis quatre ans, ngoisse était peinte, les sourires de nouveau apparaissent. La confiance en une victoire prochaine en est pas la seule cause. Les boys sont d'aspect vigoureux et sain. Ils sont beaux parfois et si nnêtes! Un jour de flirt et les voilà déjà qui proposent le mariage. De tous côtés on se fiance... aque famille a son Américain et les vieux parents contemplent avec attendrissement le soldat outre-mer qui serre amoureusement la main de leur fille, cette main qu'ils viennent d'accorder ficiellement au guerrier kaki. Des mirages d'or enveloppent le village. Toutes les femmes croient elles vont épouser un milliardaire... Il y a tant d'incertitudes sur la condition sociale de la plupart ces étrangers! Eux-mêmes semblent avoir perdu la mémoire de leur passé : certains ont soudain blié qu'ils ont déjà femmes et enfants au pays. Le village est en folie. Tandis que les fiancées rêvent, petits commerçants font fortune... Les Sammies ne regardent point à la dépense : ils achètent s parfums, de la bimbeloterie, des souvenirs... Puis des mois passent; survient l'armistice et l'armée méricaine quitte le pays. Que de désespoirs alors! La fille de la bouchère, il est vrai, est bien authen-quement mariée à un officier américain de bonne famille, mais bien plus nombreuses sont les femmes andonnées, bernées, trahies... Sur la valeur des promesses des boys, un peu partout les yeux s'ouvrent l'on fait de tristes découvertes... Petites scènes de la vie de certains coins de l' « arrière » que made-oiselle Dominique Dunois a dépeintes d'une plume alerte et ironique un peu : elles serviront peut-re plus tard à préciser certains détails de la « petite histoire » qui, du point de vue psychologique, a pas moins d'intérêt que la « grande ». Elles donnent en tout cas une sorte de signification symbo-que à l'aventure de Geneviève de Sainte-Claire, l'héroïne du roman, une jeune orpheline de bonne issance qui se laisse duper par un aventurier américain. Celui-ci l'a séduite par sa beauté fruste. Mon sauvage », répète la jeune fille avec une tendresse heureuse. Et c'est bien en effet l'antago-sme de la civilisée et de l'homme « d'avant la pensée » qu'a voulu dépeindre l'auteur. Mais William rns n'est pas seulement un faune, c'est aussi un abominable coquin qui volera Geneviève après oir abusé d'elle... Peut-être notre civilisée est-elle un peu naïve. L'amour la rend vraiment trop eugle et, de ce point de vue, certains traits apparaîtront légèrement forcés, surtout si l'on songe aux alités de finesse que la jeune fille est censée posséder... Mais ce que l'auteur a souhaité avant tout us donner c'est la peinture d'un milieu et d'une brève mais bien significative époque. Elle y a einement réussi et son livre témoigne de rares qualités d'observation. MARCEL THIÉBAUT

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE.	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES. .	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER	98 »	50 »	26 »

LA LIVRAISON — 240 pages — **4 fr. 50**

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *rue Saint-Roch, Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 franc *et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er ou du 15 de chaque mois.

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, ***3, rue Auber.***

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris ***sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.***

La Revue de Paris ***décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.***

Première Table Décennale (1894-1903). *Prix*. . . . . 2 fr. 50
Deuxième Table Décennale (1904-1913). *Prix*. . . . . 3 fr. 50

P. Brodard, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.